

RÉVISION GÉNÉRALE DOSSIER D'APPROBATION

RÉVISION PRESCRITE LE 20 MAI 2021
RÉVISION APPROUVÉE LE 18 DECEMBRE 2025



8.4

ANNEXES
AUTRES

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À LA
DÉLIBÉRATION DU 18 DECEMBRE 2025

LE MAIRE

PLAN LOCAL D'URBANISME – SAINT MAURICE DE BEYNOST

01- Ain

LISTE DES PIECES - ANNEXES

1	Liste des Servitudes d'Utilité Publique
1.1	Servitude AS1 – relative à l'instauration de périmètres de protection autour des captages d'eaux destinées à l'alimentation en eau potable et des sources d'eaux minérales naturelles
1.2	Servitude EL3 – de halage et marchepied
1.3	Servitude EL11 – relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomérations
1.4	Servitudes I1 – relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz
1.5	Servitude I3 - relative à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques
1.6	Servitude I4 - relative aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité
1.7	Servitude PM1 – relative aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et plan de prévention des risques miniers
1.8	Servitude T1 - relative aux voie ferrées
1.9	Servitude4 T4-T5 – relatives à l'aéronautique de balisage et de dégagement

2	Plan de Prévention des Risques Naturels « Crues du Rhône, Crues torrentielles et Mouvement de terrain » de la commune de Saint-Maurice-de-Beynost
2.1	PPRN – Arrêté préfectoral
2.2	PPRN – Rapport de présentation
2.3	PPRN - Règlement
2.4	PPRN – Carte d'aléas
2.5	PPRN – Carte d'enjeux
2.6	PPRN – Carte du réseau hydrographique
2.7	PPRN – Carte des phénomènes historiques
2.8	PPRN – Carte de zonage

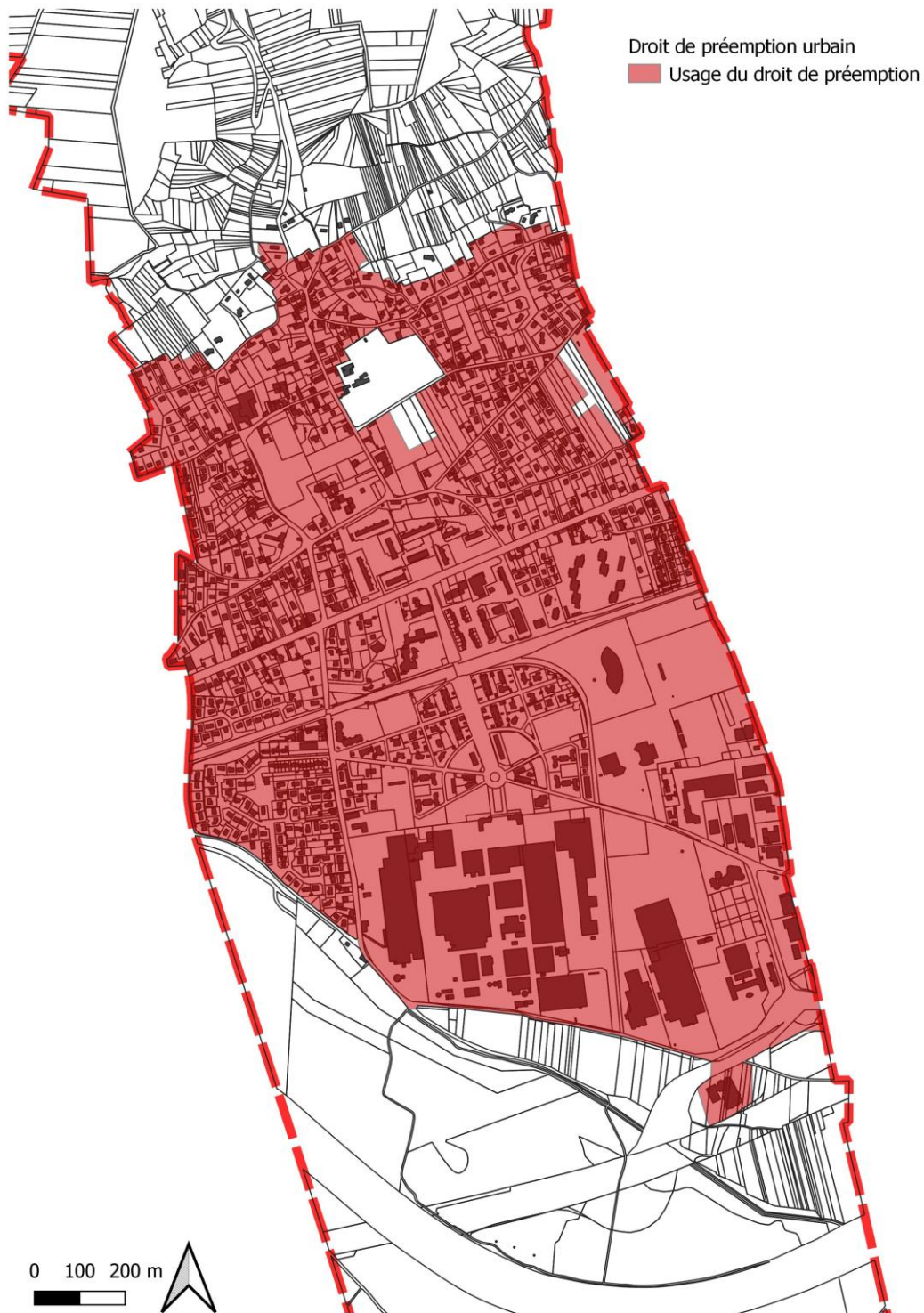
3	Annexes sanitaires
3.1	Zonage d'eaux pluviales
3.2	Eau potable
3.3	Zonage d'assainissement

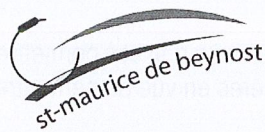
4	Annexes autres
4.1	Droit de préemption urbain
4.2	Règlementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières
4.3	Classement sonore des infrastructures routières et ferroviaires du département de l'Ain
4.4	Arrêté déclarant l'ensemble du département de l'Ain zone à risque d'exposition au plomb
4.5	Règlement Local de Publicité intercommunal

4.1 – Droit de préemption urbain

DROIT DE PREEMTION URBAIN

La commune de Saint-Maurice-de-Beynost a instauré un Droit de Prémption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines U et à urbaniser (1AU et 2AU) du territoire communal, en application des articles L.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.





Commune de Saint-Maurice-de-Beynost

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°2025-08/09

Séance du 18 décembre 2025

Date de la convocation :

12 décembre 2025

Affichage de la convocation :

12 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, dix-huit décembre, le conseil municipal de la commune de Saint-Maurice-de-Beynost, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, à la mairie, salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Pierre GOUBET, Maire.

Présents : Pierre GOUBET, Claude CHARTON, Eveline GUILLET, Yvan HERZIG, Daniel MONCHANIN, Lydie EXTIER-PONS, Didier JUHEN, Nicole BOURGEOIS, Christian JUFFET, Martine TERRIER, Rodolphe EZNACK, Bernard MATEOS, Michèle ALVES, Muriel BRUGNOT, Robert HERPOYAN, Lindsay DIAS, Nikita FERRACHAT.

Excusés : Alain VIEUX (Procuration à D. MONCHANIN), Stratos TSALAPATIS (Procuration à R. EZNACK), Nathalie GRAVIER (Procuration à P. GOUBET), Anne CHAMPETINAUD (Procuration à N. FERRACHAT), Syve-Line TAN (Procuration à C. CHARTON), Danièle GREAU (Procuration à N. BOURGEOIS).

Nombre de conseillers :

en exercice : 27

présents : 17

procurations : 6

absents : 4

votants : 23

ABSENTS : Anaïs TEYSSONNEYRE, Yann LEONET, Mathieu LAURAIN, Romain GAILLARD.

Muriel BRUGNOT a été élue secrétaire de séance.

INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU) SIMPLE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Madame le rapporteur explique à l'Assemblée que le droit de préemption urbain (DPU) est un outil de politique foncière à disposition des communes. Il leur permet de se porter acquéreurs prioritaires de biens en voie d'aliénation, dans les zones urbanisées ou à urbaniser de la commune, en vue de la réalisation de leurs actions et opérations d'aménagement. Cet outil permet de constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt général.

Dans les zones soumises au DPU, toute vente d'immeubles ou de terrains fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner (DIA). La commune peut alors faire usage de son droit de préemption dans un délai de deux mois et doit motiver son achat.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-22 ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.210-1, L.211-1 à L.213-18, L.300-1, et R.211-1 à R.213-36 ;

VU l'approbation du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du Conseil municipal n°2025-08/08 en date du 18 décembre 2025 ;

VU la délibération du Conseil municipal n°2023-04/02 en date du 11 mai 2023 donnant délégation au maire pour exercer le droit de préemption urbain au nom de la commune ;

CONSIDERANT que le droit de préemption urbain, prévu à l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme, permet aux communes dotées d'un PLU d'instituer ce droit sur tout ou partie des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) ;

CONSIDERANT que ce droit peut être exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, à l'exception de ceux visant à

sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels, à préserver la qualité de la ressource en eau et à permettre l'adaptation des territoires au recul du trait de côte, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement ;

CONSIDERANT que l'exercice du DPU permet à la commune de constituer des réserves foncières et de maîtriser l'aménagement de son territoire ;

CONSIDERANT la nécessité pour la commune de Saint Maurice de Beynost de se doter de cet outil de gestion foncière, et d'instaurer un droit de préemption urbain simple sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU), définies par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur le territoire communal ;

Il est donc proposé à l'Assemblée d'approuver l'instauration du droit de préemption urbain tel que définit précédemment.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ABROGE et REMPLACE toutes les délibérations antérieures du Conseil municipal concernant le droit de préemption urbain.

APPROUVE l'instauration du droit de préemption urbain simple sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) définies par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur le territoire communal, à savoir :

- Zone UA,
- Zone UB,
- Zone UC,
- Zone UD1 et UD2,
- Zone UE, UEa et UEb
- Zone UJ
- Zone UPr
- Zone UX1, UX1a, UX1b, UX1c UX1d et UX2
- Zone 1AU
- Zone 2AU

INDIQUE que la délibération sera rendue exécutoire conformément aux dispositions de l'article R.211-2 du Code de l'urbanisme : par affichage en mairie, et par insertion dans deux journaux diffusés dans le département de l'Ain ; elle entrera en vigueur à la date d'accomplissement de la dernière de ces formalités.

INDIQUE qu'un registre des acquisitions réalisées par voie de préemption, mentionnant l'affectation définitive des biens, sera tenu à la disposition du public en mairie, conformément à l'article L.213-13 du Code de l'urbanisme.

INDIQUE que la présente délibération sera adressée :

- À Madame la Préfète de l'Ain,
- Au Directeur départemental des finances publiques,
- À la Chambre départementale des notaires de l'Ain,
- Au barreau et au greffe du tribunal judiciaire compétent.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits.

Délibération adoptée à l'unanimité

Le Maire
Pierre GOUBET



4.2 – Règlementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMISSION PERMANENTE

DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 17 DÉCEMBRE 2019



Rapport : n° CP2019-12/0456

OBJET : Réglementation des boisements - approbation de la délibération cadre départementale.

(Direction Générale Adjointe Infrastructures et déplacements - Service des affaires foncières et immobilières)

La Commission permanente du Conseil départemental,

- Vu la troisième partie du Code Général des Collectivités Territoriales relative au Département, notamment ses articles L3211-1 et suivants
- Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code Rural et de la Pêche Maritime relatif à l'aménagement foncier (articles L. 126-1, L. 126-2 et R. 126-1 à R. 126-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatifs à la réglementation des boisements) ;
- Vu le Code de l'environnement;
- Vu l'avis de la Chambre départementale d'Agriculture en date du 12 septembre 2019 ;
- Vu l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière Rhône-Alpes en date du 18 septembre 2019 ;
- Vu la délibération du Conseil départemental n° AD2017-07/1.0030 du 10 juillet 2017 donnant délégation à la Commission permanente pour statuer sur toute affaire, à l'exception de celles visées aux articles L 3312-1, L 1612-12 à L 1612-15 du Code général des Collectivités Territoriales, et des attributions déléguées directement au Président du Conseil départemental ;
- Vu le rapport du 27/11/2019 de monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ain.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le Département a la responsabilité de l'instruction et de la mise en œuvre de la réglementation des boisements à l'échelle communale ou intercommunale. Au préalable, il doit établir une délibération cadre-précisant ses orientations ainsi que les obligations déclaratives pour tous semis, plantations ou replantations (article R.126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Par délibération du 18 décembre 2006 modifiée le 12 février 2007, l'Assemblée départementale a arrêté pour une durée de 10 ans une réglementation des semis et plantations des essences forestières devenue caduque en février 2017.

Faisant suite à un travail de concertation entre le Service des affaires foncières et immobilières, la Direction de l'Environnement, en collaboration avec la Direction Départementale des Territoires, la Chambre d'Agriculture et le Centre Régional de la Propriété Forestière, une nouvelle délibération de cadrage a été établie.

Les principales caractéristiques de la délibération cadre sont proposées comme suit :

1. Définition de 3 périmètres :
 - un périmètre où le boisement est libre ;
 - un périmètre interdit où tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières sont interdits pour une durée de 15 ans ;
 - un ou plusieurs périmètres réglementés valables jusqu'à la révision suivante, où le boisement est autorisé mais soumis notamment au respect de distances minimales de recul vis-à-vis des parcelles agricoles voisines, des cours d'eau, des chemins ainsi que des lieux habités.

2. Définition de 2 Zones Forestières Homogènes (ZFH) pour lesquelles ont été déterminés des seuils de surface pour les reboisements après coupe rase :
 - ZFH n° 1 « Forêt de plaine » : communes de la Bresse-Dombes-Plaine de l'Ain,
 - ZFH n° 2 « Montagne » : communes Bugey-Revermont-Pays de Gex.

3. Cas spécifiques :
 - production de sapins de Noël : déclaration annuelle au Président du Conseil départemental qui porte sur les essences, la surface, le lieu, les distances et la date de plantation ;
 - la friche qui peut être classée dans 1 des 3 périmètres en fonction des objectifs d'aménagement poursuivis.

Après en avoir délibéré, conformément à la délégation de compétence consentie par le Conseil départemental ;

APPROUVE le document de cadrage relatif à la « Réglementation des semis, et plantations et replantations d'essences forestières dans le département », tel que détaillé et joint en annexe.

Présents:

Mme Nathalie BARDE, Mme Véronique BAUDE, M. Roland BERNIGAUD, M. Guy BILLOUDET, Mme Myriam BOUVET-MULTON, M. Michel BRULHART, Mme Sandrine CASTELLANO, Mme Hélène CEDILEAU, Mme Marie-Christine CHAPEL, M. Alain CHAPUIS, M. Henri CORMORECHE, M. Romain DAUBIE, M. Jean DEGUERRY, M. Jean-Pierre GAITET, M. Christophe GREFFET, M. Jean-Yves HEDON, Mme Catherine JOURNET, M. Guy LARMANJAT, Mme Elisabeth LAROCHE, Mme Natacha LORILLARD, Mme Mireille LOUIS, Mme Muriel LUGA GIRAUD, Mme Hélène MARECHAL, Mme Annie MEURIAU, M. Gérard PAOLI, M. Marc PECHOUX, M. Raymond PERRIN, M. Daniel RAPHOZ, Mme Martine TABOURET, Mme Carène TARDY, Mme Viviane VAUDRAY.

Excusés:

M. Damien ABAD, Mme Muriel BENIER, Mme Aurélie CHARILLON, Mme Brigitte COULON, M. Charles de la VERPILLIERE, M. Philippe EMIN, M. Jean-Yves FLOCHON, M. Christophe FORTIN, Mme Clotilde FOURNIER, Mme Valérie GUYON, M. Pierre LURIN, Mme Liliane MAISSIAT, M. Walter MARTIN, M. Michel PERRAUD, Mme Caroline TERRIER.

Procurations:

M. Damien ABAD donne pouvoir à Mme Marie-Christine CHAPEL
Mme Muriel BENIER donne pouvoir à M. Michel BRULHART
Mme Aurélie CHARILLON donne pouvoir à M. Daniel RAPHOZ
Mme Brigitte COULON donne pouvoir à M. Henri CORMORECHE
M. Charles de la VERPILLIERE donne pouvoir à Mme Viviane VAUDRAY
M. Philippe EMIN donne pouvoir à Mme Annie MEURIAU
M. Jean-Yves FLOCHON donne pouvoir à Mme Martine TABOURET
M. Christophe FORTIN donne pouvoir à Mme Sandrine CASTELLANO
Mme Clotilde FOURNIER donne pouvoir à Mme Catherine JOURNET
Mme Valérie GUYON donne pouvoir à M. Guy BILLOUDET
M. Pierre LURIN donne pouvoir à Mme Hélène CEDILEAU
Mme Liliane MAISSIAT donne pouvoir à Mme Véronique BAUDE
M. Walter MARTIN donne pouvoir à M. Alain CHAPUIS
M. Michel PERRAUD donne pouvoir à M. Gérard PAOLI
Mme Caroline TERRIER donne pouvoir à M. Jean-Pierre GAITET

Adoption à l'unanimité

Nombre de présents ou représentés : 46

Nombre de votants : 46

Vote :

Pour : 46

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Bourg-en-Bresse, le 19 décembre 2019

Le Président de séance,

Copie conforme à l'original signé

Jean DEGUERRY

Réglementation des semis et plantations et replantations d'essences forestières

CADRAGE DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 2005 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et son décret d'application n° 2006-394 du 30 mars 2006 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code Rural et de la Pêche Maritime relatif à l'aménagement foncier ;

Vu les dispositions des articles L. 126-1, L. 126-2 et R. 126-1 à R. 126-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatifs à la réglementation des boisements ;

Vu la loi n° 2014-1170 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-02 du 8 août 2016 fixant les seuils de surfaces des espaces boisés appartenant à des particuliers pour lesquels les défrichements sont soumis à autorisation ;

Vu la délibération de cadrage relative à la réglementation des boisements adoptée par l'Assemblée départementale en date du 12 février 2007 ;

Vu l'avis de la Chambre départementale d'Agriculture en date du 12 septembre 2019 ;

Vu l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière Rhône-Alpes en date du 18 septembre 2019 ;

Préambule

La « réglementation des boisements » est l'un des modes d'aménagement foncier défini par la loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005 codifiée aux articles L. 126-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Cette procédure a pour objectif de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature et de loisirs et les espaces habités en milieu rural, et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le Département a la responsabilité de l'instruction et de la mise en œuvre de la réglementation des boisements à l'échelle communale ou intercommunale. Au préalable, il doit établir une délibération cadre-précisant ses orientations ainsi que les obligations déclaratives pour tous semis, plantations ou replantations (article R.126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime). Cette délibération doit être accompagnée d'un rapport recensant les massifs forestiers protégés, les zones agricoles, paysagères et environnementales protégées ou inventoriées (cf. annexe 1).

Table des matières

1	Dispositions de mise en œuvre de la réglementation des boisements	3
1.1	Le zonage départemental	3
1.2	Les orientations légales	4
1.3	Les orientations départementales	4
1.4	Les dispositions d'ordre général	5
1.4.1	Durée de validité	6
1.4.2	Le seuil maximum de surface en dessous duquel les interdictions ou réglementations s'appliquent pour les reboisements après coupe rase	6
1.4.3	Distance minimale de recul avec les fonds voisins	7
1.4.4	Prescription et interdiction d'essences forestières à l'intérieur des périmètres réglementés	10
1.4.5	Eléments exclus de la réglementation des boisements	11
1.4.6	Eléments concernés par la réglementation des boisements	12
1.4.7	Cas de la production de sapins de Noël	12
1.4.8	Cas des espaces boisés classés et des éléments de paysage identifiés	13
1.4.9	Cas de la friche	13
2	Obligations déclaratives	14
2.1	Obligations déclaratives relatives aux boisements ou reboisements	14
2.2	Obligations déclaratives annuelles relatives aux cultures d'arbres de Noël	15
2.3	Instruction des déclarations	15
2.4	Application de la réglementation des boisements	16
	LISTE DES ANNEXES	17

1 Dispositions de mise en œuvre de la réglementation des boisements

Il est précisé que les réglementations des boisements existantes sur les communes restent en vigueur jusqu'à leur révision. Le Président du Conseil Départemental s'assure de leur application.

1.1 Le zonage départemental

Code Rural et de la Pêche maritime, Art. R.126-1 : [...] le Conseil Départemental fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire départemental : [...] Les zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés ainsi que la reconstitution après coupe rase, s'il y a lieu ; [...]

Pour la mise en œuvre de la procédure de réglementation des boisements, la zone dans laquelle les semis, plantations et replantations peuvent être interdits ou réglementés ainsi que la reconstitution après coupe rase correspond à l'ensemble des communes du département de l'Ain.

L'ensemble des zones non couvertes par une réglementation communale ou intercommunale est située par défaut en zone réglementée. Dans cette zone, tout projet de boisement devra faire l'objet d'une demande d'autorisation dans les conditions mentionnées au point 2 et se conformer aux présentes orientations départementales.

Toute commune ou Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) du département a donc la possibilité de demander au Président du Conseil Départemental l'élaboration ou la révision de la réglementation des boisements sur son territoire (voir procédure en annexe 3).

Le Président du Conseil Départemental procède à une hiérarchisation des demandes, en fonction :

- des dates de caducité du périmètre interdit des réglementations des boisements existantes,
- des enjeux forestiers, agricoles, paysagers, environnementaux et d'urbanisme présents sur le territoire des collectivités,
- du risque incendie,
- de ses possibilités techniques et financières.

1.2 Les orientations légales

Code Rural et de la Pêche Maritime, Art. L. 126-1 : [...] Afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou des paysages remarquables [...]

[...] les Conseils Départementaux peuvent, après avis de la Chambre d'Agriculture et du Centre National de la Propriété Forestière, définir les zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières ou dans lesquelles la reconstitution après coupe rase peuvent être interdits ou réglementés ; lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions ou réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à un seuil de surface par grande zone forestière homogène défini par le conseil départemental après avis du Centre national de la propriété forestière et de la chambre d'agriculture selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, sur la base des motifs visés au premier alinéa. Les interdictions et les réglementations ne sont pas applicables aux parcs ou jardins attenants à une habitation.

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 impose que les réglementations des boisements communales ou intercommunales tiennent compte du programme régional de la forêt et du bois en vigueur.

1.3 Les orientations départementales

Code Rural et de la Pêche Maritime, Art. R.126-1 : [...] le Conseil Départemental fixe par délibération pour tout ou partie du territoire départemental [...] Les orientations qu'il entend poursuivre en matière de réglementation des boisements [...]

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 126-1, le conseil départemental fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire du département :

1. les orientations qu'il entend poursuivre en matière de réglementation des boisements conformément aux objectifs prévus au premier alinéa de l'article L. 126-1 (voir encadré 1.1). Ces orientations précisent notamment les conditions dans lesquelles la réglementation envisagée concourt au maintien à la disposition de l'agriculture de terre qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations, à la préservation du caractère remarquable des paysages, à la protection des milieux naturels présentant un intérêt particulier, à la gestion équilibrée de la ressource en eau telle que définie à l'article L. 211-1 du code de l'environnement et à la prévention des risques naturels ;

Pour concourir au maintien à la disposition de l'agriculture de terres qui contribuent à un meilleur équilibre des exploitations, les semis, plantations ou replantations d'essences forestières pourront être interdits pour l'un des motifs suivants et justifiés à partir des critères figurant en annexe 7 :

- La parcelle fait l'objet d'une mise en valeur agricole avérée,
- La parcelle présente un intérêt particulier et démontré pour l'économie agricole,
- Le boisement envisagé ou son exploitation porteraient préjudice aux fonds agricoles voisins.

2° S'il prévoit de réglementer le reboisement après coupe rase, le seuil de surface mentionné au deuxième alinéa du même article, pour chaque grande zone forestière homogène ;

3° Les zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés ainsi que la reconstitution après coupe rase, s'il y a lieu ;

4° Les obligations déclaratives auxquelles sont soumis les propriétaires dans les périmètres réglementés, préalablement à tous semis, à toutes plantations ou, le cas échéant, toutes replantations dans les périmètres réglementés.

En plus des orientations légales, les Commissions d'Aménagement Foncier devront élaborer ou réviser leur réglementation des boisements au regard des réalités locales et des différents enjeux tels que :

- **la préservation du foncier agricole dans un contexte** de concurrence périurbaine, de développement de productions extensives du fait de la réduction des pratiques polluantes, de réponse à la croissance de la demande alimentaire, des attentes et besoins des filières en matière de productions non alimentaires de type cultures dédiées de biomasse énergétique, biocarburants et/ou fibres constructives (biomatériaux) ;
- **la préservation des milieux et paysages ouverts**, notamment dans le contexte local d'une tendance à la fermeture des espaces les moins productifs (valorisation des terrains en pente, déprise) ;
- **la préservation/reconstitution des corridors écologiques** (haies, bosquets, linéaires boisés de type agro forestier) et paysages diversifiés, notamment dans les plaines cultivées (contexte national du déploiement des trames vertes et bleues dans la continuité du Grenelle de l'Environnement) ;
- **la limitation des essences indésirables** dans les milieux remarquables telles les forêts alluviales et ripisylves ;

ainsi qu'en toute connaissance de la structuration et du dynamisme de la filière bois et du développement du potentiel bois énergie.

La réglementation des boisements doit contribuer à la mise en valeur des espaces ruraux en cohérence avec les politiques agricoles, forestières et environnementales durables.

Lorsque le Département a chargé une commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier d'élaborer une proposition de réglementation des boisements, il peut édicter conformément aux articles R.126-7 et R.126-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à l'intérieur des périmètres envisagés et à titre conservatoire, des mesures transitoires d'interdiction ou de restriction des semis, plantations ou replantations d'essences forestières. Ces mesures sont caduques à compter de la publication des règlements définitifs, et au plus tard, quatre ans à compter de leur édicition.

La révision de la réglementation des boisements intervient selon la même procédure.

1.4 Les dispositions d'ordre général

La réglementation des boisements permet de définir trois périmètres concernant les semis, les plantations ou les replantations d'essences forestières :

- un **périmètre** où le boisement est **libre**,
- un **périmètre interdit** où tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières sont interdits. Cette interdiction doit être justifiée par des enjeux agricoles, environnementaux ou de cadre de vie (paysages, risques naturels),

- un ou plusieurs **périmètres réglementés** où le boisement est autorisé mais soumis notamment au respect de distances minimales de recul vis-à-vis des parcelles agricoles voisines, des cours d'eau, des chemins ainsi que des lieux habités.

Lors de la définition des périmètres, le découpage des parcelles cadastrales n'est pas possible. En cas d'incohérence entre la liste des parcelles cadastrales annexées à l'arrêté départemental et le document graphique, ce dernier fait foi.

L'annexe 2 propose des définitions pour les notions de boisement, massif, friche, haie, taillis à courte ou très courte rotation, agroforesterie, forêt alluviale, ripisylve et sapins de Noël à prendre en compte dans le cadre de la présente délibération de cadrage.

1.4.1 Durée de validité

Code Rural et de la Pêche Maritime, Art. R. 126-2 : [...] le Conseil départemental peut, à l'intérieur de périmètres déterminés et pour une durée qu'il fixe :

- interdire tous semis, plantations et replantations d'essences forestières ;

Pour chaque réglementation de boisements communale ou intercommunale, les périmètres interdits sont édictés pour une durée de **15 ans** à compter de la publication de l'arrêté du Conseil Départemental fixant la délimitation des périmètres et le règlement. A l'issue de ces 15 ans, les périmètres interdits deviennent d'office des périmètres réglementés.

Les périmètres réglementés sont valables jusqu'à la révision suivante de la réglementation des boisements.

S'il y a plusieurs périmètres réglementés au sein d'une même commune ou EPCI, la commission d'aménagement foncier devra proposer dans quel périmètre réglementé passeront les périmètres interdits au bout de 15 ans.

En l'absence de périmètre réglementé, les périmètres interdits deviennent à échéance des périmètres libres.

1.4.2 Le seuil maximum de surface en dessous duquel les interdictions ou réglementations s'appliquent pour les reboisements après coupe rase

Code Rural et de la Pêche Maritime, Art.R.126-1 : [...] le Conseil Départemental fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire départemental [...]

2° S'il prévoit de réglementer le reboisement après coupe rase, le seuil de surface [...], pour chaque grande zone forestière homogène ; [...]

Zones Forestières Homogènes :

Deux Zones Forestières Homogènes (ZFH) ont été définies présentant des caractéristiques communes justifiant les orientations spécifiques adaptées pour la réglementation des boisements :

- ZFH n° 1 « Forêt de plaine » : communes de la Bresse – Dombes – Plaine de l'Ain,
- ZFH n° 2 Forêt de « montagne » : communes Bugey – Revermont – Pays de Gex.

Après coupe rase de terrains boisés, la reconstitution du boisement peut être interdite ou réglementée si elle concerne une (des) parcelle(s) isolée(s) ou rattachée(s) à un massif de surface inférieure à un seuil fixé pour chaque ZFH.

Ce seuil de surface de massif est précisé pour chaque ZFH dans le tableau ci-après :

Zones forestières homogènes concernées	Seuil de surface de massif
ZFH n° 1 « Forêt de plaine »	2 ha et 1 ha pour les peupliers
ZFH n° 2 Forêt de « montagne »	5 ha pour l'ensemble des essences forestières 1ha pour les peupliers

Zones forestières en annexe 1

Peuvent être classés en périmètre interdit les massifs d'une surface inférieure à :	Peuvent être classés en périmètre réglementé les massifs d'une surface inférieure à :
2 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées en ZHF n°1 « Forêt de plaine »	2 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées en ZHF n°1 « Forêt de plaine »
5 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées en ZHF n°2 « Forêt de montagne »	5 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées en ZHF n°2 « Forêt de montagne »
Après coupe rase, on ne replante pas	Après coupe rase, on peut replanter en respectant les distances de recul

Ainsi, un massif (ou une parcelle isolée) d'une superficie supérieure à ces seuils devra être classé en périmètre libre et un massif (ou une parcelle isolée) et d'une superficie inférieure à ces seuils pourra être classé en périmètre libre ou interdit ou réglementé. (voir explications Annexe 2)

1.4.3 Distance minimale de recul avec les fonds voisins

Les dispositions du présent article s'appliquent :

- à tous les arbres, arbrisseaux et arbustes, quelle que soit leur essence,
- qu'il s'agisse de la plantation d'un bois, d'une rangée d'arbres, d'arbres isolés ou d'une haie,
- sans faire de différence entre les arbres qui croissent spontanément et ceux qui ont été plantés ou semés,
- sans distinction entre les arbres dits de haute tige ou de basse tige.

L'article 671 du Code Civil définit une distance de plantation par rapport aux fonds voisins, à savoir qu'« *Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. Les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, de chaque côté du mur séparatif, sans que l'on soit tenu d'observer aucune distance, mais ils ne pourront dépasser la crête du mur. Si le mur n'est pas mitoyen, le propriétaire seul a le droit d'y appuyer les espaliers.*».

1.4.3.1 Le long des terrains de labour ou de fauche

(Rappel des usages locaux approuvés par le Conseil général le 16 février 1987)

a) Essences forestières :

Il est entendu que, dans les terrains bordant terres de labour et de fauche, les plantations nouvelles se font à 8 mètres des terrains agricoles de la limite séparative des héritages pour les essences forestières, dont le peuplier, le frêne, le platane, l'acacia, le noyer, le merisier, le châtaignier.

Un fossé de 50 cm est alors creusé en limite du fonds planté en acacias, frênes, peupliers ou platanes par le propriétaire de la plantation.

b) Essences fruitières :

Distance au moins égale à la hauteur maximale qu'elles devront atteindre, sans que cette distance ait à dépasser 8 m des terrains agricoles.

c) Cas particuliers aux haies :

Dans l'hypothèse où le terrain de labour ou de fauche concerné porte une haie privative ou mitoyenne, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Si cette haie a moins de 2 m de hauteur ou si les arbres qui la constituent ont moins de 30 ans, la plantation devra respecter les distances déterminées sous les a) et b) ci-dessus.
- Si la haie a plus de 2 m de haut avec des arbres de plus de 30 ans, la plantation sera possible à 2 m de la limite.

Pour les communes munies d'une réglementation des boisements, ou pour celles qui envisagent sa mise en œuvre ou sa révision, les distances de plantation par rapport aux fonds voisins agricoles ne peuvent être inférieures à celles définies par les Usages Locaux.

1.4.3.2 Le long d'un bois (Usages locaux)

L'Usage déroge à la loi et n'impose aucune distance minimum pour tous les arbres, même à haute tige, d'essence forestière ou autre, qui auraient crû ou qui seraient plantés à côté d'un terrain déjà planté en bois.

Néanmoins, cet usage ne trouve pas application si le fonds voisin ne porte qu'une haie ou des arbres isolés, implantés et entretenus dans le respect des usages.

1.4.3.3 Le long d'un cours d'eau (Usages locaux)

Dans un périmètre libre aux boisements, quand deux héritages sont séparés par un cours d'eau, il est d'usage que chaque riverain puisse planter des arbres à haute et basse tige sur les bords de la propriété, à condition que ce cours d'eau ait au moins **4 m de largeur** (sauf application de dispositions administratives plus exigeantes).

1.4.3.4 Par rapport à la voirie (Code de la voirie routière)

La distance de recul par rapport à la voirie du domaine public est de **2 mètres** vis-à-vis de la limite du domaine public routier (code de la voirie routière, article R116-2). Il n'y a pas de distance minimale de recul par rapport aux chemins ruraux (article D. 161-22 du Code Rural et de la Pêche Maritime), sous réserve que soient respectées les servitudes de visibilité et les obligations d'élagage prévues à l'article D. 161-24 du Code Rural et de la Pêche Maritime. Néanmoins, des distances supérieures peuvent être établies dans le cadre des servitudes de visibilité (code de la voirie routière, article L. 114-1).

1.4.3.5 Par rapport aux immeubles bâtis

En cas de nouveau boisement ou de reboisement, la distance minimale de recul à respecter est de **8 mètres** à partir de la limite séparative de la parcelle.

1.4.3.6 En bordure des cours d'eau

La plantation et le reboisement en bordure des cours d'eau ne sont pas interdits dans le respect des bandes de recul minimum. Ils sont réglementés, en fonction des essences, dans une bande de largeur variable en fonction des Zones Forestières Homogènes (ZFH) concernées. La largeur de cette bande est calculée horizontalement à partir du sommet de la berge.

Zones forestières homogène concernées	Largeur de la bande aux bords des cours d'eau où les essences sont réglementées
ZFH n° 1 « Forêt de plaine » : communes de la Bresse – Dombes – Plaine de l'Ain	Minimum 5 m, maximum 10 m Dans cette bande, il est interdit de planter les essences suivantes : - Résineux - Variétés de peupliers cultivars <u>et peupliers noirs</u> - Prunus padus - Robinier faux acacia - Erable négundo - Chêne rouge - Ailante
ZFH n° 2 Forêt de « montagne » : communes Bugey – Revermont – Pays de Gex	Minimum 6 m, maximum 10 m Dans cette bande, il est interdit de planter les essences suivantes : - Résineux - Variétés de peuplier cultivars <u>et peupliers noirs</u> - Prunus padus - Variétés de peuplier cultivars - Robinier faux acacia - Erable négundo - Ailante

Pour l'ensemble de ces distances de recul, la Commission Communale d'Aménagement Foncier devra :

- veiller à l'homogénéisation des distances avec celles des réglementations des boisements des communes voisines,
- vérifier auprès des autorités gestionnaires de voirie les distances nécessaires pour permettre l'entretien des bords de route,
- se référer aux zonages du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRN) et/ou de l'arrêté préfectoral relatif au risque incendie le cas échéant.

En cas de besoin et de manière exceptionnelle, lors de l'instruction des déclarations préalables à tout projet de boisement ou reboisement, le Président du Conseil Départemental peut, pour des motifs agricoles, forestiers, paysagers, ou environnementaux, fixer des distances de recul différentes de celles fixées par l'arrêté de réglementation des boisements définitif ou, le cas échéant, pris à titre dérogatoire.

L'entretien des bandes de recul est à la charge du propriétaire de la parcelle.

Chaque Commission Communale d'Aménagement Foncier chargée de proposer une réglementation des boisements a la possibilité de prévoir des distances de plantation plus importantes que celles fixées ci-dessus.

1.4.4 Prescription et interdiction d'essences forestières à l'intérieur des périmètres réglementés

Code Rural et de la Pêche Maritime, Art. R. 126-2 : [...] le Conseil Départemental peut, à l'intérieur de périmètres déterminés et pour une durée qu'il fixe [...]

- interdire tous semis, plantations et replantations d'essences forestières ;
- limiter les semis, plantations et replantations à certaines essences forestières ;

L'ensemble des essences forestières est soumis à la réglementation des boisements.

Pour tout semis, plantation ou replantation (parcelles boisées, isolées ou rattachées à un massif), il peut y avoir prescription ou interdiction de certaines essences forestières.

Dans les zones réglementées

Le choix des essences dans la déclaration des boisements ou de reboisement doit être conforme avec celles proposées dans le Schéma Régional de gestion sylvicole des forêts des Directives Régionales d'aménagement et des Schémas Régionaux d'aménagement et dans le guide simplifié des stations forestières (ou « choix des essences ») ou, à défaut de tels guides, réaliser une proposition d'essences forestières (au sens forestier du terme) adaptées à la station et au climat.

Dans le cadre de sa mission d'instructeur des déclarations préalables à tout projet de semis, de boisement ou reboisement dans les périmètres réglementés, le Président du Conseil Départemental se réserve, après consultation des organismes compétents, la possibilité d'interdire certaines essences qui pourraient s'avérer inadaptées et d'en prescrire d'autres, particulièrement pour les semis, boisements ou reboisements situés à proximité de cours d'eau ou de zones humides. Par application de l'article R126-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime une attention particulière sera apportée aux cours d'eau et aux zones humides du département.

Le jugement de l'inadaptation d'une essence ou de déterminer des prescriptions particulières se fonde sur les documents d'encadrement de gestion forestière et le conseil éventuel auprès des organismes forestiers compétents.

Dans les zones réglementées, pour le boisement et le reboisement d'une surface supérieure à **4 ha**, le déclarant devra proposer un mélange, par zone, îlots ou pieds à pieds, comptant au minimum 20 % d'une autre essence déterminée en fonction des potentialités de la station.

1.4.5 Eléments exclus de la réglementation des boisements

Les éléments suivants sont exclus de la réglementation des boisements :

- les habitations et les parcs ou jardins attenants cadastrés comme tels ;
- les vergers, noyers, plantations truffières et plantations à vocation agro-forestières permettant à la parcelle de conserver sa vocation agricole tout en envisageant une production agricole en complément des plantations effectuées) ;
- les haies champêtres¹ (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) implantées en limite de parcelles ou selon la topographie (lutte contre l'érosion) ; A maintenir (CV : la délibération réglemente surtout la replantation après coupe rase ; application des usages locaux pr les haies)
- les arbres isolés ;
- les pépinières pour les exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles ;
- les plantations anti-congères, les alignements et les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre de systèmes agroforestiers. La plantation d'arbres agroforestiers doit pouvoir être réalisée :
 - soit par un propriétaire qui souhaite orienter et valoriser son foncier agricole dans le cadre de systèmes agroforestiers, à condition pour lui de s'engager, dans le cadre d'un bail rural, à mettre les terrains concernés à disposition d'un exploitant agricole ou d'être lui-même un exploitant agricole ;
 - soit par un exploitant agricole, locataire en place, avec accord du propriétaire pour la réalisation de la plantation d'arbres agroforestiers.

Dans tous les cas, la plantation d'arbres (<200 unités/ha) doit s'accompagner d'une mise en valeur agricole des parcelles. La non culture ou le non pâturage pendant 3 années consécutives est considéré comme le non-respect de cette obligation. L'exploitation² sera donc faite :

- soit par un exploitant agricole et propriétaire du terrain ;
- soit par un exploitant agricole dans le cadre d'une location de parcelles agroforestières : c'est-à-dire que le propriétaire réalise la plantation et donne à bail son terrain à un exploitant ;
- soit par un exploitant agricole et locataire de la parcelle avec accord du propriétaire pour sa plantation.

¹ l'exploitation et la régénération des haies champêtres et des arbres isolés sont libres

² la preuve de l'existence d'une **exploitation** agricole peut être apportée par un ensemble d'éléments dont certains exemples sont présentés ci-dessous :

- immatriculation au centre de formalité des entreprises agricoles (CFE)
- attestation d'affiliation à la Caisse d'Assurance Maladie des Exploitations Agricoles (AMEXA ou autre)
- extrait Kbis pour les exploitations sous forme sociétaire (GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun ; SCEA : Société Civile d'Exploitation Agricole ; EARL : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée, ...)
- diplôme obtenu par l'exploitant et/ou toute attestation professionnelle en lien avec l'activité de l'exploitation
- justificatifs des surfaces exploitées (relevé de la Mutualité Sociale Agricole, autorisation préalable d'exploiter, déclaration PAC, ...)
- information relative à la conduite de l'exploitation (registre d'élevage, récépissé ICPE)
- plan d'épandage, certificat individuel professionnel d'utilisation de produits phytopharmaceutiques
- Dotation Jeune Agriculteur (DJA) pour une activité en cours de création
- etc, ...

Les plantations d'essences forestières dans des systèmes agro-forestiers doivent respecter, en périmètre réglementé et en périmètre interdit, les distances de plantation par rapport aux fonds voisins prévues pour le périmètre réglementé.

Les semis, plantations ou replantations de sapins de Noël sont exclus de la réglementation des boisements mais sont soumis à déclaration annuelle auprès du Conseil Départemental (Code Rural et de la Pêche Maritime, art. R126-8-1).

1.4.6 Eléments concernés par la réglementation des boisements

- Les boisements nécessaires au maintien de la nature forestière des sols concernés pour un des motifs énumérés à l'article L. 341-5 du Code forestier (motifs de refus possible de l'autorisation de défricher) ou classés à conserver ou à protéger en application de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme (Espace Boisé Classé), peuvent être classés en périmètre interdit, libre ou réglementé, mais ne peuvent pas faire l'objet d'une interdiction de reconstitution après coupe rase.
- Tout alignement « mono spécifique » (par exemple de peupliers ou de résineux) n'est pas considéré comme une haie champêtre et est soumis à la réglementation des boisements, sauf s'il est réalisé dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet public (ou associatif) d'intérêt collectif.
- Les Taillis à Courte ou Très Courte Rotation (TCR ou TTCR) sont concernés par la réglementation des boisements et peuvent faire l'objet d'un périmètre réglementé spécifique ou non. La demande de plantation en TCR ou TTCR doit être faite par des exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles, pour une surface au moins égale à 4 hectares (éventuellement répartis en plusieurs îlots d'au moins un hectare cadastral chacun).

Les arbres devront être coupés au plus tard 20 ans après leur plantation et les parcelles concernées devront être remises en culture agricole « classique ». La plantation d'essences forestières dans le cadre d'une culture de TCR et TTCR est soumise à déclaration avec un formulaire prévu à cet effet (Cf. Annexe 6).

- Les parcelles agricoles ayant fait l'objet de financements publics (travaux connexes à l'aménagement foncier, irrigation, débroussaillage, ...) devront faire l'objet d'une attention particulière.

1.4.7 Cas de la production de sapins de Noël

Toute personne qui souhaite réaliser une production (semis, plantation, replantation) de « sapins de Noël » sur une parcelle classée en périmètre réglementé ou interdit d'une commune où une réglementation des boisements a été définie et arrêtée, doit en faire la déclaration auprès du Président du Conseil Départemental ou pour une parcelle localisée dans une commune soumise à l'arrêté départemental de réglementation des boisements.

La déclaration annuelle porte principalement sur les essences, la surface, la densité, le lieu, les distances et la date de plantation.

Est considérée comme espèce de sapins de Noël en vertu du décret n° 2003-285 du 24 mars 2003 consolidé, relatif à la production de sapins de Noël :

→ **la plantation d'une ou plusieurs essences forestières recensées à partir de la liste suivante :**
picea excelsa (épicéa commun), picea pungens (épicéa du Colorado), picea omorika (épicéa de Serbie), picea engelmannii (épicéa d'Engelmann), abies nordmanniana (sapin de Nordmann), abies nobilis (sapin noble), abies grandis (sapin de Vancouver), abies fraseri (sapin de Fraser), abies balsamea (sapin baumier), abies alba (sapin pectiné), pinus sylvestris (pin sylvestre), pinus pinaster (pin maritime).

→ **qui répond aux conditions suivantes :**

- la densité de plantation doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants/hectare ;
- la hauteur maximale des sapins ne peut excéder trois mètres ;
- la durée maximale d'occupation du sol ne peut excéder dix ans ; à ce terme, les sapins doivent être coupés et les sols remis en état de culture ;
- la distance de plantation à respecter par rapport aux fonds voisins est de 3 mètres.

1.4.8 Cas des espaces boisés classés et des éléments de paysage identifiés

Le classement de parcelles en Espaces Boisés Classés (EBC) au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements.

Néanmoins, les parcelles classées en EBC peuvent être situées dans des périmètres libres, réglementés ou interdits si la Commission Communale d'Aménagement Foncier le justifie (par exemple en cas de révision prévue du document d'urbanisme qui envisage de diminuer certains EBC).

Par ailleurs, la Commission Communale d'Aménagement Foncier devra porter une attention particulière aux éléments de paysage que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) aurait identifiés et localisés soit pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural en application de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme, soit pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme.

1.4.9 Cas de la friche

La Commission d'Aménagement Foncier peut classer une parcelle en nature de friche dans un des 3 périmètres possibles (libre, réglementé, interdit) selon les objectifs d'aménagement poursuivis.

La réglementation des boisements permet de s'opposer à certains boisements spontanés conformément à l'article L. 126-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime et dans les conditions mentionnées à l'article L. 151-36.

Le Conseil Départemental peut imposer aux propriétaires de terrains qui ne font pas l'objet d'une occupation agricole ou pastorale, et dont l'enfrichement ou le boisement spontané risque de porter atteinte à la sécurité de constructions ou de voiries ouvertes à la circulation publique, au maintien de fonds agricoles voisins ou à la préservation de milieux naturels ou paysages remarquables, de procéder à leur débroussaillage et de les maintenir en état débroussaillé.

2 Obligations déclaratives

2.1 Obligations déclaratives relatives aux boisements ou reboisements

Code Rural et de la Pêche Maritime, Art. R. 126-1 : [...] le Conseil Départemental fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire départemental : [...]

Les obligations déclaratives auxquelles sont soumis les propriétaires dans les périmètres réglementés, préalablement à tous semis, à toutes plantations ou, le cas échéant, toutes replantations dans les périmètres réglementés. [...]

Les personnes qui souhaitent procéder à des semis ou plantations ou replantations d'essences forestières, sur une parcelle classée dans un périmètre réglementé, doivent en faire la déclaration auprès du Président du Conseil départemental.

Cette déclaration, préalable à tout projet de semis, de boisement ou de reboisement, doit être adressée par courrier en recommandé avec accusé de réception au Président du Conseil Départemental, à l'aide d'un formulaire (annexe 4) à retirer en mairie ou à télécharger sur le site internet du Conseil Départemental (<http://www.ain.fr>).

Pour une surface à boiser ou à reboiser supérieure à 1 ha, il est conseillé que le déclarant prenne contact avec une personne qualifiée concernant le choix des essences (un technicien du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF), d'une coopérative ou d'un expert forestier, ...).

Le déclarant s'adresse d'abord à la mairie, pour l'informer de son projet, vérifie la réglementation des boisements de la commune.

En l'absence de délai fixé par la loi et aux fins de bonne gestion de cette procédure pour les 2 parties, le défaut de réponse dans un délai de **3 mois** à compter de l'accusé de réception de la déclaration complète vaut accord sur le projet déclaré (sauf actualité réglementaire qui viendrait se surimposer dans le temps à cette délibération).

Tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières réalisés en méconnaissance de la réglementation des boisements (distance de recul, choix des espèces, etc, ...) sont considérés comme boisement irrégulier et leurs propriétaires seront susceptibles d'être sanctionnés (Code Rural et de la Pêche Maritime, art. R126-9).

Pour l'implantation de taillis à courte ou très courte rotation (TCR ou TTCR), telle que définie dans l'annexe 6, le producteur doit en faire la déclaration auprès du Président du Conseil Départemental. Cette déclaration, préalable à tout projet, doit être adressée par courrier en recommandé avec accusé de réception au Président du Conseil Départemental, présentée en un exemplaire, sur un formulaire spécifique (Cf. Annexe 6) à retirer ou à télécharger sur le site internet du Conseil Départemental (<http://www.ain.fr>).

2.2 Obligations déclaratives annuelles relatives aux cultures d'arbres de Noël

Code Rural et de la Pêche Maritime, Art. L. 126-1 : [...] les productions de sapins de Noël font l'objet d'une déclaration annuelle portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation, auprès du Conseil Départemental

On entend par production de sapins de Noël la plantation d'essences forestières dont la liste est fixée par décret et remplit les conditions et les conditions également fixées par décret [...]

Les producteurs qui souhaitent procéder à des cultures de sapins de Noël doivent en faire la déclaration auprès du Président du Conseil Départemental. Cette déclaration, préalable à tout projet de culture de sapins de Noël, doit être adressée par courrier en recommandé avec accusé de réception au Président du Conseil Départemental, présentée en un exemplaire, sur un formulaire (Cf. annexe 5) à retirer au Service des Affaires foncières et immobilières du Conseil Départemental ou à télécharger sur le site internet du Conseil Départemental (<http://www.ain.fr>).

2.3 Instruction des déclarations

Après instruction de la déclaration, une réponse est adressée dans un délai de 3 mois au déclarant, après réception du dossier complet.

Dans le cas où le déclarant n'obtiendrait pas de réponse du Président du Conseil Départemental dans le délai de 3 mois, le semis, le boisement, le reboisement, la culture d'arbres de Noël ou l'implantation de TCR ou TTCR seront réputés conformes à la réglementation des boisements en vigueur.

Si les travaux n'ont pas été entrepris dans un délai de **trois ans** suivant une déclaration qui n'a fait l'objet d'aucune opposition, une nouvelle déclaration devra être déposée selon la même procédure.

Pour les déclarations de semis, boisement ou reboisement (dont TCR ou TTCR) :

Le Président du Conseil Départemental vérifie que le projet envisagé de plantation, quelle que soit sa vocation, répond aux conditions techniques et réglementaires fixées par la réglementation des boisements de la commune et la présente délibération de cadrage. Il consultera, pour avis, le Maire de la commune concernée, le Centre Régional de la Propriété Forestière, la Chambre départementale d'Agriculture et les services de l'Etat. Par ailleurs, dans le cadre de l'instruction, il peut consulter tout organisme, service ou personne dont l'avis s'avèrerait utile.

Le Président du Conseil Départemental peut consulter tout autre document qu'il juge utile à l'instruction de la demande.

A l'issue de l'instruction, le Président du Conseil Départemental a habilité, en se fondant sur la réglementation en vigueur et la présente délibération, à interdire ou préconiser des aménagements au projet de semis, de boisement, de reboisement, de culture d'arbres de Noël ou d'implantation de TCR ou TTCR.

En cas de non-respect de la décision du Président du Conseil Départemental, le propriétaire de la parcelle concernée s'expose aux sanctions prévues par les articles L. 126-1, R 126.9 et R.126-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime ; c'est-à-dire que les producteurs qui procéderaient à des semis, boisements, reboisements, cultures d'arbres de Noël ou à l'implantation de TCR ou TTCR ne respectant pas une ou plusieurs des conditions techniques prescrites pourraient voir leurs plantations détruites d'office, à leurs frais, après mise en demeure, par le Président du Conseil Départemental en application de l'article R. 126-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Pour les déclarations annuelles de production d'arbres de Noël :

Le Président du Conseil Départemental vérifie que le projet envisagé concerne une production d'arbres de Noël répondant aux conditions techniques et réglementaires fixées par décret et définies au paragraphe 1.4.7 de la présente délibération.

A l'issue de l'instruction, le Président du Conseil Départemental est habilité, en se fondant sur la réglementation en vigueur et la présente délibération, à interdire ou à préconiser des aménagements au projet de culture d'arbres de Noël déclaré.

En cas de non-respect de la décision du Président du Conseil Départemental, le propriétaire de la parcelle concernée s'expose aux sanctions prévues par les articles L. 126-1, R. 126-9 et R.126-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime ; c'est-à-dire que les producteurs qui procéderaient à des cultures d'arbres de Noël ne respectant pas une ou plusieurs des conditions techniques prescrites pourraient voir leurs plantations détruites d'office, à leurs frais, après mise en demeure, par le Président du Conseil Départemental en application de l'article R. 126-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Les déclarations sont à adresser à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ain
DGAI – Service des Affaires foncières et immobilières
45 avenue Alsace Lorraine – BP 10114
01003 BOURG-EN-BRESSE cedex
Tél : 04-74-47-49-93

2.4 Application de la réglementation des boisements

En cas de non-respect des réglementations des boisements communale ou intercommunale, le Code Rural et de la Pêche Maritime prévoit des sanctions et procédures (reprises dans les articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatifs à la réglementation des boisements.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 :

Rapport recensant les massifs forestiers, les zones forestières homogènes, les zones agricoles, paysagères et environnementales protégées ou inventoriées

Annexe 2 :

Mise en œuvre de la délibération de cadrage

Annexe 3 :

Procédure d'élaboration ou de révision d'une réglementation des boisements

Schéma général comprenant :

- a) La mise en place de la délibération cadre,
- b) La procédure de réglementation des boisements communale.

Annexe 4 :

Formulaire de demande d'autorisation de boisement (sauf cultures de sapins de Noël, TCR et TTCR)

Annexe 5 :

Formulaire de déclaration annuelle de production de sapins de Noël

Annexe 6 :

Formulaire de déclaration préalable des surfaces plantées en taillis à courte rotation (TCR) ou en taillis à très courte rotation (TTCR)

Annexe 7 : critères de mise en valeur et de potentiel économique des terres

∞ ∞ ∞ ∞
∞

Annexe 1

Département de l'Ain

Délibération de cadrage relative à la réglementation des boisements

Annexe 1 : Rapport recensant les massifs forestiers, les zones forestières homogènes, les zones agricoles, paysagères et environnementales protégées ou inventoriées.

Liste des cartographies :

- Taux de boisement par commune en 2011
- Forêts publiques dans l'Ain
- Répartition des peuplements feuillus/résineux
- Régions forestières
- Zones forestières homogènes
- Zones agricoles protégées (en attente CA01)
- Périmètres des sites inscrits et des sites classés et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP)
- Périmètres des réserves naturelles nationales et des arrêtés préfectoraux de protection des biotope (APPB)
- Inventaires des ZNIEFF type 1 et 2 (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique)
- Natura 2000 - zones de protection spéciales (ZPS) et sites d'intérêt communautaire (SIC)
- Inventaire des zones humides – 2013
- Espaces Naturels Sensibles

Annexe 1

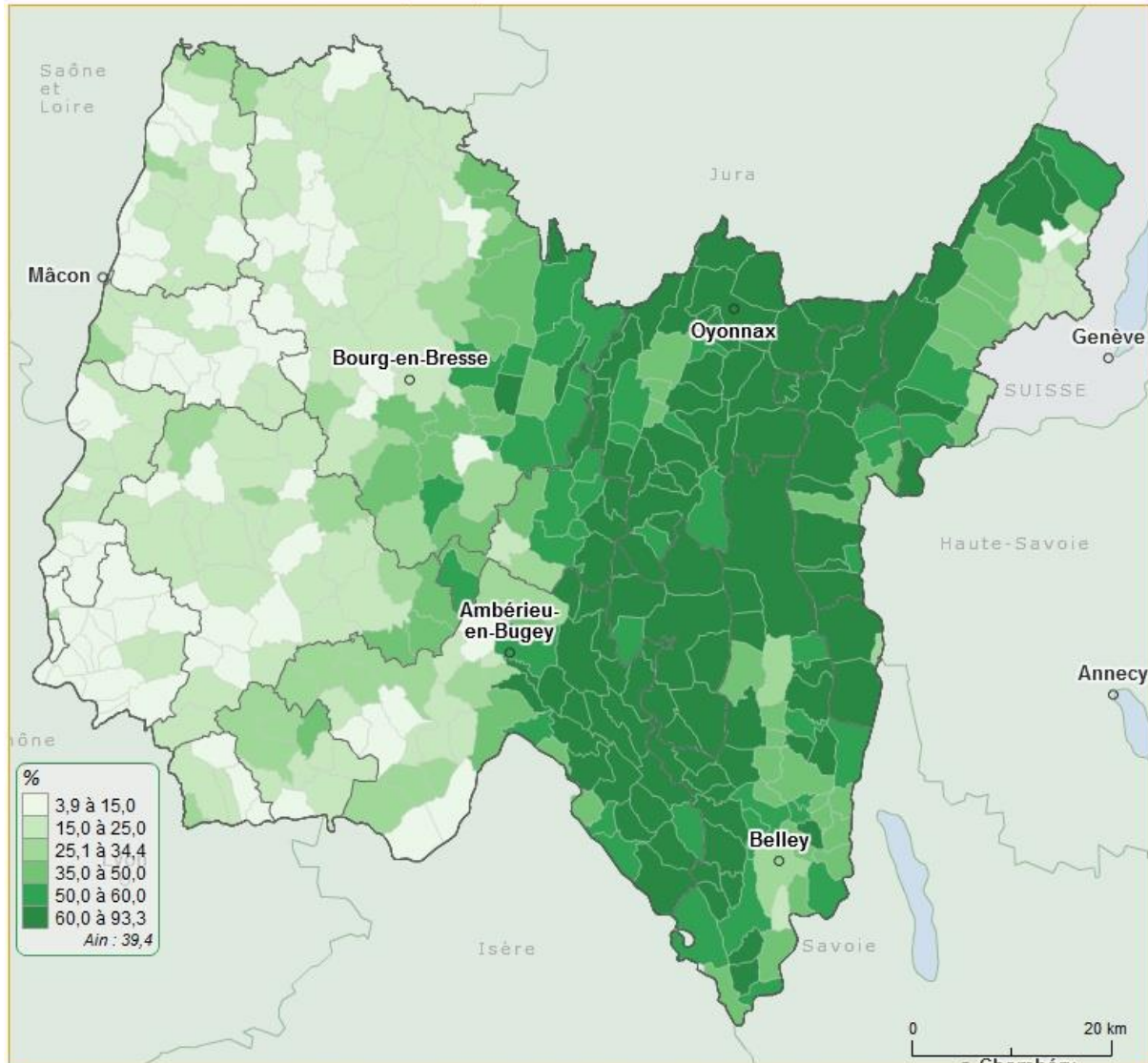
L'Ain, un département forestier :

La forêt occupe plus de 200 000 hectares dans le département de l'Ain. Plus de 35% du département est recouvert par des forêts.

A titre de comparaison, les superficies agricoles du département de l'Ain représentent 247 000 hectares, soit près de 43 % des surfaces.

Le taux de boisement :

Taux de boisement en 2011 - source : IGN, BD Topo



© Département de l'Ain, <http://observatoiredesterritoires.ain.fr> - Limites administratives : source IGN - Ain par commune

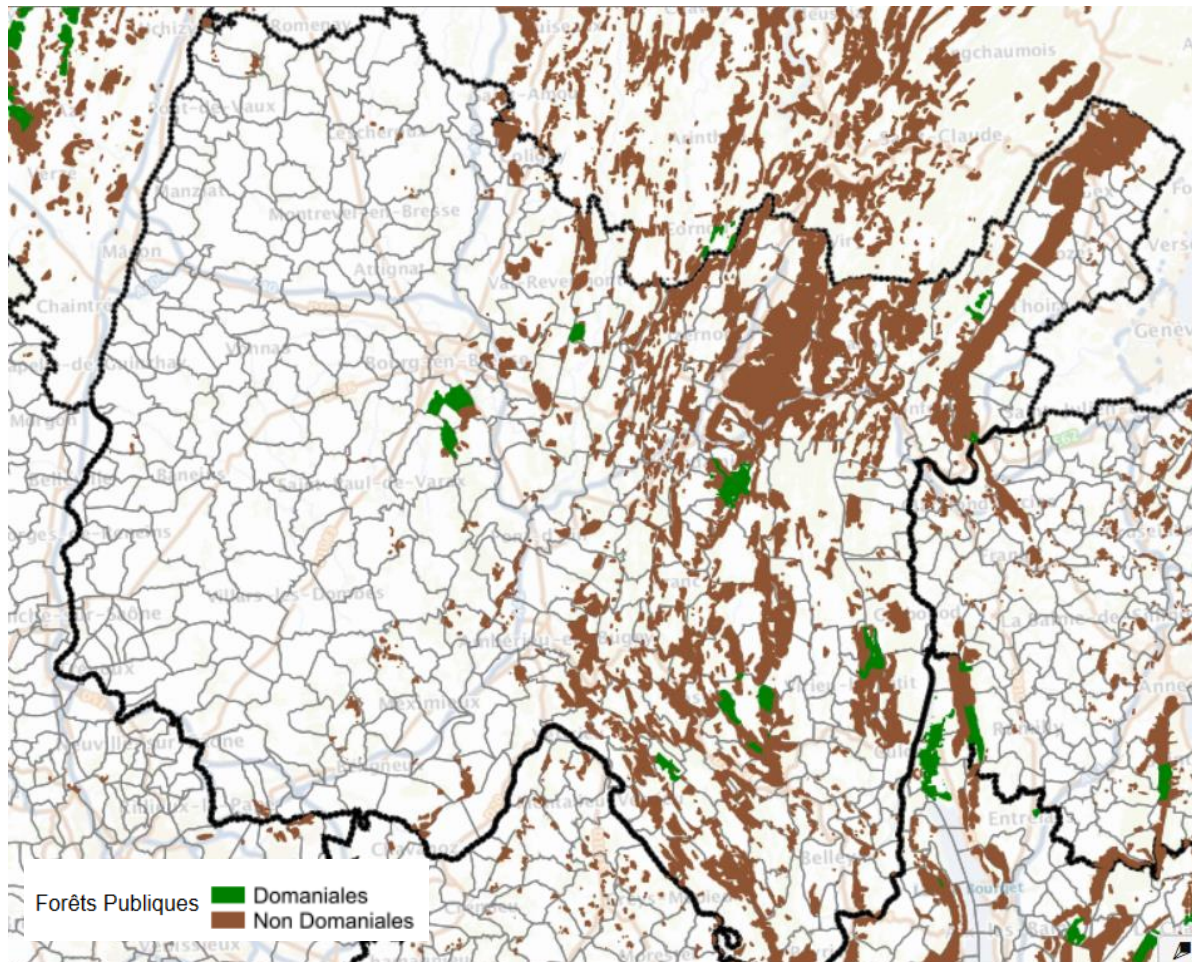
Bien que la forêt couvre environ 1/3 du Département. Les taux de boisement des communes révèlent des variations importantes selon les territoires. Les communes situées à proximité des agglomérations ou dans des secteurs de plaine (Bresse, Dombes et Val de Saône) ont les taux de boisement les plus faibles, inférieurs à 25 %, voire inférieur à 15 %.

Les communes des secteurs montagneux (Bugey et Haute Chaîne du Jura), situées dans la moitié Est du Département, ont des supérieurs à 50% voire supérieur à 60%. Certaines communes ont un taux de boisement qui dépasse les 90% (Chaley, 93.3 %).

Annexe 1

LA PROPRIETE FORESTIERE :

Carte des forêts publiques dans l'Ain



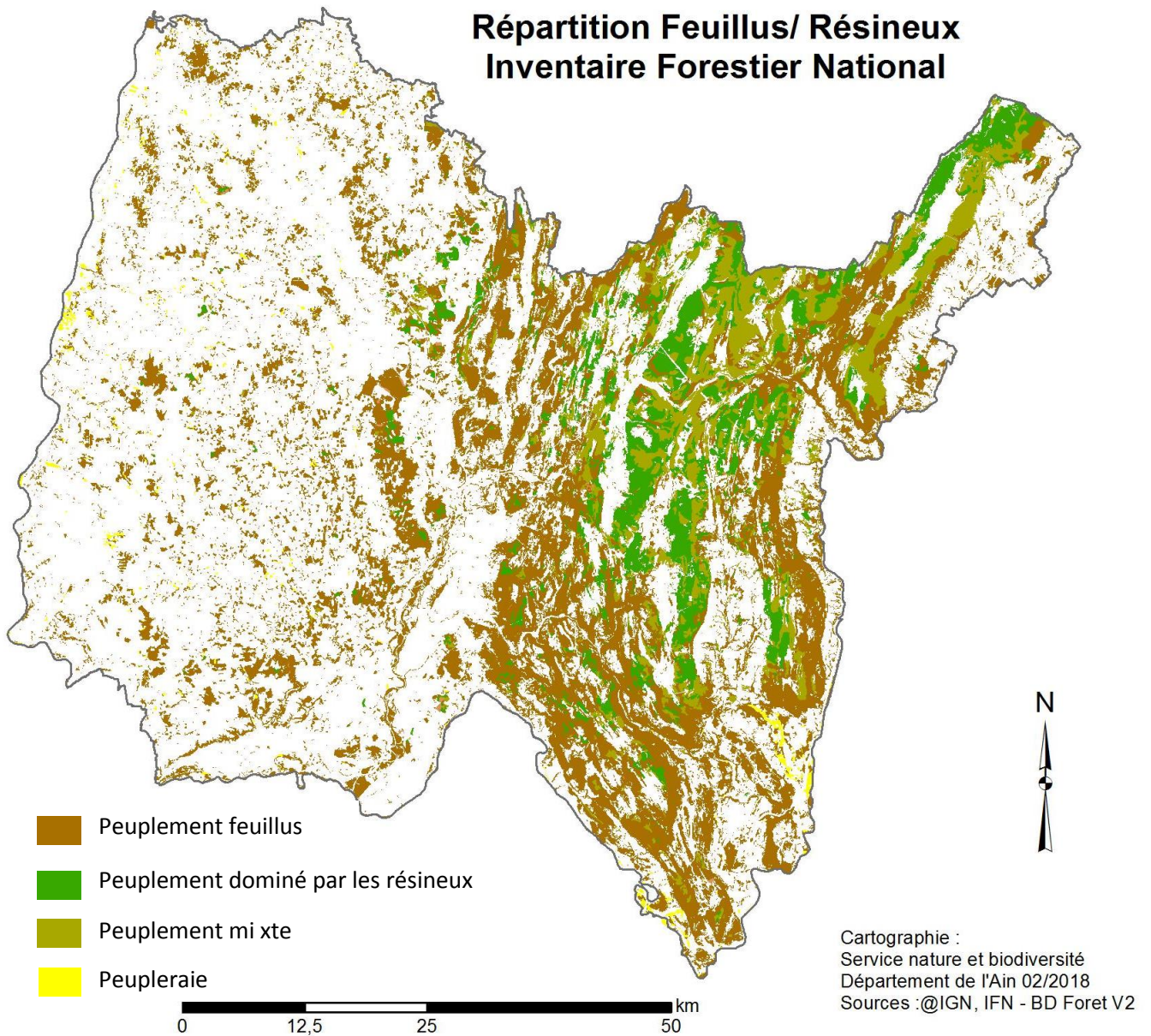
Sources : Géoportail @IGN

Dans l'Ain, un tiers de la forêt (65 000 ha) est publique et appartient aux collectivités (communes, Département, Etat...). Ces forêts sont gérées par l'ONF (Office national forestier) dans le cadre du régime forestier. Elles sont principalement situées dans les secteurs montagneux de l'Est du Département.

Les deux-tiers de la forêt dans l'Ain (139 000 ha) relèvent de la propriété privée et l'on compte près de 60 000 propriétaires forestiers. Ces données sont en mesure d'illustrer le morcellement du parcellaire forestier privé avec une propriété forestière moyenne inférieure à 2 hectares.

Annexe 1

Les types de forêts :



Le peuplement forestier différent selon les altitudes et les secteurs géographiques.

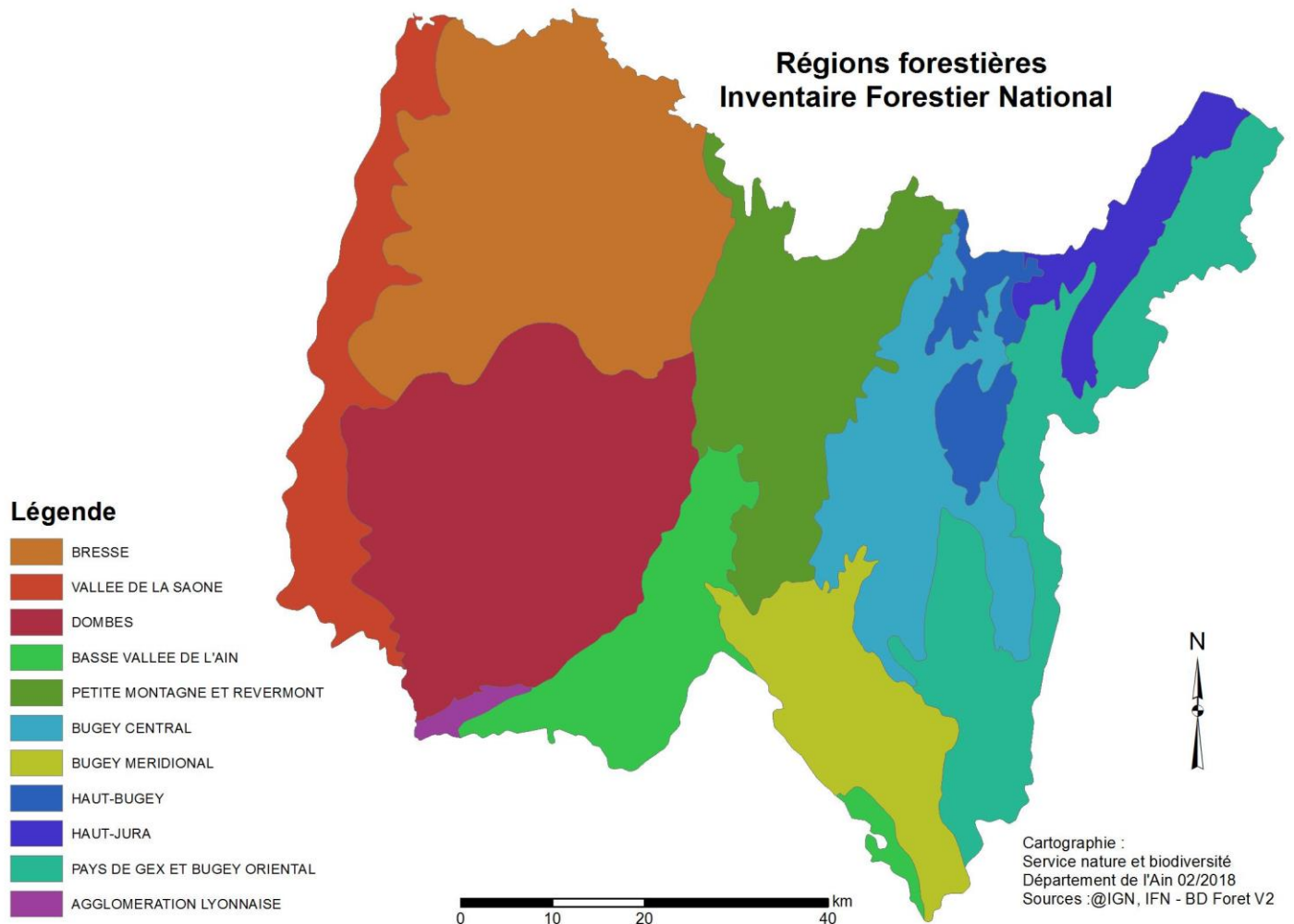
Les peuplements de feuillus (Chêne, Hêtres et autres feuillus) dominent dans la plaine alors que les forêts de résineux (épicéa commun, sapin pectiné) ou les peuplements mixtes sont caractéristiques des secteurs montagneux.

A l'échelle du département, les surfaces en feuillus représentent 125 000 hectares dont plus de la moitié en Chêne. Les peuplements résineux couvrent 56 000 hectares dont plus de la moitié en pessières (épicéa).

Annexe 1

Les régions forestières

Issues de l'inventaire national forestier, plusieurs « régions forestières » sont caractérisées dans le département de l'Ain.



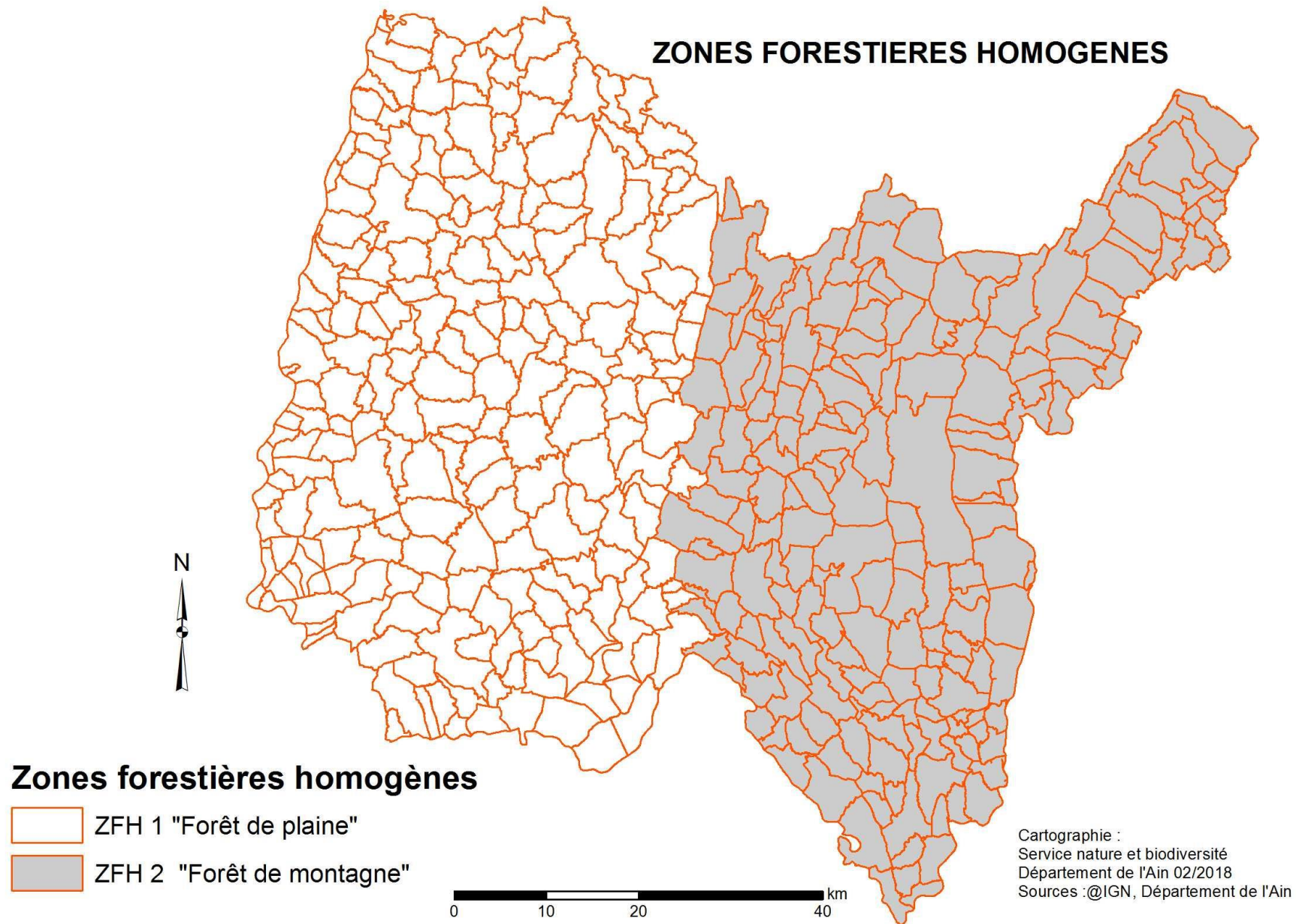
PRODUCTION FORESTIERE

Les surfaces forestières en production sont réparties selon plusieurs modes de gestion sylvicoles, identifiable selon la structure forestière:

- 60 000 ha en futaie régulière
- 36 000 ha en futaie irrégulière
- 85 000 ha en mélange de taillis et de futaie

Le volume de bois sur pied de l'ensemble des peuplements forestiers est de 38 Mm³. La production totale annuelle est estimée à 1,3m³/an alors que la récolte de bois issu de l'exploitation forestière atteint 415 000m³ (chiffres 2014).

DEFINITION DES ZONES FORESTIERES HOMOGENES – Département de l'AIN



Annexe 1

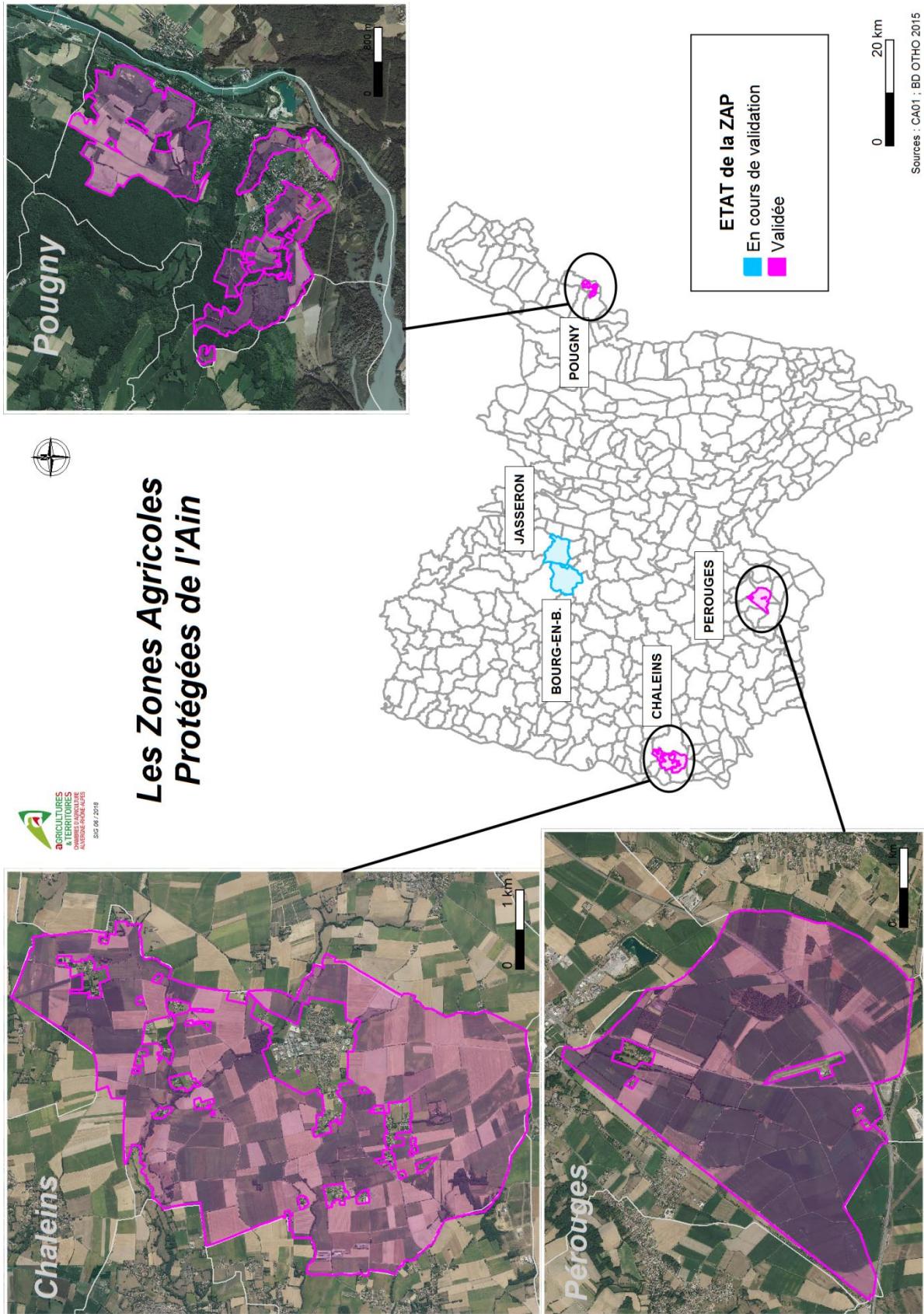
ZONS FORESTIERES HOMOGENES - LISTE DES COMMUNES

COMMUNE	ZFH	COMMUNE	ZFH	COMMUNE	ZFH
ABERGEMENT-DE-VAREY (L)	2	CHANOZ-CHATENAY	1	GIRON	2
AMBERIEU-EN-BUGEY	2	CHARIX	2	GORREVOD	1
AMBERIEUX-EN-DOBES	1	CHARNOZ-SUR-AIN	1	GRAND-CORENT	2
AMBLEON	2	CHATEAU-GAILLARD	1	GRIEGES	1
AMBRONAY	2	CHATENAY	1	GRILLY	2
AMBUTRIX	1	CHATILLON-EN-MICHAILLE	2	GROSSIAT	2
ANDERT-CONDON	2	CHATILLON-LA-PALUD	1	GROSLEE-SAINT-BENOIT	2
ANGLEFORT	2	CHATILLON-SUR-CHALARONNE	1	GUEREINS	1
APREMONT	2	CHAVANNES-SUR-REYSSOUZE	1	HAUT VALROMEY	2
ARANC	2	CHAVEYRIAT	1	HAUTECOURT-ROMANECHÉ	2
ARANDAS	2	CHAVORNAY	2	HAUTEVILLE-LOMPNES	2
ARBENT	2	CHAZEY-BONS	2	HOSIAZ	2
ARBIGNY	1	CHAZEY-SUR-AIN	1	ILLIAT	1
ARBOYS EN BUGEY	2	CHEIGNIEU-LA-BALME	2	INJOUX-GENISSIAT	2
ARGIS	2	CHEVILLARD	2	INNIMOND	2
ARMIX	2	CHEVROUX	1	IZENAVE	2
ARS-SUR-FORMANS	1	CHEVRY	2	IZERNORE	2
ARTEMARE	2	CHEZERY-FORENS	2	IZIEU	2
ASNIERES-SUR-SAONE	1	CIVRIEUX	1	JASSANS-RIOTTIER	1
ATTIGNAT	1	CIZE	2	JASSERON	1
BAGE-LA-VILLE	1	CLEYZIEU	2	JAYAT	1
BAGE-LE-CHATEL	1	COLIGNY	1	JOURNANS	1
BALAN	1	COLLONGES	2	JOYEUX	1
BANEINS	1	COLOMIEU	2	JUJURIEUX	2
BEARD-GEOVREISSIAT	2	CONAND	2	LA BOISSE	1
BEAUPONT	1	CONDAMINE-LA-DOYE	2	LA BURBANCHE	2
BEAUREGARD	1	CONDEISSIAT	1	LA CHAPELLE DU CHATELARD	1
BELIGNEUX	1	CONFORT	2	LA TRANCIERE	1
BELLEGARDE-SUR-VALSERINE	2	CONFRANCON	1	LABALME	2
BELLEY	2	CONTREVOZ	2	L'ABERGEMENT-CLEMENCIA	1
BELLEYDOUX	2	CONZIEU	2	LAGNIEU	1
BELLIGNAT	2	CORBONOD	2	LAIZ	1
BELMONT-LUTHEZIEU	2	CORLIER	2	LANCRANS	2
BENONCES	2	CORMARANCHE-EN-BUGEY	2	LANTENAY	2
BENY	1	CORMORANCHE-SUR-SAONE	1	LAPEYROUSE	1
BEON	2	CORMOZ	1	LAVOURS	2
BEREZIAT	1	CORVEISSIAT	2	LE MONTELLIER	1
BETTANT	2	COURMANGOUX	1	LE PLANTAY	1
BEY	1	COURTES	1	LE POIZAT-LALLEYRIAT	2
BEYNOST	1	CRANS	1	LEAZ	2
BILLIAT	2	CRAS-SUR-REYSSOUZE	1	LELEX	2
BIRIEUX	1	CRESSIN-ROCHFERT	2	LENT	1
BIZIAT	1	CROTTET	1	LES NEYROLLES	2
BLYES	1	CROZET	2	LESCHEROUX	1
BOHAS-MEYRIAT-RIGNAT	2	CRUZILLES-LES-MEPILLAT	1	LEYMENT	1
BOISSEY	1	CULOZ	2	LEYSSARD	2
BOLOZON	2	CURCIAT-DONGALON	1	LHOPITAL	2
BOULIGNEUX	1	CURTAFOND	1	LHUIS	2
BOURG-EN-BRESSE	1	CUZIEU	2	LOCHIEU	2
BOURG-SAINT-CHRISTOPHE	1	DAGNEUX	1	LOMPNAS	2
BOYEUX-SAINT-JEROME	2	DIVONNE-LES-BAINS	2	LOMPNIEU	2
BOZ	1	DOMMARTIN	1	LOYETTES	1
BREGNIER-CORDON	2	DOMPIERRE-SUR-CHALARONNE	1	LURCY	1
BRENAZ	2	DOMPIERRE-SUR-VEYLE	1	MAGNIEU	2
BRENOD	2	DOMSURE	1	MAILLAT	2
BRENS	2	DORTAN	2	MALAFRETAZ	1
BRESSOLLES	1	DOUVRES	2	MANTENAY-MONTLIN	1
BRION	2	DROM	1	MANZIAT	1
BRIORD	2	DRUILLAT	1	MARBOZ	1
BUELLAS	1	ECHALLON	2	MARCHAMP	2
CEIGNES	2	ECHENEVEX	2	MARIGNIEU	2
CERDON	2	ETREZ	1	MARLIEUX	1
CERTINES	1	EVOSGES	2	MARSONNAS	1
CESSY	2	FARAMANS	1	MARTIGNAT	2
CEYZERIAT	1	FAREINS	1	MASSIEUX	1
CEYZERIEU	2	FARGES	2	MASSIGNIEU-DE-RIVES	2
CHALAMONT	1	FEILLENS	1	MATAFELON-GRANGES	2
CHALEINS	1	FERNEY-VOLTAIRE	2	MEILLONNAS	1
CHALEY	2	FLAXIEU	2	MERIGNAT	2
CHALLES-LA-MONTAGNE	2	FOISSIAT	1	MESSIMY SUR SAONE	1
CHALLEX	2	FRANCHELEINS	1	MEXIMIEUX	1
CHAMPAGNE-EN-VALROMEY	2	FRANS	1	MEZERIAT	1
CHAMPDOR-CORCELLES	2	GARNERANS	1	MIJOUX	2
CHAMPFROMIER	2	GENOUILLEUX	1	MIONNAY	1
CHANAY	2	GEOVREISSET	2	MIRIBEL	1
CHANEINS	1	GEX	2	MISERIEUX	1

Annexe 1

COMMUNE	ZFH	COMMUNE	ZFH	COMMUNE	ZFH
MOGNENEINS	1	SAINT-DIDIER-SUR-CHALARONN	1	VALEINS	1
MONTAGNAT	1	SAINTE-CROIX	1	VAL-REVERMONT	1
MONTAGNIEU	2	SAINTE-EUPHEMIE	1	VANDEINS	1
MONTANGES	2	SAINTE-JULIE	1	VARAMBON	1
MONTCEAUX	1	SAINTE-ELOI	1	VAUX-EN-BUGEY	2
MONTCET	1	SAINTE-OLIVE	1	VERJON	1
MONTHIEUX	1	SAINTE-ETIENNE-DU-BOIS	1	VERNOUX	1
MONTLUEL	1	SAINTE-ETIENNE-DU-BOIS	1	VERSAILLEUX	1
MONTMERLE-SUR-SAONE	1	SAINT-GENIS-SUR-MENTHON	1	VERSONNEX	2
MONTRACOL	1	SAINT-GEORGES-SUR-RENOM	1	VESANCY	2
MONTREAL LA CLUSE	2	SAINT-GERMAIN-SUR-RENOM	1	VESCOURS	1
MONTREVEL-EN-BRESSE	1	SAINT-JEAN-DE-NIOST	1	VESINES	1
MURS-ET-GELIGNIEUX	2	SAINT-JEAN-DE-THURIGNEUX	1	VIEU	2
NANTUA	2	SAINT-JEAN-LE-VIEUX	2	VIEU-D IZENAVE	2
NEUVILLE-LES-DAMES	1	SAINT-JEAN-SUR-REYSSOUZE	1	VIEU-D IZENAVE	2
NEUVILLE-SUR-AIN	2	SAINT-JEAN-SUR-VEYLE	1	VILLARS-LES-DOBES	1
NEYRON	1	SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE	1	VILLEBOIS	2
NIEVROZ	1	SAINT-JULIEN-SUR-VEYLE	1	VILLEMOTIER	1
NIVIGNE ET SURAN	2	SAINT-JUST	1	VILLENEUVE	1
NIVOLLET-MONTGRIFFON	2	SAINT-LAURENT-SUR-SAONE	1	VILLEREVERSURE	2
NURIEUX-VOLOGNAT	2	SAINT-LAURENT-SUR-SAONE	1	VILLES	2
ONCIEU	2	SAINT-MARCEL-EN-DOBES	1	VILLETTE-SUR-AIN	1
ORDONNAZ	2	SAINT-MARTIN-DE-BAVEL	2	VILLIEU-LOYES-MOLLON	1
ORNEX	2	SAINT-MARTIN-DU-MONT	1	VIRIAT	1
OUTRIAZ	2	SAINT-MARTIN-LE-CHATEL	1	VIRIEU-LE-GRAND	2
OYONNAX	2	SAINT-MAURICE-DE-BEYNOST	1	VIRIEU-LE-PETIT	2
OZAN	1	SAINT-MAURICE-DE-GOURDANS	1	VIRIGNIN	2
PARCIEUX	1	SAINT-MAURICE-DE-REMENS	1	VONGNES	2
PARVES ET NATTAGES	2	SAINT-NIZIER-LE-BOUCHOUX	1	VONNAS	1
PERON	2	SAINT-NIZIER-LE-DESERT	1		
PERONNAS	1	SAINT-PAUL-DE-VARAX	1		
PEROUGES	1	SAINT-RAMBERT-EN-BUGEY	2		
PERREX	1	SAINT-REMY	1		
PEYRIAT	2	SAINT-SORLIN-EN-BUGEY	2		
PEYRIEU	2	SAINT-SULPICE	1		
PEYZIEUX-SUR-SAONE	1	SAINT-TRIVIER-DE-COURTES	1		
PIRAJOUX	1	SAINT-TRIVIER-SUR-MOIGNANS	1		
PIZAY	1	SAINT-VULBAS	1		
PLAGNE	2	SALAVRE	1		
POLLIAT	1	SAMOGNAT	2		
POLLIEU	2	SANDRANS	1		
PONCIN	2	SAULT-BRENAZ	2		
PONT-D AIN	1	SAUVERNY	2		
PONT-DE-VAUX	1	SAVIGNEUX	1		
PONT-DE-VEYLE	1	SEGNY	2		
PORT	2	SEILLONNAZ	2		
POUGNY	2	SERGY	2		
POUILLAT	2	SERMOYER	1		
PREMEYZEL	2	SERRIERES-DE-BRIORD	2		
PREMILLIEU	2	SERRIERES-SUR-AIN	2		
PREVESSIN-MOENS	2	SERVAS	1		
PRIAY	1	SERVIGNAT	1		
RAMASSE	1	SEYSEL	2		
RANCE	1	SIMANDRE-SUR-SURAN	2		
RELEVANT	1	SONTHONNAX-LA-MONTAGNE	2		
REPLONGES	1	SOUCLIN	2		
REVONNAS	1	ST ETIENNE-SUR-REYSSOUZE	1		
REYRIEUX	1	ST-CHAMP	2		
REYSSOUZE	1	ST-ETIENNE-SUR-CHALARONNE	1		
RIGNIEUX-LE-FRANC	1	ST-GENIS-POUILLY	2		
ROMANS	1	ST-GERMAIN-DE-JOUX	2		
ROSSILLON	2	ST-GERMAIN-LES-PAROISSES	2		
RUFFIEU	2	ST-JEAN-DE-GONVILLE	2		
SAINT-ALBAN	2	ST-MARTIN-DU-FRESNE	2		
SAINT-ANDRE-D HUIRIAT	1	SULIGNAT	1		
SAINT-ANDRE-DE-BAGE	1	SURJOUX	2		
SAINT-ANDRE-DE-CORCY	1	SUTRIEU	2		
SAINT-ANDRE-LE-BOUCHOUX	1	TALISSIEU	2		
SAINT-ANDRE-SUR-VIEUX-JONC	1	TENAY	2		
SAINT-BENIGNE	1	THEZILLIEU	2		
SAINT-BERNARD	1	THIL	1		
SAINT-CYR-SUR-MENTHON	1	THOIRY	2		
SAINT-DENIS-EN-BUGEY	1	THOISSEY	1		
SAINT-DENIS-LES-BOURG	1	TORCIEU	2		
SAINT-DIDIER-D AUSSIAT	1	TOSSIAT	1		
SAINT-DIDIER-DE-FORMANS	1	TOUSSIEUX	1		
		TRAMOYES	1		
		TREVOUX	1		

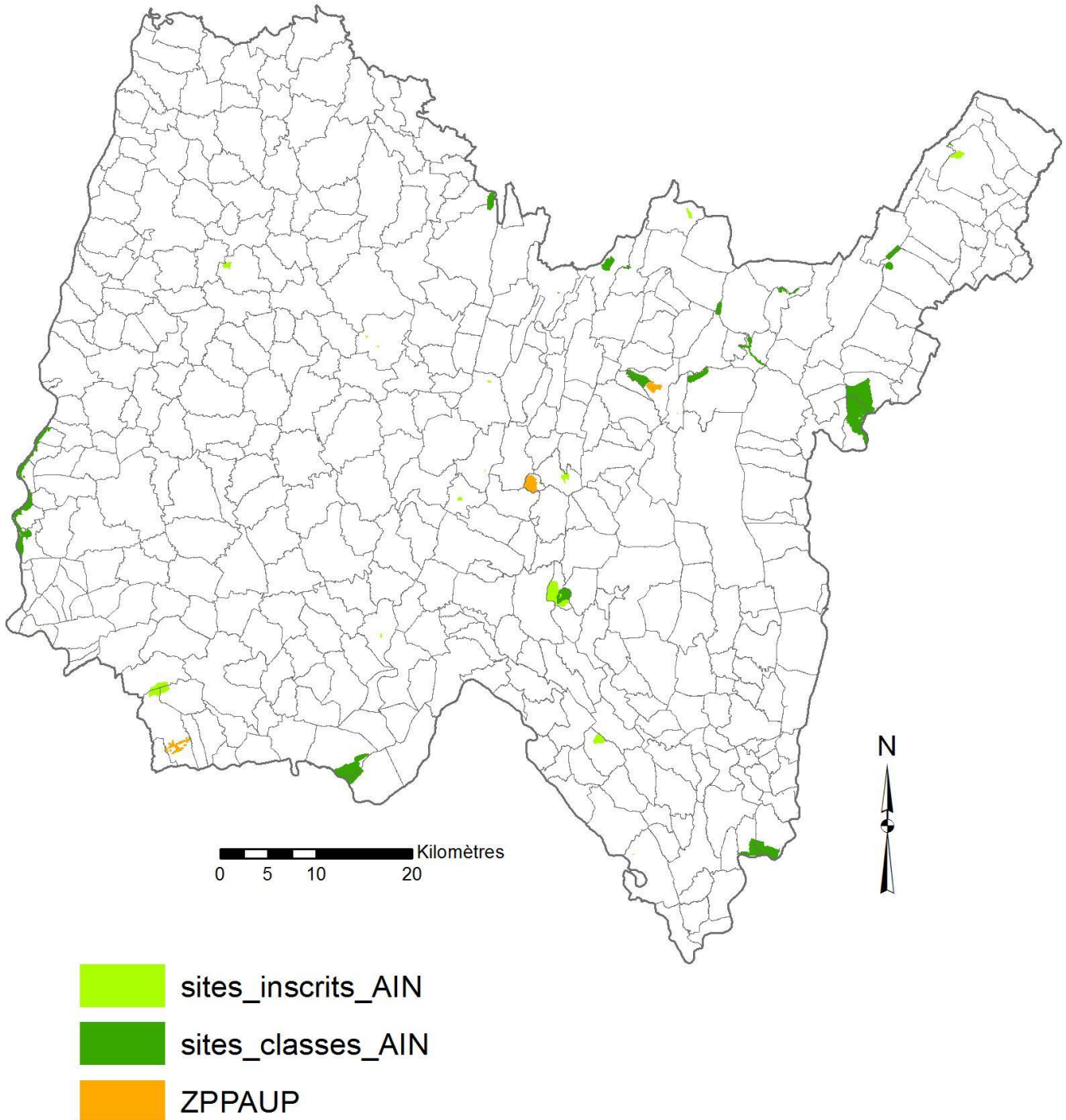
Annexe 1
LES ZONES AGRICOLES PROTEGEES



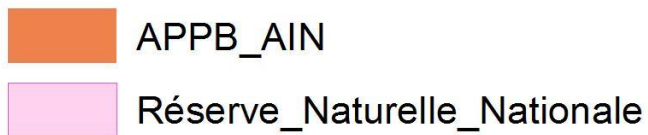
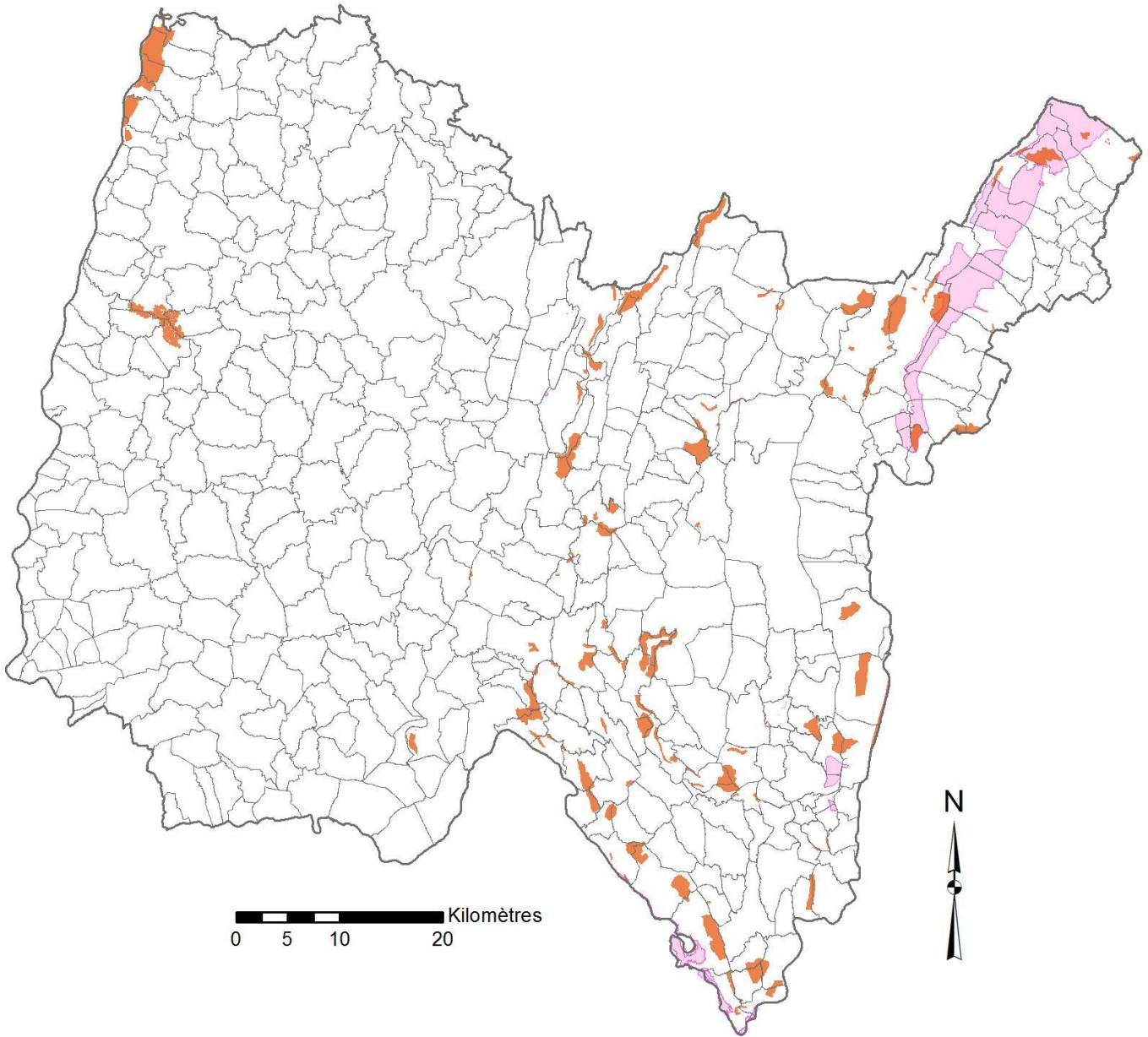
Annexe 1

ZONES ET ESPACES PROTEGES OU IDENTIFIES AU TITRE DE L'ENVIRONNEMENT

Département de l'Ain Périmètres des sites inscrits et des sites classés et des zones de protection du patrimoine architecturale, urbain et paysager (ZPPAUP)

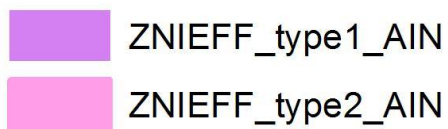
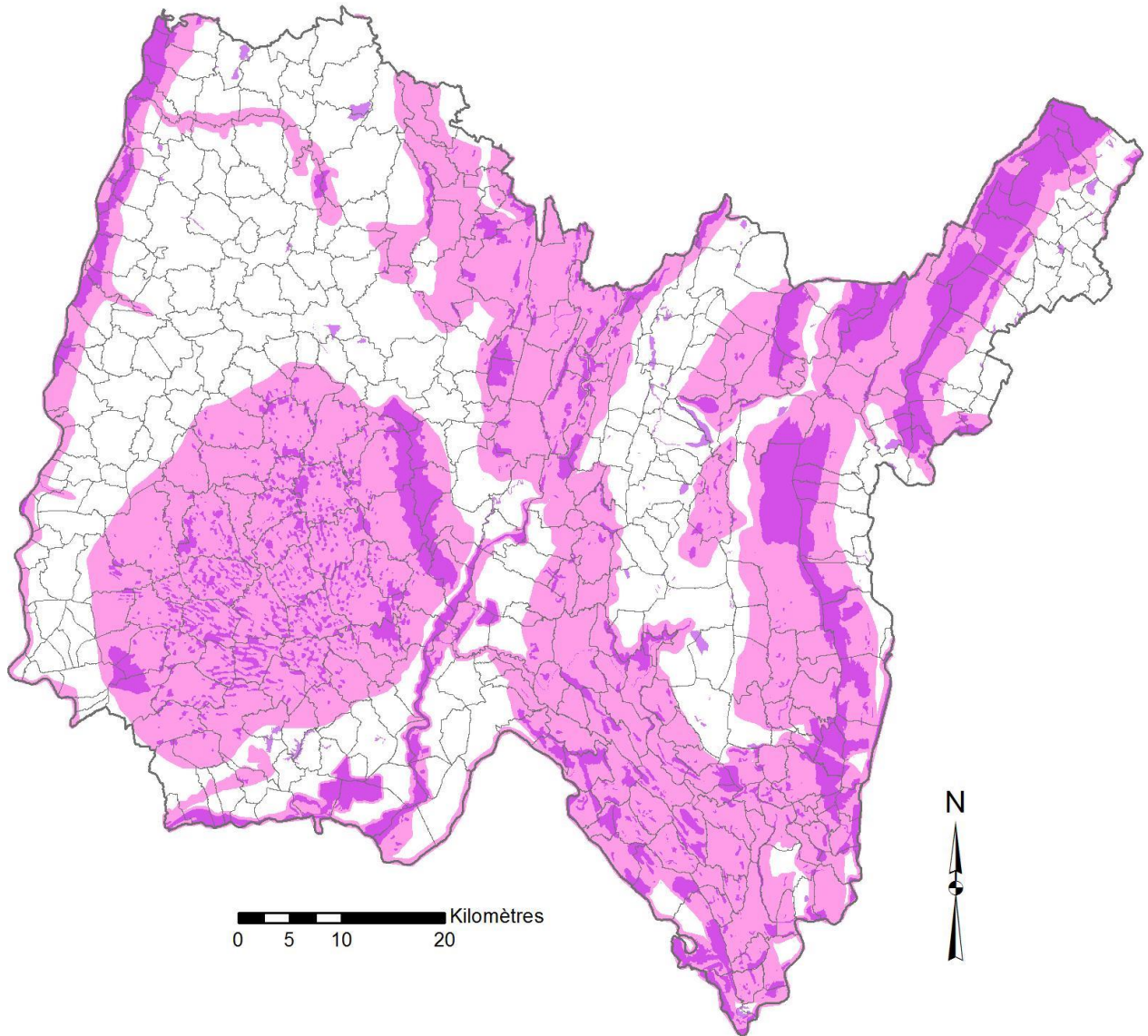


Département de l'Ain
Périmètres des Réserves naturelles nationales et
des Arrêtés Prefectoraux de Protection de Biotope (APPB)



Annexe 1

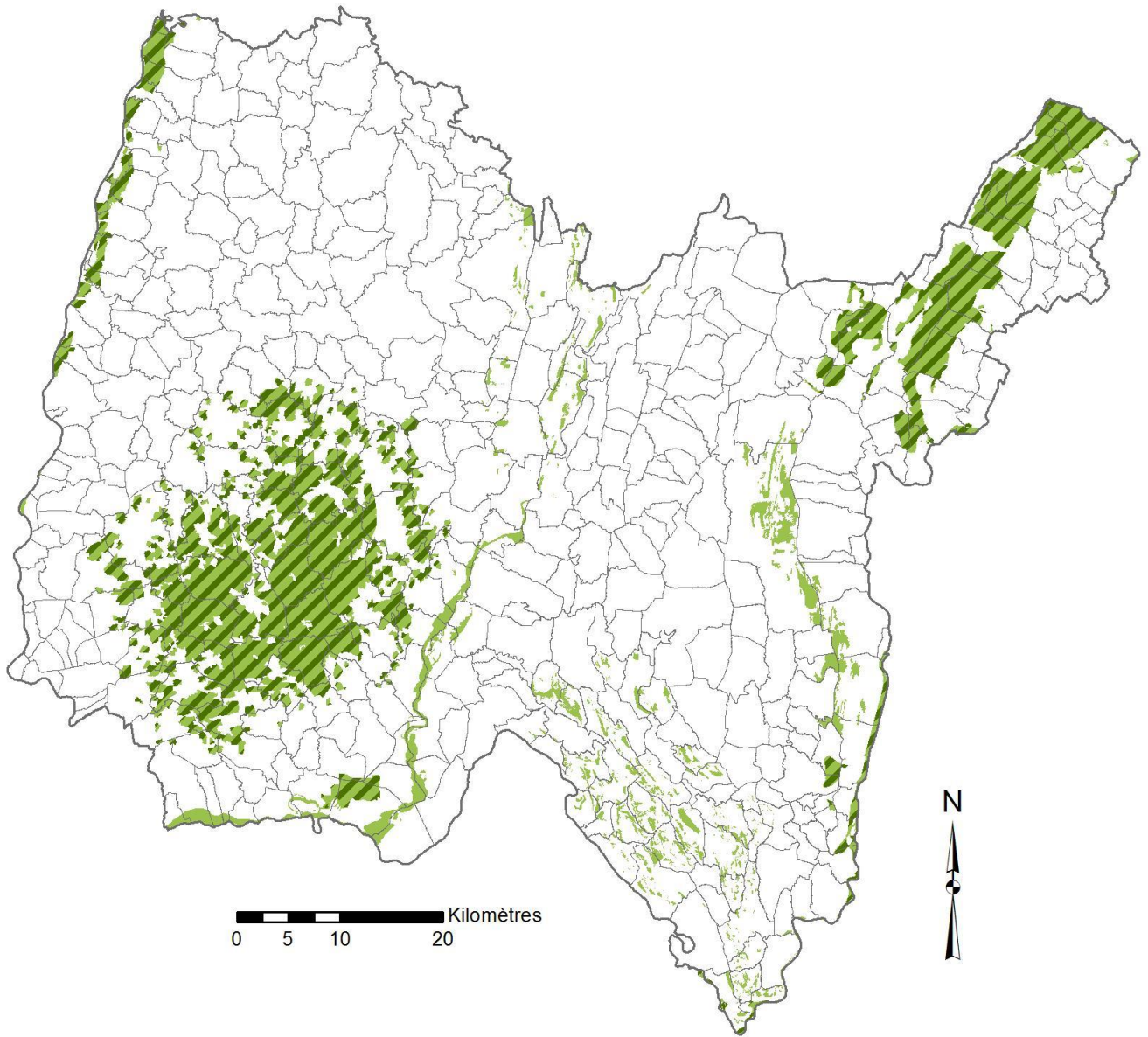
Département de l'Ain
Inventaires des ZNIEFF type 1 et 2
(Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique)



Cartographie :
Service Nature et Biodiversité
Département de l'Ain 02/2018
Sources : @IGN, Département de l'Ain

Annexe 1

Département de l'Ain
- Natura 2000 -
Zones de protection spéciales (ZPS) et Site d'intérêt Communautaire (SIC)

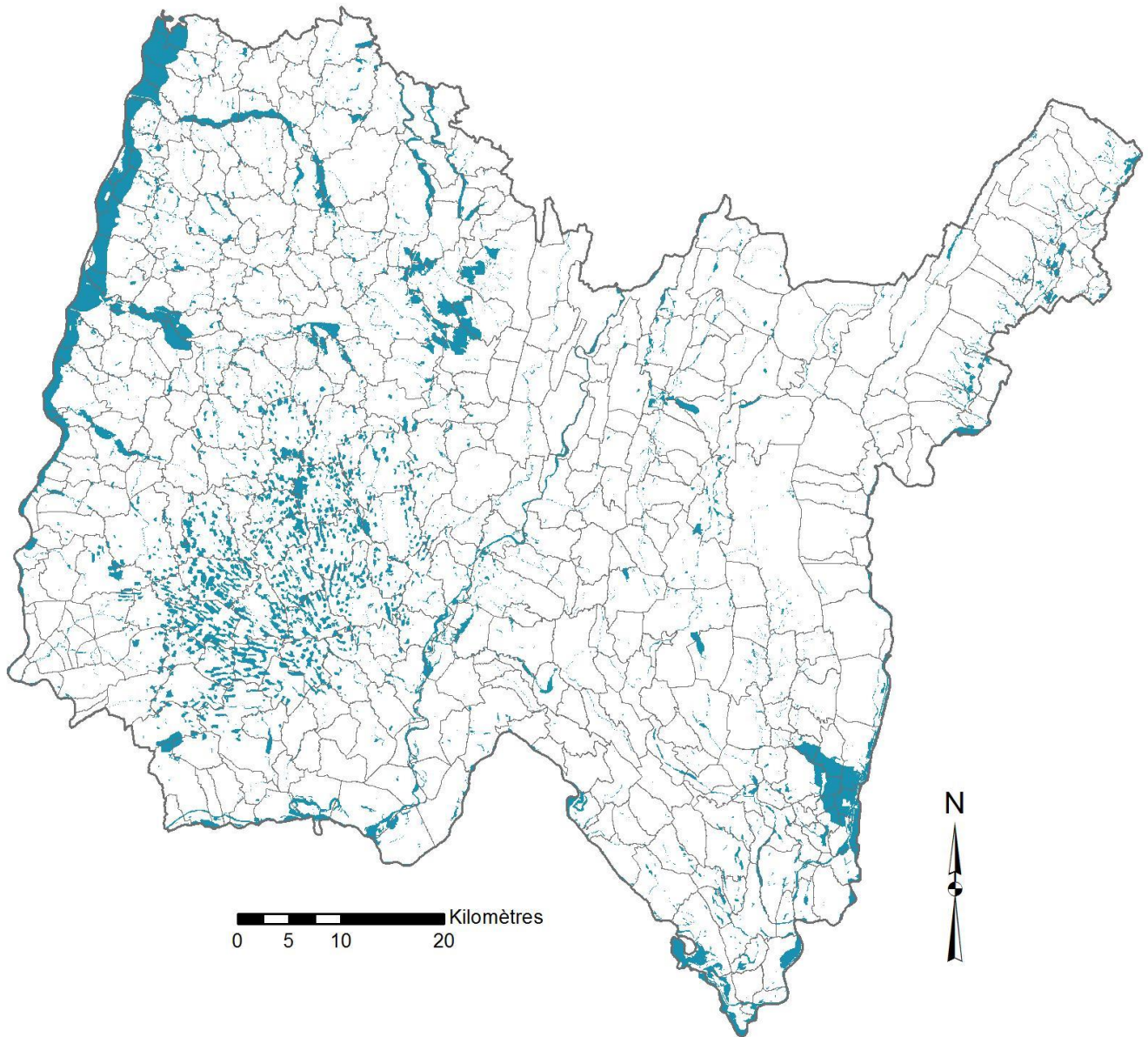



 N2000_ZPS_AIN  N2000_SIC_AIN

Cartographie :
Service Nature et Biodiversité
Département de l'Ain 02/2018
Sources : @IGN, Département de l'Ain

Annexe 1

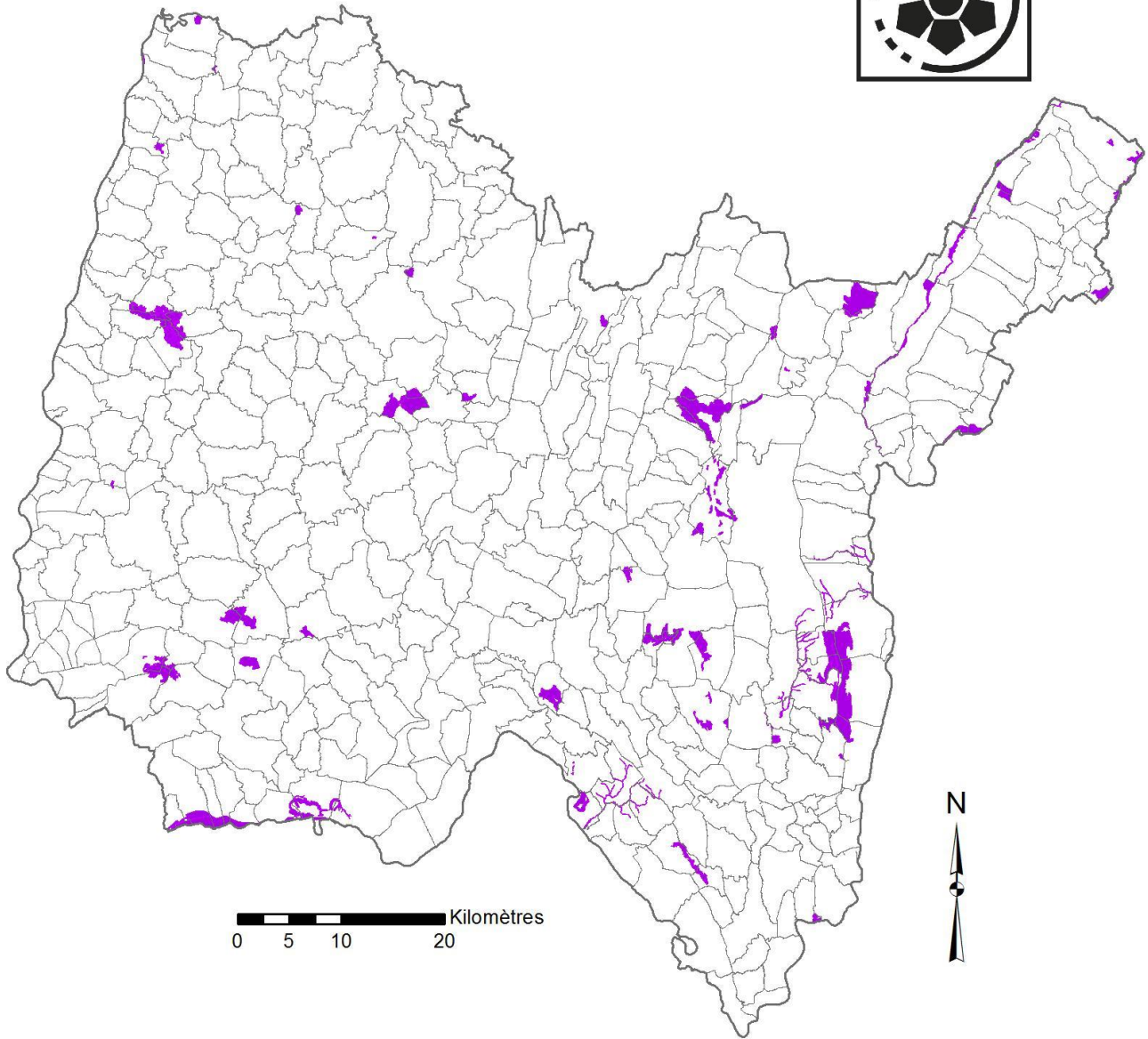
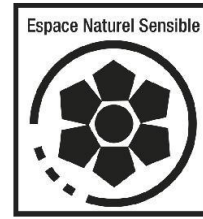
Département de l'Ain
Inventaire des zones humides - 2013



 Zone_Humide_AIN

Cartographie :
Service Nature et Biodiversité
Département de l'Ain 02/2018
Sources : @IGN, Département de l'Ain

Département de l'Ain
Espaces Naturels Sensibles



 ENS_AIN

MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLIBÉRATION DE CADRAGE

Précision concernant les seuils de surface (&1.4.2 p 7 du document)

Ainsi, un massif (ou une parcelle isolée) d'une superficie supérieure à ces seuils **devra** être classé en périmètre libre et un massif (ou une parcelle isolée) et d'une superficie inférieure à ces seuils **pourra** être classé en périmètre libre ou interdit ou réglementé.

- 1- C'est-à-dire que **chaque commune ou collectivité** qui met en place une réglementation des boisements sur son territoire peut faire le choix de définir ou non des périmètres libres, réglementés ou interdits selon les « bornes » proposés par le cadrage départemental et selon les enjeux économiques et paysagers du secteur concerné. Ainsi la réglementation des boisements aura in fine une application qui ne sera pas généralisée sur le département et se cantonnera certainement à des secteurs qui sont amenés à rester ouverts pour des raisons paysagères ou pour préserver la cohérence du parcellaire agricole.
- 2- Les seuils définis s'entendent en terme de massif forestier (on dépasse donc la notion de parcelles). Ainsi un propriétaire forestier d'une petite parcelle (inférieure à 0,5ha par exemple) mais située dans un ensemble plus grand ou massif supérieur à 2 ou 5 ha selon les zones ne pourra pas être concernées par la réglementation des boisements. Le cadrage départementale offre en cela une protection de l'activité forestière.

Le but de la réglementation des boisements est bien de permettre un équilibre entre les espaces agricoles et forestiers et de garantir cet équilibre sur le long terme et d'enrayer la perte du foncier agricole.

Les interdictions de replanter des peupliers ne concernent que les bandes de recul de quelques mètres (5 mètres) en bordure de cours d'eau. Partout ailleurs, les plantations de peupliers peuvent être reconduites à l'identique. (C'est notamment pour le Département l'occasion d'être cohérent avec le financement par ailleurs de programmes de travaux réhabilitation des peupleraies en prairies humides) Idem pour l'enrésinement à limiter sur des bords de cours d'eau.

Pour le choix des essences, la réglementation des boisements (hormis les bandes de recul avec une liste d'essence interdite) se fie au savoir-faire des forestiers pour choisir une essence adaptée à la station.

Concernant l'entretien des bandes de recul, en bordure de cours d'eau il n'y a pas d'exigence particulière relative à cet entretien et des essences spontanées ou ne figurant pas la listes des essences proscrites peuvent s'y développer ou être plantées.

QUELQUES NOTIONS À UTILISER POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLIBÉRATION DE CADRAGE

Avertissement préalable :

En matière de modes d'occupation du sol et sauf cas particuliers (sapins de Noël par exemple), il n'existe pas de définition juridique (législative ou réglementaire) des termes utilisés dans la délibération de cadrage. Même si une tendance à une certaine homogénéisation peut être constatée sous l'égide notamment de la FAO (Food & Agriculture Organisation - FAO : institution spécialisée des Nations Unies (ONU) créée pour l'alimentation, les définitions varient encore selon l'objectif recherché : (études techniques, études statistiques et bases de données, volet fiscal (cadastre) ou volet réglementaire (avec des distinctions par exemple sur le plan forestier selon qu'il s'agit de défrichement ou qu'il s'agit d'incendie de forêt) avec alors une jurisprudence importante...

Dans ces conditions, est apparue la nécessité pour une bonne information des usagers et une bonne administration, de préciser les termes utilisés, en les rendant cohérents entre eux et ce à partir de divers sources non totalement concordantes (par exemple en matière de surface ou de largeur), en veillant également à ce qu'elles n'induisent pas d'informations inexactes vis-à-vis d'autres réglementations mises en œuvre sur un même territoire défrichement en particulier).

Etat boisé d'un terrain :

(source : notice CERFA sur le défrichement n° 51240* 06 (mai 2014)

L'état boisé d'un terrain se définit comme le caractère d'un sol occupé par des arbres et arbustes d'essences forestières, à condition que leur couvert (projection verticale des houppiers sur le sol) occupe au moins 10 % de la surface considérée. Lorsque la végétation forestière, hors cas des peupleraies, est constituée de jeunes plants ou de semis naturels, l'état boisé est caractérisé par la présence d'au moins 500 brins d'avenir bien répartis à l'hectare. Ainsi les sites momentanément déboisés ou en régénération sont classés comme forêt même si leur couvert est inférieur à 10% au moment du constat.

La formation boisée doit occuper une surface d'au moins 5 ares (bosquet) et la largeur moyenne en cime doit être au minimum de 15 mètres.

La destruction accidentelle ou volontaire de l'état boisé d'un sol ne met pas fin à sa destination. La vocation forestière des sols peut notamment être appréciée sur la base de photos aériennes antérieures à la destruction de l'état boisé, ou de la présence de souches sur les terrains concernés, témoignant de la présence antérieure d'une végétation forestière.

Massif boisé :

(Sources : notice CERFA n° 51240*06 (mai 2014) et circulaire DGPAAT/SDFB/C2013-3060 (28 mai 2013) sur le défrichement avec modifications correspondantes de la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (13 octobre 2014) (IGN/Inventaire forestiers)..

Tout ensemble boisé d'une surface d'au moins 5 ares, d'une largeur moyenne en cime de 15 mètre au minimum et d'un seul tenant c'est-à-dire ne pouvant être rattaché à un autre ensemble boisé du fait d'une discontinuité continue à vocation non forestière sur une largeur d'au moins 20 mètres).

Le massif boisé peut-être constitué en tout ou partie de peupleraies, c'est-à-dire de peuplements à base de peupliers, plantés à une densité définitive d'au moins 100 tiges à l'hectare ou issus de rejets (dans le cas d'une peupleraie de 2^{ème} génération), avec pour objectif la production de bois à titre principal ; ceux-ci étant accompagnés ou non par d'autres essences forestières, généralement d'origine naturelle. Il peut également être constitué de forêts alluviales ou de ripisylves.

Font notamment partie du massif :

- Les « accessoires » de la forêt (équipements inclus dans son périmètre ou en bordure nécessaires à sa mise en valeur ainsi qu'éléments divers, tels que cours d'eau, marais, petits vides) ;
- Les jeunes bois de moins de 30 ans ;
- Les terrains ayant fait l'objet de défrichements (directs ou indirects) non exemptés d'autorisation et n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation par le préfet ;
- Les terrains à boiser du fait d'une obligation légale ou conventionnelle.

Par contre, ne font pas partie du massif :

- Les anciens terrains de culture de pacage ou d'alpage envahis par une végétation spontanée pré-forestière (c'est-à-dire ne pouvant encore être qualifiée de bois ou forêt par son âge, sa hauteur ou le taux de couverture boisée) ainsi que les terres occupées par des garrigues, landes et maquis considérés comme non boisés ;
- Les vergers et pépinières constitués d'essences forestières⁽¹⁾ ;
- Les plantations de sapins de Noël sur terres agricoles ;
- Les systèmes agroforestiers constitués d'essences forestières et les taillis à courte ou très courte révolution, implantés sur d'anciens sols agricoles depuis moins de 30 ans.

Remarques :

1. La destruction accidentelle ou volontaire de l'état boisé d'un sol ne met pas fin à sa destination...La vocation forestière des sols peut notamment être appréciée sur la base de photos aériennes antérieures à la destruction de l'état boisé, ou de la présence de souches sur les terrains concernés, témoignant de la présence antérieure d'une végétation forestière.
2. Une parcelle ou un ensemble de parcelles constitué de surfaces boisées qui ne seraient pas soumises à l'obligation de demander une autorisation de défrichement en raison, par exemple, de leur surface ou de l'âge des peuplements, ou un massif pour lequel une autorisation de défrichement aurait été accordée depuis moins de 5 ans, sont susceptibles de changer de destination.

Taille à courte ou très courte révolution (TCR et TTCR) :

(Source : Chambre d'agriculture Centre/projet IBIS et arrêté MAAF du 15 octobre 2014)

Culture intensive d'arbres rejetant de souches, avec récolte périodique :

TCR : densité forte (1000 à 4000 tiges à l'hectare) et rotations de l'ordre de 7 à 8 ans ;

TTCR : densité très forte (10000 à 15000 tiges à l'hectare) et rotations de l'ordre de 2 à 3 ans ;

Cycle maximal de récolte : 20 ans ;

Liste des essences forestières admissibles : Erable sycomore (*Acer pseudoplatanus* L.), Aulne glutineux (*Alnus glutinosa* Gaertn.), Bouleau verruqueux (*Betula pendula* Roth.), Charme (*Carpinus betulus* L.), Châtaignier (*Castanea sativa* Mill.), Eucalyptus (*Eucalyptus gunnii* et *Eucalyptus gundal* (hybride *gunni* x *dalrympleana*), Frêne commun (*Fraxinus excelsior* L.), Merisier (*Prunus avium* L.), Espèces du genre peuplier (*Populus* sp.), Chêne rouge (*Quercus rubra* L.), Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia* L.), Espèces du genre saule (*Salix* ssp.), Séquoia toujours vert-redwood américain (*Séquoia sempervirens*)

Système agroforestier :

(Source : circulaire DGPAAT/SDBE/SDFB/C2010-3035 sur l'ensemble des règles qui concernent l'agroforesterie... (6 avril 2010)

Association au sein d'une même parcelle d'une production animale et/ou végétale avec un peuplement d'arbres à faible densité (entre 30 et 200 arbres par hectare).

La circulaire du MAAP en date du 6 avril 2010 précise que :

- Les parcelles sur lesquelles se pratique l'agroforesterie sont considérées comme des parcelles agricoles et non comme des parcelles forestières, avec les implications correspondantes, notamment en matière d'aides publiques (politique agricole commune), de statut de fermage, de fiscalité, de valeur vénale ;
- L'agroforesterie n'intègre pas la forêt pâturée, ni les bosquets qui relèvent du Code forestier.

Friche :

(Source : circulaire DGPAAT/SDFB/C2013-3060 du 28 mai 2013)

Terrain envahi par une végétation spontanée issue de la déprise agricole, n'ayant fait l'objet d'aucune coupe et qui ne peut pas encore être qualifiée « forêt » par son âge, sa hauteur ou le taux de couverture boisée. A ce titre, ce type de terrain est hors du champ des règles applicables en matière de défrichement.

Forêt alluviale :

(Source : arrêté préfectoral n° 2004-06286 du 27 mai 2004 instituant un seuil de surface pour les demandes d'autorisation de défricher)

Une forêt alluviale est définie comme une formation boisée située dans le lit majeur d'un cours d'eau, étroitement liée à la présence de la nappe phréatique et dépendante des fluctuations de celle-ci. Elle joue un rôle essentiel dans la régulation de l'écoulement des eaux en cas de crue et leur épuration notamment, vis à vis des nitrates et des produits phytosanitaires. Elle peut héberger des espèces végétales et animales protégées et jouer un rôle corridor biologique très important.

⁽¹⁾ spéculations concernées par la réglementation des boisements car cette dernière vis toute utilisation d'essences forestières en zone considérée comme non boisée ou déclarée non reboisible.

Ripisylve :

(Sources : DDT38)

Formations végétales forestières qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau, situées dans la zone frontière entre l'eau et la terre. Les ripisylves sont liées au lit mineur du cours d'eau, et sont incluses dans les forêts alluviales.

Sapins de Noël :

(Source : décret n° 2003-285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël)

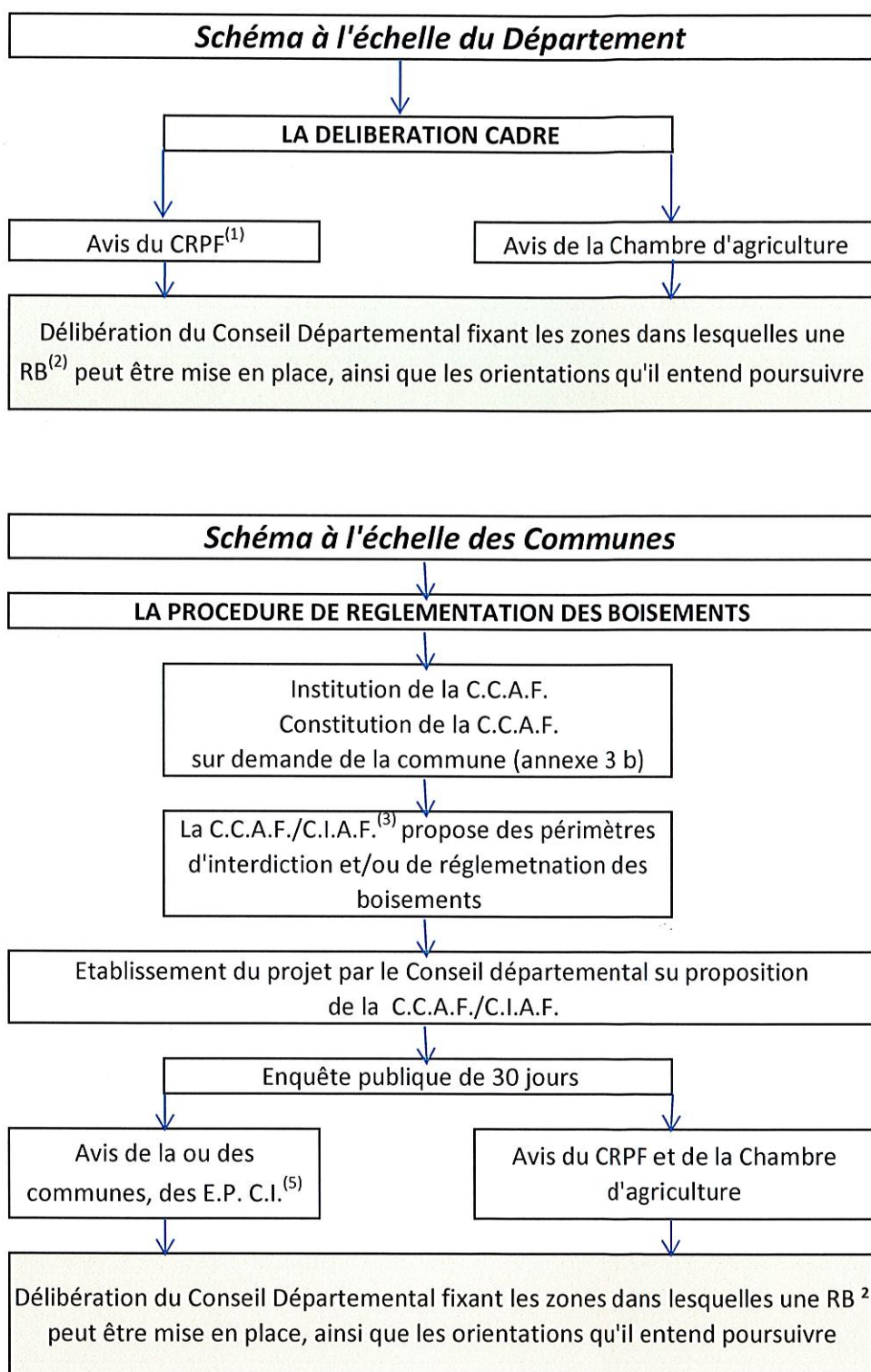
Essences autorisées : *Picea excelsa* (épicéa commun), *Picea Pungens* (épicéa du Colorado), *Picea omorika* (épicéa de Serbie), *picea engelmannii* (épicéa d'Engelmann), *abies normaniana* (sapin de Nordmann), *abies nobilis* (sapin noble), *abies grandis* (sapin de Vancouver), *abies fraseri*, *abies balsamea* (sapin de Balsam), *abies alba* (sapin pectiné), *pinus sylvestris* (pin sylvestre), *pinus pinaster* (pin maritime) ;

Densité de plantation comprise en 6 000 et 10 000 plants/hectare ;

Hauteur maximale des sapins ne pouvant excéder trois mètres ;

Durée maximale d'occupation du sol ne pouvant excéder dix ans ; à ce terme, les sapins doivent être coupés et les sols remis en état de culture.

LA RÉGLEMENTATION ET LA PROTECTION DES BOISEMENTS



(1) Centre Régional de la Propriété Forestière

(2) Réglementation des boisements

(3) Commission Communale d'Aménagement Foncier

(4) Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier

(5) Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

LA RÉGLEMENTATION DES BOISEMENTS, une procédure en plusieurs étapes

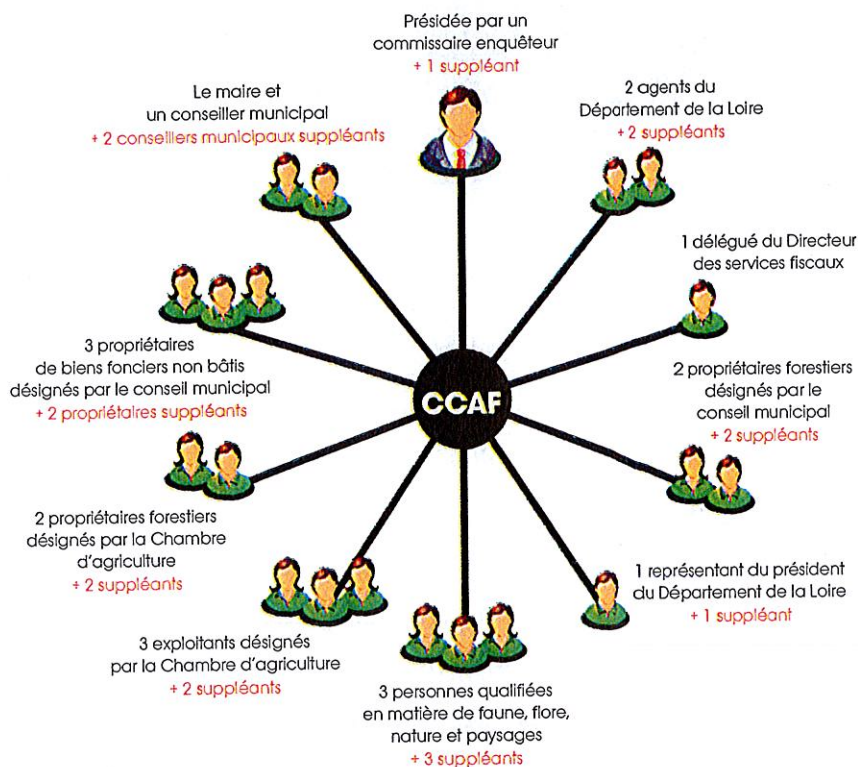
Les réglementations des boisements sont mises en œuvre par le Département après sollicitation des communes. Elles sont pilotées par les Commissions communales/intercommunales d'aménagement foncier (CCAF/CIAF).

La CCAF/CIAF

Cette commission est l'organe central de la procédure. Elle élabore le projet de réglementation des boisements en fonction des enjeux locaux.

Elle est présidée par un commissaire enquêteur, désigné par le président du tribunal de grande instance, animée par le Département et accompagnée par un bureau d'étude.

Pour la CIAF, l'effectif des participants augmente en fonction du nombre de communes associées.



La commission peut également comprendre :

- un représentant de l'Office national des forêts (ONF) lorsque les parcelles relèvent du régime forestier,
- un représentant de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INOQ) lorsque le périmètre de l'aménagement foncier comprend une aire d'appellation contrôlée,
- un représentant du Parc naturel régional (PNR) lorsque le périmètre d'aménagement foncier comprend des terrains situés sur le territoire des communes d'un parc naturel régional,
- à titre consultatif : toute autre personne ou organisme pouvant accompagner la CCAF/CIAF (exemples : Direction départementale des territoires (DDT), Centre régional de la propriété forestière (CRPF), associations locales...).

**Direction générale adjointe
des Infrastructures et Déplacements**
Service des affaires foncières

Dossier à remettre à Marie-Pierre Fontenille
Tél : 04.74.47.49.93
Courriel : marie-pierre.fontenille@ain.fr

RÈGLEMENTATION DES BOISEMENTS
(article L.126-1 du Code Rural et de la Pêche
Maritime)

Année + N° d'ordre de la demande	
Numéro du département	01

(ne rien inscrire dans ces cases)

DEMANDE D'AUTORISATION DE BOISEMENT

(Article 11 de la délibération de la Commission permanente
du Conseil départemental de l'Ain du 12 février 2017)

I. DÉSIGNATION DU DEMANDEUR

Nom (1) :

Adresse :

tél. : **adresse mail :**

Représentant du demandeur :

Nom, :

Adresse :

..... **tél. :**

(1) Pour les particuliers préciser le prénom usuel, pour les personnes morales faire suivre du nom et de la qualité du signataire.

Liste des pièces à joindre au présent formulaire :

- **plan de situation**, à l'échelle 1/25 000ème (carte topographique)
- extrait de **plan cadastral** à jour et de la **matrice correspondante**, avec son échelle, précisant l'emprise du projet et l'occupation réelle des sols pour les parcelles attenantes (*plan disponible en mairie ou aux services du cadastre*)
- avis de situation au répertoire SIREN ou attestation d'information d'activité à la Mutualité Sociale Agricole
- **si le demandeur n'est pas le propriétaire il devra produire un document attestant qu'il a autorité pour intervenir sur les parcelles**

NOTA : Adresser cette demande (en deux exemplaires) en recommandé avec A.R. au :
Président du Département de l'Ain « DGAI Service des Affaires foncières »
45 avenue Alsace Lorraine– BP 10114 - 01003 BOURG-EN-BRESSE CEDEX
Mail : marie-pierre.fontenille@ain.fr/Tél : 04-74-47-49-93

II. SITUATION DU BOISEMENT PROJETÉ

Commune..... Canton.....

DÉSIGNATION CADASTRALE DES PARCELLES A BOISER :

Section	Numéro de plan	Lieu-dit	SUPERFICIE						NATURE DE LA PARCELLE										
			Superficie cadastrale totale			Superficie à boiser			Bois	Landes	Terres	Prés	Friches	Autres					
			ha	a	ca	ha	a	ca											

III. TRAVAUX ENVISAGÉS

Essences utilisées pour le boisement :

.....

La ou les parcelles fait (font) t'elle(s) partie d'une exploitation agricole ? oui non Laquelle ? :

Distance des boisements/aux fonds voisins :

Description sommaire des travaux :

.....

Date prévisionnelle des travaux

Fait à :, le

Signature (*) :

(*) = signature des personnes propriétaires des parcelles (co-indivisaires, usufruitiers) ou ayant autorité à boiser.

Les personnes qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations d'essences forestières, sur une parcelle comprise dans un périmètre réglementé doivent en faire la déclaration auprès du Président du Conseil départemental (article R126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Cette déclaration, préalable à tout projet de semis, boisement ou de reboisement doit être adressée par courrier en recommandé avec accusé de réception du Président du Conseil départemental, à l'aide d'un formulaire à retirer en mairie ou à télécharger sur le site

internet du Conseil départemental (<http://www.ain.fr>). Le déclarant s'adresse d'abord à la mairie, pour l'informer de son projet, vérifier la réglementation des boisements de la commune et faire viser sa déclaration par le maire (ou par le Président du ou des établissements publics de coopération intercommunale compétents, le cas échéant en matière d'urbanisme).

Ne rien inscrire dans cette case

N° d'enregistrement
Année :
N° de la commune réglementée :

DECLARATION ANNUELLE DE PRODUCTION DE SAPINS DE NOËL
semis, plantations ou replantations de sapins de Noël
par application des articles L 126-1 et R 126-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime

1. DESIGNATION DU DECLARANT

Nom ⁽¹⁾ – Prénom :
(en majuscule)
.....
Adresse :
.....
N° tél N° tél. portable :
Mail :
N° SIREN ou SIRET (si personne morale) :
Qualité du déclarant si non propriétaire des parcelles en nom propre (ex. : propriétaire en indivision, nu propriétaire, usufruitier, locataire...)

⁽¹⁾ pour les particuliers, préciser le prénom usuel ; pour les sociétés, groupements forestiers, ..., : faire suivre le nom de la qualité du signataire

Liste des pièces à joindre à la présente déclaration :

- **plan de situation**, à l'échelle 1/25 000ème (carte topographique)
- extrait de **plan cadastral** à jour et de la **matrice correspondante**, avec son échelle, précisant l'emprise du projet et l'occupation réelle des sols pour les parcelles attenantes (*plan disponible en mairie ou aux services du cadastre*)
- avis de situation au répertoire SIREN ou attestation d'information d'activité à la Mutualité Sociale Agricole
- **si le demandeur n'est pas le propriétaire il devra produire un document attestant qu'il a autorité pour intervenir sur les parcelles**

NOTA : Adresser cette déclaration (en deux exemplaires) en recommandé avec A.R au :
Président du Département de l'Ain « DGAI Service des Affaires foncières »
45 avenue Alsace Lorraine – BP 10114 - 01003 BOURG-EN-BRESSE CEDEX
Mail :marie-pierre.fontenille@ain.fr /Tél : 04-74-47-49-93

2. SITUATION ET CARACTERISTIQUES DE LA PRODUCTION DE SAPINS DE NOEL

Département : AIN Canton : _____ Commune : _____

Rappel des conditions générales de plantation (Décret n° 2003-285 du 24 mars 2003) :

- Durée maximale d'occupation du sol ne pouvant excéder 10 ans.
- Densité comprise entre 6 000 et 10 000 plants par ha.
- Essences utilisables : Picea excelsa (épicéa commun), Picea Pungens (épicéa du Colorado), Picea omorika (épicéa de Serbie), picea engelmannii (épicéa d'Engelmann), abies normaniana (sapin de Nordmann), abies nobilis (sapin noble), abies grandis (sapin de Vancouver), abies fraseri, abies balsamea (sapin de Balsam), abies alba (sapin pectiné), pinus sylvestris (pin sylvestre), pinus pinaster (pin maritime)

PARCELLE			SUPERFICIE (ha, are, ca)		Année de plantation	Observations	
Section	N°	Lieu-dit	Totale	A semer, planter, replanter		Densité (nombre de plants/ha)	Essences utilisées pour la plantation ⁽¹⁾

(1) A choisir dans la liste des essences utilisables

3. TRAVAUX PROJETES

Distance de la plantation aux fonds voisins :

Description sommaire des travaux :
(Indiquer en particulier les traitements chimiques)

Distance entre les plants : Distance entre les rangs :

Je soussigné, Monsieur / Madame.....

m'engage à entretenir la production de sapins de Noël, déclarée sur le présent formulaire, de manière respectueuse de l'environnement, à ne pas laisser des arbres dépasser la hauteur de 3 mètres maximum et à remettre les sols en état de culture au plus tard au terme des 10 ans d'autorisation ;

Déclaration établie le :, à

Signature(*)

(*) = signature des personnes propriétaires des parcelles (co-indivisaires, usufruitiers) ou ayant autorité à boiser.

Notice d'information

Déclaration annuelle de production de sapins de Noël

◆ **Quand devez-vous faire une déclaration de production de sapins de Noël ?**

Toute personne qui souhaite réaliser une production (semis, plantation, replantation) de « sapins de Noël » sur une parcelle localisée en secteur réglementé d'une commune où une réglementation des boisements a été définie et arrêtée, doit en faire la déclaration auprès du Président du Conseil Départemental ou pour une parcelle localisée dans une commune soumise à l'arrêté départemental de réglementation des boisements.

La déclaration annuelle porte principalement sur les essences, la surface, la densité, le lieu, les distances et la date de plantation.

◆ **Comment s'effectue l'enregistrement de votre déclaration ?**

Le Département vérifie que votre projet répond aux conditions techniques et réglementaires fixées (voir ci-après).

◆ **Quels risques encourez-vous si vous réalisez une production de sapins de Noël sans déclaration ?**

Le Code Rural et de la Pêche Maritime prévoit des sanctions si une production de sapins de Noël est réalisée sans déclaration.

Pour tout renseignement, vous pouvez vous adresser au :

Conseil départemental de l'Ain

DGAI - Service des Affaires foncières

45 avenue Alsace Lorraine – BP 10114

01003 BOURG-EN-BRESSE CEDEX

Tél : 04.47.49.93

marie-pierre.fontenille@ain.fr

Le décret n° 2003-285 du 24 mars 2003 consolidé, relatif à la production de sapins de Noël :

Est considérée comme espèce de sapins de Noël :

→ **la plantation d'une ou plusieurs essences forestières recensées à partir de la liste suivante :** picea excelsa (épicéa commun), picea pungens (épicéa du Colorado), picea omorika (épicéa de Serbie), picea engelmannii (épicéa d'Engelmann), abies nordmanniana (sapin de Nordmann), abies nobilis (sapin noble), abies grandis (sapin de Vancouver), abies fraseri (sapin de Fraser), abies balsamea (sapin baumier), abies alba (sapin pectiné), pinus sylvestris (pin sylvestre), pinus pinaster (pin maritime).

→ **qui répond aux conditions suivantes :**

- la densité de plantation doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants/hectare ;
- la hauteur maximale des sapins ne peut excéder trois mètres ;
- la durée maximale d'occupation du sol ne peut excéder dix ans ; à ce terme les sapins doivent être coupés et les sols remis en état de culture ;
- la distance de plantations à respecter par rapport aux fonds voisins est de 3 mètres ;

Ne rien inscrire dans cette case

N° d'enregistrement
Année :
N° de la commune réglementée :

**DECLARATION PREALABLE
DES SURFACES PLANTEES EN TAILLIS A COURTE ROTATION (TCR)
OU EN TAILLIS A TRES COURTE ROTATION (TTCR)**
par application des articles D 615-12-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime

1. Désignation du déclarant

Nom ⁽¹⁾ – Prénom :
(en majuscule)

Adresse :

N° tél N° tél. portable :

Mail :

N° SIREN ou SIRET (si personne morale) :

Qualité du déclarant si non propriétaire des parcelles en nom propre (ex. : propriétaire en indivision, nu propriétaire, usufruitier, locataire...)

⁽¹⁾ pour les particuliers, préciser le prénom usuel ; pour les sociétés, groupements forestiers, ..., : faire suivre le nom de la qualité du signataire

Liste des pièces à joindre à la présente déclaration :

- **plan de situation**, à l'échelle 1/25 000ème (carte topographique)
- extrait de **plan cadastral** à jour et de la **matrice correspondante**, avec son échelle, précisant l'emprise du projet et l'occupation réelle des sols pour les parcelles attenantes (*plan disponible en mairie ou aux services du cadastre*)
- avis de situation au répertoire SIREN ou attestation d'information d'activité à la Mutualité Sociale Agricole
- si le demandeur n'est pas le propriétaire il devra produire un document attestant qu'il a autorité pour intervenir sur les parcelles
- copie de la déclaration PAC si les parcelles sont déclarées en TCR/TTCR

NOTA : Adresser cette déclaration (en deux exemplaires) en recommandé avec A.R. accompagné au :
Président du Département de l'Ain « DGAI Service des Affaires foncières »
45 avenue Alsace Lorraine – BP 10114 - 01003 BOURG-EN-BRESSE CEDEX
Mail : marie-pierre.fontenille@ain.fr / Tél : 04-74-47-49-93

Rappel du contexte réglementaire :

Pour l'application de l'article D.615-12-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime, un taillis à courte rotation (TCR) est une surface plantée d'essences forestières composées de cultures pérennes et ligneuses, dont les porte-greffes ou les pieds mères restent dans le sol après récolte et qui développent de nouvelles pousses à la saison suivante. La demande de plantation en TCR ou TTCCR doit être faite par des exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles, pour une surface au moins égale à 4 hectares (éventuellement répartis en plusieurs îlots d'au moins un hectare cadastral chacun). La plantation devra être coupée au plus tard 20 ans après l'implantation et les parcelles concernées devront être remises en culture agricole classique.

2. Situation des surfaces à planter en taillis à courte rotation ou en taillis à très courte rotation

Commune Canton

PARCELLE			SUPERFICIE (ha, are, ca)		Nature des essences plantées	Nature et durée de rotation du taillis	
Section	N°	Lieu-dit	Totale	A planter en TTCR ou TCR		TTCR Durée de rotation (an)	TCR Durée de rotation (an)

Date de plantation envisagée :

Description sommaire des travaux

Type de production envisagée (bois énergie /bois industriel) :

Type de méthodes utilisées pour la récolte (technique manuelle, technique mécanisée) :

Reconversion envisagée des terrains (après exploitation TCR/TTCR)

Avis de M. le Maire :

Favorable

Défavorable

(Date, cachet et signature)

Je soussigné Monsieur/Madamecertifie que la (les) parcelle(s) ci-dessus inscrites n'est (ne sont) ni louée(s), ni affermée(s) et que j'en ai la libre disposition.

Fait à le

Signature (*)

(*) = signature des personnes propriétaires des parcelles (co-indivisaires, usufruitiers) ou ayant autorité à boiser.

ANNEXE 7

Critères de mise en valeur et d'appréciation du potentiel économique
des parcelles agricoles

Motif	Justification	Critères	
Mise en valeur agricole	Mode de faire-valoir	<i>Bail rural</i>	
		<i>Prêt à usage</i>	
	Nature de culture	Cultures céréalières	
		Prairie naturelle ou temporaire	
		Cultures maraichères	
		Horticulture (arboriculture, floriculture)	
		Vignes	
Autres cultures spécialisées			
Intérêt(s) particulier(s)	Valeur productive	<i>Equipements (Cf. ci-après)</i>	
		<i>Caractéristiques agronomiques, types de sols, pentes, ...)</i>	
		<i>Valeur fourragères rendements, ...</i>	
	Signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO)	AOC - AOP- IGP	
		Equipements	<i>Point d'eau</i>
			<i>Irrigation</i>
			<i>Drainage</i>
	<i>Autres équipements</i>		
	Distance du projet par rapport aux bâtiments d'exploitation	<i>Bâtiments agricoles dans un périmètre de 1 Km</i>	
	Eligibilité PAC	<i>Droit Paiement de Base</i>	
		<i>Contrat spécifique type MAE, ...</i>	
	Pression foncière (10 années antérieures)	<i>Urbanisation</i>	
		<i>Boisement</i>	
<i>Concurrence à l'exploitation agricole</i>			
Préjudice(s) à l'activité agricole	Préjudice aux fonds voisins	<i>Ombre</i>	
		<i>Racines</i>	
		<i>Chemin d'exploitation</i>	
		<i>Enclavement</i>	

Éléments signalétiques et administratifs

Situation administrative		
Nom d'usage de l'aménagement	Aménagement de la forêt communale de Saint-Maurice-De-Beynost	
Catégorie de propriétaire	Commune	
Numéro du ou des départements de situation	01 - AIN	
N° ONF de la région nationale IFN de référence	Agglomération lyonnaise	
DRA ou SRA de référence	Rhône-Alpes	
Période d'application		
année		
Année début aménagement	2020	
Année échéance aménagement	2039	
Détail des forêts aménagées		
Dénomination	Identifiant national de la forêt	Surface cadastrale
saint-maurice-de-beynost	F18816R	40,1200
Surfaces de l'aménagement		
Surface cadastrale	40,1200 ha	
Surface retenue pour la gestion	32,87 ha	
Surface boisée en début d'aménagement	10,72 ha	
Surface en sylviculture de production	0,00 ha	
Surface hors sylviculture de production	32,87 ha	

La forêt dans son territoire

Surfaces des fonctions principale par niveau d'enjeu	surface (pour chaque ligne, partition de la surface totale retenue pour la gestion)				
	Sans objet	faible ordinaire local	moyen reconnu	enjeu fort	Total réparti
Fonctions principales					
Production ligneuse	sans objet 33	faible	moyen	fort	33
Ecologie		ordinaire 33	reconnu	fort	33
Paysage, accueil, eau potable		local	reconnu 33	fort	33
Protection contre les risques naturels	sans objet 33	faible	moyen	fort	33

Cadre réglementaire	surface concernée
Forêt de protection (foncière)	
Coeur de parc national	
Réserves naturelles nationales ou régionales	
Réserve biologique intégrale (RBI)	
Réserve biologique dirigée (RBD)	
Arrêté de protection de biotope	
Site classé	
Monuments historiques inscrits	
Monuments historiques classés	
Périmètres rapprochés et immédiats de captages	

Eléments du territoire orientant les décisions	surface concernée
Aire d'adhésion de parc national	
Parc naturel régional	
Charte Forestière de Territoire	
Natura 2000 habitats (ZSC)	
Natura 2000 oiseaux (ZPS)	
ZNIEFF de type I	
ZNIEFF de type II	9 ha
Unités de conservation in situ des ressources génétiques	
Mesures de compensation environnementale en cours	
Contrats Natura 2000 en cours	
Plan de prévention des risques naturels prévisibles	
Plan de prévention des risques incendie	
Zone de rétention eau	
Réserve nationale de chasse	
Pastoralisme	

Eléments qui imposent des adaptations de gestion	
Menaces fortes	surface concernée
Problèmes sanitaires graves	
Déséquilibre grande faune / flore	
Incendies	
Problèmes fonciers limitant les possibilités de gestion	
Présence d'essences peu adaptées au changement climatique	

Eléments imposant des mesures particulières	surface concernée
Difficultés de desserte limitant la mobilisation des bois	
Sensibilité des sols (tassement: sites toujours très sensibles)	
Protection des eaux de surface (ripisylves, étangs, cours d'eau)	
Protection du patrimoine culturel et mémoriel	
Peuplements classés matériel forestier de reproduction	
Pratique de l'affouage	
Dispositifs de recherche	
Importance sociale ou économique de la chasse	

Autres éléments impactant fortement la gestion de la forêt (aéroport, relais hertzien, mitraille, droits d'usage, dégâts tempête...)	surface concernée
changement climatique	33 ha
concessions de lignes électriques aérienne et de canalisation d'eau	3 ha



Décisions d'aménagement

Essences présentes dans la forêt	Pourcentage de la surface boisée
Autre Feuillu	40
Frêne commun	30
Peuplier divers	30
TOTAL	100 %

Traitements sylvicoles	surface concernée	surface aménagement passé
Futaie régulière dont conversion en futaie régulière		
Futaie par parquets dont conversion en futaie par parquets		
Futaie irrégulière dont conversion en futaie irrégulière		
Futaie jardinée dont conversion en futaie jardinée		
Traitement mixte (méthode combinée, parquets et bouquets)		
Taillis (T)		
Taillis-sous-futaie (TSF)		
Attente sans traitement défini		
hors sylviculture	32,87	
TOTAL	32,87	

surface égale à surface retenue pour la gestion

Essences principales objectif et critères d'exploitabilité					
Essences principales objectif	précisions	surface en sylviculture	% de la surface en culture	age exploitabilité	diamètre exploitabilité
Pas d'essences objectifs saisis	-	-	-	-	-
TOTAL		0,00	surf. égale à (surface en sylviculture de production) - (surf. en attente sans traitement défini)		

CHOIX DE RENOUVELLEMENT

F. régulière : surface du groupe de régénération (GR)	
F. parquets : surf. cumulée des parquets à renouveler	
Surface à reconstituer ou prévue à boiser (c'est à dire sans coupe)	
Surface moyenne annuelle à passer en coupe T ou TSF	
Surface moyenne annuelle à passer en coupe FIRR ou FJ	

Engagement environnemental lié au maintien de vieux bois		Surface (ha)
Surfaces en vieillissement	Ilots de vieillissement (groupe ILV) : partie boisée	
	RBD : surf. boisée avec maintien de Très Gros Bois	
	Total vieillissement	
Surfaces en sénescence	Ilots de sénescence (groupe ILS) : partie boisée	
	RBI : surf. boisée (prise en compte dans la limite de 500 ha)	
	Autres surf. boisée hors sylviculture sur le long terme	
	Total sénescence	

Compatibilité gestion proposée et objectifs Natura 2000	résultat expertise
Natura 2000 : Niveau de compatibilité docob et gestion préconisée	Sans objet - aucun site Natura 2000

Récoltes et bilan financier

Production biologique estimée		
Production en m3/ha/an sur surface en sylviculture		m3/ha/an
Récoltes prévisibles sur la durée d'aménagement		
en m3/ha/an sur surface en sylviculture de production :		m3/ha/an

Éléments signalétiques et administratifs

Situation administrative		
Nom d'usage de l'aménagement	Aménagement de la forêt du Symalim	
Catégorie de propriétaire	Intercommunalité (y compris groupement syndical forestier)	
Numéro du ou des départements de situation	01 - AIN	
N° ONF de la région nationale IFN de référence	Agglomération lyonnaise	
DRA ou SRA de référence	Rhône-Alpes	
Période d'application		
année		
Année début aménagement	2019	
Année échéance aménagement	2030	
Détail des forêts aménagées		
Dénomination	Identifiant national de la forêt	Surface cadastrale
symalim	F19020N	216,8716
Surfaces de l'aménagement		
Surface cadastrale	216,8716 ha	
Surface retenue pour la gestion	216,87 ha	
Surface boisée en début d'aménagement	154,06 ha	
Surface en sylviculture de production	62,85 ha	
Surface hors sylviculture de production	154,02 ha	

La forêt dans son territoire

Surfaces des fonctions principale par niveau d'enjeu	surface (pour chaque ligne, partition de la surface totale retenue pour la gestion)				
	Sans objet	faible ordinaire local	moyen reconnu	enjeu fort	Total réparti
Fonctions principales	Sans objet	faible	moyen	fort	217
Production ligneuse	sans objet 154	faible	moyen 63	fort	217
Ecologie		ordinaire	reconnu 217	fort	217
Paysage, accueil, eau potable		local	reconnu 217	fort	217
Protection contre les risques naturels	sans objet 217	faible	moyen	fort	217

Cadre réglementaire	surface concernée
Forêt de protection (foncière)	
Coeur de parc national	
Réserves naturelles nationales ou régionales	
Réserve biologique intégrale (RBI)	
Réserve biologique dirigée (RBD)	
Arrêté de protection de biotope	
Site classé	
Monuments historiques inscrits	
Monuments historiques classés	
Périmètres rapprochés et immédiats de captages	

Eléments du territoire orientant les décisions	surface concernée
Aire d'adhésion de parc national	
Parc naturel régional	
Charte Forestière de Territoire	
Natura 2000 habitats (ZSC)	217 ha
Natura 2000 oiseaux (ZPS)	
ZNIEFF de type I	217 ha
ZNIEFF de type II	217 ha
Unités de conservation in situ des ressources génétiques	
Mesures de compensation environnementale en cours	
Contrats Natura 2000 en cours	
Plan de prévention des risques naturels prévisibles	
Plan de prévention des risques incendie	
Zone de rétention eau	
Réserve nationale de chasse	
Pastoralisme	

Eléments qui imposent des adaptations de gestion	
Menaces fortes	surface concernée
Problèmes sanitaires graves	
Déséquilibre grande faune / flore	
Incendies	
Problèmes fonciers limitant les possibilités de gestion	
Présence d'essences peu adaptées au changement climatique	

Eléments imposant des mesures particulières	surface concernée
Difficultés de desserte limitant la mobilisation des bois	
Sensibilité des sols (tassement: sites toujours très sensibles)	
Protection des eaux de surface (ripisylves, étangs, cours d'eau)	
Protection du patrimoine culturel et mémoriel	
Peuplements classés matériel forestier de reproduction	
Pratique de l'affouage	
Dispositifs de recherche	
Importance sociale ou économique de la chasse	

Autres éléments impactant fortement la gestion de la forêt (aéroport, relais hertzien, mitraille, droits d'usage, dégâts tempête...)	surface concernée



Décisions d'aménagement

Essences présentes dans la forêt	Pourcentage de la surface boisée
Autre Feuillu	49
Frêne	25
Peuplier blanc	8
Peuplier noir	10
Peupliers euraméricains	5
Robinier	3
TOTAL	100 %

Traitements sylvicoles	surface concernée	surface aménagement passé
Futaie régulière dont conversion en futaie régulière	62,85	
Futaie par parquets dont conversion en futaie par parquets		
Futaie irrégulière dont conversion en futaie irrégulière		217,00
Futaie jardinée dont conversion en futaie jardinée		
Traitement mixte (méthode combinée, parquets et bouquets)		
Taillis (T)		
Taillis-sous-futaie (TSF)		
Attente sans traitement défini		
hors sylviculture	154,02	
TOTAL	216,87	

surface égale à surface retenue pour la gestion

Essences principales objectif et critères d'exploitabilité					
Essences principales objectif	précisions	surface en sylviculture	% de la surface en culture	age exploitabilité	diamètre exploitabilité
Chêne pédonculé		8.02	12,8	80	50
Erable sycomore		6.0	9,5	80	50
Merisier		6.0	9,5	80	50
Robinier		36.83	58,6	40	50
Tilleul à grandes feuilles		6.0	9,5	80	50
TOTAL		62,85	surf. égale à (surface en sylviculture de production) - (surf. en attente sans traitement défini)		

CHOIX DE RENOUVELLEMENT

F. régulière : surface du groupe de régénération (GR)	36,83 ha
F. parquets : surf. cumulée des parquets à renouveler	0,00 ha
Surface à reconstituer ou prévue à boiser (c'est à dire sans coupe)	0,00 ha
Surface moyenne annuelle à passer en coupe T ou TSF	0,00 ha
Surface moyenne annuelle à passer en coupe FIRR ou FJ	

Engagement environnemental lié au maintien de vieux bois		Surface (ha)
Surfaces en vieillissement	Ilots de vieillissement (groupe ILV) : partie boisée	
	RBD : surf. boisée avec maintien de Très Gros Bois	
	Total vieillissement	
Surfaces en sénescence	Ilots de sénescence (groupe ILS) : partie boisée	
	RBI : surf. boisée (prise en compte dans la limite de 500 ha)	
	Autres surf. boisée hors sylviculture sur le long terme	154,00 ha
	Total sénescence	154,00 ha

Compatibilité gestion proposée et objectifs Natura 2000	résultat expertise
Natura 2000 : Niveau de compatibilité docob et gestion préconisée	Existence d'un DOCOB ; l'aménagement est compatible avec le DOCOB et ne génère pas d'effet notable dommageable

Récoltes et bilan financier

Production biologique estimée		
Production en m3/ha/an sur surface en sylviculture	7,5	m3/ha/an
Récoltes prévisibles sur la durée d'aménagement		
en m3/ha/an sur surface en sylviculture de production :	4,2	m3/ha/an

4.3 – Classement sonore des infrastructures routières et ferroviaires du département de l'Ain



PRÉFET DE L'AIN

Direction départementale des territoires

Service Sécurité Circulation et Education Routière

ARRETÉ
portant révision du classement sonore
des infrastructures routières et ferroviaires du département de l'Ain

Le Préfet de l'Ain

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R.111-4-1 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.571-10 et R.571-32 à R571-43 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R.151-18 et R.151-53-5^e ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013 ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels ;

Vu l'avis des communes concernées suite à la consultation qui s'est déroulée du 21 septembre au 21 décembre 2015 ;

Vu la participation du public qui s'est effectuée du 1^{er} au 22 août 2016 en application des articles L.120-1 et suivants du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Ain,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié sont applicables aux abords du tracé des infrastructures routières et ferroviaires du département de l'Ain.

ARTICLE 2

Les tableaux en annexe donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnées, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 modifié et la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

- Annexe 2 : réseau autoroutier.
- Annexe 3 : routes départementales.
- Annexe 4 : voies communales.
- Annexe 5 : infrastructures ferroviaires

Une représentation cartographique de ce classement est disponible sur le site internet des services de l'Etat (<http://www.ain.gouv.fr/>) à la rubrique suivante : Politiques publiques > Environnement, risques naturels et technologiques > Protection de l'environnement > Bruit des infrastructures des transports terrestres (ITT).

Elle a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

ARTICLE 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit, mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R.571-43 du code de l'environnement.

L'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9-1 de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié. Les arrêtés du 25 avril 2003 susvisés précisent les valeurs d'isolement acoustique à prendre en compte pour les établissements de santé, les établissements d'enseignement et les hôtels.

ARTICLE 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Pour les infrastructures routières et pour les lignes ferroviaires à grande vitesse :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence en période diurne (dB(A))	Niveau sonore au point de référence en période nocturne (dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Pour les infrastructures ferroviaires conventionnelles :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence en période diurne (dB(A))	Niveau sonore au point de référence en période nocturne (dB(A))
1	86	81
2	82	77
3	76	71
4	71	66
5	66	61

ARTICLE 5

Les communes concernées par le présent arrêté sont mentionnées dans le tableau joint en annexe 1.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera annexé au plan local d'urbanisme (ou au plan d'occupation des sols) par le maire de chaque commune visée à l'article 5, ou par l'autorité compétente en matière d'urbanisme si la commune a délégué sa compétence en matière d'urbanisme à un EPCI, conformément à l'article R.151-53-5° du code de l'urbanisme.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 pourront être reportés, pour information, dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme (ou du plan d'occupation des sols), par une procédure de modification simplifiée ou lors d'une prochaine évolution de ce document.

En application de l'article R.153-18 du code de l'urbanisme, un arrêté du maire ou du président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme constatera qu'il a été procédé à la mise à jour du plan local d'urbanisme (ou du plan d'occupation des sols). Cet arrêté sera affiché pendant un mois en mairie, ou au siège de l'EPCI compétent et dans les communes membres concernées.

ARTICLE 7

Une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de chaque commune visée à l'article 5, pendant un mois au minimum.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de l'Ain.

ARTICLE 9

Le présent arrêté, ainsi que la cartographie et l'ensemble des documents relatifs au classement sonore, sont accessibles sur le site internet des services de l'Etat dans l'Ain (www.ain.gouv.fr), dans la rubrique suivante : Politiques publiques > Environnement, risques naturels et technologiques > Protection de l'environnement > Bruit des infrastructures des transports terrestres (ITT).

ARTICLE 10

L'arrêté peut être contesté :

- par recours gracieux auprès du préfet ou hiérarchique auprès du ministre dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois soit à compter de la réponse du préfet ou du ministre ou soit à l'expiration du premier délai de deux mois ; le silence gardé par l'administration valant décision implicite de rejet.

ARTICLE 11

Les arrêtés préfectoraux en date du 7 janvier 1999 fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain sont abrogés.

ARTICLE 12

La secrétaire générale de la Préfecture de l'Ain, le directeur départemental des territoires de l'Ain, les maires des communes concernées, ainsi que les présidents d'EPCI compétents en matière d'urbanisme concernés sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 9 septembre 2016,
Le Préfet,

Signé : Laurent TOUVET

Arrêté préfectoral du 9 septembre 2016 portant révision du classement sonore du département de l'Ain

ANNEXE 5 - Tableau de classement dans une des 5 catégories des tronçons d'infrastructures – Infrastructures ferroviaires

Segment	Début	Fin	PK Début	PK Fin	Communes concernées	Ancien classement	Nouveau classement	Largeur secteurs affectés par le bruit
Ligne 880000 – Coligny à Bourg-en-Bresse								
5228	Coligny	Bourg-en-Bresse	479,579	505,896	COLIGNY SALAVRE VILLEMOTIER BENY ST ETIENNE DU BOIS VIRIAT ST DENIS LES BOURG BOURG EN BRESSE	1	1	300 m
Ligne 883000 – Mâcon à Ambérieu-en-Bugey								
5516	Crottet	Bourg-en-Bresse	7,2	37,7	CROTTET ST JEAN SUR VEYLE PERREX VONNAS MEZERIAT POLLAT VIRIAT SAINT DENIS LES BOURG BOURG EN BRESSE	1	Non classé	<u>Note</u> : ligne déclassée car le trafic estimé est inférieur au seuil de classement (50 trains par jour)
5517	Bourg-en-Bresse	Ambérieu-en-Bugey	37,7	67,2	BOURG EN BRESSE SAINT DENIS LES BOURG PERONNAS MONTAGNAT CERTINES TOSSIAT ST MARTIN DU MONT DRUILLAT PONT DAIN ST JEAN LE VIEUX AMBRONAY AMBERIEU EN BUGEY	1	1	300 m
5517	Ambérieu-en-Bugey	Ambérieu-en-Bugey	67,2	68,309	AMBERIEU EN BUGEY	1	2	250 m

Segment	Début	Fin	PK Début	PK Fin	Communes concernées	Ancien classement	Nouveau classement	Largeur secteurs affectés par le bruit
Ligne 884000 du Haut-Bugey – Bourg-en-Bresse à Bellegarde sur Valserine								
5548	Bourg-en-Bresse	Bellegarde sur Valserine	0	65,079	BOURG EN BRESSE PERONNAS ST-JUST CEYZERIAT REVONNAS RAMASSE VILLEREVERSURE SIMANDRE SUR SURAN CORVEISSIAT BOLOZON NURIEX VOLOGNAT BRION MONTREAL LA CLUSE PORT NANTUA LES NEYROLLES LE POIZAT LALLEYRIAT ST GERMAIN DE JOUX CHATILLON EN MICHAILLE BELLEGARDE SUR VALSERINE	NC	5	10 m
Ligne 886000 - Lyon – Bourg-en-Bresse								
5542	Mionnay	Villars-les-Dombes	13,532	38,14	MIRIBEL MIONNAY SAINT ANDRE DE CORCY SAINT MARCEL LAPEYROUSE VILLARS LES DOMBES	NC	4	30 m
Ligne 890000 - Lyon à Genève								
5254	Neyron	Villieu-Loyes-Mollon	8,8	42,7	NEYRON MIRIBEL ST MAURICE DE BEYNOST BEYNOST LA BOISSE MONTLUEL DAGNEUX BALAN BELIGNEUX BOURG SAINT CHRISTOPHE PEROUGES MEXIMIEUX VILLIEU-LOYES-MOLLON	1	2	250 m

Segment	Début	Fin	PK Début	PK Fin	Communes concernées	Ancien classement	Nouveau classement	Largeur secteurs affectés par le bruit
5255	Chazey-sur-Ain	Ambérieu-en-Bugey	42,7	51,4	VILLIEU-LOYES-MOLLON CHAZEY SUR AIN LEYMENT ST MAURICE DE REMENS ST DENIS EN BUGEY AMBERIEU EN BUGEY	1	2	250 m
5256-1	Ambérieu-en-Bugey	Torcieu	51,4	57,1	AMBERIEU EN BUGEY BETTANT TORCIEU	1	2	250 m
5256-2	Torcieu	St-Rambert-en-Bugey	57,1	62,7	TORCIEU ST RAMBERT EN BUGEY	1	2	250 m
5256-3	St-Rambert-en-Bugey	Tenay	62,7	71,5	ST RAMBERT EN BUGEY ARGIS ONCIEU TENAY	1	3	100 m
5256-4	Tenay	Virieu-le-Grand	71,5	89,8	TENAY LA BURBANCHE ROSSILLON CHEIGNIEU LA BALME PUGIEU VIRIEU LE GRAND	1	3	100 m
5256-5	Virieu-le-Grand	Culoz	89,8	101,3	VIRIEU LE GRAND BELMONT-LUTHEZIEU ST MARTIN DE BAVEL ARTEMARE TALISSIEU CEYZERIEU BEON, CULOZ	1	2	250 m
5265	Culoz	Culoz	101,3	102,1	CULOZ	2	4	30 m
	Culoz	Anglefort	102,1	110,4	CULOZ ANGLEFORT	2	3	100 m
	Anglefort	Corbonod	110,4	116,086	ANGLEFORT SEYSSSEL CORBONOD	3	3	100 m
	Corbonod	Bellegarde sur Valsérine	116,086	134,2	CORBONOD CHANAY SURJOUX INJOUX – GENISSIAT BILLIAT BELLEGARDE SUR VALSERINE	3	4	30 m

Segment	Début	Fin	PK Début	PK Fin	Communes concernées	Ancien classement	Nouveau classement	Largeur secteurs affectés par le bruit
5266	Bellegarde sur Valserine	Bellegarde sur Valserine	134,2	134,95	BELLEGARDE SUR VALSERINE	3	4	30 m
	Bellegarde sur Valserine	Leaz	134,95	139,8	BELLEGARDE SUR VALSERINE LEAZ	3	3	100 m
5268	Leaz	Challex	139,8	152,345	LEAZ COLLONGES POUGNY CHALEX	3	4	30 m
Ligne 900000 – Culoz à Modane								
5270	Culoz	Culoz	101,3	103,36	CULOZ	1	1	300 m
Ligne 892000 – Longeray au Bouveret								
5531	Leaz	Leaz	139,428	160,777	LEAZ	3	4	30 m
Ligne 752000 – LGV Sud Est								
5149	Cormoranche sur Saône	Chaneins	337,400	356,287	CORMORANCHE SUR SAONE GRIEGES CRUZILLES LES MEPILLAT BEY GARNERANS ILLIAT ST DIDIER SUR CHALARONNE ST ETIENNE SUR CHALARONNE MOGNEINIENS PEYZIEUX SUR SAONE CHANEINS	1	1	300 m
5150	Chaneins	Civrieux	356,287	380,50	CHANEINS FRANCHELEINS VILLENEUVE SAVIGNEUX RANCE ST JEAN DE THURIGNEUX REYRIEUX CIVRIEUX	1	1	300 m
5165	Miribel	Nievroz	380,50	409,715	MIRIBEL ST MAURICE DE BEYNOST TRAMOYES BEYNOST LABOISSE THIL NIEVROZ	1	1	300 m

Segment	Début	Fin	PK Début	PK Fin	Communes concernées	Ancien classement	Nouveau classement	Largeur secteurs affectés par le bruit
Ligne CFAL Nord								
1	Raccordement sur ligne Lyon - Ambérieu Boisse	Raccordement de la Boisse			LEYMENT SAINT MAURICE DE REMENS CHAZEY-SUR-AIN VILLIEU-LOYES-MOLLON MEXIMIEUX CHARNOZ-SUR-AIN PEROUGES, BELLIGNIEUX BRESSOLLES DAGNEUX BALAN MONTLUEL LA BOISSE	NC	1	300 m
5	Raccordement de la Boisse	Ligne Lyon - Ambérieu			LA BOISSE NIEVROZ	NC	5	10 m
2	Raccordement de la Boisse	Limite département 01/69			NIEVROZ LA BOISSE	NC	1	300 m

Service sécurité et éducation routières

Unité gestion crise et transports

A R R Ê T É
**portant sur la révision du classement sonore des infrastructures routières
du département de l'Ain**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R.111-4-1 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L571-10 et R571-32 à R571-43 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R151-18 et R.151-53-5e ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, dans les établissements de santé et dans les hôtels ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 7 janvier 1999 fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 septembre 2016 fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain ;

Vu l'avis des communes concernées suite à la consultation qui s'est déroulée du 16 mai 2023 au 15 août 2023 ;

Considérant que le dernier classement sonore des infrastructures routières date de 2016 ;

Considérant que le classement sonore des voies doit être révisé tous les cinq ans au vu des évolutions du trafic ;

Considérant les résultats de l'étude de révision de classement sonore menée par un bureau d'étude spécialisé entre le 1^{er} septembre 2022 et le 06 octobre 2023 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Ain,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral du 09 septembre 2016 fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain est abrogé dans sa partie « infrastructures routières » et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2

Les tableaux sont disponibles sur le site internet des services de l'État (<http://www.ain.gouv.fr/>) à la rubrique suivante : <https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Protection-de-l-environnement/Bruit-des-infrastructures-des-transport-terrestres-ITT/Classement-sonore-du-departement-de-l-Ain-2023>. Ils donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnées, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 23 juillet 2013 et la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

Une représentation cartographique de ce classement est disponible sur le site internet des services de l'État (<http://www.ain.gouv.fr/>) à la rubrique suivante :

<https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Protection-de-l-environnement/Bruit-des-infrastructures-des-transport-terrestres-ITT/Classement-sonore-du-departement-de-l-Ain-2023>

Elle a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

ARTICLE 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R571-43 du code de l'environnement.

L'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 à 12 de l'arrêté du 23 juillet 2013, modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

ARTICLE 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit et définis à l'article 3, sont pour les infrastructures routières :

Niveau sonore de référence LAeq 6h-22h en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq 22h-6h en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300 \text{ m}$
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250 \text{ m}$
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100 \text{ m}$
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30 \text{ m}$
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10 \text{ m}$

ARTICLE 5

Les communes concernées par le présent arrêté sont mentionnées dans le tableau joint en annexe 1.

ARTICLE 6

Le présent arrêté doit être annexé par le maire de chaque commune visée à l'article 5, au plan local d'urbanisme, ou par l'autorité compétente en matière d'urbanisme si la commune a délégué sa compétence en matière d'urbanisme, conformément à l'article R151-53-5° du code de l'urbanisme.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par le maire de chaque commune visée à l'article 5, ou par l'autorité compétente en matière d'urbanisme si la commune a délégué sa compétence en matière d'urbanisme, conformément à l'article R151-53-5° du code de l'urbanisme dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

ARTICLE 7

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie de chaque commune visée à l'article 5, pendant un mois au minimum.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ain et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

ARTICLE 9

Le présent arrêté, ainsi que la carte et l'ensemble des documents relatifs au classement sonore, sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Ain.

(<http://www.ain.gouv.fr/>) à la rubrique suivante : <https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement.-risques-naturels-et-technologiques/Protection-de-l-environnement/Bruit-des-infrastructures-des-transport-terrestres-ITT/Classement-sonore-du-departement-de-l-Ain-2023>

ARTICLE 10

La Secrétaire générale de la Préfecture de l'Ain, le Directeur départemental des territoires de l'Ain ainsi que les maires des communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bourg en Bresse, le 20 novembre 2023

La préfète,
Signé

Chantal MAUCHET

Voies et recours :

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication:

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou par un recours hiérarchique. La décision explicite ou l'absence de réponse dans un délai de 2 mois qui fait naître une décision implicite de rejet peuvent être déférées au tribunal administratif de Lyon ;

- soit directement par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux peut être déposé auprès des juridictions administratives sur l'application internet « Télérecours citoyens » en suivant les instructions disponibles sur le site : <https://citoyens.telerecours.fr>

ANNEXE 01-Liste des communes

Ambérieu-en-Bugey	Crozet
Ambronay	Culoz-Béon
Ambutrix	Curtafond
Arbent	Dagneux
Argis	Divonne-les-Bains
Ars-sur-Formans	Domsure
Attignat	Dortan
Bâgé-Dommartin	Douvres
Bâgé-le-Châtel	Druillat
Balan	Échenevex
Béard-Géovreissiat	Fareins
Beaupont	Farges
Beauregard	Feillens
Béligneux	Ferney-Voltaire
Belley	Francheleins
Bellignat	Frans
Bény	Géovreisset
Bettant	Gex
Beynost	Grièges
Birieux	Grilly
Blyes	Groissiat
Bourg-en-Bresse	Guéreins
Bourg-Saint-Christophe	Izernore
Bresse Vallons	Jassans-Riottier
Bressolles	Jasseron
Brion	Jayat
Buellas	Jujurieux
Ceignes	L'Abergement-Clémenciat
Cerdon	La Boisse
Certines	La Tranclière
Cessy	Labalme
Ceyzériat	Lagnieu
Chalamont	Laiz
Chaleins	Lapeyrouse
Challes-la-Montagne	Lavours
Challex	Le Plantay
Chanoz-Châtenay	Le Poizat-Lalleyriat
Charix	Léaz
Charnoz-sur-Ain	Les Neyrolles
Château-Gaillard	Leyment
Châtillon-sur-Chalaronne	Loyettes
Chaveyriat	Lurcy
Chazey-Bons	Magnieu
Chazey-sur-Ain	Maillat
Chevry	Malafretaz
Civrieux	Manziat
Coligny	Marboz
Collonges	Marlieux
Condeissiat	Marsonnas
Confrançon	Martignat
Cormoranche-sur-Saône	Massieux
Cressin-Rochefort	Massignieu-de-Rives
Crottet	Mérignat

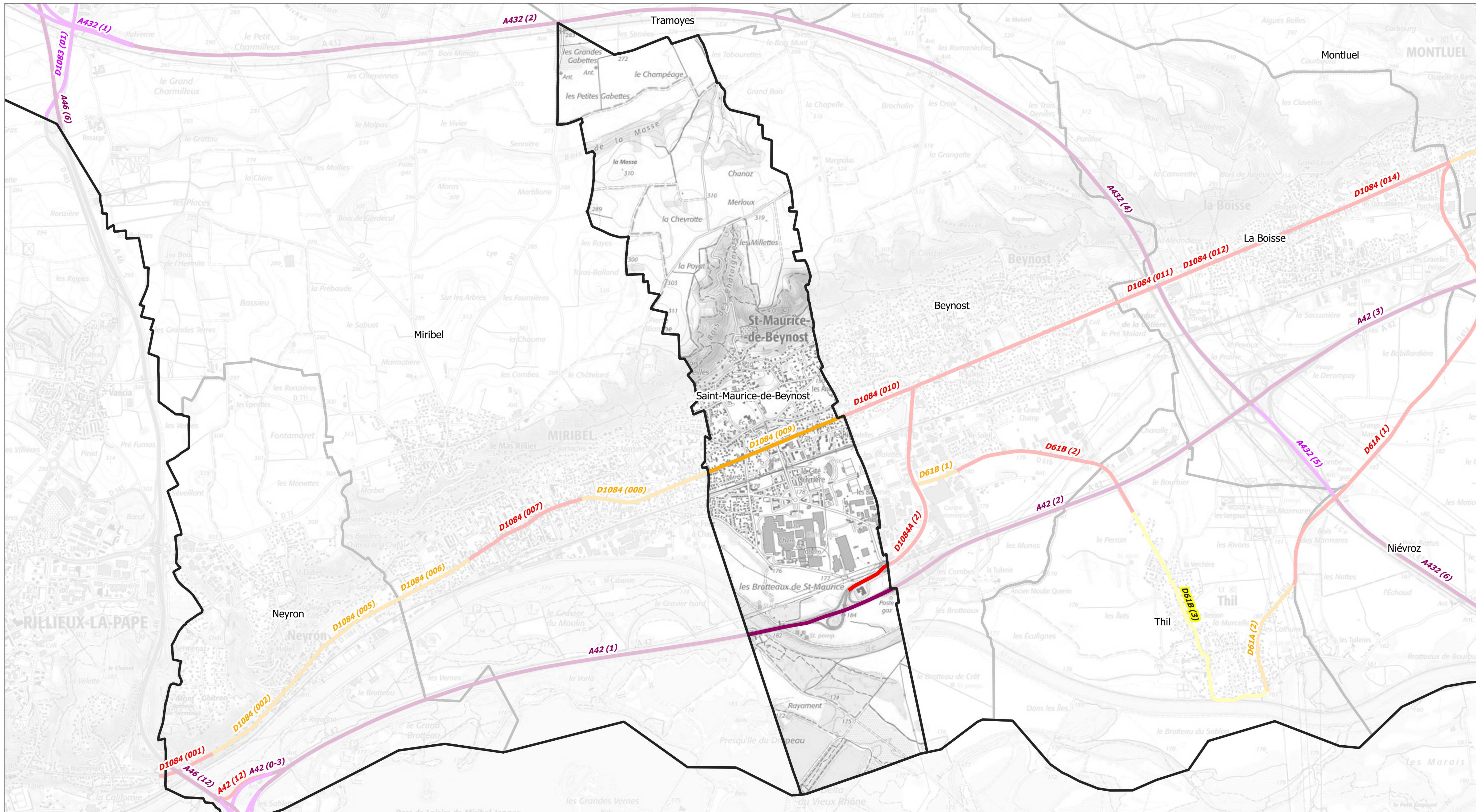
Messimy-sur-Saône
Meximieux
Mézériat
Mionnay
Miribel
Misérieux
Montagnat
Montagnieu
Montanges
Montceaux
Montluel
Montmerle-sur-Saône
Montracol
Montréal-la-Cluse
Montrevel-en-Bresse
Nantua
Neuville-les-Dames
Neuville-sur-Ain
Neyron
Niévroz
Nurieux-Volognat
Oncieu
Ornex
Oyonnax
Parcieux
Péron
Péronnas
Pérourges
Pirajoux
Polliat
Poncin
Pont-d'Ain
Pont-de-Vaux
Pont-de-Veyle
Port
Prévessin-Moëns
Priay
Relevant
Replonges
Reyrieux
Reyssouze
Rignieux-le-Franc
Romans
Saint-Alban
Saint-André-de-Bâgé
Saint-André-de-Corcy
Saint-André-sur-Vieux-Jonc
Saint-Bernard
Saint-Cyr-sur-Menthon
Saint-Denis-en-Bugey
Saint-Denis-lès-Bourg
Saint-Didier-de-Formans
Saint-Étienne-du-Bois

Saint-Genis-Pouilly
Saint-Genis-sur-Menthon
Saint-Germain-de-Joux
Saint-Germain-sur-Renon
Saint-Jean-de-Gonville
Saint-Jean-de-Niost
Saint-Jean-de-Thurigneux
Saint-Jean-le-Vieux
Saint-Jean-sur-Veyle
Saint-Julien-sur-Reyssouze
Saint-Just
Saint-Laurent-sur-Saône
Saint-Marcel
Saint-Martin-du-Frêne
Saint-Martin-du-Mont
Saint-Maurice-de-Beynost
Saint-Paul-de-Varax
Saint-Rambert-en-Bugey
Saint-Rémy
Saint-Sorlin-en-Bugey
Saint-Trivier-sur-Moignans
Saint-Vulbas
Sainte-Euphémie
Sainte-Julie
Salavre
Sault-Brénaz
Sauverny
Ségny
Sergy
Serrières-de-Briord
Servas
Tenay
Thil
Thoiry
Torcieu
Tossiat
Tramoyes
Trévoux
Valserhône
Varambon
Vaux-en-Bugey
Versonnex
Vesancy
Villars-les-Dombes
Villebois
Villemotier
Villeneuve
Villieu-Loyes-Mollon
Viriat
Virignin
Vonnas

Direction Départementale des Territoires de l'Ain - CEREMA Centre-Est

Révision du classement sonore des infrastructures de transport routières

Saint-Maurice-de-Beynost



Carte élaborée par Cereg en septembre 2023 | Source : Scan 25 IGN - Admin Express IGN - DDT 01

LEGENDE

Limite communale

Niveau sonore de référence LAeq (6h00-22h00) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h00-6h00) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre du bord extérieur de la chaussée de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m



INSEE commune	Nom commune	ID tronçon	Nom tronçon	Débutant	Finissant	Catégorie	Largeur	Tissu	Gestionnaire
01376	Saint-Maurice-de-Beynost	50226389	D1084 (008)	PR 4	PR 5	4	30	Tissu ouvert	CD01
01376	Saint-Maurice-de-Beynost	50226390	D1084 (009)	PR 5	PR 6+120	4	30	Tissu ouvert	CD01
01376	Saint-Maurice-de-Beynost	50226391	D1084 (010)	PR 6+120	PR 8+385	3	100	Tissu ouvert	CD01
01376	Saint-Maurice-de-Beynost	50226482	D1084A (2)	PR 0+64	PR 1+610	3	100	Tissu ouvert	CD01
01376	Saint-Maurice-de-Beynost	50226657	A42 (1)	PR4+5	PR9	1	300	Tissu ouvert	APRR
01376	Saint-Maurice-de-Beynost	50226670	A432 (2)	PR1+5	PR7+8	1	300	Tissu ouvert	APRR
01376	Saint-Maurice-de-Beynost	50226736	A42 (2)	PR9	PR12+5	1	300	Tissu ouvert	APRR

4.4 – Arrêté déclarant l'ensemble du département de l'Ain en zone à risque d'exposition au plomb



PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE L'AIN
Service Santé Environnement

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT DE L'AIN
Service Ville et Habitat

ARRÊTÉ

Déclarant l'ensemble du département de l'Ain zone à risque d'exposition au plomb

Le préfet de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles, L 1334.5, L 1334.6 et R 32.8 à R 32.12,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R 32.12 du Code de la Santé Publique,

Vu la circulaire DGS/VS3 n°99/533 et UHC/QC/18 n°99/58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme,

Vu la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n°2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L.1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène émis au cours de sa séance du 17 avril 2001,

Vu l'avis des Conseils municipaux des communes du département de l'Ain,

Vu l'avis des organes délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ayant compétence en matière de logement,

Considérant que le plomb est un toxique dangereux pour la santé publique, et notamment pour celle des jeunes enfants,

Considérant que l'emploi de peintures ou de revêtements contenant du plomb a été largement utilisé ans le bâtiment jusqu'en 1948,

Considérant, dès lors, que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition au plomb pour les occupants,

Sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er : L'ensemble du département de l'Ain est classé zone à risque d'exposition au plomb.

ARTICLE 2 : Un état des risques d'accessibilité au plomb doit être annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.

Il est réalisé selon les prescriptions du guide méthodologique pour la réalisation d'états des risques d'accessibilité au plomb contenu dans la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n°2001-1 du 16 janvier 2001.

ARTICLE 3 : Si un tel état établit l'absence de revêtement contenant du plomb, il n'y a pas lieu de faire établir un nouvel état à chaque mutation. L'état initial établissant l'absence de revêtement contenant du plomb sera joint à chaque mutation.

ARTICLE 4 : Cet état des risques d'accessibilité au plomb est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission.

Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

ARTICLE 5 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques d'accessibilité au plomb n'est pas annexé aux actes visés à l'article 2.

ARTICLE 6 : Une note d'information, conforme au modèle pris par arrêté ministériel, doit être annexée à tout état des risques d'accessibilité, lorsque celui-ci révèle la présence de revêtements contenant du plomb.

ARTICLE 7 : Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb, il est communiqué avec la note d'information par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concerné) ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou partie d'immeuble).

En outre, cet état est tenu par le propriétaire à la disposition des agents ou services mentionnés aux articles L 1421-1 et L 1422-1 du code de la santé publique ainsi que le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents du service prévention des organismes de sécurité sociale.

ARTICLE 8 : Lorsque l'état des risques révèle une accessibilité au plomb au sens de l'article R 32-2 du code de la santé publique, le vendeur ou son mandataire en transmet sans délai copie au préfet, direction départementale de l'équipement.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} août 2001.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Ain, les sous-préfets des arrondissements de Belley, Gex et Nantua, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement, les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale ayant compétence en matière de logement et les maires des communes de l'Ain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché pendant un mois dans les mairies.

Pour ampliation
pour le Préfet
le délégué attaché, chef de bureau

Alain GARIEL

Fait à Bourg-en-Bresse, le 02 MAI 2001

Le préfet

Signé : Pierre-Etienne BISCH

PLAN LOCAL D'URBANISME – SAINT MAURICE DE BEYNOST

01- Ain

LISTE DES PIECES - ANNEXES

4.5 – Règlement Local de Publicité intercommunal



Beynost • Miribel • Neyron
Saint-Maurice-de-Beynost
Thil • Tramoyes

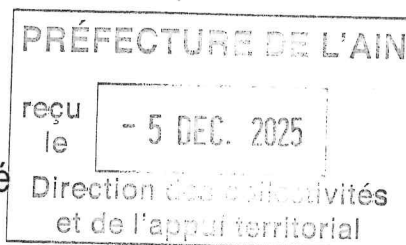
République Française – Liberté Egalité Fraternité

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 25 novembre 2025

Date de convocation et d'affichage : 19 novembre 2025

D-20251125-124



Le vingt-cinq novembre deux mille vingt-cinq à 18h35 le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, régulièrement convoqué le 19 novembre 2025 s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège de la CCMP au 238 rue des Brotteaux 01700 MIRIBEL, sous la présidence de Caroline TERRIER.

Beynost	Présent	Absent		Présent	Absent
AUBERNON Joël	X		BRELOT Elodie		X
MANCINI Sergio	X		Jean Pierre COTTAZ		X
GAGUIN Sophie		X	TERRIER Caroline	X	
Miribel					
BODET Jean Marc		X	MONNIN Guy	X	
BOUVIER Josiane		X	NADVORNY Lydie		X
CHATELARD Annie	X		NAZARET Tanguy		X
DUBOST Anne Christine		X	ROUX Alain		X
GAITET Jean Pierre	X		SAVIN Corinne	X	
JOLIVET Marie Chantal	X		TRONCHE Laurent	X	
LADOUCE Jean-Michel	X				
Neyron					
GIRARD Jean Yves		X	LARIVE Bruno		X
FRANCOIS Christine	X				
Saint Maurice de Beynost					
GOUBET Pierre	X		HERZIG Yvan		X
GUILLET Eveline	X		TERRIER Martine	X	
CHARTON Claude	X				
Tramoyes					
DELOCHE Xavier	X		FILLION Brigitte	X	
Thil					
POMMAZ Valérie	X		JULIAN Christian		X

Elus absents	Donne pouvoir à
Jean Marc BODET	Corinne SAVIN
Josiane BOUVIER	Guy MONNIN
Anne Christine DUBOST	Jean Pierre GAITET
Lydie NADVORNY	Jean Michel LADOUCE
Tanguy NAZARET	Annie CHATELARD
Alain ROUX	Marie Chantal JOLIVET
Christian JULIAN	Valérie POMMAZ

Secrétaire de séance	Taux de présence	En exercice	Présents	Votants
Annie CHATELARD	58%	31	18	25

ATTRACTIVITE ECONOMIQUE

Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) / approbation définitive

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu les statuts de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau ;
- Vu la loi numéro 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.103-2 et suivants, L.153-8, L.153-11 à L.153-26 ;
- Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.581-14 à L.581-14-4 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 intégrant aux statuts de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau la compétence « Élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 20 septembre 2022 prescrivant l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal et fixant des objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau relative au débat sur les orientations générales du règlement local de publicité intercommunal :

- Neyron le 01/02/2024 ;
- Thil le 15/02/2024 ;
- Tramoyes le 25/03/2024 ;
- Saint-Maurice-de-Beynost le 11/04/2024 ;
- Miribel le 15/04/2024 ;
- Beynost le 25/04/2024 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 18/03/2025 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal ;

Vu les avis des Personnes Publiques Associées ;

Vu l'arrêté n° A-20250718-0001 du 24/07/2025 de Madame la présidente de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau prescrivant l'enquête publique relative au projet de Règlement Local de Publicité intercommunal ;

Vu les observations du public ainsi que le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice en date du 28/10/2025 ;

Vu le RLPI annexé à la présente délibération ;

1- Rappel de la procédure de la prescription à l'arrêt du projet

Par délibération du 20 septembre 2022, le Conseil communautaire a prescrit l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) sur l'intégralité du périmètre de la communauté, défini les objectifs poursuivis et précisé les modalités de la concertation concernant ce projet.

Les orientations générales du RLPi sont le socle de ce document. Elles ont été débattues au sein de tous les conseils municipaux entre le 1er février 2024 et le 25 avril 2024.

Le projet de RLPi est issu d'une démarche de co-construction en collaboration avec les six communes de la Communauté de communes et en concertation avec les différents groupes d'acteurs (Personnes Publiques Associées, public, associations et acteurs économiques, dont les professionnels de l'affichage et de l'enseigne...). Cette démarche a abouti à la formalisation d'un projet de règlement qui traduit les orientations générales et instaure des règles respectueuses des paysages et de la qualité du cadre de vie, facteurs de l'attractivité du territoire, dans un esprit d'équilibre avec le droit de chacun de pouvoir s'exprimer.

Par délibération du 18 mars 2025, le Conseil communautaire a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal.

2- Présentation synthétique des avis et des observations des communes et des Personnes Publiques Associées

Avant sa mise en enquête publique, le dossier de projet de RLPi arrêté a été notifié aux communes membres de la CCMP afin qu'elle puisse émettre leurs remarques sur le projet. Le dossier a également été notifié aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 à L.132-9 du Code de l'urbanisme, aux personnes mentionnés à l'article L.153-17 du Code de l'organisme et aux personnes consultées.

Avis et observations des communes

Commune	Avis reçu	Nature de l'avis	Date
Tramoyes	Oui	Favorable	16/06/2025
Miribel	Oui	Favorable avec remarques	07/07/2025
Beynost	Non	Avis réputé favorable	/

Neyron	Non	Avis réputé favorable	/
Saint-Maurice-de-Beynost	Non	Avis réputé favorable	/
Thil	Non	Avis réputé favorable	/

Les remarques de Miribel portent sur quelques rectifications rédactionnelles et la prise en compte de règles du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine dans le RLPi.

Avis et observations des Personnes Publiques Associées (PPA)

	Avis reçu	Nature de l'avis	Date
ARS DT01 Santé environnement	Oui	Pas d'avis sur le dossier	04/04/2025
Département de l'Ain	Oui	Pas d'observations	28/05/2025
CCI de l'Ain	Oui	Favorable avec remarques	16/06/2025
Chambre d'agriculture de l'Ain	Oui	Favorable	18/06/2025
CDNPS	Oui	Favorable	20/08/2025
Autres PPA	Non	Réputé favorable	/

Les remarques de la CCI portent sur la possibilité de maintenir des enseignes scellées au sol de moins de 1 m², la limitation à 0,50 m² de la surface des enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines qui est peut-être un peu strict et sur la possibilité de limiter la surface des enseignes perpendiculaires à 0,70 ou 0,80 m² au lieu de 0,60 m².

Bilan des avis

Peu de remarques de fond sur le projet.

3- L'enquête publique

Par arrêté n° A-20250718-0001 du 24/07/2025 de Madame la présidente de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau a prescrit une enquête publique d'une durée de 26 jour consécutive du 04 septembre 2025 9h00 au 29 septembre 2025 12h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public avait la possibilité de consulter le dossier d'enquête et de soumettre ses observations et propositions tant en version papier, qu'en version dématérialisée. Quatre permanences ont été organisées en présence de la commissaire enquêtrice, deux au siège de la CCMP et une dans deux des six communes (Miribel, Tramoyes).

Ont été reçues :

- 4 observations écrites dont 2 courriers identiques ;
- 4 observations formulées par voie dématérialisée, un des courriels ayant le même contenu que les courriers déposés à la CCMP et Miribel.

La commissaire enquêtrice a analysé les différentes contributions émises par le public.

a. Observations du public

Les observations portent sur les thèmes suivants :

- Densité des implantations ;
- Horaires d'extinction ;
- Publicité lumineuse ;
- Légalité de la démarche ;
- Divers points du RLPi (Union Publicité Extérieure).

b. L'avis de la commissaire-enquêtrice

Le rapport et les conclusions de la commission enquêtrice ont été remis au siège de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau le 29 octobre 2025. Dans ses conclusions et avis, la

commissaire-enquêtrice émet un avis favorable au projet de RLPi sous réserve d'un complément apportant une meilleure lisibilité.

Cet avis est assorti de 5 recommandations :

- Que les diverses remarques émises concernant des corrections à apporter au règlement provenant des Personnes Publiques Associées ou du public, soient prises en compte ;
- Que la CCMP réfléchisse à un assouplissement du règlement en ce qui concerne la surface des enseignes lumineuses à l'intérieur des vitrines, en la portant 1 m² dans les zones 1 et 3 ;
- Que la CCMP complète l'article du règlement relatif aux enseignes temporaires en renseignant les dispositions de chacune des zones, et que le glossaire soit complété dans ses définitions des dispositifs scellés au sol, des enseignes culturelles, de totem et des agglomérations ;
- Que le RLPi, ses annexes complétées et le guide d'accompagnement qui sera rédigé par la CCMP soient joints documents d'urbanisme de chacune des communes de la CCMP ;
- Qu'un contrôle des dispositifs publicitaires soit effectué régulièrement dans les communes de la CCMP, afin de limiter les dispositifs non conformes ou responsables d'une gêne en terme de sécurité ou de luminosité excessive.

4- Modifications apportées au projet d'élaboration du RLPi suite aux avis joints au dossier d'enquête publique, aux observations du public et au rapport de la commissaire-enquêtrice

En application de l'article L153-43 du Code de l'urbanisme, à l'issue de l'enquête publique, le projet peut être éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commissaire enquêtrice. Ces modifications sont approuvées par le Conseil communautaire lors de l'approbation. Les évolutions apportées aux différentes pièces du RLPi sont présentées en substance et de façon synthétique ci-après.

a. Les évolutions apportées au rapport de présentation :

- Les erreurs de rédaction seront corrigées.

b. Les évolutions apportées au règlement écrit du RLPi :

- La surface des enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines en zone 1 et 3 portée à 0,70 m² ;
- Un guide destiné au plus grand nombre sera rédigé ;
- Les dimensions et la saillie des enseignes perpendiculaires en zone 1 et 3 seront en cohérence avec les règles du PVAP ;
- Le glossaire sera mis à jour ;
- Les autres Codes ayant une incidence sur la publicité extérieure seront mentionnés dans la préambule du règlement.

c. Les évolutions apportées aux annexes du RLPi :

- L'arrêté municipal de Thil avec ses 4 plans ;
- 1 plan des limites d'agglomération de Beynost ;
- L'arrêté de Tramoyes (2024) avec 1 plan des limites d'agglomération ;
- 3 arrêtés de Neyron (1988, 1993, 1999) avec 1 plan des limites de 1993 ;
- Miribel 3 plans des limites d'agglomération ;
- Joindre le glossaire au règlement afin d'en faciliter la lecture.

5- Conclusions

Les évolutions apportées pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission-enquêtrice sont des modifications de portée limitée qui ne remettent pas en cause l'économie générale et les orientations du projet d'élaboration de RLPi.

L'assemblée délibérante est invitée à approuver le Règlement Local de Publicité intercommunal de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau tel qu'annexé à la présente délibération ;

La présente délibération sera notifiée à Madame la préfète de L'Ain. Elle fera l'objet des formalités de publicité prévues par l'article R.581-79 du Code de l'environnement pour devenir exécutoire.

Le Règlement Local de Publicité intérieur sera annexé au PLU de chacune des communes

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU APRES EN AVOIR DELIBERE

A L'UNANIMITE

1/APPROUVE le Règlement Local de Publicité intercommunal de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau tel qu'annexé à la présente délibération.

ONT SIGNE AU REGISTRE TOUS LES MEMBRES PRESENTS POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Fait à Miribel, le 25/11/2025

La Présidente

Caroline FERRIER



Acte rendu exécutoire après :

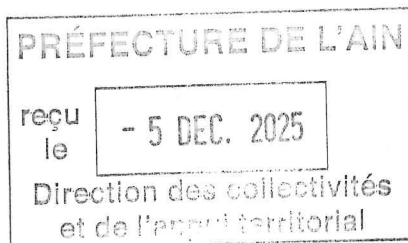
- transmission en Préfecture le :
- et publié le

La présente délibération peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux adressé à Madame la Présidente ;

- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, Palais des Juridictions administratives - 184, rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03 - le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréfournement citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.





RÉGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPI)

RAPPORT DE PRÉSENTATION

NOVEMBRE 2025

INTRODUCTION	4
1.1 CONTEXTE LEGISLATIF.....	4
1.2 INTERET D'UN RLPI	4
1 : LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU RLPI.....	5
1.1 LES PRINCIPALES ETAPES DE LA PROCEDURE.....	5
1.2 LES PIECES CONSTITUTIVES DU RLPI	8
1.2.1 <i>Le rapport de présentation</i>	8
1.2.2 <i>Le règlement</i>	8
1.2.3 <i>Les annexes</i>	8
1.3 LE CHAMP D'APPLICATION MATERIEL	8
1.3.1 <i>La publicité</i>	9
1.3.2 <i>L'enseigne</i>	10
1.3.3 <i>La préenseigne</i>	11
1.3.4 <i>Le cas particulier des préenseignes dérogatoires</i>	12
1.3.5 <i>L'affichage d'opinion</i>	13
1.3.6 <i>Les bâches</i>	15
1.3.7 <i>La publicité de petit format</i>	15
1.3.8 <i>La publicité sur véhicules terrestres</i>	16
1.3.9 <i>Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation</i>	17
2 : ANALYSE TERRITORIALE	18
2.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE	18
2.2 LES PAYSAGES.....	18
2.3 LE PATRIMOINE NATUREL	19
2.4 LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL.....	22
2.5 LE RESEAU VIAIRE	25
2.6 LES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES	27
2.7 LES ZONES RESIDENTIELLES	29
2.8 SYNTHESE DES SECTEURS A ENJEUX	30
3 : LES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES	32
3.1 LE CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE.....	32
3.1.1 <i>La population de référence (INSEE)</i>	32
3.1.2 <i>Définition de l'agglomération</i>	32
3.1.3 <i>Définition de la communauté d'agglomération (INSEE)</i>	32
3.1.4 <i>Définition de l'unité urbaine (INSEE)</i>	32
3.2 LA NOTION D'AGGLOMERATION	35
3.3 LES DISPOSITIONS DU RNP APPLICABLES A LA PUBLICITE	38
3.3.1 <i>Les interdictions relatives ou absolues</i>	38
3.3.2 <i>La surface de la publicité</i>	40
3.3.3 <i>Les principales règles applicables à la publicité murale</i>	40
3.3.4 <i>Les principales règles applicables à la publicité scellée au sol</i>	40
3.3.5 <i>Le régime applicable au mobilier urbain</i>	41
3.3.6 <i>Le régime applicable à la publicité numérique</i>	41
3.3.7 <i>La publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines</i>	42
3.3.8 <i>La publicité sur véhicules terrestres</i>	42
3.3.9 <i>La publicité sur bâches</i>	42
3.3.10 <i>La règle nationale de densité</i>	43
3.3.11 <i>L'obligation d'extinction nocturne</i>	43
3.4 LES DISPOSITIONS DU RNP APPLICABLES AUX ENSEIGNES	44
3.4.1 <i>Les principales règles applicables à l'enseigne murale</i>	44
3.4.2 <i>Les principales règles applicables à l'enseigne scellée au sol</i>	45
3.4.3 <i>Les principales règles applicables à l'enseigne sur toiture ou terrasse</i>	46
3.4.4 <i>Les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines</i>	46
3.4.5 <i>Les règles d'extinction nocturne</i>	47
3.5 LE POUVOIR DE POLICE	47

3.6	LES DISPOSITIONS FIGURANT DANS LE RLP DE NEYRON	48
4	LE DIAGNOSTIC	49
4.1	METHODE DE RECENSEMENT	49
4.1.1	<i>Publicité</i>	49
4.1.2	<i>Enseignes</i>	50
4.2	LES CHIFFRES CLEFS DE LA PUBLICITE	51
4.2.1	<i>La publicité sur le territoire</i>	51
4.2.2	<i>La publicité sur mobilier urbain</i>	53
4.2.3	<i>La publicité hors mobilier urbain</i>	55
4.3	LA LEGALITE DES DISPOSITIFS	59
4.3.1	<i>La publicité au regard du RNP</i>	59
4.3.2	<i>Les enseignes au regard du RNP</i>	64
4.4	LES CONSTATS POUR LA PUBLICITE	67
4.4.1	<i>Hors agglomération</i>	67
4.4.2	<i>Le patrimoine naturel</i>	67
4.4.3	<i>Le patrimoine architectural</i>	68
4.4.4	<i>Le réseau viaire</i>	69
4.4.5	<i>Les zones d'activités ou commerciales</i>	70
4.4.6	<i>Les secteurs résidentiels</i>	71
4.4.7	<i>Les autres constats</i>	72
4.5	LES CONSTATS POUR LES ENSEIGNES	74
4.5.1	<i>Le patrimoine bâti</i>	74
4.5.2	<i>Le réseau viaire</i>	78
4.5.3	<i>Les zones d'activités</i>	81
4.5.4	<i>Les quartiers résidentiels</i>	85
4.5.5	<i>Autres constats pour les enseignes</i>	89
4.6	SYNTHESE DES CONSTATS	94
5	LES ORIENTATIONS	95
5.1	LES OBJECTIFS	95
5.2	LES ORIENTATIONS POUR LA PUBLICITE	96
5.3	LES ORIENTATIONS POUR LES ENSEIGNES	97
6	EXPLICATION DES CHOIX	98
6.1	ZONAGE	98
6.1.1	<i>Le Choix de la zone 1</i>	98
6.1.2	<i>Le choix de la zone 2</i>	98
6.1.3	<i>Le choix de la zone 3</i>	98
6.2	LES RÈGLES APPLICABLES À LA PUBLICITÉ	98
6.2.1	<i>Dispositions générales</i>	99
6.2.2	<i>Zone P 1</i>	100
6.2.3	<i>Zone P 2</i>	100
6.2.4	<i>Zone P 3</i>	101
6.3	LES RÈGLES APPLICABLES AUX ENSEIGNES	101
6.3.1	<i>Dispositions générales</i>	101
6.3.2	<i>Zone E 1</i>	103
6.3.3	<i>Zone E 2</i>	103
6.3.4	<i>Zone E 3</i>	104
6.3.5	<i>Hors agglomération</i>	104

INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE LEGISLATIF

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi ENE ou « Grenelle II ») est le dernier grand texte législatif ayant adopté des dispositions en matière de publicité. Parmi les nombreuses modifications apportées aux règles antérieures, toutes codifiées aux articles L.581-1 et suivants du Code de l'environnement, il convient de retenir celles qui concernent l'institution par les communes ou leurs groupements compétents en matière de PLU d'un règlement local de publicité (RLP). Cette loi a fait l'objet de plusieurs décrets d'application qui constituent le règlement national de la publicité (RNP). Ils ont été codifiés aux articles R.581-1 et suivants du Code de l'environnement.

Depuis la loi ENE, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU) disposent de la compétence de principe pour élaborer un RLP qui devient donc intercommunal (RLPi).

1.2 INTERET D'UN RLPI

La caducité

Actuellement, seule la ville de Neyron dispose d'un règlement local de publicité (RLP) communal.

Approuvé le 7 mai 2019, il est opposable jusqu'à l'approbation du RLPI.

Adopter des règles plus restrictives que les règles nationales et adaptées au territoire :

Les règlements locaux de publicité intercommunaux (RLPi) sont de véritables instruments de planification locale. Ils offrent aux collectivités locales la possibilité de contrôler et d'harmoniser sur leur territoire l'ensemble des dispositifs qui constituent la publicité extérieure : publicité, enseignes et préenseignes.

Les RLPI s'inscrivent dans une vision stratégique d'aménagement. Ils visent à préserver les paysages et à améliorer le cadre de vie. Ils renforcent l'identité du territoire.

Les dispositions issues du RNP constituent un standard en fonction duquel le RLPI sera établi. Le RLPI institue, par principe, des règles plus restrictives que celles issues du RNP. Par exception, dans les lieux énumérés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement où la publicité est interdite, un RLPI peut lever cette interdiction en permettant l'implantation de la publicité. Sont notamment concernés les lieux suivants :

- les sites patrimoniaux remarquables (SPR) ;
- les abords des édifices classés ou inscrits parmi les monuments historiques ;
- les sites inscrits et les sites Natura 2000.

1 : LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU RLPi

1.1 LES PRINCIPALES ETAPES DE LA PROCEDURE

La procédure d'élaboration, de révision ou de modification (à l'exclusion de la procédure de modification simplifiée) d'un RLPi est identique à celle d'un PLUi (article L.581-14-1 du Code de l'environnement).

L'arrêté préfectoral du 05/07/2022 intègre aux statuts de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP) la compétence « élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal ».

La délibération de prescription du RLPi en date du 20 septembre 2022 a précisé les objectifs poursuivis et a également défini les modalités de la concertation pendant toutes les étapes de l'élaboration du RLPi (articles L.103-2 et L.153-11 du Code de l'urbanisme).

Ces objectifs sont :

- Préserver le cadre de vie des habitants et la qualité paysagère du territoire ;
- Prendre en compte les évolutions urbaines, technologiques et réglementaires ;
- Préserver les entrées du territoire, comme par exemple, le secteur du giratoire de la Dombes à Beynost et Saint-Maurice-de-Beynost ou les axes structurants du territoire, par exemple la RD 1084 ;
- Améliorer la qualité de certaines zones d'activité situées sur des axes passant ;
- Préserver les espaces impactés par la publicité extérieure, notamment les secteurs résidentiels et les espaces hors agglomération.

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- Mise à disposition d'un registre à la CCMP ;
- Information sur les sites internet de la CCMP et des 6 communes ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique ;
- Possibilité pour le public d'envoyer ses observations par courrier à la CCMP ;
- Organisation d'au moins une réunion publique afin d'informer le public et les professionnels.

Au-delà de cette concertation avec le public, les personnes publiques associées et les services de l'État seront associés à la démarche, conformément aux articles L.132-7 et suivants du Code de l'urbanisme.

Parallèlement à l'élaboration du projet, un débat sur les orientations du projet de règlement peut être organisé deux mois au moins avant son arrêt en conseil d'agglomération.

Concomitamment à la délibération arrêtant le projet, le bilan de la concertation est tiré.

Le projet arrêté est ensuite soumis pour avis aux personnes publiques associées (PPA), aux communes membres, ainsi qu'à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ce qui constitue, pour cette dernière consultation, la seule différence avec la procédure du PLU.

Le projet fait ensuite l'objet d'une enquête publique dans les conditions fixées par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le projet est éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, de l'avis du commissaire enquêteur et des PPA. Une nouvelle conférence intercommunale tire le bilan de toute la procédure et le projet de RLPi est définitivement approuvé par le conseil d'agglomération.

Après l'accomplissement des mesures de publicité réglementaires et sa transmission au préfet au titre du contrôle de légalité, le RLPi entre en vigueur. Il est d'application immédiate pour les publicités et les enseignes qui s'implanteront ou seront modifiées postérieurement à cette entrée en vigueur, mais ne sera opposable que deux ans plus tard pour les publicités et six ans plus tard pour les enseignes (art. L.581-43 du Code de l'environnement).

	RNP ou modification de dispositif	RLPi
Publicité	Application immédiate	2 ans après approbation
Enseignes	Application immédiate	6 ans après approbation

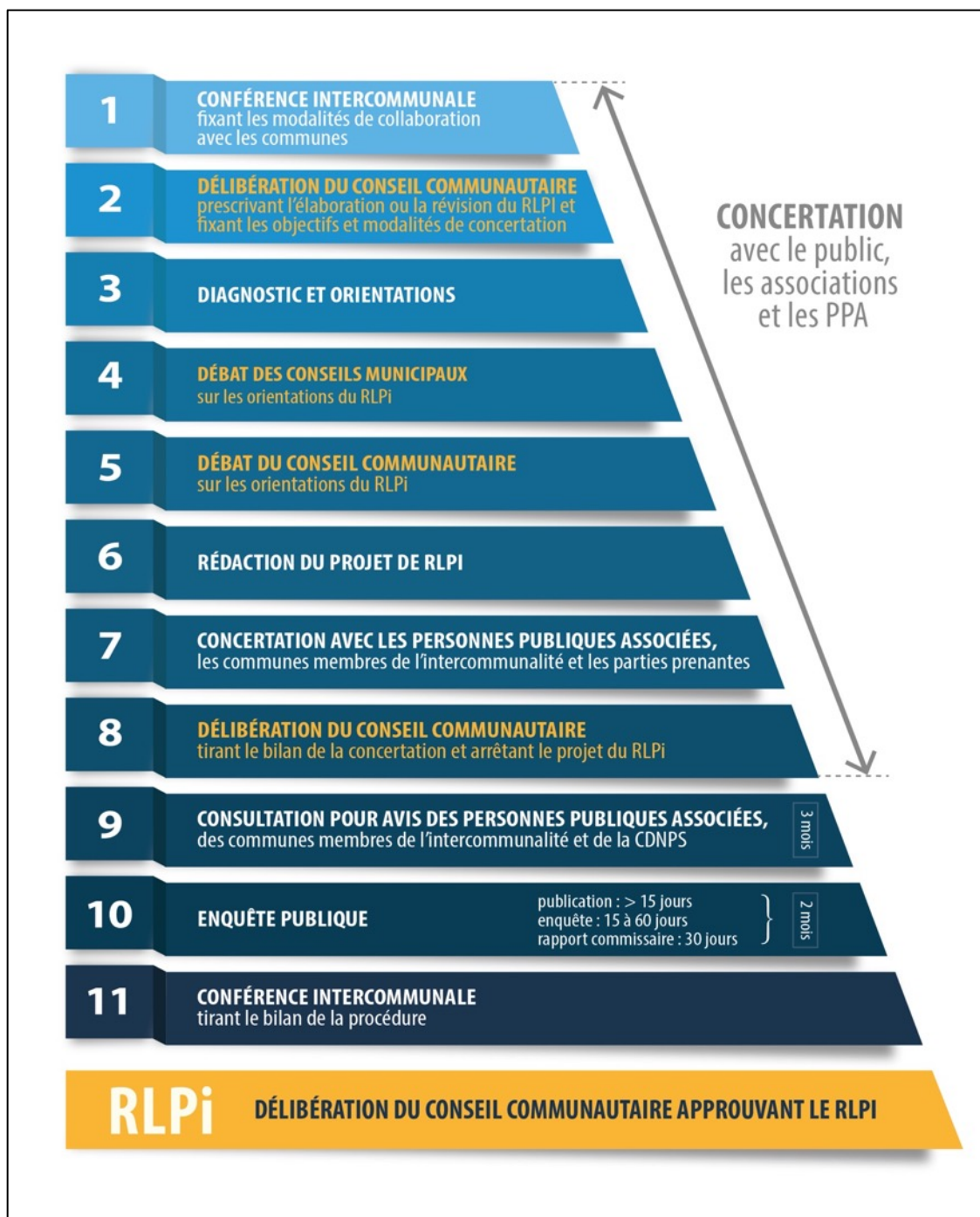


Schéma de la procédure du RLPI

1.2 LES PIÈCES CONSTITUTIVES DU RLPI

Conformément à l'article R.581-72 du Code de l'environnement, un RLPI comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes. Il peut en outre comporter d'autres éléments permettant la compréhension du règlement tels que schémas explicatifs, glossaire, etc.

1.2.1 Le rapport de présentation

Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic présentant l'état actuel de la publicité extérieure sur le territoire. Il procède à un recensement des dispositifs en mesurant leur impact sur le cadre de vie et analyse leur conformité aux dispositions du RNP et, le cas échéant, des RLP en vigueur. Il identifie également les enjeux architecturaux et paysagers, les lieux sous forte pression publicitaire et les espaces à enjeux. Pour cela, il relève les secteurs nécessitant du point de vue de la publicité et/ou des enseignes, un traitement spécifique.

Le rapport précise les objectifs et définit les orientations en matière de publicité et d'enseignes liés aux spécificités du territoire et des espaces identifiés. Il explique enfin les choix des règles instituées dans le règlement.

1.2.2 Le règlement

Le règlement comprend les prescriptions réglementaires applicables sur le territoire couvert par le RLPI à la publicité, aux enseignes et préenseignes. En principe, qu'elles soient générales ou spécifiques aux zones identifiées pour le RLPI, ces prescriptions sont plus restrictives que les dispositions du RNP applicables aux territoires concernés.

1.2.3 Les annexes

Les annexes sont constituées :

- des documents graphiques matérialisant les différentes zones et, le cas échéant les périmètres identifiés (1) existants, dans le rapport de présentation et le règlement ;
- des arrêtés municipaux fixant les limites du territoire aggloméré des différentes communes membres de l'agglomération ;
- des documents graphiques les matérialisant.

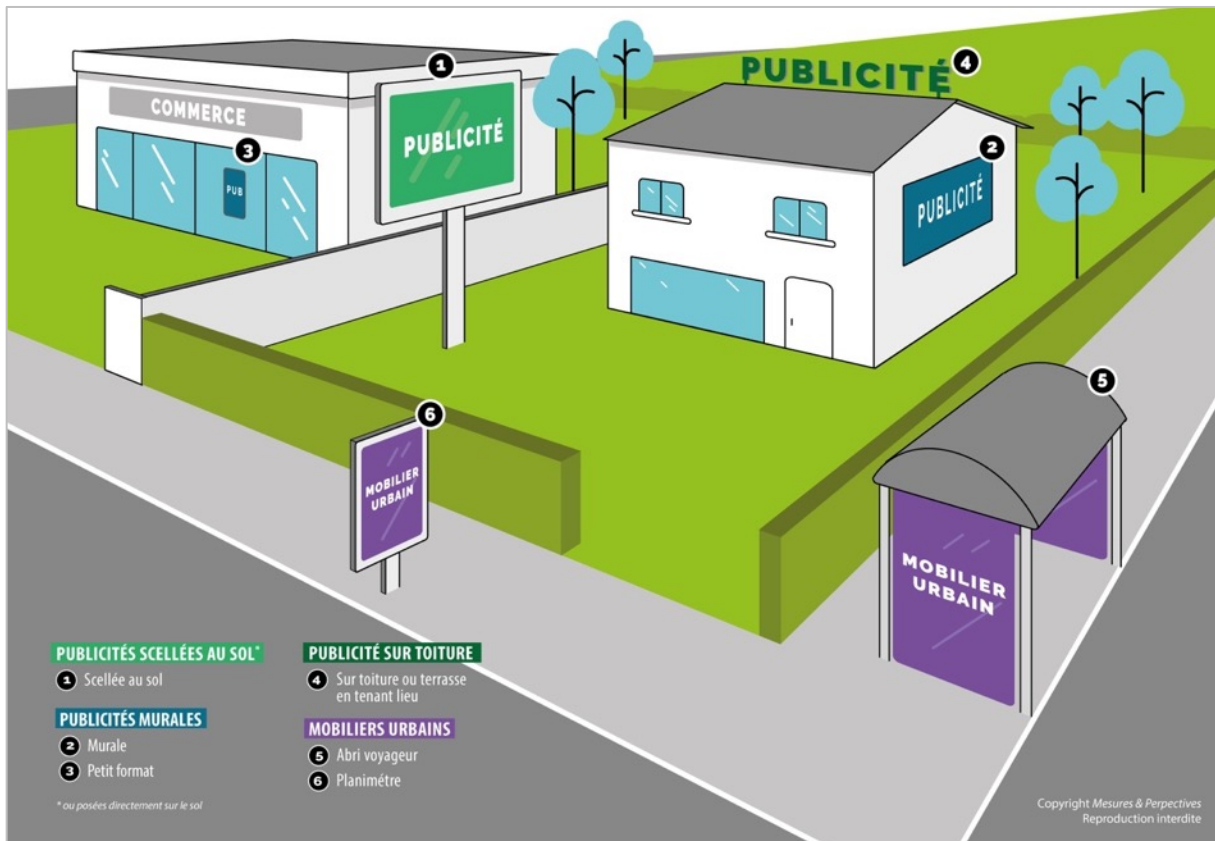
1.3 LE CHAMP D'APPLICATION MATÉRIEL

L'article L.581-2 du Code de l'environnement définit les dispositifs concernés par la réglementation. Trois catégories de dispositifs sont visées : la publicité, les enseignes et les préenseignes.

1 Les périmètres sont des secteurs identifiés hors agglomération situés à proximité immédiate de centres commerciaux exclusifs de toute habitation (art. L.581-7 du Code de l'environnement).

1.3.1 La publicité

Constitue une publicité « toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention » (art. L.581-3-1° du Code de l'environnement). Sont aussi considérés comme des publicités, les dispositifs dont la fonction principale est de recevoir ces mêmes inscriptions, formes ou images.



Le caractère généraliste de la définition de la publicité conduit à prendre en considération tous les types de publicité suivant :

- leurs conditions d'implantation (publicités scellées au sol, apposées sur un support existant, sur bâches, apposées sur du mobilier urbain) ;
- leurs dimensions ;
- leur caractère lumineux ou non ;
- leur mobilité (publicité sur véhicules terrestres, sur voies navigables).

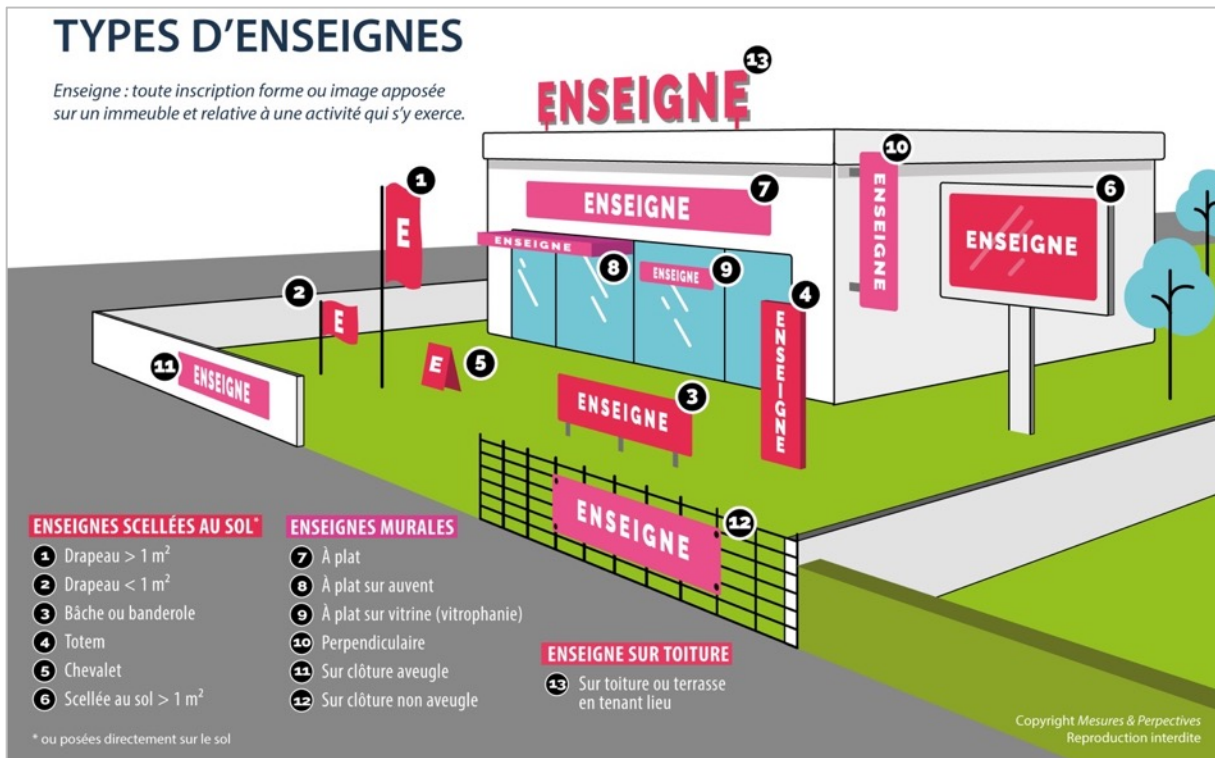
Ces différents types de publicité font l'objet de dispositions spécifiques fixées par le RNP en fonction de l'importance de la population de la commune d'implantation et de son appartenance à une unité urbaine.

1.3.2 L'enseigne

Constitue une enseigne « toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce » (article L.581-3-2° du Code de l'environnement).

Les dispositions applicables aux enseignes dépendent de leur mode ou de leur lieu d'implantation :

- enseignes murales installées à plat ou perpendiculaires ;
- enseignes sur toiture ;
- enseignes scellées au sol ou implantées directement sur le sol ;
- enseignes lumineuses.

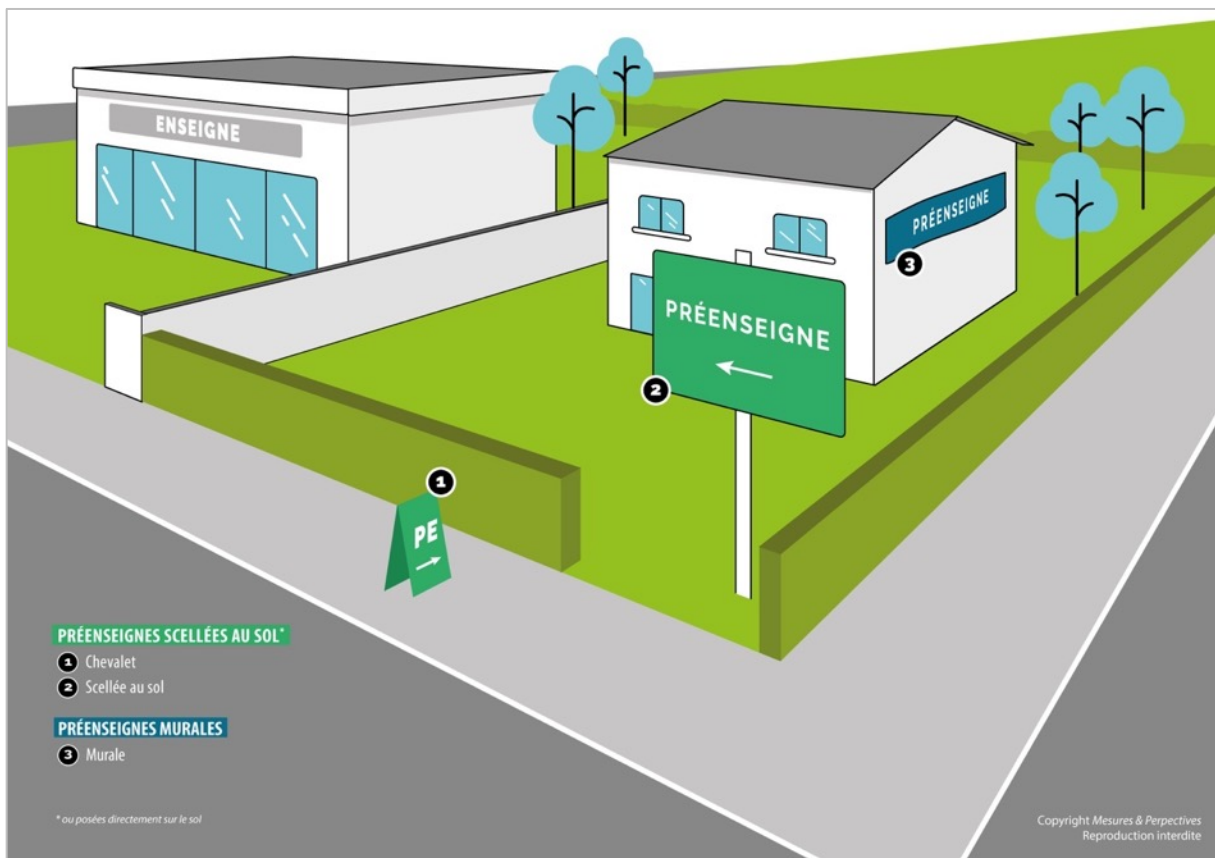


1.3.3 La préenseigne

Constitue une préenseigne « toute inscription, forme ou image signalant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée » (article L. 581-3-3° du Code de l'environnement).

La préenseigne informe le public de la proximité de l'activité, généralement par l'adjonction d'une indication de direction ou de distance.

En agglomération, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (article L. 581-19 du Code de l'environnement), elles n'ont donc pas de régime particulier. Par conséquent, un RLPi ne peut instituer de dispositions particulières les concernant différentes de celles qui sont envisagées en matière de publicité, à peine d'illégalité.



1.3.4 Le cas particulier des préenseignes dérogatoires

Seules les préenseignes dérogatoires (articles L.581-19 et R.581-66 et 67 et article 3 de l'arrêté du 23 mars 2015) sont soumises à un régime spécifique et distinct de celui de la publicité. Par dérogation à l'interdiction, elles sont implantées hors agglomération.

Pour bénéficier de ce régime dérogatoire, ces préenseignes ne peuvent signaler que :

- les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- les activités culturelles ;
- les monuments historiques ouverts à la visite.
- à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois, mentionnées dans les articles L.581-20, R.581-68, 69 et 71 du Code de l'environnement. Elles peuvent être installées 3 semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Elles sont soumises à des conditions de format, de distance par rapport à l'entrée de la commune ou du lieu où est exercée l'activité et de nombre par rapport à l'activité signalée :

Activité signalée	Format maximum	Nombre	Distance
Fabrication ou vente de produits du terroir	Monopied 1 m (h) x 1,5 m (L) Hauteur < à 2,2 m	2	5 km
Activités culturelles		2	5 km
Monuments historiques ouverts à la visite		4	10 km
Temporaires		4	-



Préenseigne dérogatoire (Tramoyes)

1.3.5 L'affichage d'opinion

Le régime de l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif (l'article L.581-13 du Code de l'environnement) exige que chaque commune réserve sur l'ensemble de son territoire des emplacements disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux.

La surface minimale ainsi réservée est de :

- 4 m² pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- 4 m² + 2 m² par tranche de 2 000 habitants pour les communes dont la population est comprise entre 2 000 et 10 000 habitants ;
- 12 m² + 5 m² par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants pour les communes dont la population est supérieure à 10 000 habitants.

Population		Surface en m ²
De	A	
0	2 000	4
2 001	4 000	6
4 001	6 000	8
6 001	8 000	10
8 001	10 000	12
au-delà de 10 000		5 m ² par tranche supplémentaire de 10 000

Les emplacements sont déterminés par arrêté municipal.

La surface à mettre à disposition dans chacune des communes est la suivante :

COMMUNE	Population (source INSEE en vigueur au 1 ^{er} janvier 2020)	Surface Affichage libre
Beynost	4721	8
Miribel	10075	17
Neyron	2576	6
Saint-Maurice de-Beynost	4006	8
Thil	1113	4
Tramoyes	1724	4



Panneau d'affichage d'opinion - Miribel

1.3.6 Les bâches

Les bâches de chantier sur échafaudage ou publicitaires peuvent être autorisées par le maire, tout comme les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles après avis ou accord de l'architecte des Bâtiments de France lorsqu'il est requis.



Bâche de chantier (photo prise en dehors du territoire)



Bâche publicitaire (photo prise en dehors du territoire)

1.3.7 La publicité de petit format

L'article L.581-8 du Code de l'environnement permet l'installation de dispositifs de petit format intégrés à la devanture commerciale dès lors qu'ils ne recouvrent que partiellement la baie.

Selon l'article R.581-57 du Code de l'environnement, il s'agit de dispositifs dont la surface unitaire est inférieure à 1 m². La surface cumulée des dispositifs de petit format ne peut conduire à recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale, dans la limite de 2 m².



Publicité de petit format (photo prise en dehors du territoire)

1.3.8 La publicité sur véhicules terrestres

Dès lors que les véhicules sont utilisés ou équipés aux fins essentiellement de servir de supports de publicité, ils ne peuvent stationner en des lieux où ils sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique et à proximité des monuments historiques. Ils ne peuvent circuler en convoi, ni rouler à une vitesse anormalement réduite. La surface totale des publicités apposées sur chaque véhicule ne peut excéder 12 m² (article R. 581-48 du Code de l'environnement).



Véhicule publicitaire (photo prise en dehors du territoire)

1.3.9 Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation

Malgré leur ressemblance avec les publicités, enseignes et préenseignes, certains dispositifs sont exclus du champ d'application de la réglementation issue du Code de l'environnement. Tel est le cas des dispositifs régis par le Code de la route, dont la signalisation d'information locale (SIL), ou des dispositifs dont l'unique objet est d'apporter des informations à caractère général ou de service public à la population. Sont concernés les dispositifs à message défilant de type journal électronique d'information (JEI) ou à message fixe que l'on trouve sur d'autres types de mobilier urbain ne comportant aucune publicité.



Signalisation routière



Signalisation d'Information locale (SIL) – Beynost



Relais Informations Service (RIS) - Miribel



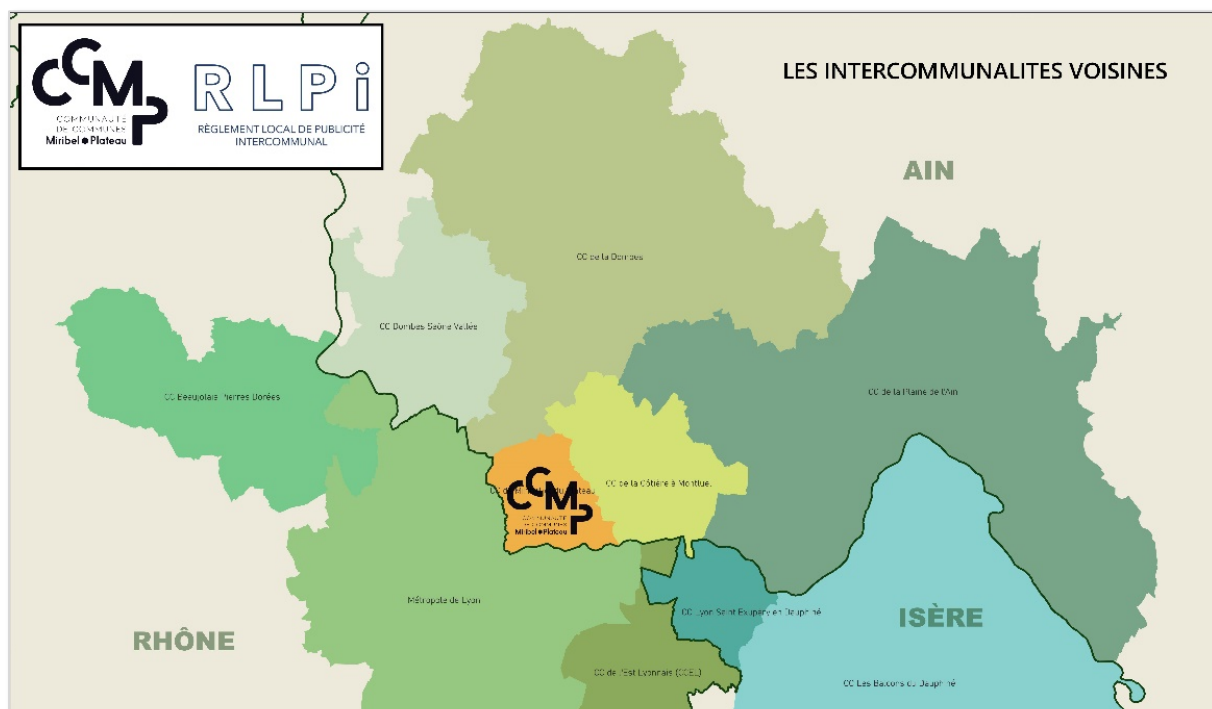
Journal électronique d'information (JEI) - Tramoyes

2 : ANALYSE TERRITORIALE

2.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE

La **communauté de commune de Miribel et du Plateau** est une intercommunalité de six communes localisées dans le sud du département de l'Ain à la frontière du Rhône et l'Isère. Le nom de la communauté de communes fait référence d'une part aux communes se trouvant dans le canton de Miribel et d'autre part au plateau de la Dombes sur lequel est situé la commune de Tramoyes ainsi que l'agglomération des Echets (à Miribel).

La commune de Miribel est située à 13 km de la ville de Lyon, et 4 des communes de la communauté de communes appartiennent à l'unité urbaine de Lyon.



Miribel est la seule commune de plus de 10 000 habitants de la communauté de communes. Elle est aussi la seule des communes à posséder 3 secteurs agglomérés, le centre, le Mas Rilier et les Echets au nord de la commune sur le plateau de la Dombes. De fait, aucune de ces trois agglomérations ne fait plus de 10 000 habitants.

2.2 LES PAYSAGES

L'atlas des paysages du département de l'Ain distingue 34 unités paysagères propres au territoire. La communauté de commune de Miribel et du Plateau se répartie sur 3 d'entre elles.

Unité de la Dombes ouverte (N°10)

Historiquement maillés de haies, les paysages de l'extrémité ouest du plateau dombiste se sont ouverts avec le développement de grandes cultures céréalières. Les quelques vallons dessinés

par les cours d'eau (Calonne, Formans, Morbier, etc.) créent des brèches, accompagné de leurs rivières, qui contrastent avec les étendues ouvertes.

Les villages, initialement ruraux, subissent une pression foncière entraînant un étalement urbain causé par la proximité avec la Métropole Lyonnaise.

Les infrastructures autoroutières et ferroviaires, ainsi que les lignes à Haute Tension dessinent les horizons au même titre que les arrière-plans montagneux des Monts du Mâconnais et du Beaujolais

Cette unité paysagère définit les paysages des communes de Beynost (au nord), Saint-Maurice-de-Beynost (au nord), Miribel (Les Echets) et Tramoyes.

Unité de la Côtère de l'Ain et du Rhône (N°13)

La Côtère de l'Ain présente un puissant talus, découpé d'assez nombreux talwegs.

Au sommet de la Côtère, la vue s'ouvre vers le plateau sur le liseré des champs et des cultures maraîchères mais aussi vers les grandes étendues agricoles de la plaine ponctuées d'implantations industrielles.

Les noyaux anciens des villes et villages sont situés au pied de la côtère (parfois auprès d'un cours d'eau : la Sereine, le Cotey...). L'implantation a pu aussi se faire sur des terrasses ou à mi-pente pour échapper aux caprices de l'Ain ou du Rhône.

La Côtère, autrefois longée par une voie romaine, est desservie d'ouest en est par des petites routes qui longent combes et creux des talwegs. La route départementale et la voie ferrée reliant Lyon à Ambérieu longent la Côtère.

Cette unité paysagère définit les paysages des communes de Saint-Maurice-de-Beynost, Beynost, Miribel et Neyron.

Unité de la plaine de l'Ain et du Rhône (N°11)

La confluence de l'Ain et du Rhône, un des derniers deltas naturels et actifs d'Europe est un site classé et préservé pour son intérêt paysager et biologique.

De grandes exploitations ont créé un paysage ouvert de grandes cultures où domine le maïs, avec l'organisation d'une irrigation collective (qui profite depuis peu, en quantité infinitésimale, du débit du fleuve).

Les implantations bâties se sont d'abord réalisées sur des terrasses en bord de Côtère ou pour échapper aux caprices de l'Ain ou du Rhône. Ainsi des vestiges gallo-romains indiquent la présence de villas (résidence et exploitation agricole) sont présents à proximité de Lyon (Beynost, ...).

Aujourd'hui, l'urbanisation sous pression cerne la départementale et s'allonge au pied de la côtère, avec des bâtiments d'activités qui s'étirent en façade des axes routiers. L'étalement urbain semble se développer sans freins apparents le long des axes de circulation, dans une longue conurbation qui rejoint la métropole lyonnaise.

2.3 LE PATRIMOINE NATUREL

Le territoire hérite d'un patrimoine naturel riche visible à travers la diversité des paysages précédemment détaillée. Cela se traduit également dans la volonté politique de vouloir protéger ces espaces, car ils sont le socle d'une forte identité. Le code de l'environnement s'appuie sur ces protections juridiques existantes afin de protéger ces lieux de la pollution visuelle et notamment de la publicité extérieure.

Le **PLU** de chacune des communes classent des zones N (naturelle) et les EBC afin de protéger particulièrement les cours d'eau et leurs abords, principalement le Rhône, les espaces boisés et les forêts, les marais au nord ...

Le réseau **Natura 2000** a pour objectif de préserver la biodiversité sur le territoire et de mettre en valeur le patrimoine des territoires de l'union européenne. Sur le territoire de la communauté de communes, 2 zones Natura 2000 :

- **Pelouse, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage (FR8201785)**

L'île de Miribel-Jonage, située en zone péri-urbaine au nord-est de l'agglomération lyonnaise, constitue une entité artificielle, délimitée par deux canaux :

- au nord : le canal de Miribel créé en 1850 pour la navigation (activité disparue),
- au sud : le canal de Jonage créé en 1900 pour la production hydro-électrique.

Ces aménagements ont fortement modifié la nature du site, qui était l'un des plus grands bassins de tressage de la vallée du Rhône (existence de dizaines d'îles instables).

Ce site est exceptionnel car il abrite encore de rares milieux témoins de ce qu'était le fleuve naturel avant son aménagement. Le canal de Miribel, simplement bordé d'enrochements, a retrouvé au cours des décennies une physionomie diversifiée favorable à un grand nombre d'espèces piscicoles.

- **La Dombes (FR8201635)**

La Dombes est un plateau marqué par une multitude d'étangs alimentés par les précipitations. Les étangs sont de création artificielle dont la plus ancienne remonte au XIII^e siècle. Il y a actuellement environ 1 100 étangs répartis sur 67 communes du département de l'Ain. Ces étangs sont alimentés par les eaux de ruissellement et les pluies. Pour compléter leur remplissage, il s'est établi au fil du temps un système de chaîne d'étangs dont le fonctionnement dépend de l'accord de tous les propriétaires.

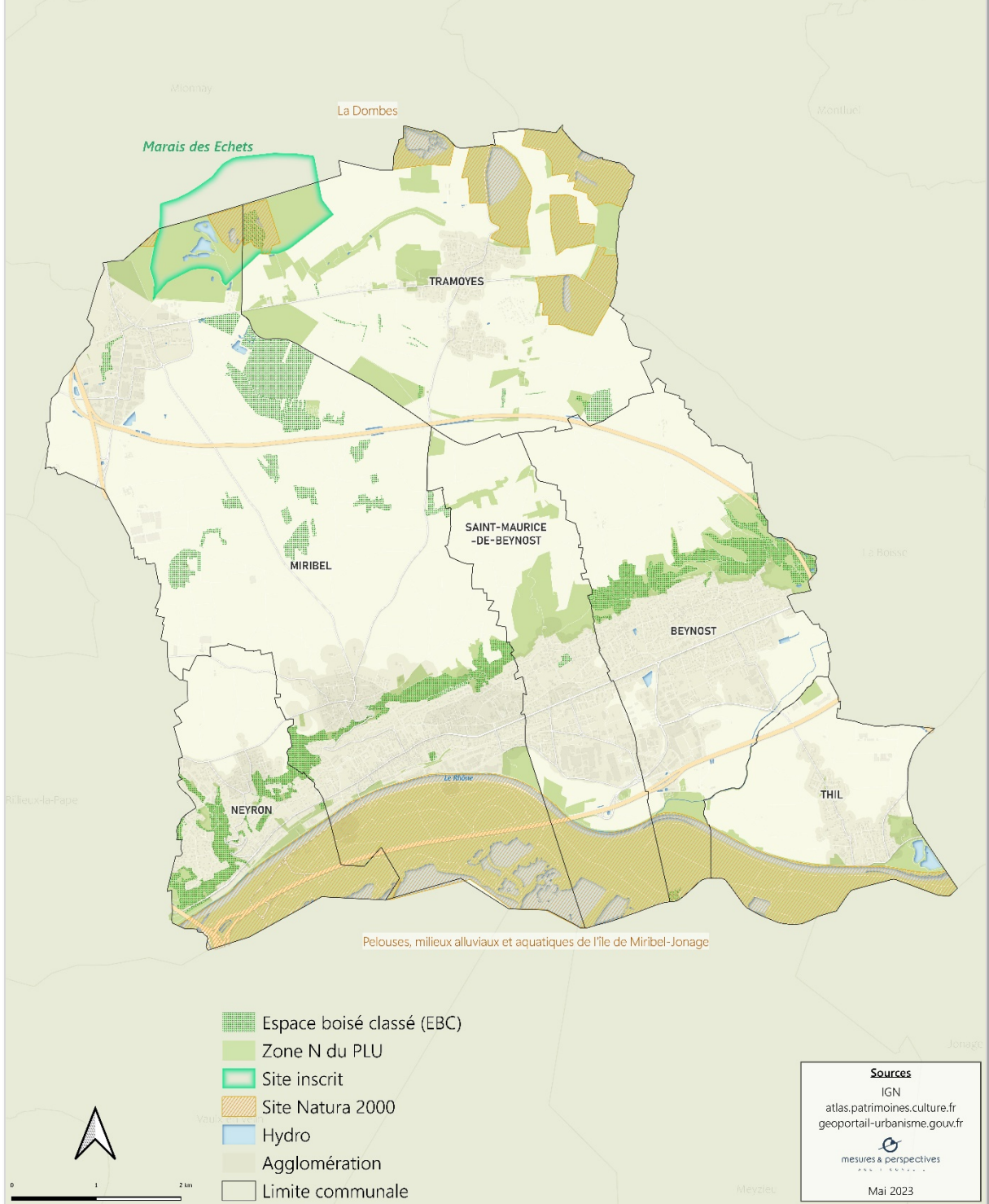
Une partie de l'originalité de la Dombes vient de l'exploitation traditionnelle des étangs qui fait alterner deux phases : l'évolage (phase de mise en eau des étangs) et l'assec (avec en général mise en culture). Cette pratique a favorisé l'extension de milieux de grèves riches en plantes rares en région Rhône-Alpes.

Des sites protégés par la loi

Depuis 1906, l'État mène une politique nationale de protection renforcée avec la loi du 2 mai 1930 « organisant la protection des sites et des monuments naturels de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ». Cette politique centenaire, menée sur le terrain par les Inspecteurs des sites des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, permet à la France de se prévaloir d'un patrimoine paysager d'une qualité et d'une diversité remarquables.

Le Marais des Echets se situe au nord du territoire, sur les communes de Miribel, de Tramoyes et de Mionnay. Il a une superficie de 1 000 ha dont 700 ha sont asséchés et dont une faible partie est protégée (23 ha) en tant que site naturel inscrit. Il a également, depuis 2007, le statut de ZNIEFF (sur 56 ha).

LE PATRIMOINE NATUREL



- Espace boisé classé (EBC)
- Zone N du PLU
- Site inscrit
- Site Natura 2000
- Hydro
- Agglomération
- Limite communale

Sources
 IGN
atlas.patrimoines.culture.fr
geoportail-urbanisme.gouv.fr
 mesures & perspectives
 mai 2023

2.4 LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Les sites patrimoniaux remarquables (SPR)

Les SPR ont pour objectifs de protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural, urbain et paysager de nos territoires. Les sites patrimoniaux remarquables sont des servitudes d'utilité publique c'est-à-dire instituées par une autorité publique dans un but d'intérêt général. Les sites patrimoniaux remarquables se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

Seule la commune de Miribel bénéficie de la présence d'un SPR. Celui-ci valorise trois aspects du centre-ville :

- Le secteur d'intérêt architectural et urbain (S1)

Les secteurs S1 concentrent au sein d'un tissu bâti dense et qualitatif de nombreux édifices de grande qualité architecturale. Le centre-ville de Miribel est la composante majeure du paysage de la commune. Les hameaux de Saint-Martin et du Mas Rillier accompagnent ce centre-bourg, en conservant toutefois une identité propre. Le centre historique de la commune se situe autour des remparts de la Vieille-Ville et de son château fortifié, dont les vestiges accueillent depuis 1941 le Carillon et la Madone, édifices devenus emblématiques de la commune (un projet est en cours pour la requalification du site de la Madone). Ces secteurs S1 comprennent plusieurs immeubles protégés au titre des Monuments Historiques.

Ces secteurs se caractérisent par des rues, ruelles, venelles et cheminements anciens, soulignés par des alignements de façades et des cônes de vue d'intérêt patrimonial majeur.

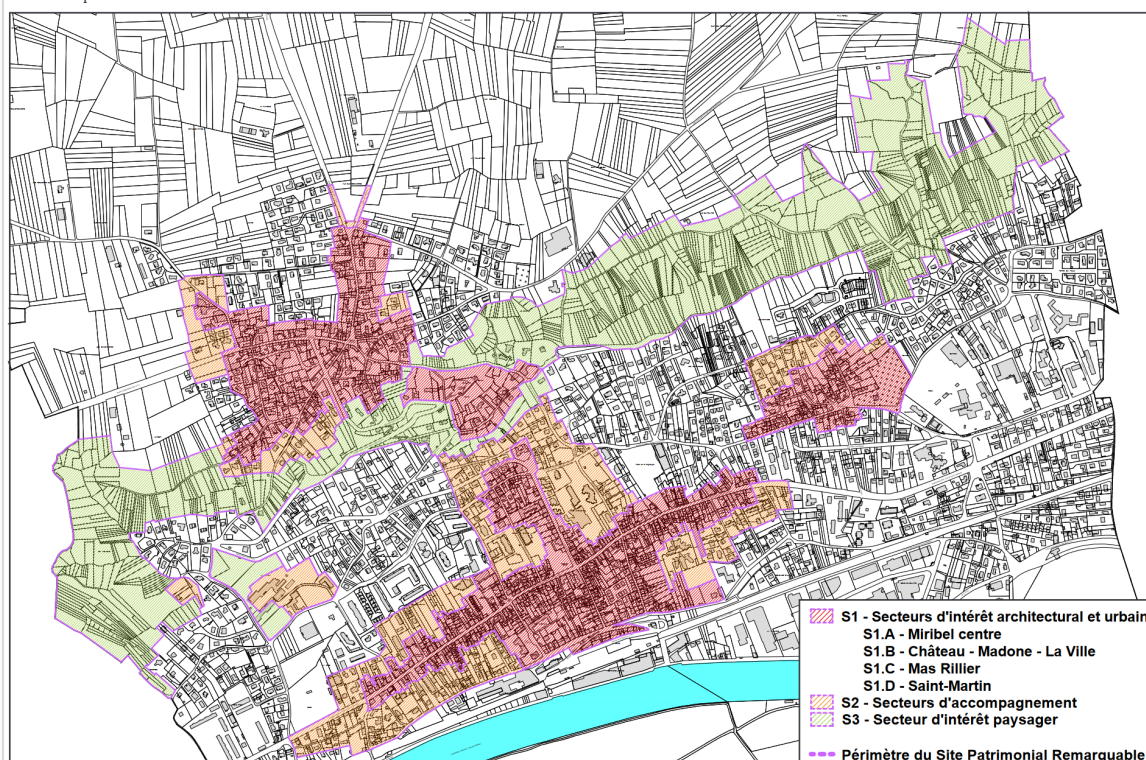
- Les secteurs d'accompagnement (S2)

Les faubourgs de Miribel se développent à l'est et à l'ouest du centre-bourg, et sur les pentes de la Côtère. Malgré leur proximité avec le centre-historique, ils présentent des caractéristiques différentes et constituent un véritable enjeu pour les entrées de ville ou pour la lisibilité de la ville dans son territoire. Accompagnant le Miribel historique et les secteurs de plus forte densité, ces faubourgs comprennent plusieurs édifices remarquables, demeures de maître et bâtiments plus récents de qualité, témoins de l'essor de la commune depuis le XIXe siècle.

- Les secteurs d'intérêts paysagers (S3)

Caractérisé par sa topographie, par l'emprise de l'ancien château de Miribel et de ses murs d'enceinte préservés, ce secteur est remarquable par l'écrin paysager qu'il peut offrir à la ville historique et son patrimoine du XXe siècle (Carillon et Madone).

Il comprend des zones peu bâties, à forte pente (préservation en zone naturelle autour des anciennes fortifications, du secteur de La Ville et, au-delà, jusqu'aux extrémités ouest et est du territoire communal). Le secteur compte néanmoins certaines zones récemment urbanisées, concernées par un mitage du territoire et un développement pavillonnaire. Boisement, parcs, jardins et prairies donnent un aspect naturel à l'ensemble. Les murs de soutènement, les allées et promenades piétonnes à flanc de coteau sont autant d'éléments significatifs de ce secteur dont les caractéristiques paysagères et perspectives remarquables doivent être préservées.



Les monuments historiques

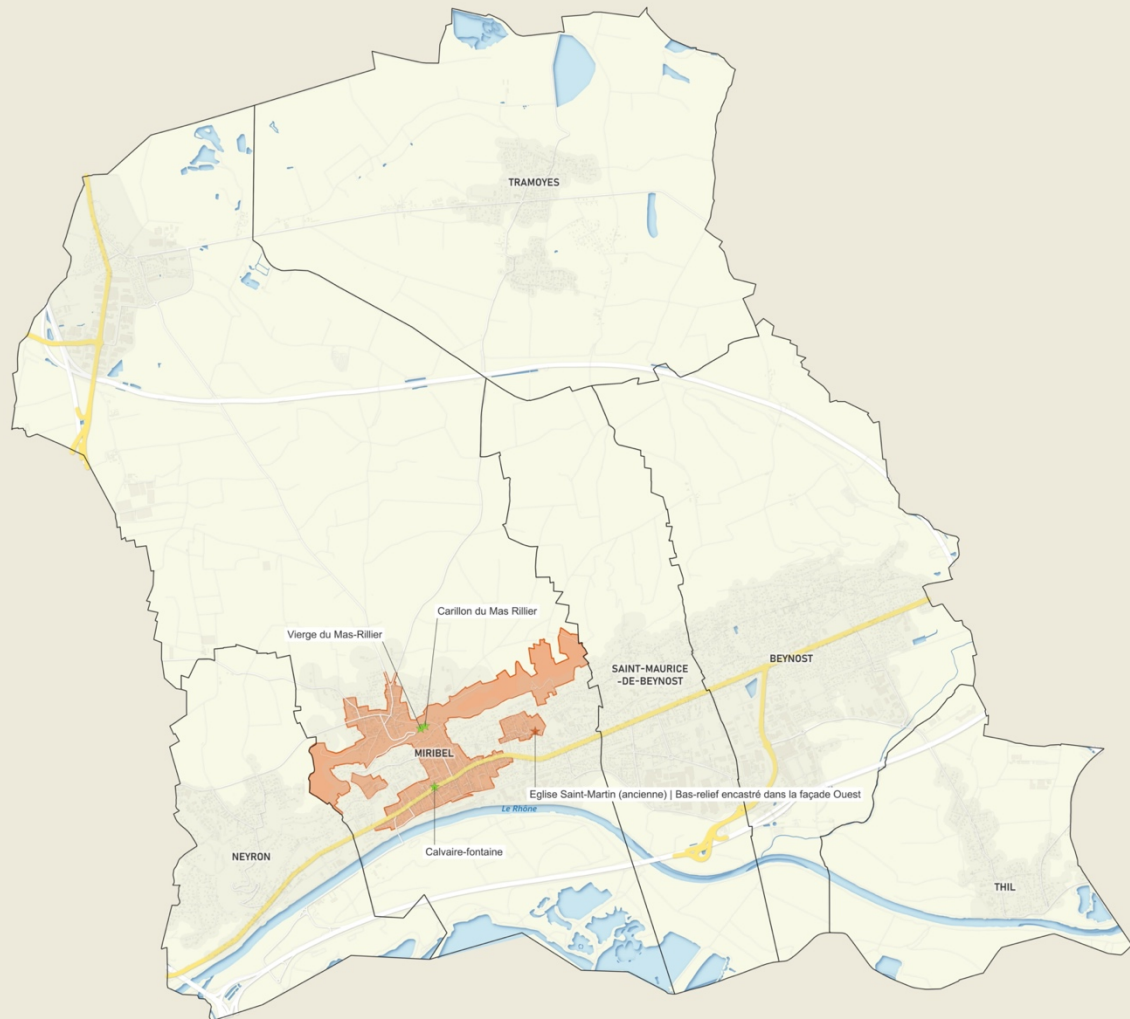
Miribel est la seule commune possédant des monuments inscrits ou classés au titre des monuments historiques.

Il a été recensé 4 monuments historiques, 3 inscrits et 1 classé.

APPELLATION	TYPE	CATÉGORIE	LOCALISATION	PROTECTION
Vierge du Mas-Rillier	Immeuble	architecture religieuse	Miribel	Inscrit
Carillon du Mas Rillier	Immeuble	architecture religieuse	Miribel lieu-dit Le Châtel	Inscrit
Calvaire-fontaine	Immeuble	édicule	Miribel place Henri Grobon	Inscrit
Eglise Saint-Martin (ancienne) Bas-relief encastré dans la façade Ouest	Partie d'immeuble	architecture religieuse	Miribel	Classé

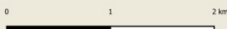
Les périmètres délimités des abords des monuments historiques impactent des espaces urbains au-delà du périmètre du SPR. L'emprise du patrimoine architectural s'étend alors sur la quasi-totalité de la ville de Miribel.

LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL



Monument historique

- Classé
- Inscrit
- Site patrimonial remarquable (SPR)
- Hydrographie
- Agglomération
- Limite communale



Sources
 IGN
atlas.patrimoines.culture.fr
geoportail-urbanisme.gouv.fr

 mesures & perspectives
 audit conseil
 Mai 2023

2.5 LE RESEAU VIAIRE

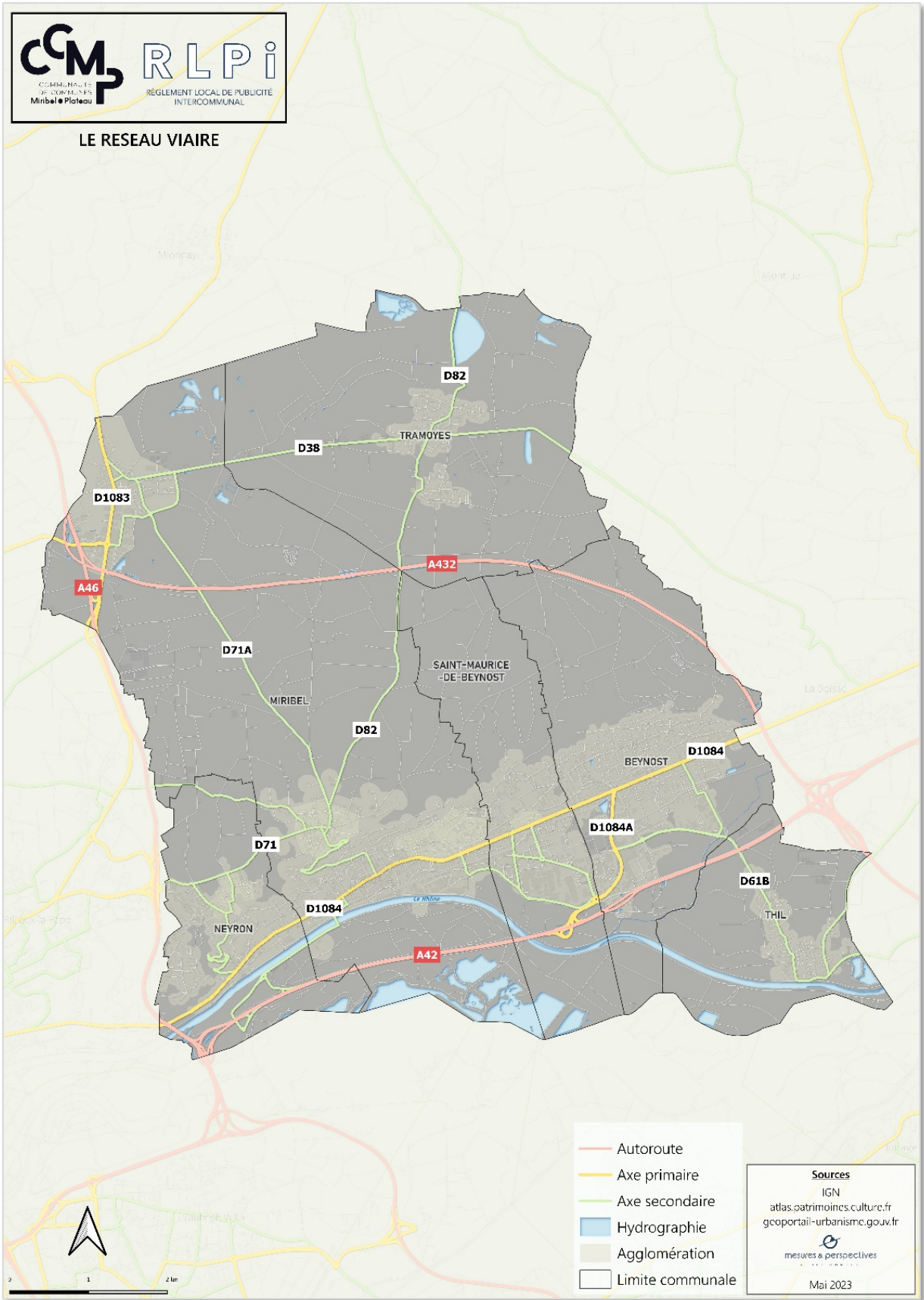
Le réseau viaire de la communauté de commune est assez bien structuré en raison de sa proximité avec la ville de Lyon (13 km environ).

L'ensemble des communes sont desservies par le réseau autoroutier, principalement par l'A42 et l'A432 mais aussi par l'A46 aux Échets au nord de Miribel.

La D1084 représente l'artère principale car elle traverse la continuité agglomérée de Neyron, Miribel, Saint-Maurice-de-Beynost et Beynost, elle permet aussi d'accéder à l'A42 au sud de Beynost via la D1084A.

Un système de réseau intercommunal constitue le réseau secondaire de la communauté de commune. Il facilite les déplacements entre les communes sans emprunter les axes à fort trafic.

LE RESEAU VIAIRE



- Autoroute
- Axe primaire
- Axe secondaire
- Hydrographie
- Agglomération
- Limite communale

Sources
 IGN
atlas.patrimoines.culture.fr
geoportail-urbanisme.gouv.fr
 mesures & perspectives
 Mai 2023

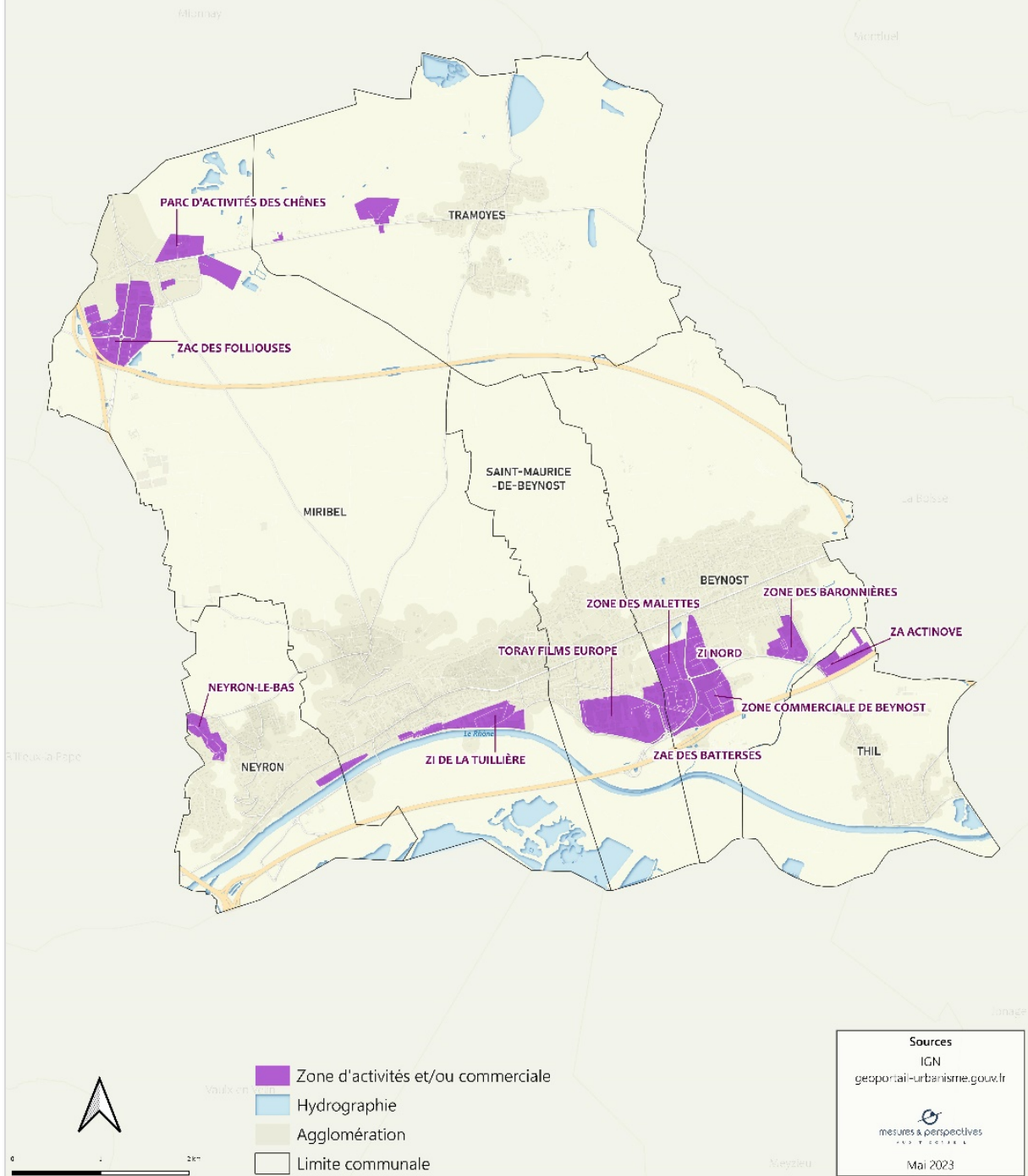
2.6 LES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES

Le territoire compte 21 zones d'activités (mentionnées comme zone Ux aux différents PLU pour la plupart). Elles sont principalement mixtes même s'il y a une forte présence d'industries (Toray Films Europe, Dachser, ...). Elles sont principalement concentrées entre la D1084 et l'A42. Ces axes à fort trafic facilitent leurs accès.

Au regard de la proximité avec la ville de Lyon, la situation est assez tendue.

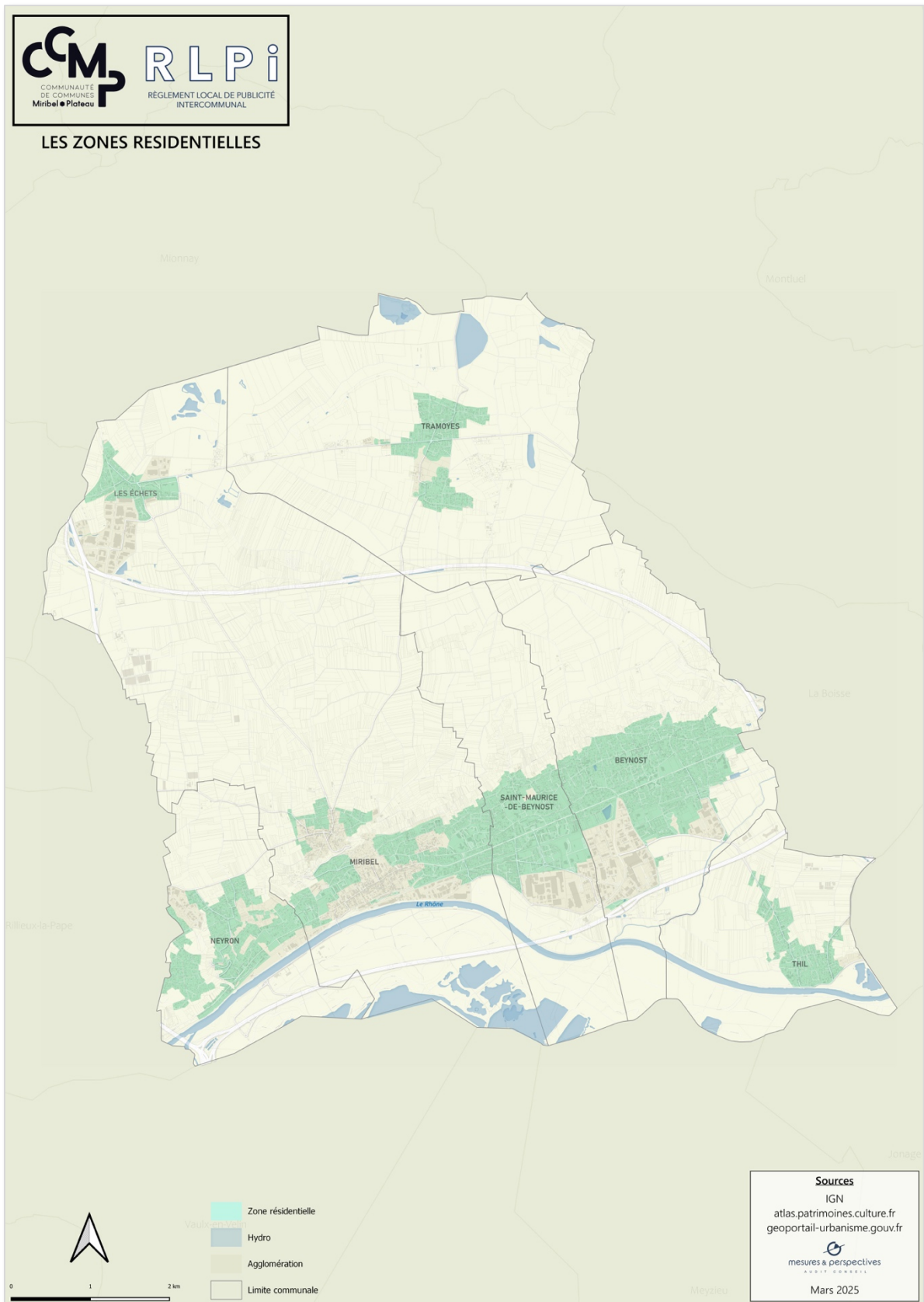
A Beynost par exemple, il n'existe plus de foncier disponible sur les différentes zones (y compris sur la zone des Malettes récemment commercialisée), mais des perspectives de renouvellement urbain existent. En dehors de la zone des Malettes, ayant fait l'objet d'une attention particulière en matière d'aménagement, les autres zones sont désuètes, peu lisibles et font l'objet de réflexions avec la Communauté de communes, compétente en matière de développement économique, pour en améliorer la qualité.

**LES ZONES D'ACTIVITES
 ET COMMERCIALES**



2.7 LES ZONES RESIDENTIELLES

Sont regroupés dans ces zones, tous les secteurs agglomérés non inclus dans les autres zones identifiées.



2.8 SYNTHÈSE DES SECTEURS A ENJEUX

Le RLPi doit être un outil permettant la préservation du paysage urbain et rural, et des sites à forte valeur patrimoniale. Cette préservation est définie et modulée en fonction du contexte et de l'intérêt des lieux. Le RLPi doit ainsi permettre de trouver le bon équilibre entre la volonté de favoriser l'essor économique local, en permettant aux entreprises de se signaler, et le souci de valoriser le cadre de vie pour les personnes qui y résident ou les visiteurs qui le fréquentent.

Ainsi, au regard des caractéristiques du territoire et des espaces spécifiques identifiés, un ensemble d'enjeux a été déterminé pour Miribel Plateau :

le patrimoine naturel

La majorité des espaces dans ce type de secteurs est en milieu non aggloméré. La publicité y est interdite par le Code de l'environnement.

Ces espaces de nature, plus ou moins aménagés, sont appréhendés au regard de leur valeur écologique, mais également pour leur rôle d'éléments du cadre de vie. L'enjeu est de préserver ces espaces des implantations publicitaires lorsqu'ils se trouvent dans les secteurs agglomérés.

le patrimoine architectural

La possibilité de réintroduire la publicité dans certains de ces secteurs doit être très mesurée. La préservation du patrimoine doit également conduire à une réglementation ayant pour but une bonne insertion des enseignes dans le bâti.

le réseau viaire

Traiter, à l'intérieur des territoires agglomérés, les séquences de voies en fonction des enjeux traversés (entrées de ville, points de vue, zones commerciales) afin de permettre une lecture qualitative des perspectives.

les zones d'activités

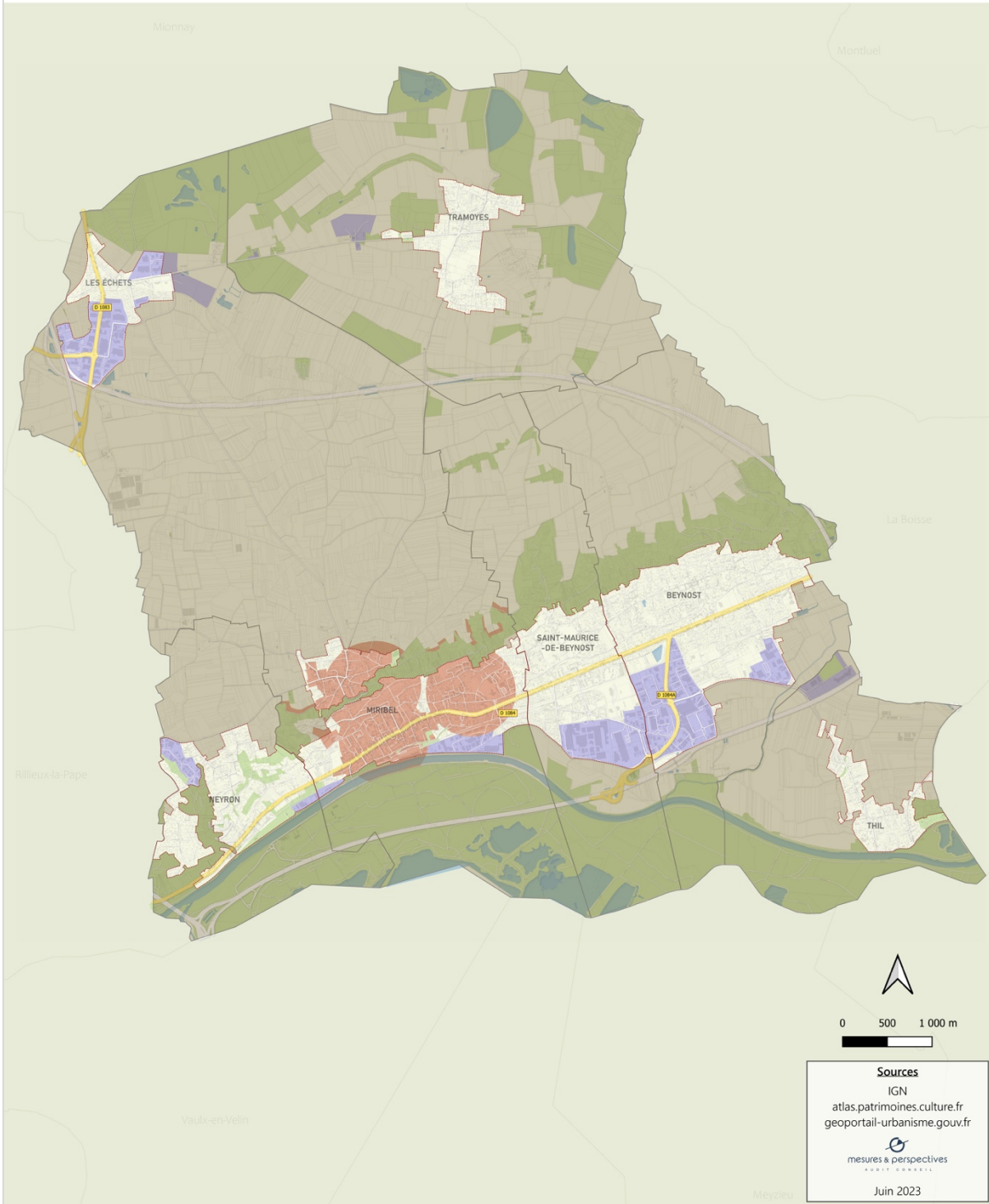
La prolifération de la publicité et des enseignes doit être maîtrisée de manière à limiter son impact et lui donner une meilleure lisibilité.

les secteurs résidentiels

Admettre peu de présence publicitaire et de surface réduite.
Laisser aux établissements commerciaux la possibilité de s'exprimer.

**SYNTHÈSE DES ENJEUX
 POUR LA PUBLICITÉ EXTERIEURE**

- Patrimoine naturel
- Patrimoine architectural
- Axe principal
- Zone d'activités et commerciales
- Limite du territoire aggloméré
- Limite communale
- Hydrographie



Carte de synthèse des secteurs à enjeux de Miribel Plateau

3 : LES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

Le Code de l'environnement édicte des règles liées aux différentes spécificités des territoires.

3.1 LE CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE

Agglomération, population et unité urbaine sont trois notions fondamentales pour comprendre, adapter et appliquer localement le Code de l'environnement en matière de publicité extérieure :

- la publicité est interdite hors agglomération. Il importe donc de connaître précisément les lieux situés en agglomération ou hors agglomération ;
- le Code de l'environnement définit un régime pour les agglomérations inférieures à 10 000 habitants et un autre régime pour celles qui sont supérieures à 10 000 habitants ;
- toutefois, lorsqu'une agglomération de moins de 10 000 habitants appartient à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, le régime des agglomérations de plus de 10 000 habitants s'applique, à l'exception de quelques règles.

3.1.1 La population de référence (INSEE)

C'est l'INSEE qui définit la population de référence (population totale). Pour les communes comportant des parties agglomérées séparées, c'est la population de chaque partie agglomérée qui est prise en compte. Les règles applicables à la publicité, aux enseignes et préenseignes dépendent en grande partie du nombre d'habitants de l'agglomération où elles sont installées.

3.1.2 Définition de l'agglomération

L'agglomération, selon l'alinéa 1 de l'article R.110-2 du Code de la route, est « un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalés par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde ». Ce même Code prévoit que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du maire.

3.1.3 Définition de la communauté d'agglomération (INSEE)

La communauté d'agglomération est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant plusieurs communes qui s'associent au sein d'un espace de solidarité, pour élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire.

3.1.4 Définition de l'unité urbaine (INSEE)

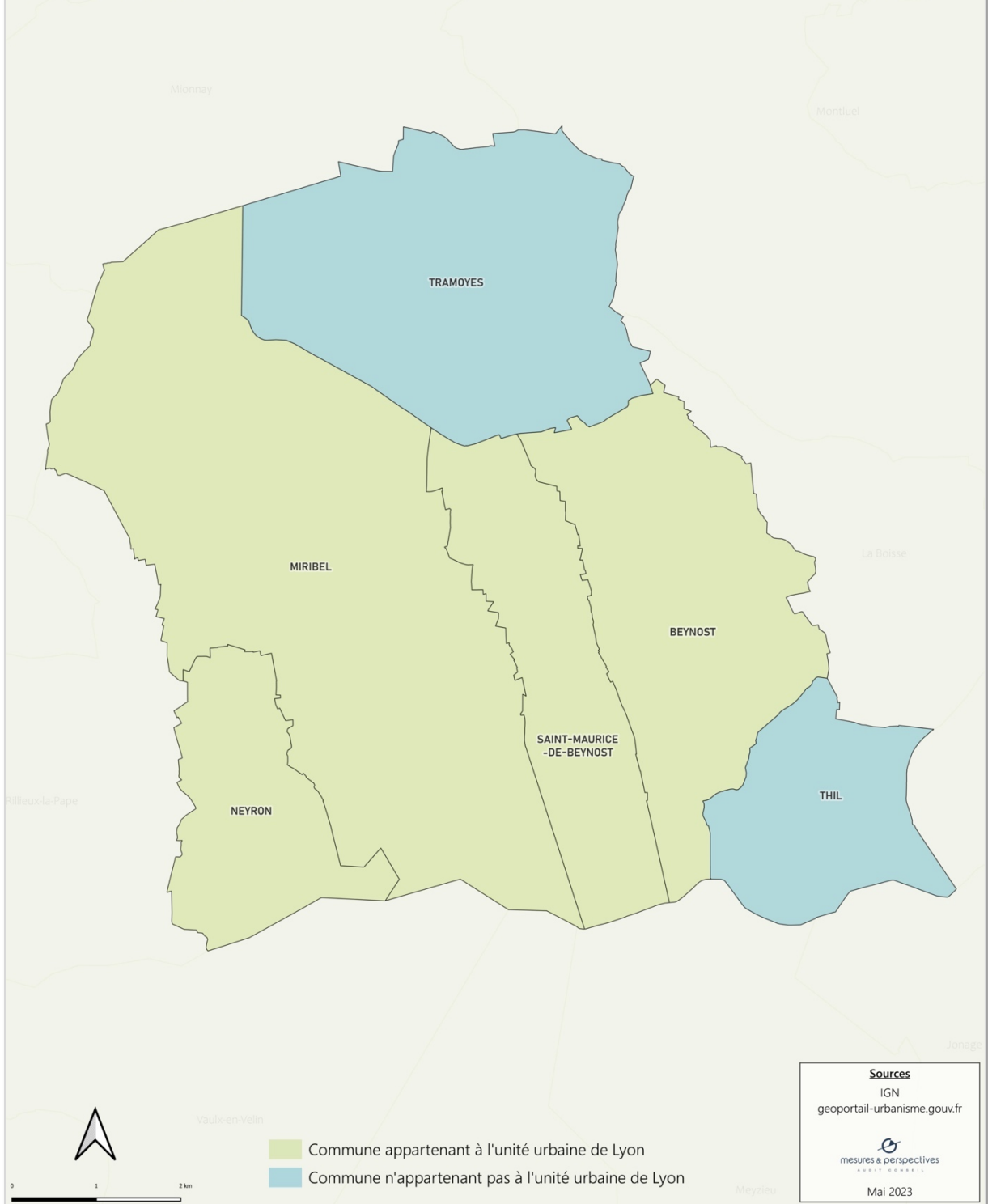
La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et du nombre d'habitants, mais ne tient pas compte du périmètre des EPCI. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de zone non bâtie de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

COMMUNES	Unité urbaine
Beynost	Lyon
Miribel	Lyon
Neyron	Lyon

Saint-Maurice de-Beynost	Lyon
Thil	Commune hors unité urbaine du département 01
Tramoyes	Commune hors unité urbaine du département 01

Sur les 6 communes, 4 appartiennent à l'unité urbaine de Lyon, 2 sont hors unité urbaine. L'unité urbaine de Lyon compte plus de 100 000 habitants.

**LES COMMUNES DE L'UNITÉ
URBAINE DE LYON**



Carte d'appartenance à une unité urbaine ou non

3.2 LA NOTION D'AGGLOMERATION

La réglementation de la publicité est construite sur l'opposition « en agglomération/hors agglomération ». La publicité est admise en agglomération, tandis qu'elle est interdite hors agglomération. Cela conduit donc à déterminer avec précision les limites de l'agglomération. Les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, ainsi que le document graphique les matérialisant sont annexés au RLPi.

La matérialité de l'agglomération primant sur son aspect formel, les panneaux doivent être implantés au droit des immeubles bâtis rapprochés afin d'éviter toute interprétation des règles applicables.

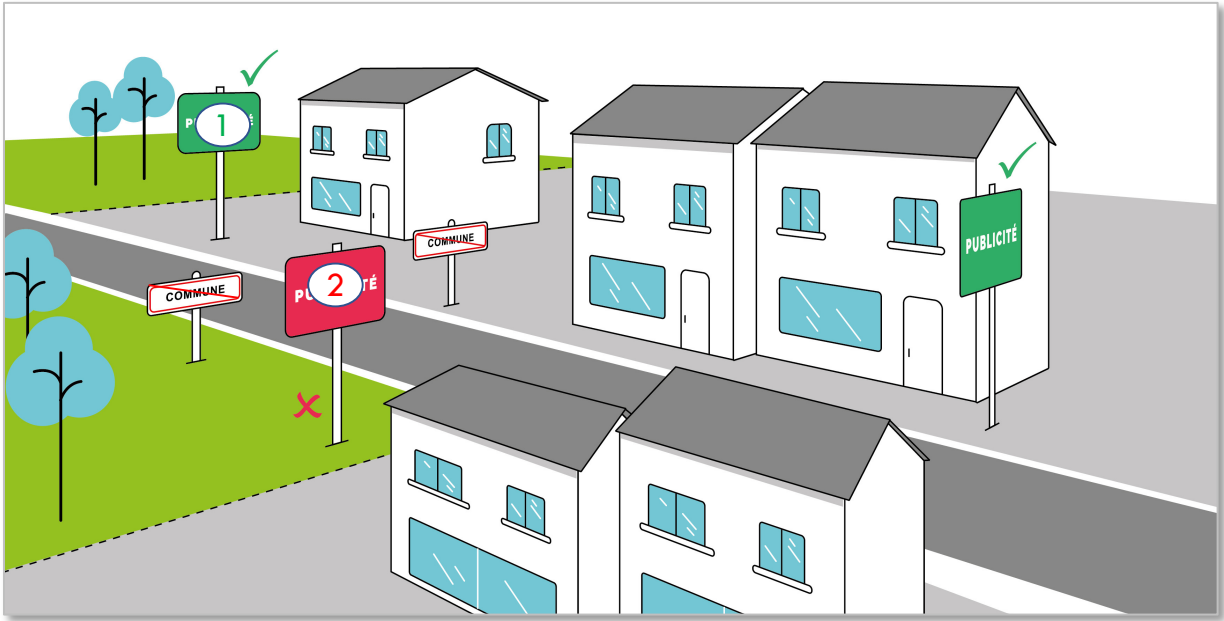


Panneaux d'entrée (EB 10) et de sortie d'agglomération (EB 20)

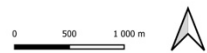
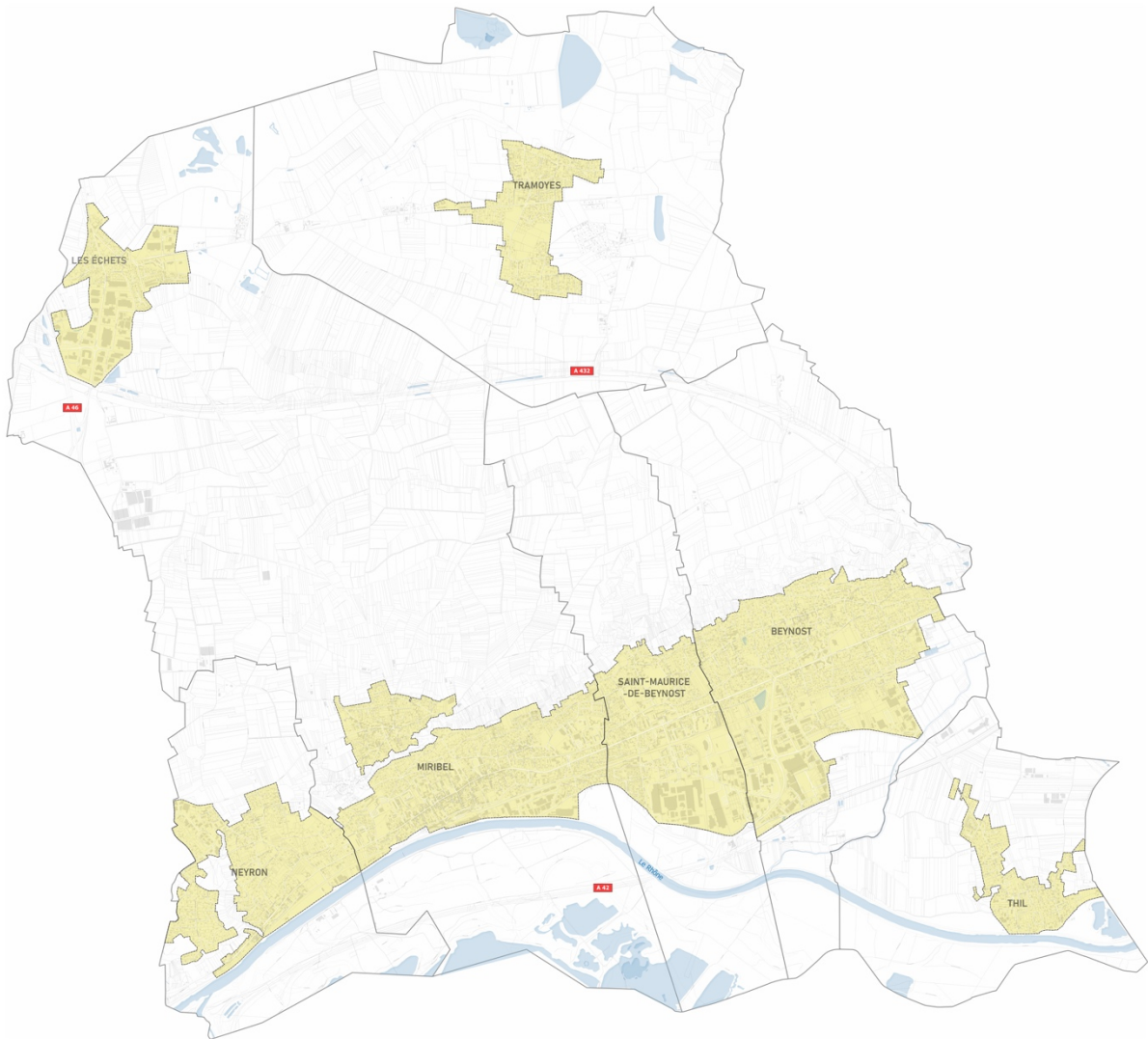
Cependant, les espaces entre les panneaux et le bâti ne sont pas toujours en parfaite correspondance.

Pour la publicité au sens du Code de l'environnement, l'illustration ci-dessous présente les deux cas de figures les plus courants :

- 1 - l'espace de part et d'autre du panneau ville peut accueillir des dispositifs publicitaires, l'ensemble étant considéré comme un milieu aggloméré ;
- 2 - l'espace entre le panneau ville et la première maison ne peut pas accueillir de publicité parce qu'il est considéré comme en dehors du milieu aggloméré.



PROJET



Sources
 IGN
atlas.patrimoines.culture.fr
geoportail-urbanisme.gouv.fr

 mesures & perspectives
 Février 2025

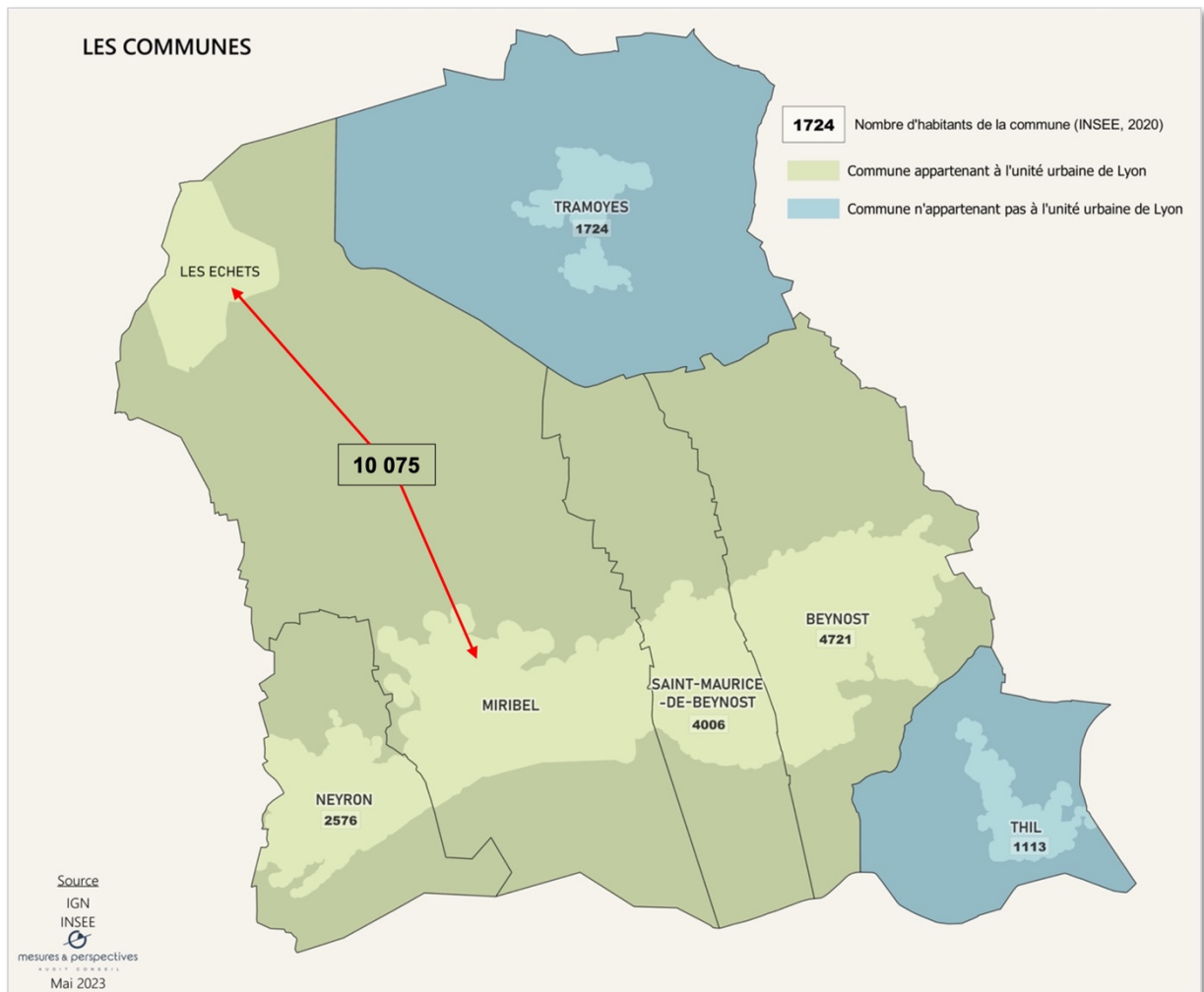
Carte des territoires agglomérés de Miribel Plateau

3.3 LES DISPOSITIONS DU RNP APPLICABLES A LA PUBLICITE

Comme indiqué plus haut, la particularité des communes de Miribel Plateau est d'être soumises à des règles distinctes en matière de publicité extérieure selon que leur agglomération compte plus ou moins 10 000 habitants et qu'elle appartienne ou non à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

Au vu des chiffres de la population, cela conduit à évoquer le régime juridique applicable :

- à Beynost, Miribel, Neyron et Saint-Maurice-de-Beynost (moins de 10 000 habitants dans l'UU de Lyon) ;
- à Thil et Tramoyes (moins de 10 000 habitants hors l'UU de Lyon).



La population par secteurs agglomérés de Miribel Plateau

Le RNP a fixé un régime propre à la publicité murale, à la publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol, à la publicité numérique, à la publicité sur toiture, et à la publicité sur bâche. A également été instituée une règle nationale de densité et, pour la publicité lumineuse, une obligation d'extinction nocturne.

3.3.1 Les interdictions relatives ou absolues

Le RNP fixe des lieux d'interdiction relatives ou absolues suivant l'appartenance ou non à une zone de protection (patrimoine architectural ou patrimoine naturel). On distingue les secteurs

d'interdiction absolue où la publicité ne pourra jamais être admise des secteurs d'interdiction relative où il est possible de réintroduire la publicité dans le cadre de l'élaboration d'un RLPi.

Aucun secteur identifié sur le territoire n'entre dans la classification d'interdiction absolue (site classé).

3.3.2 La surface de la publicité

Le décret 2023-1007 du 30 octobre 2023 fixe les modalités de calcul des surfaces des publicités.

- pour toutes les autres publicités, la surface est la surface de l’affiche et de l’encadrement ;
- lorsqu’il s’agit d’un dispositif scellé au sol, le pied n’est pas pris en compte dans le calcul ;
- pour le mobilier urbain, la surface est la surface de l’affiche ;

Il fixe également de nouvelles surfaces.

3.3.3 Les principales règles applicables à la publicité murale

Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d’une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la publicité murale ne peut avoir une surface unitaire excédant 12 m², ni s’élever à plus de 7,5 m au-dessus du niveau du sol (article R.581-26 du Code de l’environnement).

Commune	Surface maximale (en m ²)	Hauteur maximale (en m)
Miribel	10,50	7,5
Beynost	10,50	7,5
Neyron	10,50	7,5
Saint-Maurice-de-Beynost	10,50	7,5
Thil	4,70	6
Tramoyes	4,70	6

3.3.4 Les principales règles applicables à la publicité scellée au sol

Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d’une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la publicité scellée au sol ne peut s’élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 10,50 m² (article R.581-32 du Code de l’environnement). Elle est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants.

Commune	Surface maximale (en m ²)	Hauteur maximale (en m)
Miribel	10,50	6
Beynost	10,50	6
Neyron	10,50	6
Saint-Maurice de-Beynost	10,50	6
Thil	Interdit	/
Tramoyes	Interdit	/

3.3.5 Le régime applicable au mobilier urbain

Le mobilier urbain fait l'objet d'articles spécifiques (articles R.581-42 et suivants) définissant les mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité. Les surfaces publicitaires propres à chaque type de dispositif (colonne culturelle, abri-voyageur, ...) sont spécifiées.

Pour les dispositifs de communication supportant à titre accessoire de la publicité, les surfaces sont :

Commune	Surface maximale (en m ²)	Hauteur maximale (en m)
Miribel	10,50	6
Beynost	10,50	6
Neyron	10,50	6
Saint-Maurice de-Beynost	10,50	6
Thil	2	3
Tramoyes	2	3

3.3.6 Le régime applicable à la publicité numérique

La publicité numérique est une forme de publicité lumineuse. Elle est autorisée sur propriété privée, mais interdite sur mobilier urbain dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (article R.581-42 du Code de l'environnement).

Sa surface unitaire ne peut dépasser 8 m² et elle ne peut s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol (article R.581-34 du Code de l'environnement). Elle est toujours soumise à autorisation au cas par cas.

Commune	Surface (en m ²)	Hauteur (en m)
Beynost (interdite sur mobilier urbain)	8	6
Miribel (interdite sur mobilier urbain)	8	6
Neyron (interdite sur mobilier urbain)	8	6
Saint-Maurice de-Beynost (interdite sur mobilier urbain)	8	6
Thil	Interdit	/
Tramoyes	Interdit	/

3.3.7 La publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021, article 18, permet de réglementer les publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique. Les prescriptions peuvent porter sur les horaires d'extinction, la surface, la consommation énergétique ou la prévention des nuisances lumineuses. Elle ne peut être interdite.

3.3.8 La publicité sur véhicules terrestres

La publicité sur les véhicules terrestres est réglementée par le Code de l'environnement. Il est à souligner que tous les véhicules terrestres sont concernés dès lors que leur utilisation est essentiellement publicitaire, quel que soit le nombre de roues, que le véhicule soit motorisé ou non, etc.

3.3.9 La publicité sur bâches

Les bâches comportant de la publicité sont classées en deux catégories :

- les bâches de chantier, installées sur des échafaudages « nécessaires à la réalisation de travaux » ;
- les bâches publicitaires, qui sont toutes les autres bâches.

Commune	Bâche publicitaire	Bâche de chantier
Miribel	Interdit	Interdit
Beynost	Interdit	Interdit
Neyron	Interdit	Interdit
Saint-Maurice de-Beynost	Interdit	Interdit
Thil	Interdit	Interdit

Tramoyes	Interdit	Interdit
----------	----------	----------

3.3.10 La règle nationale de densité

Indistinctement applicable à la publicité murale ou scellée au sol, la règle nationale de densité limite le nombre de dispositifs publicitaires sur un territoire donné. Elle se calcule en fonction de la longueur de la façade d'une unité foncière bordant une voie publique. Lorsque la longueur de la façade est inférieure à 80 m, en l'absence de toute publicité scellée au sol, il ne peut y avoir qu'une publicité murale voire deux si elles sont juxtaposées ou superposées.



Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la transition écologique et solidaire

En l'absence de toute publicité murale, il ne peut y avoir qu'une publicité scellée au sol si la longueur de la façade est inférieure à 40 m et deux publicités si la longueur est comprise entre 40 m et 80 m. Au-delà de 80 m, il ne peut y avoir qu'un seul dispositif publicitaire (mural ou scellé au sol) par tranche de 80 m entamée.



Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la transition écologique et solidaire

3.3.11 L'obligation d'extinction nocturne

Toutes les publicités lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures du matin, à l'exception de celles supportées par le mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services, à condition, pour ce qui concerne les publicités numériques qu'elles soient à image fixe. Les dispositions relatives à l'obligation d'extinction entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023 pour les publicités lumineuses supportées par le mobilier urbain.

3.4 LES DISPOSITIONS DU RNP APPLICABLES AUX ENSEIGNES

Le RNP s'applique aux enseignes.

Leur régime diffère selon qu'elles sont posées à plat ou perpendiculairement à un mur, scellées au sol ou directement installées sur le sol, installées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu. Lorsqu'elles sont lumineuses, elles doivent respecter une obligation d'extinction nocturne.

3.4.1 Les principales règles applicables à l'enseigne murale

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser ses limites, ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 m.

Les enseignes installées sur auvent ou marquise ne peuvent dépasser 1 m de haut.

Les enseignes installées devant un balconnet, une baie ou sur un balcon ne doivent pas dépasser les limites du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet, du balcon ou de la baie. Elles ne peuvent constituer une saillie de plus de 0,25 m par rapport au balcon.

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur et ne peuvent constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, dans la limite de 2 m.

La surface cumulée des enseignes murales ne peut dépasser 15 % de la surface de la façade commerciale sur laquelle elles sont installées. Lorsque la surface de la façade est inférieure à 50 m², la surface cumulée des enseignes est portée à 25 %.

Chaque façade est comptée séparément.

% de la surface de façade commerciale

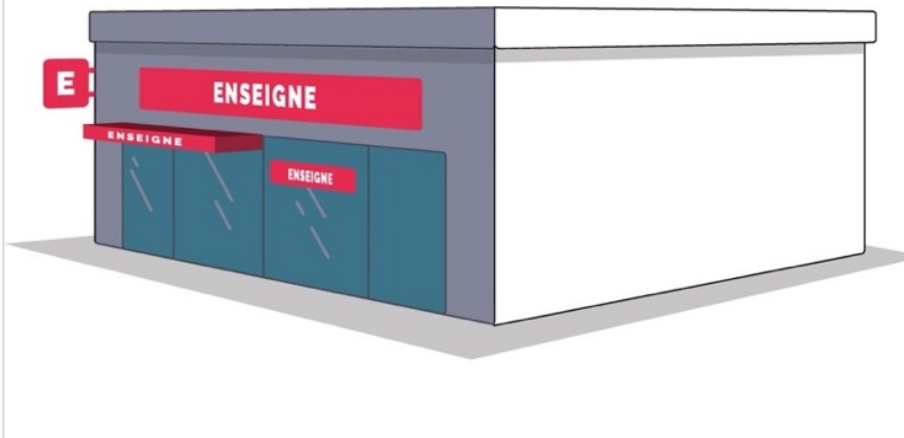
Façade commerciale
< à 50 m²

Surface enseigne
≤ à 25 %



Façade commerciale
> à 50 m²

Surface enseigne
≤ à 15 %



3.4.2 Les principales règles applicables à l'enseigne scellée au sol

L'enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut être placée à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elle se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie, ni à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété. Deux enseignes peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions.

Lorsqu'elle fait plus de 1 m², l'enseigne scellée au sol est limitée à un dispositif placé le long de chacune des voies publiques bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

La surface unitaire maximale est de 6 m².

Lorsqu'elle mesure 1 m ou plus de large, l'enseigne scellée au sol ne peut dépasser 6,5 m de haut. Cette hauteur est portée à 8 m lorsqu'elle mesure moins de 1 m de large.

Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants, appartenant ou non à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la surface unitaire maximale de l’enseigne scellée au sol est de 6 m².

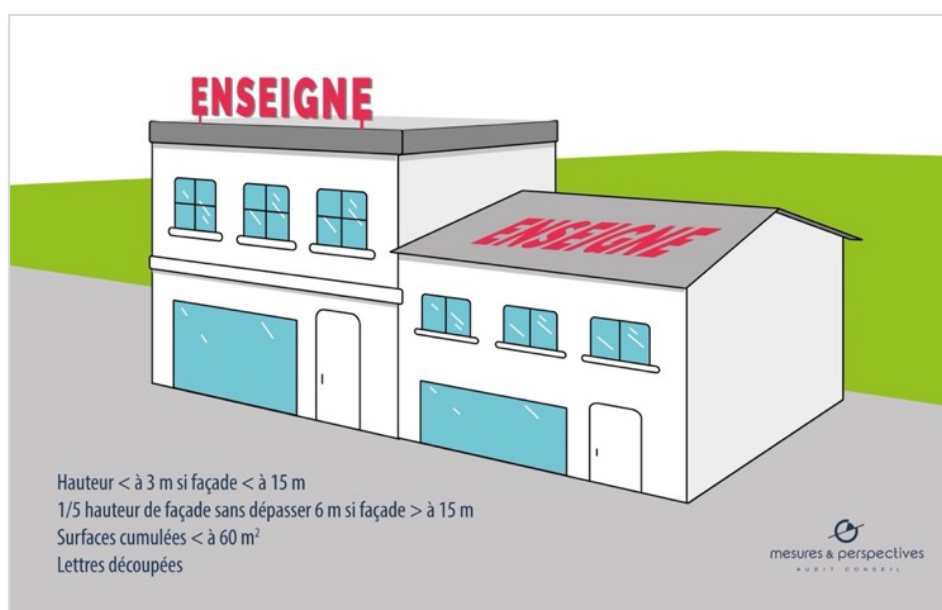
Commune	Secteur aggloméré ou hors secteur aggloméré
Miribel	6 m ²
Beynost	6 m ²
Neyron	6 m ²
Saint-Maurice de-Beynost	6 m ²
Thil	6 m ²
Tramoyes	6 m ²

3.4.3 Les principales règles applicables à l’enseigne sur toiture ou terrasse

Les enseignes installées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fonds autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent dépasser 0,50 mètre de haut.

La hauteur est limitée à 3 mètres si la hauteur de façade qui la supporte est inférieure à 15 mètres. Cette hauteur est portée au 1/5 de la façade si cette dernière est supérieure à 15 mètres dans la limite de 6 mètres.

La surface cumulée des enseignes sur toiture d’un même établissement ne peut excéder 60 m².



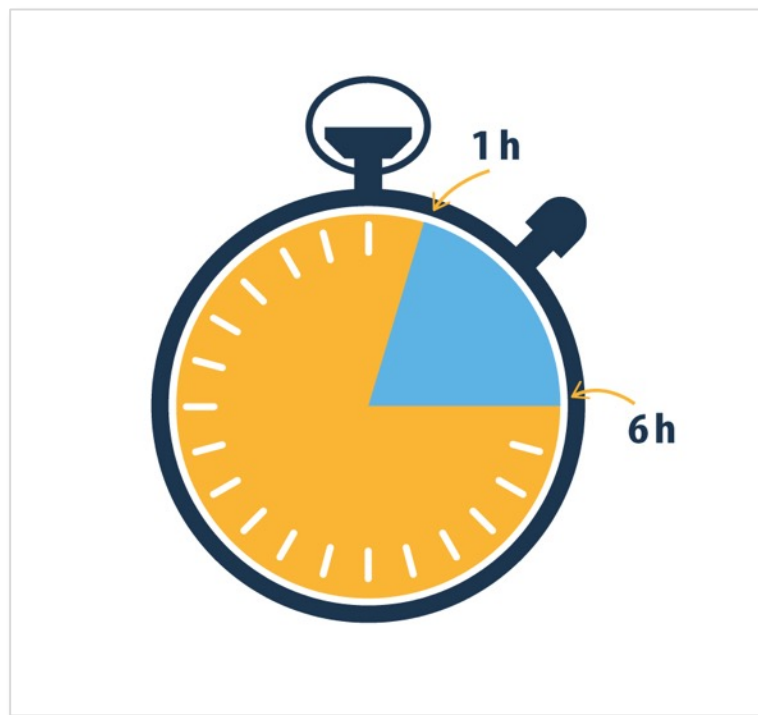
3.4.4 Les enseignes lumineuses situées à l’intérieur des vitrines

Comme pour la publicité à l’intérieur des vitrines (voir 3.3.7), la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, article 18, permet de réglementer les enseignes lumineuses situées à l’intérieur des

vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique. Les prescriptions peuvent porter sur les horaires d'extinction, la surface, la consommation énergétique ou la prévention des nuisances lumineuses. Elles ne peuvent être interdites.

3.4.5 Les règles d'extinction nocturne

L'enseigne lumineuse, c'est-à-dire l'enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse, est soumise à une obligation d'extinction nocturne. Elle est également fixée de 1 h à 6 h du matin lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.



3.5 LE POUVOIR DE POLICE

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la compétence du pouvoir de police revient au maire ou au président de l'EPCI, RLP(i) ou non selon la population :

Les maires ont la possibilité de conserver cette compétence sous réserve de se prononcer entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2024.

Si un ou plusieurs maires s'y opposent, le président de l'EPCI peut renoncer à cette compétence sur tout le territoire.

L'autorité investie du pouvoir de police délivre les autorisations requises avec le cas échéant accord ou avis de l'architecte des Bâtiments de France (ABF).

3.6 LES DISPOSITIONS FIGURANT DANS LE RLP DE NEYRON

Ce règlement a été approuvé le 7 mai 2019.

Pour la publicité :

Territoire aggloméré	
Sur toiture	Interdit
Murale	S < à 4 m ² H < à 6 m
Densité	1 non lumineuse sur mur ou sur clôture ou 1 lumineuse sur mur
Scellée au sol	Interdit
Mobilier urbain	S < à 2 m ² H < à 3 m
Numérique	Interdit
Horaires d'extinction	22h à 6 h

Pour les enseignes :

Totalité du territoire communal		
Sur les arbres	Interdit	
Sur auvents, marquises, garde-corps de balcon ou balconnet	Interdit	
Scellée au sol ≤ à 1 m ²	1 par voie bordant l'établissement H < à 1,5 m	
Sur toiture	secteurs d'activité au nord	RNP
	reste du territoire communal	si activité exercée dans moins de 50 % du bâtiment = interdites si activité exercée dans plus de 50 % du bâtiment = 1 seule S < à 10 m ² H < à 2 m
Sur clôture	1 par voie bordant l'établissement S < à 1 m ²	
Numérique	1 par activité S < à 1 m ²	
Temporaire	Interdite sur toiture	
Horaires d'extinction	22h à 6 h	

4 : LE DIAGNOSTIC

4.1 METHODE DE RECENSEMENT

L'élaboration du RLPi nécessite de connaître la situation des publicités et des enseignes en place.

Le diagnostic a pour objet de faire un état de l'existant de tous les types de dispositifs implantés sur le territoire et concernés par la réglementation.

Il permet d'établir un bilan qualitatif de la publicité extérieure en la replaçant dans l'espace public, en lien avec les orientations fixées par la délibération de prescription.

L'observation qualitative permet de déterminer les enjeux : infraction à la réglementation en vigueur, lieux surchargés, matériels inadéquats...

Au-delà de l'analyse qualitative, l'analyse quantitative permet de mesurer la pression publicitaire, d'identifier et de localiser les éventuelles illégalités et de repérer les situations qui, bien que légales au regard du RNP ou des RLP, portent manifestement atteinte au cadre de vie et à l'environnement.

4.1.1 Publicité

La totalité du territoire de Miribel Plateau a été parcourue, permettant le relevé des dispositifs de 1,5 m² ou plus, mobilier urbain publicitaire compris.

Une base de données SIG a été constituée à partir des relevés terrain, permettant d'établir la cartographie de répartition des dispositifs recensés.

Pour chaque dispositif, les données sont présentées sous forme d'une fiche détaillée reprenant tous les items nécessaires à son analyse et son suivi :

- nature du dispositif ;
- adresse ;
- photo ;
- dimensions ;
- éclairage ;
- légalité ou non vis-à-vis du RNP et du RLP à Neyron.

02/03/2023

Publicité _____ Statut :: Validé _____

N° du dispositif : 54529 Montant de la taxe : 186,00 € Exonération :

Date d'installation : _____ Date de retrait : _____ Date de déclaration préalable : _____

Adresse : Route de Genève

Code postal : 01700 Ville : BEYNOST

Redevable : CLEAR CHANNEL

Adresse : _____

Redevable à facturer : _____

Adresse à facturer : _____

Code attribué par la société exploitante : _____

Largeur : _____ 0 Hauteur : _____ 0

Eclairage : _____ Non Surface : _____ 12 m²

Propriété : _____ Privée

Support : _____ Scellé au sol Mécanique : _____ Fixe

Nb face : _____ Simple face Nombre de vue : _____ 1

Pied : _____ Bipied Mobilier Urbain : _____

Légalité : _____ Oui

Illégalité(s) : _____

Commentaire : _____

Latitude : _____ 4.993815 Longitude : _____ 45.833545 Zone : _____



Date de création : _____ Date de modification : 02/03/2023 Date de vérification : _____

Nombre de fiches : 1

35/123

Exemple de fiche de recensement publicitaire

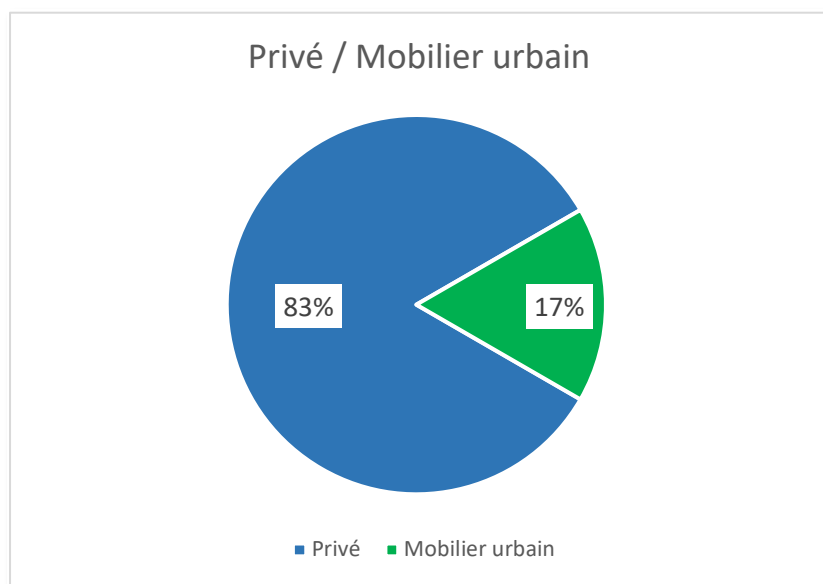
4.1.2 Enseignes

Un repérage détaillé qualitatif a été effectué sur tout le territoire, permettant de mettre en évidence les secteurs à réglementer et les règles à établir pour permettre une meilleure intégration dans leur environnement.

4.2 LES CHIFFRES CLEFS DE LA PUBLICITE

4.2.1 La publicité sur le territoire

Le nombre de dispositifs relevés s'élève à 120 dont 20 mobiliers urbains.



**SYNTHÈSE DES ENJEUX
 POUR LA PUBLICITÉ EXTERIEURE**

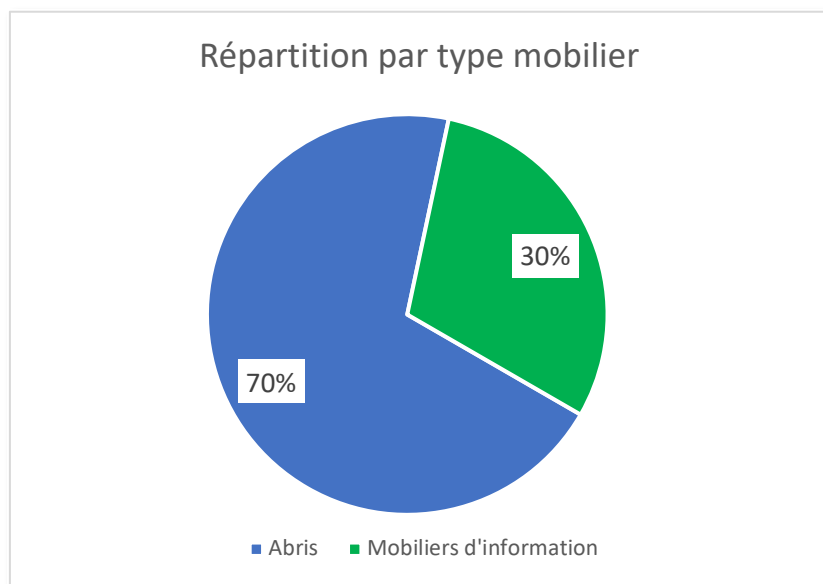
- Mobilier urbain
- Publicité
- Patrimoine naturel
- Patrimoine architectural
- Axe principal
- Zone d'activités et commerciales
- ▭ Limite du territoire aggloméré
- ▭ Limite communale
- Hydrographie



Carte des implantations publicitaires sur le territoire de Miribel Plateau

4.2.2 La publicité sur mobilier urbain

Les 20 mobiliers urbains se répartissent entre 14 abris et 6 mobiliers d'information. Ils se situent tous, sauf 1, sur la D 1084.



Saint-Maurice-de-Beynost



Neyron

**Le recensement
 du mobilier urbain**

- Mobilier urbain
- ▭ Limite du territoire aggloméré
- ▭ Hydro
- ▭ Limite communale






Carte des implantations du mobilier urbain

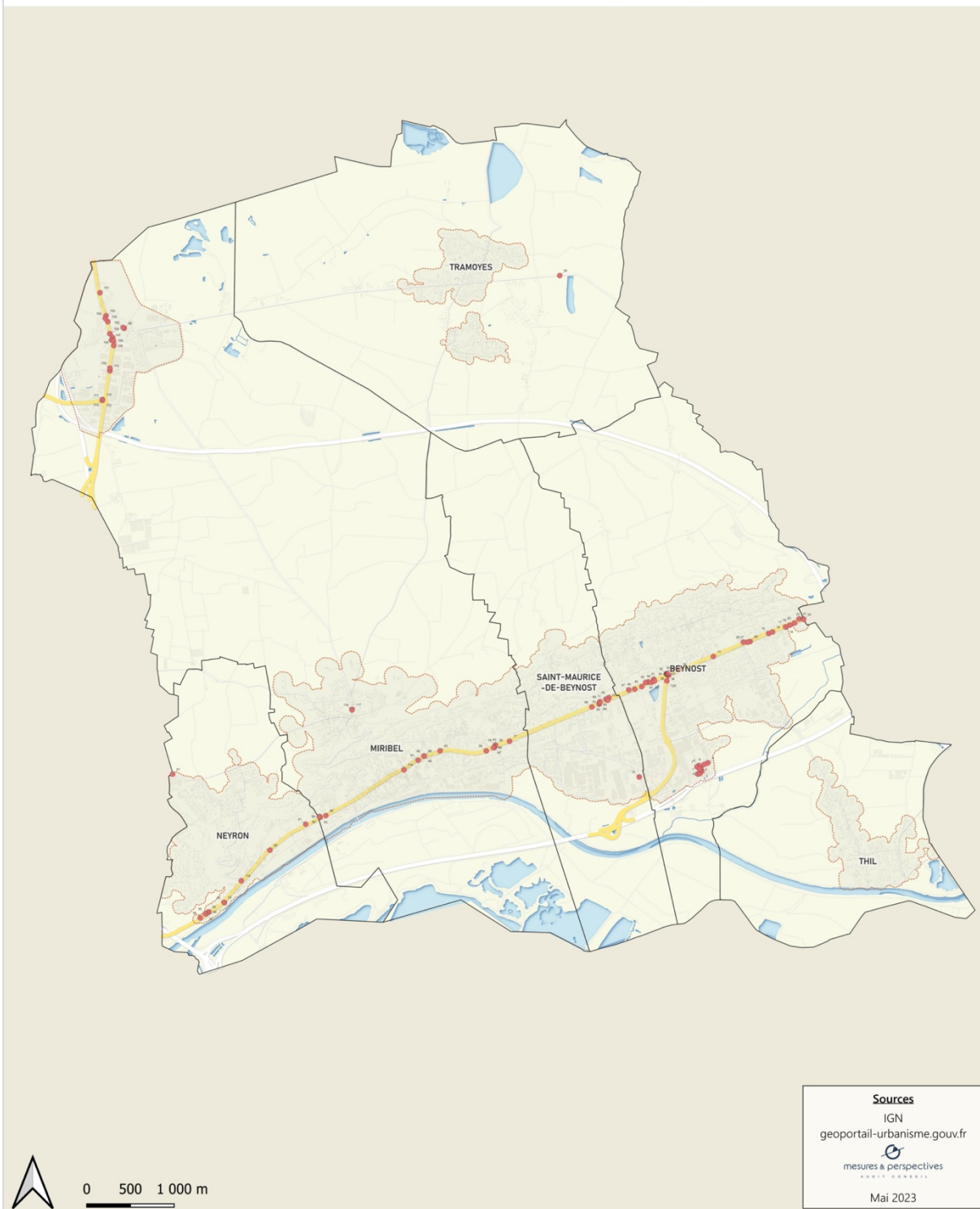
4.2.3 La publicité hors mobilier urbain

Les publicités recensées sont installées majoritairement sur les 2 axes à forts trafics : les RD 1084 et 1083.

Une concentration de 9 dispositifs de petite surface (2 m²) est sur le parking du centre commercial de Beynost.

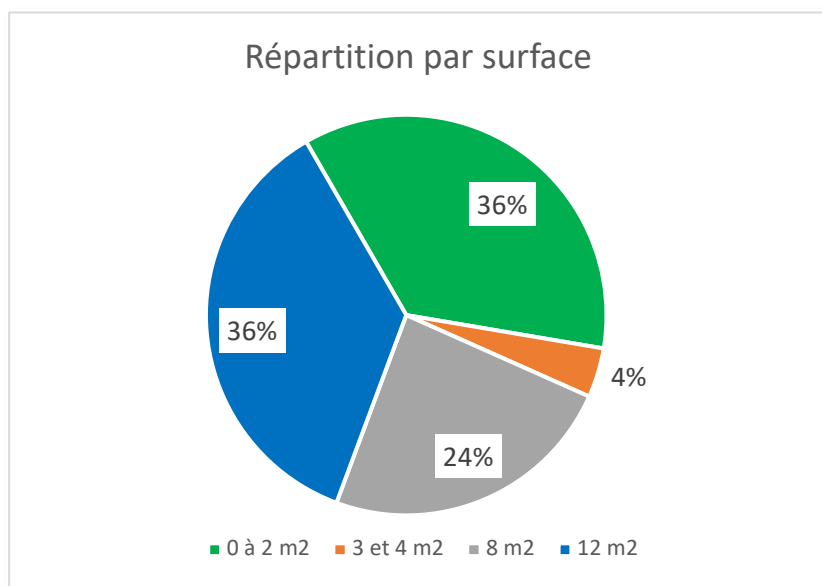
Le recensement publicité

- Publicité
-  Limite du territoire aggloméré
-  Hydro
-  Limite communale



Carte des implantations hors mobilier urbain

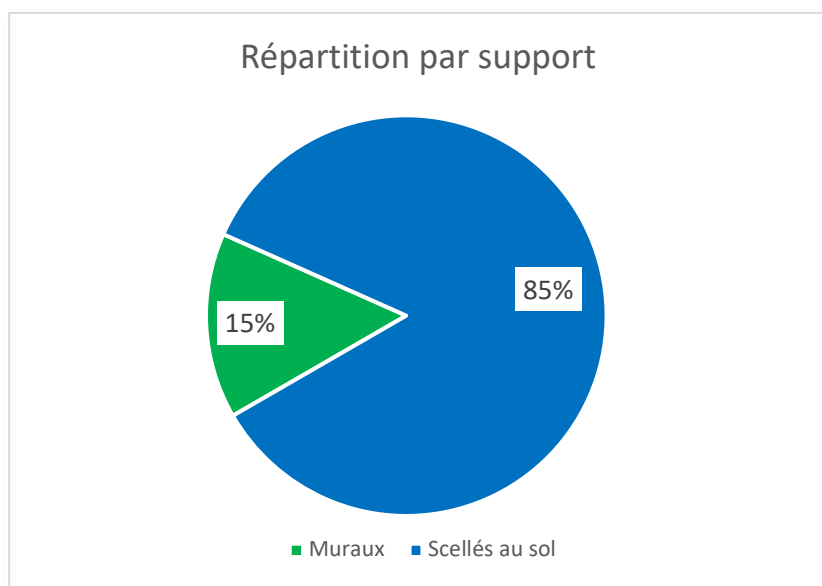
Les surfaces se répartissent comme suit :



La majorité des dispositifs ont une surface de 12 et 8 m². Ces formats sont sur les 2 axes cités plus haut.

Les dispositifs de 4 m² et moins sont disséminés sur tout le territoire.

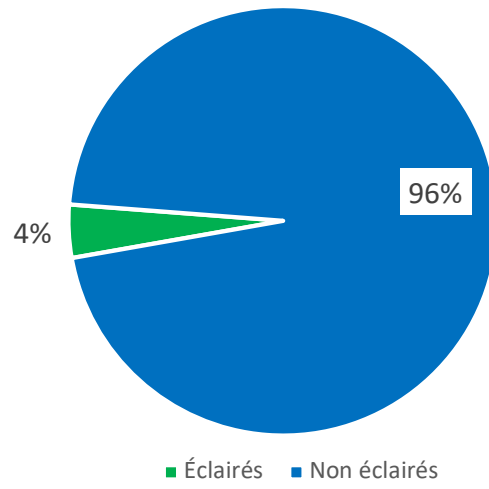
La configuration de l'urbanisme se prête assez peu aux dispositifs muraux.



L'éclairage est un moyen de mieux mettre en évidence les messages publicitaires. Cette technologie est très peu utilisée. Seulement 4 % des dispositifs sur propriété privée sont éclairés.

1 seul numérique est identifié.

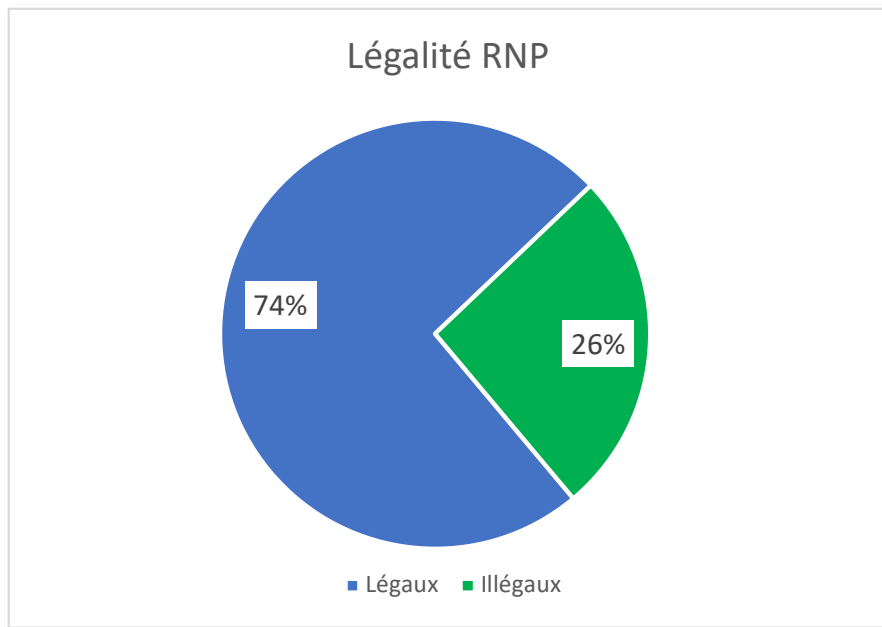
Éclairage



4.3 LA LEGALITE DES DISPOSITIFS

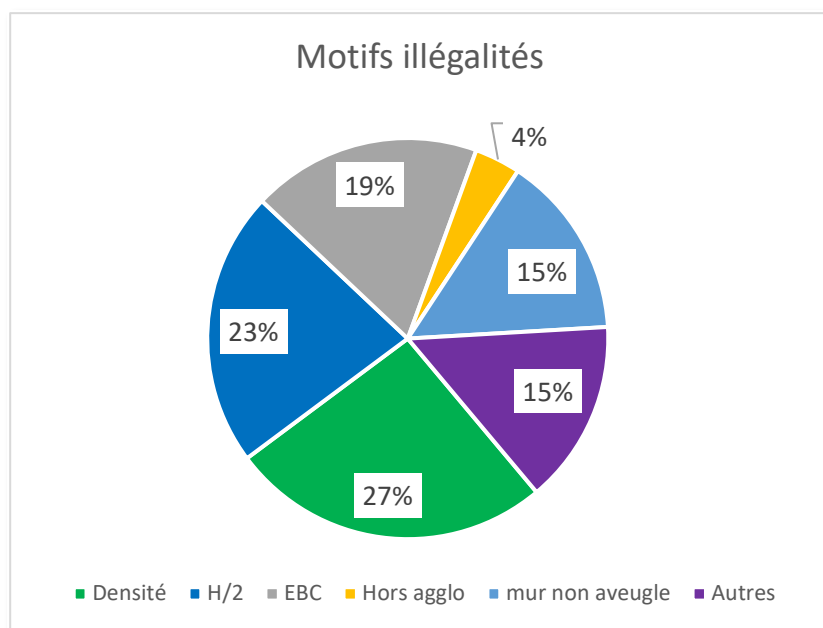
4.3.1 La publicité au regard du RNP

Sur les 100 publicités hors mobilier urbain, 26 sont illégales.



La nature des illégalités est la suivante :

- densité : 7
- hauteur par rapport au fond voisin : 6
- Espace boisé classé : 5
- hors agglomération : 1
- mur non aveugle : 3
- autres : 4



Le Code de l'environnement fixe une densité en relation avec le linéaire de façade de l'unité foncière (art. R.581-25 du Code de l'environnement). Les infractions à la densité sont localisées sur 2 sites uniquement.



Route de Genève / rue Saint-Pierre - Beynost



Route de Genève - Saint-Maurice-de-Beynost

La règle du H/2 par rapport au fond voisin concerne les dispositifs scellés au sol (art. R.581-33 du Code de l'environnement).



Route de Genève - Beynost

La publicité et les préenseignes situées hors agglomération ne répondant pas à la qualification de préenseignes dérogatoires, sont illégales (article L. 581-7 du Code de l'environnement).



Route de Rilleux - Neyron

La hauteur d'un dispositif scellé au sol ne peut dépasser 6 mètres. (art. R.581-32 du Code de l'environnement).



Route de Genève - Neyron

Pour recevoir une publicité, un mur doit être aveugle ou ne comporter que des ouvertures de surface inférieure à 0,50 m² (article R.581-22-2).



Grande Rue / Rue de Saint-Martin - Miribel

Des publicités sont installées sur des installations d'éclairage public ainsi que des équipements publics concernant la circulation routière (article R. 581-22 du Code de l'environnement), par conséquent illégales.



Exemple d'illégalités (non recensées)

4.3.2 Les enseignes au regard du RNP

Si la grande majorité des enseignes installées sont conformes au Code de l'environnement, on constate néanmoins des irrégularités pour certaines liées aux nouvelles dispositions issues de 2010.

La surface cumulée des enseignes apposées sur une façade commerciale de moins de 50 m² ne peut être supérieure à 25 % de cette surface (article R. 581.63 du Code de l'environnement)



Illégalité - Miribel

Une enseigne apposée à plat ne peut dépasser les limites de l'égout du toit (article R. 581-60 du Code de l'environnement).



Illégalité - Neyron

Les enseignes scellées au sol supérieures à 1 mètre carré sont limitées à un dispositif par voie bordant l'établissement (article R. 581-64 du Code de l'environnement) et leur surface est inférieure à 6 m² dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants et hors agglomération (article R. 581-65 du Code de l'environnement).



Illégalités - Thil

La hauteur des enseignes scellées au sol de plus de 1 m de large est limitée à 6,5 m (article R. 581-65 du Code de l'environnement).



Illégalité - Beynost

Une enseigne sur toiture doit être réalisée au moyen de lettres découpées dissimulant leur fixation (article R.581-62 du Code de l'environnement).



Illégalité - Beynost

4.4 LES CONSTATS POUR LA PUBLICITE

4.4.1 Hors agglomération

1 seul dispositif est repéré hors agglomération.



Route de Rilleux - Neyron

4.4.2 Le patrimoine naturel

5 dispositifs scellés au sol sont situés dans un espace boisé classé (EBC) à Neyron.



Route de Genève - Neyron

4.4.3 Le patrimoine architectural

La publicité est implantée dans le secteur protégé du Périmètre délimité des abords de Miribel. En l'absence de RLP(i), elle est interdite soit par le Code de l'environnement.

Il s'agit de 3 dispositifs sur propriété privée et d'1 abri voyageur.



Grande Rue - Miribel

4.4.4 Le réseau viaire

La majorité des dispositifs est positionnée sur les 2 grands axes, lieux les plus attractifs pour les annonceurs et les professionnels : les D 1084 et 1083.

103 des 120 panneaux recensés y sont installés, avec des points de concentration.



Route de Genève- Miribel



Route de Genève - Beynost



Route de Genève - Beynost



RD 1083 - Miribel Les Échets

4.4.5 Les zones d'activités ou commerciales

Secteurs attractifs pour la diffusion des messages publicitaires, ces zones accueillent cependant très peu de dispositifs.

Seuls quelques panneaux de format réduit (2 m²) se trouvent sur le parking du Centre Commercial de Beynost.



4.4.6 Les secteurs résidentiels

5 dispositifs sont répartis sur 3 sites, dont 3 de dimensions très réduites.



Route des Échets- Miribel

4.4.7 Les autres constats

Des dispositifs sont de médiocre qualité.



Route de Tramoyes - Les Échets

Des faces arrières ne sont pas habillées.



Chemin des Combes - Saint-Maurice-de-Beynost

Des panneaux doublons sont installés, générant de grands obstacles visuels.



Route de Genève - Beynost

L'implantation en V ne facilite pas une bonne insertion dans l'environnement.
L'ajout de passerelles alourdit l'aspect du dispositif.



Route de Genève - Neyron

Quelques publicités numériques sont inventoriées.



RD 1084A / Proximité avenue de Genève - Beynost

4.5 LES CONSTATS POUR LES ENSEIGNES

L'appréciation de la qualité d'une enseigne est liée pour partie au matériaux (matières nobles, couleurs, typographie, graphisme...) et pour beaucoup à l'intégration de l'enseigne dans le bâti.

Le respect du rythme des façades (vertical ou horizontal) des murs (enduits, pierres apparentes, bois...) est le gage d'une enseigne bien intégrée donc réussie.



4.5.1 Le patrimoine bâti

De belles réalisations conformes au RNP mettent en valeur les établissements situés dans le Périmètre délimité des abords de Miribel.
Le positionnement des enseignes est en cohérence avec les ouvertures des façades.





Les enseignes perpendiculaires, par leur nombre ou leur positionnement, ne contribuent pas dans certains cas à faciliter leur lecture et perturbent les perspectives.





Des enseignes lumineuses sont situées à l'intérieur des vitrines.



4.5.2 Le réseau viaire

Les établissements commerciaux situés le long des axes principaux du territoire sont assez nombreux et les situations sont assez contrastées. On rencontre de bonnes réalisations,



Saint-Maurice-de-Beynost



Beynost



Miribel

Certaines intégrations à la façade sont moins qualitatives.



Saint-Maurice-de-Beynost



Neyron

4.5.3 Les zones d'activités

Tous les types d'enseignes peuvent être observés dans ces zones : sur toiture, sur façade, ou scellées au sol.

La qualité des implantations est variable selon les zones et les établissements.

Elle dépend notamment de la date de création de la zone et des efforts de modernisation qui ont été réalisés.

On rencontre des mises en situation de qualité.



ZAC des Follieuses - Miribel



Les secteurs résidentiels Parc du Grand Lyon Nord - Neyron



Zone des Baronnières - Beynost

Plusieurs établissements ont installés des enseignes sur toiture. Toutes ne sont pas légales, car réalisées sur un bandeau plein.



Sortie Autoroute - Saint-Maurice-de-Beynost



Zone Actinove - Beynost



Parc d'Activités des Chênes - Miribel

Les enseignes numériques, scellées au sol ou sur façade, sont présentes.





Zone commerciale de Beynost

4.5.4 Les quartiers résidentiels

Bien qu'essentiellement résidentiels, ces quartier n'en abritent pas moins des petits pôles commerciaux.

Différentes formes d'enseignes y sont implantées, souvent qualitativement.



Beynost



Thil



Tramoyes



Miribel



Saint-Maurice -de-Beynost

Certaines sont illégales,



Miribel (structure sur toiture apparente)

d'autres de moindre qualité.



Les Échets

4.5.5 Autres constats pour les enseignes

La forme des enseignes scellées au sol est assez disparate.



Beynost



Beynost



Saint-Maurice-de-Beynost



Thil

Des enseignes déjà sous formes de totem, plus discrètes, signalent les activités.



Beynost



Miribel

Le regroupement des différentes activités sur un même support en limite l'impact visuel sur l'environnement.



Miribel



Beynost

4.6 SYNTHÈSE DES CONSTATS

- La publicité est principalement concentrée sur les RD 1083 et 1084. Aucun dispositif n'est recensé à Thil, et une seule préenseigne dérogatoire légale est installée à Tramoyes.
- La simple application du RNP permettrait de supprimer 26 % des dispositifs, en-dehors de la protection du périmètre délimité des abords de Miribel.
- Les entrées de ville à l'est et à l'ouest de la communauté d'agglomération sont surchargées.
- Le secteur aggloméré sud des Échets est dans une situation identique.
- 1 préenseigne dérogatoire est illégale (non-respect de l'activité fixée par le RNP).
- L'essor de la publicité numérique est à prendre en compte dans les futures règles.
- Les panneaux employés ne sont pas qualitatifs et la présence de dispositifs côte-côte génère de forts écrans visuels dans les perspectives.

- Les enseignes respectent majoritairement les règles du RNP.
- Une majorité d'enseignes sur façade sont de qualité et contribuent à bien valoriser l'établissement.
- Beaucoup d'enseignes perpendiculaires sont installées de façon anarchique et en grand nombre. Elles doivent être encadrées pour améliorer leur lisibilité et embellir les perspectives.
- Les enseignes scellées au sol, quelle que soit leur surface, nécessitent un traitement, afin de les distinguer des dispositifs publicitaires.
- Les enseignes sur toiture sont assez peu présentes. La mise en conformité avec le RNP suffirait à les rendre moins impactantes.
- La luminosité des enseignes numériques, peut générer de nuisances environnementales.

5 : LES ORIENTATIONS

5.1 LES OBJECTIFS

Lors de la prescription d'élaboration du RLPi au conseil communautaire du 20 septembre 2022, les objectifs suivants ont été fixés :

Préserver et améliorer le cadre de vie et la qualité paysagère du territoire en limitant et réglementant les implantations de dispositif publicitaires, enseignes et préenseigne, mais aussi favoriser leur harmonie et leur cohérence ;

Pour en compte les évolutions urbaines, technologiques et réglementaires ;

Préserver les entrées du territoire, comme le secteur du giratoire de la Dombes à Beynost et Saint-Maurice-de-Beynost ou les axes structurants du territoire comme la RD 1084 ;

Améliorer la qualité de certaines zones d'activités situées sur des axes passant ;

Préserver les espaces peu impactés par la publicité extérieure notamment les secteurs résidentiel et les espaces hors agglomération.

La réglementation nationale, l'étude des enjeux, l'analyse du règlement en vigueur et tous les constats, tant en matière de publicité que d'enseignes, mais également la prise en compte de ces objectifs ont permis d'établir des orientations pour l'élaboration des futures règles du RLPi.

5.2 LES ORIENTATIONS POUR LA PUBLICITE

1) Limiter la densité des dispositifs publicitaires :

Les règles de densité du RNP n'empêchent pas totalement la multiplication de panneaux sur une même unité foncière. Elles doivent donc être renforcées.

2) Adapter la surface des dispositifs :

La surface des publicités doit être adaptée aux lieux les environnant afin de mieux les intégrer.

3) Préserver les entrées de ville :

Première perception des visiteurs arrivant sur le territoire, ces espaces doivent être libres.

4) Exiger un matériel de qualité :

Nombre de dispositifs en place sont obsolètes et ils doivent être modernisés.

5) Identifier les secteurs pouvant accueillir ou non de la publicité numérique :

La publicité numérique a un fort impact sur le cadre de vie en raison de sa luminosité. Elle ne peut être acceptée partout.

6) Traiter la publicité lumineuse à l'intérieur des vitrines :

De nouvelles dispositions réglementaires permettent de maîtriser l'apparition de cette forme de publicité.

7) Admettre la publicité sur mobilier urbain dans les secteurs protégés :

En raison du service rendu aux usagers, les villes doivent conserver la possibilité d'implanter raisonnablement des mobiliers urbains publicitaires, comme prévu par le Code de l'environnement.

8) Élargir la plage des horaires d'extinction :

La réduction de la facture énergétique, la lutte contre la pollution lumineuse nocturne et le respect de la trame noire conduisent à imposer une plage horaire plus importante que la règle nationale.

5.3 LES ORIENTATIONS POUR LES ENSEIGNES

1) Poursuivre les efforts de respect de l'architecture :

Lorsque leur nombre et leurs dimensions sont restreintes, lorsque leur disposition est soignée, les enseignes sur façade contribuent à la mise en valeur de l'architecture et des commerces.

Il est utile d'établir des règles de cohérence d'implantation entre les enseignes perpendiculaires et les enseignes à plat. L'harmonisation d'implantation sur une façade doit être recherchée pour la valoriser.

2) Limiter le nombre d'enseignes perpendiculaires :

La prolifération des enseignes perpendiculaires sur une même façade commerciale nuit aux perspectives car elles sont souvent disposées de manière anarchique. Ceci a pour effet d'en perturber la lecture et la compréhension.

3) Harmoniser le format et la surface des enseignes scellées au sol

De bons exemples d'enseignes sont présents (totem). Cette forme doit être étendue à tout le territoire dans un esprit d'harmonisation de présentation.

4) Adapter les dimensions des enseignes numériques et les lieux où elles seraient autorisées :

Le RNP ne fixe pas de règles particulières aux enseignes numériques. Le RLP doit en limiter les lieux d'installation et les dimensions.

5) Traiter les enseignes lumineuses à l'intérieur des vitrines :

De nouvelles dispositions réglementaires permettent de maîtriser l'apparition de cette forme de communication.

6) Fixer des horaires d'extinction :

Pour les mêmes motifs que pour la publicité et dans une volonté d'harmonisation, la plage d'extinction nocturne sera étendue, avec les mêmes horaires.

6 : EXPLICATION DES CHOIX

Le règlement comporte deux parties, l'une consacrée à la publicité, l'autre aux enseignes. Des règles communes à toutes les zones ont été instituées.

Chacune des zones a ses règles propres en lien avec les enjeux qui ont été mis en lumière dans les parties précédentes du rapport de présentation.

En agglomération, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (article L.581-19 du Code de l'environnement). Afin de simplifier la lecture du RLPi, il n'est fait référence dans le corps du règlement qu'au terme de « publicité ». Il regroupe publicités et préenseignes, étant précisé que les préenseignes dites dérogatoires sont soumises à des règles distinctes.

6.1 ZONAGE

Sur la base des objectifs définis par le conseil communautaire, au regard du diagnostic et des orientations qui en découlent, il a été établi un zonage unique pour la publicité et les enseignes (3 zones).

6.1.1 Le Choix de la zone 1

Cette zone regroupe les secteurs les plus sensibles du territoire au regard de la protection du cadre de vie. Y sont ainsi visés les éléments naturels identifiés par les PLU (zones N, Espaces Boisés Classés et site Natura 2000), le site inscrit et le site patrimonial remarquables de Miribel.

La CCMP s'est engagée dans une démarche de protection renforcée de son patrimoine architectural et paysager. Le RLPi participe à cet engagement en accompagnant la préservation des lieux par des dispositions spécifiques pour la publicité.

6.1.2 Le choix de la zone 2

Lieux privilégiés d'implantation de la publicité, les zones d'activités et les zones commerciales suscitent l'intérêt des annonceurs. Elles sont regroupées dans cette zone pour un traitement quasiment similaire des différents types de publicité et d'enseignes.

6.1.3 Le choix de la zone 3

Les quartiers résidentiels des communes sont les lieux caractérisés par de l'habitat pavillonnaire ou collectif. Les voies les parcourant supportent un trafic automobile varié et la publicité doit y avoir une place très réduite pour préserver le cadre de vie et d'en assurer une insertion harmonieuse en rapport avec les volumes bâtis.

6.2 LES RÈGLES APPLICABLES À LA PUBLICITÉ

6.2.1 Dispositions générales

Au-delà des interdictions établies par la réglementation nationale, le RLPi ajoute d'autres prescriptions directement liées aux préoccupations de protection des paysages et du cadre de vie poursuivies par la CCMP.

Dérogation à l'interdiction de la publicité (article P.A)

La CCMP a fait le choix d'admettre par son RLPi la publicité dans les lieux d'interdiction relative énumérés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement et plus spécifiquement du site patrimonial remarquable de Miribel. Ce choix s'est fondé notamment sur la nécessité de maintenir un service permettant d'assurer la protection et le confort des usagers des transports et de relayer les informations municipales auprès de la population.

Implantation et aspect des dispositifs publicitaires scellés au sol (articles P.B)

Les règles visent à garantir la qualité esthétique de ces dispositifs publicitaires. De plus, pour éviter un effet de surplomb inesthétique, une hauteur de 6 mètres s'applique par rapport à la voie la plus proche.

Accessoires (article P.C)

Le RLPi permet les accessoires disgracieux de sécurité (passerelles, échelles) visibles des voies ouvertes à la circulation publique uniquement lors des interventions d'affichage ou de maintenance du panneau.

Préenseignes temporaires (article P.D)

Pour assurer une présentation homogène, en agglomération, elles sont soumises aux mêmes règles que celles qui s'appliquent à la publicité.

Publicité sur clôture aveugle (article P.E)

La réglementation nationale interdit la publicité sur les clôtures lorsqu'elles ne sont pas aveugles. Au regard du fort impact paysager également induit par les publicités sur clôtures aveugles, de leur incidence sur le cadre de vie, et par souci de cohérence de traitement de l'ensemble des clôtures, le RLPi étend cette interdiction à toutes les clôtures, qu'elles soient aveugles ou non

Publicité sur chevalet (article P.F)

Outils de communication important pour les commerces, ils sont admis avec des restriction de dimensions.

Dans tous les cas, ils sont soumis à autorisation d'occupation du domaine public, garantissant le respect des normes d'accessibilité et le contrôle de leur présence.

Publicité lumineuse sur toiture (article P.G)

En raison de l'impact visuel de ces dispositifs sur les perspectives environnantes et les paysages, il est décidé de les interdire.

Extinction nocturne (article P.H)

Afin d'assurer une plus grande tranquillité des habitants de la CCMP en limitant leur impact visuel, en contribuant à lutter contre le gaspillage énergétique et en réduisant la pollution lumineuse nocturne, une règle d'extinction des dispositifs publicitaires lumineux, y compris lorsqu'ils sont supportés par du mobilier urbain, plus restrictive que la règle nationale a été instituée. Elle tient toutefois compte des obligations de service public lorsqu'elle concerne la publicité supportée par les abris-voyageurs.

Dans une approche globale du sujet et pour faciliter l'application du règlement, ces horaires s'appliquent également aux publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines.

6.2.2 Zone P 1

La qualité des sites et lieux identifiés en zone 1 justifie des mesures de protection sévères. Elles expliquent que la publicité y soit interdite.

Trois exceptions toutefois :

Espaces boisés classés, zones N des PLU et site Natura 2000 (article P.1.2)

Le Code de l'environnement y interdit la publicité scellée au sol, mais pas la publicité murale. Dans un souci de cohérence, toute forme de publicité y est interdite.

Publicité de petit format (article P.1.3)

La jurisprudence ne permet pas de les réglementer.

Publicité supportée par le mobilier urbain (article P.1.4)

Répondant à la dérogation instaurée par l'article P.A, elle doit être contenue. Sa surface et sa hauteur sont donc limitées à celle des communes de moins de 10 000 habitants hors UU.

Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines (article P.1.5)

Elle ne peut pas être interdite et donc voit sa surface cumulée limitée à 0,50 m² au regard de son impact environnemental.

Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur des vitrines (article P.1.6)

Au regard de son impact sur l'environnement proche, elle est interdite.

Publicité sur palissade de chantier (article P.1.7)

Elle ne peut être interdite (article L.581-14 du code de l'environnement) Sa présence n'est néanmoins admise que dans la limite de deux dispositifs par palissade avec une surface limitée à 2 m²

Autres publicités (article P.1.5)

Pour prévenir d'éventuelles implantations futures, elles sont interdites.

6.2.3 Zone P 2

Densité sur le domaine public (article P.2.2)

Une règle de densité plus contraignante que celle du RNP évite la multiplicité des dispositifs, hors mobilier urbain, sur le domaine public. Elle fait le pendant à la règle édictée sur le domaine privé.

Publicité murale (article P.2.3)

Une règle de densité limite le nombre de dispositif à 1 par unité foncière pour éviter leur multiplication sur un même site.

Pour un motif d'harmonisation entre les 4 communes appartenant à l'unité urbaine (UU) de Lyon et aux 2 autres hors UU, la hauteur sur mur ne dépasse pas 6 mètres.

Publicité scellée au sol (article P.2.4)

Comme pour la publicité murale, une règle de densité plus contraignante que celle fixée par le Code de l'environnement s'applique. Une règle d'interdistance entre deux dispositifs sur une même unité foncière est à respecter, évitant leur regroupement.

Publicité supportée par le mobilier urbain (article P.2.5)

Pour la même raison que pour la publicité murale, sa surface et sa hauteur sont limitées à celles admises dans les 2 communes hors UU.

Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines (article P.2.6)
En corrélation avec les dimensions des vitrines, sa surface cumulée est limitée à 2 m².

Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur des vitrines (article P.2.7)
Lieux d'animation et de vie commerciale, ces zones peuvent admettre de la publicité numérique dans les conditions du Code de l'environnement.

Règles spécifiques à la ZAC des Malettes (article P.2.8)
Cette zone est soumise à un cahier des charges spécifiques. Cet article en reprend les prescriptions pour éviter une double réglementation.

6.2.4 Zone P 3

Deux des objectifs que s'est fixée la CCMP portent sur la « Préservation et l'amélioration du cadre de vie et de la qualité paysagère » et la « Préservation des espaces peu impactés par la publicité extérieure notamment les secteurs résidentiel et les espaces hors agglomération ».

Publicité murale (article P.3.2)
Sa densité est fortement réduite et sa surface sur tout le territoire est celle qui s'applique dans les 2 communes hors UU. Sa hauteur est également limitée.

Publicité scellée au sol (article P.3.3)
La majorité de grands axes traversent la zone 3. Ils sont aujourd'hui particulièrement touchés par la publicité scellée au sol. Cette forme de publicité impacte les perspectives et n'est souvent pas en relation d'échelle avec le bâti. Il a donc été décidé de l'interdire.

Publicité supportée par le mobilier urbain (article P.3.4)
Pour les mêmes raisons qu'en zone 1 et 2, sa surface et sa hauteur sont limitées.

Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines (article P.3.5)
Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 0,5 mètre carré.

Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur des vitrines (article P.3.6)
Pour les mêmes raisons qu'en zone 1 et pour la tranquillité des habitants, elle est interdite.

6.3 LES RÈGLES APPLICABLES AUX ENSEIGNES

6.2.1 Dispositions générales

Insertion dans l'environnement (article E.A)
Afin d'améliorer le niveau qualitatif des enseignes, le RLPi rappelle que les demandes d'autorisations ne seront acceptées que si, au-delà du seul respect des prescriptions réglementaires, leur bonne intégration dans l'environnement est garantie. Les enseignes devront donc, en toutes zones, prendre en compte et respecter la qualité des façades, des lieux avoisinants, des perspectives, du paysage en général.

Suppression des enseignes (article E.B)
La réglementation nationale impose que l'enseigne soit supprimée dans les trois mois de la cession de l'activité qu'elle signale. Il arrive toutefois que cette obligation ne soit pas respectée et il est alors difficile pour l'autorité de police de retrouver l'occupant du local défaillant pour

lui imposer cette obligation. Le règlement complète cette obligation en faisant également peser sur le propriétaire l'obligation de les faire supprimer.

Enseignes sur les arbres et les haies (article E.C)

À la différence de la publicité, le RNP n'interdit pas l'installation des enseignes sur les arbres. Dans un souci de protection du patrimoine végétal, le RLPi soumet les enseignes au même régime d'interdiction sur les arbres et les haies.

Enseignes sur balcon, balconnet, garde-corps, auvent ou marquise (article E.D)

Structures rapportées sur les façades, ces éléments n'ont pas vocation à soutenir des enseignes. Elles y sont interdites.

Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 m² hors chevalet ou porte-menu (article E.E)

Les enseignes au sol d'une surface inférieure ou égale à 1 m² ne sont pas soumises à une règle de densité par le RNP. L'objectif est notamment de limiter une prolifération excessive de ce type de dispositifs du fait de l'absence de réglementation, et pouvant porter atteinte à la qualité paysagère. Elles sont donc interdites.

Enseignes sur clôture aveugles ou non (article E.F)

Dans le souci de présenter des interfaces entre espaces publics et privés de qualité, l'interdiction d'apposer des enseignes sur des clôtures aveugles ou non s'applique lorsque l'enseigne sur façade n'est pas suffisamment visible depuis la voie publique. Pour éviter tout excès, leur surface unitaire est limitée à 1,5 m².

Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol (article E.G)

Le RLPi prévoit des dispositions visant à garantir la qualité esthétique des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol. Ces mesures ont notamment vocation à alléger l'impact visuel de la structure sur son environnement. Un gabarit est imposé pour ces dispositifs : une hauteur au moins égale à deux fois leur largeur, de manière à présenter une forme de totem. Le format vise à une harmonisation de leur aspect, et une distinction plus aisée des enseignes par rapport aux panneaux publicitaires.

Les établissements installés sur la même unité foncière doivent regrouper leur message sur un support unique pour éviter la multiplication des dispositifs.

Chevalets et porte-menus (article E.H)

Soutiens actifs du commerce local, ils sont cependant limités à un dispositif par voie bordant l'établissement. Pour faciliter l'application du règlement, leurs dimensions sont identiques à celles des chevalets publicitaires.

Enseignes à faisceau de rayonnement laser (article E.I)

Ces enseignes, dont les faisceaux très puissants sont dirigés vers le ciel, vont à l'encontre de la lutte contre la pollution lumineuse nocturne. Elles sont donc interdites.

Enseignes temporaires (article E.J)

Régies uniquement en durée d'exposition, il a été jugé intéressant d'y fixer les mêmes règles qu'aux autres enseignes pour simplifier la mise en application du règlement.

Horaires d'extinction (article E.K)

À l'instar de la publicité lumineuse, afin de contribuer à la lutte contre la facture énergétique et de prendre part à la lutte contre la pollution lumineuse nocturne, le RLPi prévoit une règle d'extinction pour les enseignes. Par souci de cohérence, la plage horaire d'extinction retenue

pour les enseignes est donc également fixée de 22 h à 7 h. Intégrant la possibilité offerte par la loi Climat et Résilience, les enseignes situées à l'intérieur des vitrines suivent le même régime.

6.3.2 Zone E 1

Enseignes sur façades (article E.1.2)

Enseigne en applique

La qualité patrimoniale des secteurs inclus dans cette zone justifie que des mesures spécifiques soient établies. Leur positionnement sur le bandeau et leur alignement sur la devanture sont des garanties de bonne intégration dans la façade. Les établissements situés exclusivement en étage doivent pouvoir se signaler et répondent à des règles spécifiques.

Enseignes perpendiculaires

Dans cette même recherche de qualité, une limitation des enseignes perpendiculaires à une seule par façade et par voie ouverte à la circulation, a notamment été retenue. Le principe d'alignement de l'enseigne perpendiculaire avec les enseignes parallèles contribue à cette recherche.

La hauteur et la saillie sont par ailleurs encadrées de manière à permettre une meilleure intégration.

Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol (article E.1.3)

Pour être en relation d'échelle avec un patrimoine à préserver, leur surface est limitée à 2 m².

Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines (article E.1.4)

Dans cette zone, les vitrines sont généralement de petites dimensions.

Généralisant le même impact environnemental que la publicité, les mêmes règles de surface cumulée s'y appliquent.

Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu (article E.1.5)

Les enjeux patrimoniaux de la zone conduisent à leur interdiction.

Enseignes numériques (article E.1.6)

Au regard de leur impact sur l'environnement proche, comme pour la publicité, elles sont interdites.

6.3.3 Zone E 2

Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol (article E.2.2)

L'urbanisme de cette zone autorise à maintenir la règle du Code de l'environnement sans modification.

Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines (article E.2.3)

Le même dispositif peut exposer alternativement une enseigne ou une publicité. Ne pouvant les interdire, un traitement similaire à la publicité en zone P2 a été retenu et limite leur surface cumulée à 2 m².

Enseignes numériques situées à l'extérieur des vitrines (article E.2.4)

Pour éviter leur prolifération et leur impact, la surface est limitée.

Règles spécifiques à la ZAC des Malettes (article E.2.5)

Cette ZA ayant un cahier des charges spécifique pour les enseignes, l'article en reprend les prescriptions pour éviter une double réglementation.

6.3.4 Zone E 3

Enseignes sur façades (article E.3.2)

Enseigne à plat

Les prescriptions du Code de l'environnement ne nécessitent pas de restrictions car elles encadrent suffisamment les enseignes de cette zone.

Enseignes perpendiculaires

Les règles touchent essentiellement à la densité et aux dimensions pour supprimer les implantations anarchiques constatées sur ce type d'enseignes.

Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol (article E.3.3)

L'environnement urbain est à même de supporter des enseignes de surface conforme avec celle du Code de l'environnement.

Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines (article E.3.4)

Dans cette zone, les vitrines sont généralement de petites dimensions.

Leur surface reprend celle fixé en en zone 1.

Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu (article E.3.5)

Très peu présentes dans cette zone à dominante résidentielle, elles ne trouvent pas leur place dans les perspectives.

Enseignes numériques situées à l'extérieur des vitrines (article E.3.6)

Pour les mêmes raisons qu'en zone 1, elles sont interdites.

6.3.5 Hors agglomération

Contrairement à la publicité, les enseignes sont autorisées hors agglomération.

Les prescriptions de la zone 3 sont suffisantes pour éviter tout excès.



RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPI)

RÈGLEMENT

NOVEMBRE 2025

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
PUBLICITÉ	4
Dispositions générales	4
Zone P 1	5
Zone P 2.....	6
Zone P 3.....	7
ENSEIGNES.....	8
Dispositions générales.....	8
Zone E 1	10
Zone E 2	11
Zone E 3.....	12
Hors agglomération.....	13
GLOSSAIRE.....	14

PREAMBULE

Le présent règlement adapte le règlement national de publicité (RNP) aux spécificités du territoire de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau.

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) établit 3 zones.

Hors agglomération, des règles s'appliquent aux enseignes.

Les dispositions du règlement national de publicité non expressément modifiées par le présent règlement demeurent opposables.

Conformément à l'article L.581-19 du Code de l'environnement, en agglomération, les préenseignes sont soumises au même régime que la publicité. Par conséquent, les dispositions du présent règlement régissant la publicité s'appliquent également aux préenseignes, à l'exclusion toutefois des préenseignes dérogatoires au sens du 3^{ème} alinéa de l'article L.581-19 du code de l'environnement.

Indépendamment du Code de l'environnement, publicités, enseignes et préenseignes sont soumises à d'autres réglementations (Code de la route, Code de la voirie routière, Code du patrimoine, règlement de voirie municipal, règles d'occupation du domaine public...).

Sont annexés au présent règlement :

- le plan général de zonage ;
- le plan de zonage de chaque commune ;
- les arrêtés municipaux fixant les limites des agglomérations ;
- le plans de chaque commune matérialisant ces limites ;

PUBLICITÉ

Dispositions générales

Article P.A : Dérogation à l'interdiction de la publicité

La publicité est admise dans l'ensemble des lieux énumérés à l'article L.581-8 du code de l'environnement. Elle est soumise aux dispositions de la zone dans laquelle elle se situe.

Article P.B : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol autre que celle supportée par le mobilier urbain

Les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol peuvent être simple ou double face. Lorsqu'ils sont simple face, le dos doit être habillé et ne pas laisser apparaître les structures du dispositif.

Lorsqu'ils sont double face, les dispositifs ne doivent pas présenter de séparation visible. Tout dispositif d'une surface d'affichage supérieure ou égale à 2 mètres carrés est de type monopied. La largeur du pied ne peut dépasser le quart de celle du dispositif.

Article P.C : Accessoires

Les échelles et passerelles ne sont admises sur les dispositifs de publicité murale ou scellée au sol que si elles sont amovibles, escamotables ou non visibles d'une voie ouverte à la circulation publique. Elles doivent être mises en place ou déployées uniquement pendant les interventions d'affichage, d'entretien ou de maintenance.

Article P.D : Préenseignes temporaires

En agglomération, elles sont soumises aux dispositions du règlement local de publicité intercommunal.

Hors agglomération, elles sont soumises aux dispositions du règlement national de publicité.

Article P.E : Publicité sur clôture aveugle

Elle est interdite.

Article P.F : Publicité sur chevalet

Elle est limitée à un dispositif par voie bordant l'établissement, à apposer au droit de l'établissement.

Sa hauteur est inférieure ou égale à 1,2 mètre et sa largeur à 0,60 mètre.

Le dispositif est rentré lorsque l'établissement est fermé.

Article P.G : Publicité lumineuse sur toiture

Elle est interdite.

Article P.H : Horaires d'extinction

Les publicités lumineuses y compris celles supportées par le mobilier urbain ou situées à l'intérieur des vitrines sont éteintes entre 22 heures et 7 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement des dits services.

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.

Zone P 1

Article P.1.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond :

- aux zones N des PLU ;
- aux espaces boisés classés (EBC) ;
- au site inscrit ;
- au site Natura 2000 ;
- au site patrimonial remarquable de Miribel.

Elle est repérée en vert sur le plan annexé.

Article P.1.2 : Espaces boisés classés, zones N des PLU et site Natura 2000

Toute forme de publicité est interdite.

Article P.1.3 : Publicité de petit format

Elle se conforme au règlement national de publicité.

Article P.1.4 : Publicité supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés et sa hauteur à 3 mètres, à l'exception des colonnes culturelles.

Article P.1.5 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 0,70 mètre carré.

Article P.1.6 : Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur des vitrines

Elle est interdite.

Article P.1.7 : Publicité sur palissades de chantier

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.
Deux dispositifs sont admis par palissade.

Article P.1.8: Autres publicités

Toute autre forme de publicité est interdite.

Zone P 2

Article P.2.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux zones d'activités ou commerciales. Elle est repérée en violet sur le plan annexé.

Article P.2.2 : Densité

Sur le domaine public, un seul dispositif peut être implanté au droit d'une unité foncière. Cette règle de densité ne s'applique pas au mobilier urbain supportant de la publicité.

Article P.2.3 : Publicité murale

Sa hauteur est inférieure ou égale à 6 mètres.
Un seul dispositif est admis par unité foncière.

Article P.2.4 : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol autre que celle supportée par le mobilier urbain ou les chevalets

Un seul dispositif est admis par unité foncière dont le linéaire est inférieur à 80 mètres.
Un dispositif supplémentaire est admis par tranche de 80 mètres de linéaire supplémentaires commencés.
Une interdistance de 80 mètres est à respecter entre chaque dispositif.

Article P.2.5 : Publicité supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés et sa hauteur à 3 mètres, à l'exception des colonnes culturelles.

Article P.2.6 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Article P.2.7 : Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur des vitrines

Sa surface est inférieure ou égale à 8 mètres carrés.
Elle est interdite à Thil et Tramoyes sur propriété privée.
Elle est interdite sur le mobilier urbain.

Article P.2.8 : Règles spécifiques à la ZAC des Malettes

La publicité est interdite.

Zone P 3

Article P.3.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux zones résidentielles des communes. Elle est repérée en beige sur le plan annexé.

Article P.3.2 : Publicité murale

Un seul dispositif est admis par unité foncière

Sa hauteur est inférieure ou égale à 6 mètres.

Sa surface est inférieure ou égale à 4,70 mètres carrés.

Article P.3.3 : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol autre que celle supportée par le mobilier urbain ou les chevalets

Elle est interdite.

Article P.3.4 : Publicité supportée par le mobilier urbain

Sa surface est inférieure ou égale à 2 mètres carrés et sa hauteur à 3 mètres, à l'exception des colonnes culturelles.

Article P.3.5 : Publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines

Sa surface cumulée est inférieure ou égale à 0,70 mètre carré.

Article P.3.6 : Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur des vitrines

Elle est interdite.

ENSEIGNES

Dispositions générales

Article E.A : Insertion dans l'environnement

Les enseignes respectent l'architecture du bâtiment où s'exerce l'activité signalée. Elles s'harmonisent avec les lignes de composition de la façade et doivent tenir compte de ses différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

L'autorisation peut être refusée si l'enseigne, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation porte atteinte à la qualité de la façade, aux lieux avoisinants, aux perspectives, aux paysages ou à l'environnement.

Article E.B : Suppression des enseignes

Tout occupant d'un local commercial visible depuis la voie ouverte à la circulation publique, À défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce dernier et de ses enseignes ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Il doit notamment s'assurer, lorsque l'activité signalée a cessé, que toutes les enseignes soient supprimées et que les lieux soient remis en état dans les trois mois suivant la cessation de cette activité.

Article E.C : Enseignes sur les arbres et les haies

Elles sont interdites.

Article E.D : Enseignes sur balcon, balconnet, garde-corps, auvent ou marquise :

Elles sont interdites.

Article E.E : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 m² hors chevalet ou porte-menu

Elles sont interdites.

Article E.F : Enseignes sur clôture aveugles ou non

Elles sont limitées à un dispositif par voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité.

Leur surface unitaire est inférieure ou égale à 1,5 mètre carré.

Article E.G : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

La surface indiquée des enseignes est la surface totale, encadrement compris.

Leur hauteur est au minimum supérieure à 2 fois leur largeur, de manière à présenter une forme de totem.

Lorsqu'elles sont simple face, le dos des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doit être habillé, afin de ne pas laisser apparaître les structures du dispositif.

Lorsqu'elles sont double face, les enseignes ne doivent pas présenter de séparation visible. Lorsque plusieurs établissements sont implantés sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière.

Article E.H : Chevalets et porte-menus

Un seul chevalet et un seul porte-menu est autorisé par établissement le long de chaque voie bordant l'établissement.

Sa hauteur est inférieure ou égale à 1,2 mètre et sa largeur à 0,60 mètre.

Article E.I : Enseignes à faisceau de rayonnement laser

Elles sont interdites.

Article E.J : Enseignes temporaires

Elles suivent les dispositions des enseignes dans la zone où elles se situent.

Article E.K : Horaires d'extinction

Les enseignes, y compris celles situées à l'intérieur des vitrines, sont éteintes entre 22 heures et 7 heures du matin, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsque l'activité cesse ou commence entre 21 heures et 8 heures, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées jusqu'à une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.

Zone E 1

Article E.1.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond :

- aux zones N des PLU ;
- aux espaces boisés classés (EBC) ;
- au site inscrit ;
- au site Natura 2000 ;
- au site patrimonial remarquable de Miribel ;

Elle est repérée en vert sur le plan annexé.

Article E.1.2 : Enseignes sur façades

Le nombre d'enseignes (en applique, en drapeau) pour une même surface commerciale est limité à 2 par façade.

I - Enseignes à plat

Elle ne dépasse pas la largeur de la devanture.

La hauteur des lettrages se limitera à 0,30 m de hauteur et ne peut dépasser la hauteur d'appui des baies du premier étage.

Elle est composée de lettres découpées indépendantes fixées sur la façade, sans caissons.

Les caissons lumineux, transparents ou diffusants, les fils néons, les cordons lumineux et les rampes lumineuses sont interdits.

- Les lettres collées, les lettres boîtiers et les lettres peintes sont préconisées lorsqu'elles permettent de mettre en valeur la façade.
- L'emploi de fer forgé, métal découpé, verre clair gravé est recommandé.
- Un éclairage discret sur l'enseigne permet d'éviter le rétro-éclairage.
- Les enseignes peintes anciennes peuvent être restaurées.

Les lambrequins ainsi qu'une plaque de dimensions maximales de 0,30 m x 0,30 m apposée à côté de la porte d'entrée de l'immeuble, sont autorisés pour les établissements en étage.

II - Enseigne perpendiculaire

Elle est apposée uniquement en rez-de-chaussée et dans le prolongement de l'éventuelle enseigne à plat.

Sa hauteur est inférieure ou égale à 0,50 mètre et la saillie inférieure ou égale à 0,60 mètre, attaches comprises.

Pour les établissements multiservices, 2 enseignes perpendiculaires sont autorisées par voie bordant l'établissement, de manière à y regrouper l'ensemble des activités signalées.

Article E.1.3 : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface est inférieure ou égale à 2 m².

Article E.1.4 : Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines

Leur surface cumulée est inférieure ou égale à 0,70 mètre carré.

Article E.1.5 : Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu

Elles sont interdites.

Article E.1.6 : Enseignes numériques

Elles sont interdites à l'exception de celles situées à l'intérieur des vitrines.

Zone E 2

Article E.2.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux zones d'activités ou commerciales. Elle est repérée en violet sur le plan annexé.

Article E.2.2 : Enseignes sur façade

Elles se conforment au règlement national de publicité.

Article E.2.3 : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface est inférieure ou égale à 6 m².

Article E.2.4 : Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines

Leur surface cumulée est inférieure ou égale à 2 mètres carrés.

Article E.2.5 : Enseignes numériques situées à l'extérieur des vitrines

Leur surface est inférieure ou égale à 6 mètres carrés.

Article E.2.6 : Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu

Elles se conforment au règlement national de publicité.

Article E.2.7 : Règles spécifiques à la ZAC des Malettes

Sur chaque coconstruction, seul un espace limité pourra accueillir une enseigne pour constituer une signature de l'activité. Cette enseigne devra apparaître comme un élément à part entière de l'architecture.

Les caissons lumineux et les drapeaux sont interdits.

Toute enseigne doit être apposée sur une construction (et non sur un auvent ou une marquise). Elle doit être située dans le tiers supérieur de la façade et ne pas dépasser l'enveloppe du bâtiment.

Zone E 3

Article E.3.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond aux zones résidentielles des communes. Elle est repérée en beige au plan de zonage.

Article E.3.2 : Enseignes sur façades

I - Enseignes à plat

Elles se conforment au règlement national de publicité.

II - Enseignes perpendiculaires

Une seule enseigne est autorisée par voie bordant l'établissement signalé.

Elle est implantée uniquement en rez-de-chaussée et dans le prolongement des éventuelles enseignes bandeaux.

Sa hauteur est inférieure ou égale à 0,50 mètre et la saillie inférieure ou égale à 0,60 mètre, attaches comprises.

Les caissons sont interdits.

Pour les établissements multiservices, 2 enseignes perpendiculaires sont autorisées par voie bordant l'établissement, de manière à y regrouper l'ensemble des activités signalées.

Article E.3.3 : Enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface est inférieure ou égale à 6 m².

Article E.3.4 : Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines

Leur surface cumulée est inférieure ou égale à 0,70 mètre carré.

Article E.3.5 : Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu

Elles sont interdites.

Article E.3.6 : Enseignes numériques situées à l'extérieur des vitrines

Elles sont interdites.

Hors agglomération

Article E.4.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond à l'ensemble des secteurs hors agglomérations.

Article E.4.2 : Enseignes

Les enseignes suivent les prescriptions de la zone 3.

GLOSSAIRE

Agglomération (Article R.110-2 du Code de la route) :

Espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde.

Auvent :

Avancée en matériaux durs, en général à un seul pan, en saillie sur un mur, au-dessus d'une ouverture ou d'une devanture. Lorsqu'il est vitré, il prend le nom de marquise.

Baie :

Toute ouverture de fonction quelconque pratiquée dans un mur de bâtiment (porte, fenêtre, vitrine, etc.)

Les ouvertures obturées par des briques de verre ne constituent pas des baies.

Bandeau (de façade) :

Bande horizontale située entre le bord supérieur des ouvertures de la devanture et la corniche séparant le rez-de-chaussée du premier étage ou de l'entresol d'un immeuble.

Caisson lumineux

Structure rigide avec façades translucides comportant un dispositif intérieur d'éclairage

Chantier :

Période qui court de la déclaration d'ouverture de chantier au dépôt de la déclaration d'achèvement de travaux.

Chevalet :

Préenseigne ou publicité installée directement sur le sol généralement devant un magasin.

Clôture :

Construction non maçonnée destinée à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Clôture aveugle :

Clôture pleine, ne comportant pas de partie ajourée.

Clôture non aveugle :

Clôture constituée d'un grillage ou d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Colonne culturelle :

Les colonnes porte-affiches ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles.

Composition :

Disposition organisée et harmonieuse des diverses parties d'un ensemble architectural.

Devanture :

Revêtement de la façade d'une boutique. Elle est constituée d'un bandeau de façade, de piliers d'encadrement et d'une vitrine.

Dispositif publicitaire :

Dispositif dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité quel qu'en soit le mode.

Droit (d'une façade) :

Partie de terrain située devant une façade, perpendiculaire à celle-ci.

Enseigne :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne éclairée :

Enseigne éclairée par spots, caisson, projection.

Enseigne lumineuse :

Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet. (néons, lettres lumineuses, écran vidéo, journal défilant...)

Enseigne temporaire :

Enseigne signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois.

Face (d'un panneau publicitaire)

Surface plate verticale supportant l'affiche.

Un dispositif scellé au sol peut être « double-face ».

Façade aveugle :

Murs des bâtiments ne comportant aucune baie ou des jours de souffrance de surface inférieure à 0,5 mètre carré.

Lambrequin :

Bandeau d'ornement en bois ou en tôle ajourée, disposé en partie supérieure des marquises, des baies...

Il désigne également la partie tombante en partie basse d'un store de toile.

Marquise :

Auvent vitré composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitrine.

Mobilier urbain publicitaire :

Mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité, visés par les articles R.581-42 à 47 du code de l'environnement. Il s'agit :

- des abris destinés au public : particulièrement les usagers des services de transport de voyageurs, autobus ou taxis.
- des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial.
- des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel.
- des mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives.
- des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local.

Mur de clôture :

Ouvrage maçonné destiné à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Ouverture de surface réduite :

Ouvertures dont la surface est inférieure à 0,5 mètre carré.

Palissade de chantier :

Clôture provisoire constituée de panneaux pleins et masquant une installation de chantier.

Préenseigne :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Préenseigne dérogatoire :

Par dérogation à l'interdiction de la publicité hors agglomération, peuvent être signalées de manière harmonisée par des préenseignes certaines activités :

- monuments historiques ouverts à la visite ;
- activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- à titre temporaire, les opérations et manifestations culturelles exceptionnelles.

Préenseigne temporaire :

Préenseigne signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- pour plus de trois mois, des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que la location ou la vente de fonds de commerce.

Projection ou transparence (éclairage par) :

La source lumineuse ne participe pas directement à la publicité. Elle l'éclaire lorsque la luminosité est trop faible.

Publicité :

Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Publicité de petit format :

Publicité intégrée dans les devantures commerciales au sens de l'article L.581-8-III du code de l'environnement.

Publicité lumineuse :

Publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet. Exemple, néons sur les toits, écrans vidéo.

Les dispositifs publicitaires supportant des affiches éclairées par projection ou transparence sont considérés comme des publicités lumineuses mais sont assujettis au régime de la publicité non-lumineuse, en application du dernier alinéa de l'article R.581-34 du Code de l'environnement.

Publicité sur mur :

Le dispositif est implanté sur un mur aveugle, il ne dépasse pas du mur, il reste sous la ligne d'égout du toit, il est à plus de 0,50 m du sol, sa saillie du nu du mur est inférieure à 0,25 m.

Scellé au sol :

Se dit d'une publicité, d'une enseigne ou d'une préenseigne ancrée dans le sol au moyen d'un scellement durable (béton par exemple).

Surface de la publicité hors mobilier urbain :

Surface hors-tout indiquée dans les documents réglementaires, comprenant l'encadrement du dispositif publicitaire.

Surface de la publicité sur mobilier urbain :

Surface indiquée dans les documents règlementaires, correspondant à la surface de l'affiche ou de l'écran, dite « surface utile ».

Surface d'un mur :

Face externe, apparente du mur.

Surface utile :

Surface d'un dispositif publicitaire affectée à l'affiche ou à l'écran.

Surface totale :

Surface hors-tout qui englobe l'encadrement.

Temporaire ;

Dispositif installé à l'occasion d'un événement exceptionnel tel que défini par le code de l'environnement : opération commerciale, culturelle, immobilière. S'oppose à « fixe ».

Toiture-terrasse :

Toiture dont la pente est inférieure à 15%.

Totem :

Dispositif scellé au sol dont la hauteur est supérieure à la largeur.

Unité foncière :

Parcelle ou ensemble des parcelles cadastrales adjacentes appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Unité urbaine :

Terme statistique défini par l'INSEE désignant une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Véhicules utilisés ou équipés à des fins essentiellement publicitaires :

Véhicules exclusivement aménagés pour constituer un support de publicité ou, étant aménagés pour un autre usage, sont détournés de cet usage normal à des fins publicitaires. Les véhicules des services de transport public de voyageurs ne sont pas des véhicules utilisés ou équipés à des fins essentiellement publicitaires.

Vitrine :

Baie vitrée d'un local commercial.

Espace aménagé derrière cette baie où sont exposés les produits.



RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPI)

ANNEXES AU RÈGLEMENT

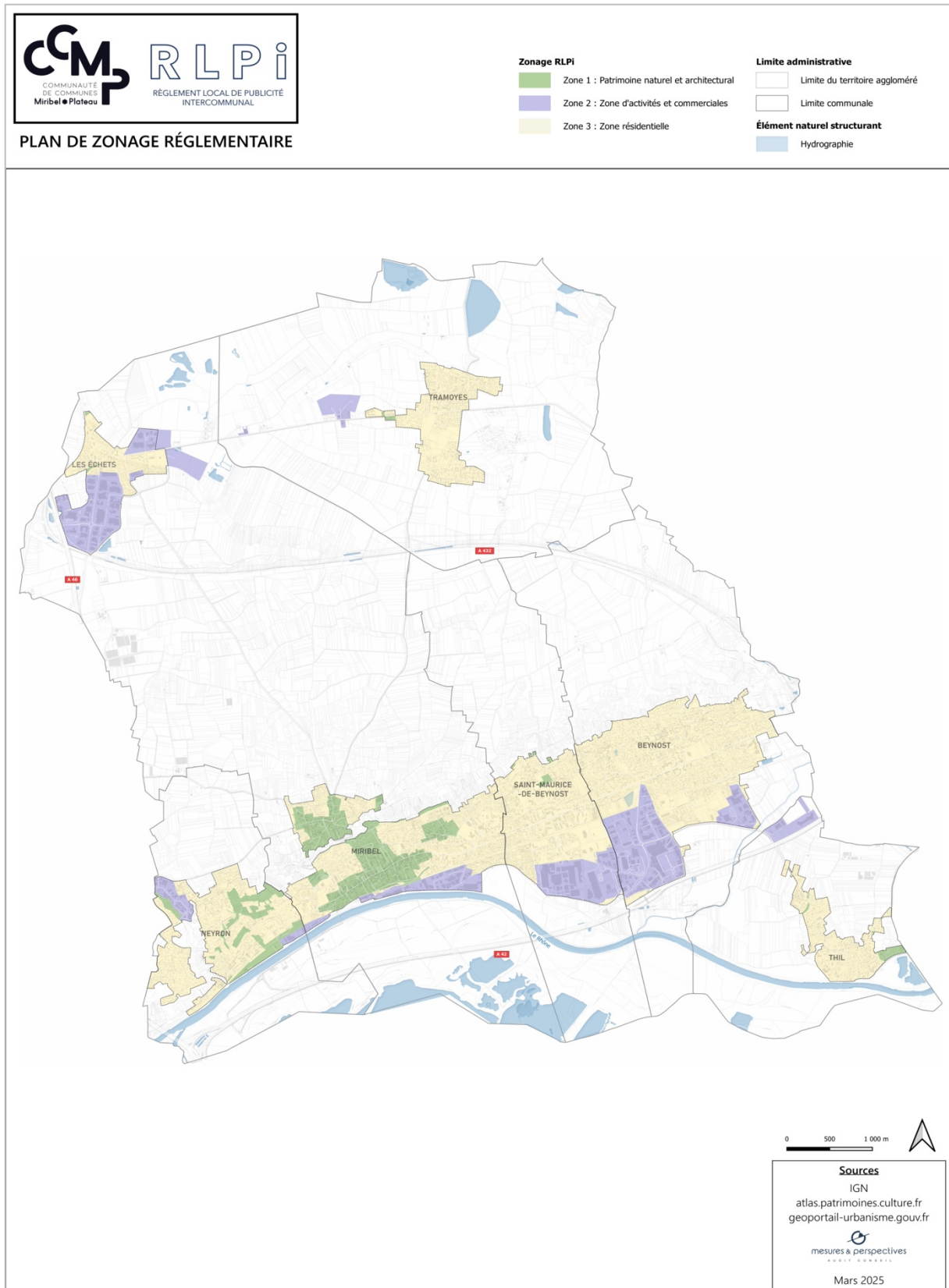
NOVEMBRE 2025

SOMMAIRE

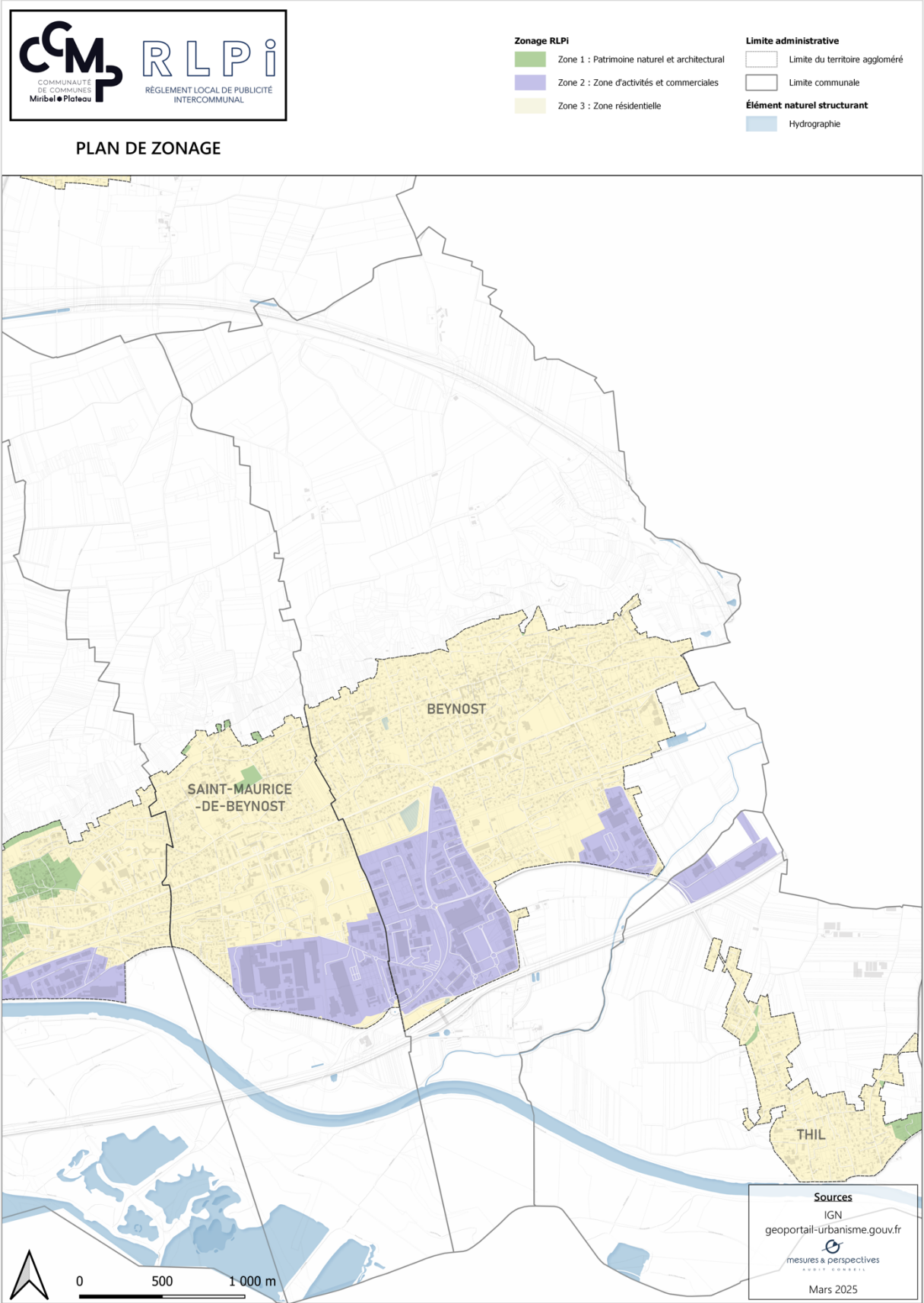
ZONAGE RÉGLEMENTAIRE	3
Plan général	3
Plan de zonage de Beynost	4
Plan de zonage de Miribel	5
Plan de zonage de Neyron.....	6
Plan de zonage de Saint-Maurice-de-Beynost	7
Plan de zonage de Thil	8
Plan de zonage de Tramoyes.....	9
ARRÊTÉS MUNICIPAUX ET PLANS FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMÉRATION.....	10
Beynost	10
Miribel	14
Neyron.....	17
Saint-Maurice-de-Beynost	25
Thil	28
Tramoyes.....	34
SECTEURS AGGLOMÉRÉS	36
Plan général	36
Plan de Beynost	37
Plan de Miribel	38
Plan de Neyron.....	39
Plan de Saint-Maurice-de-Beynost	40
Plan de Thil	41
Plan de Tramoyes.....	42

ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Plan général



Plan de zonage de Beynost



Plan de zonage de Miribel



PLAN DE ZONAGE

Zonage RLPi

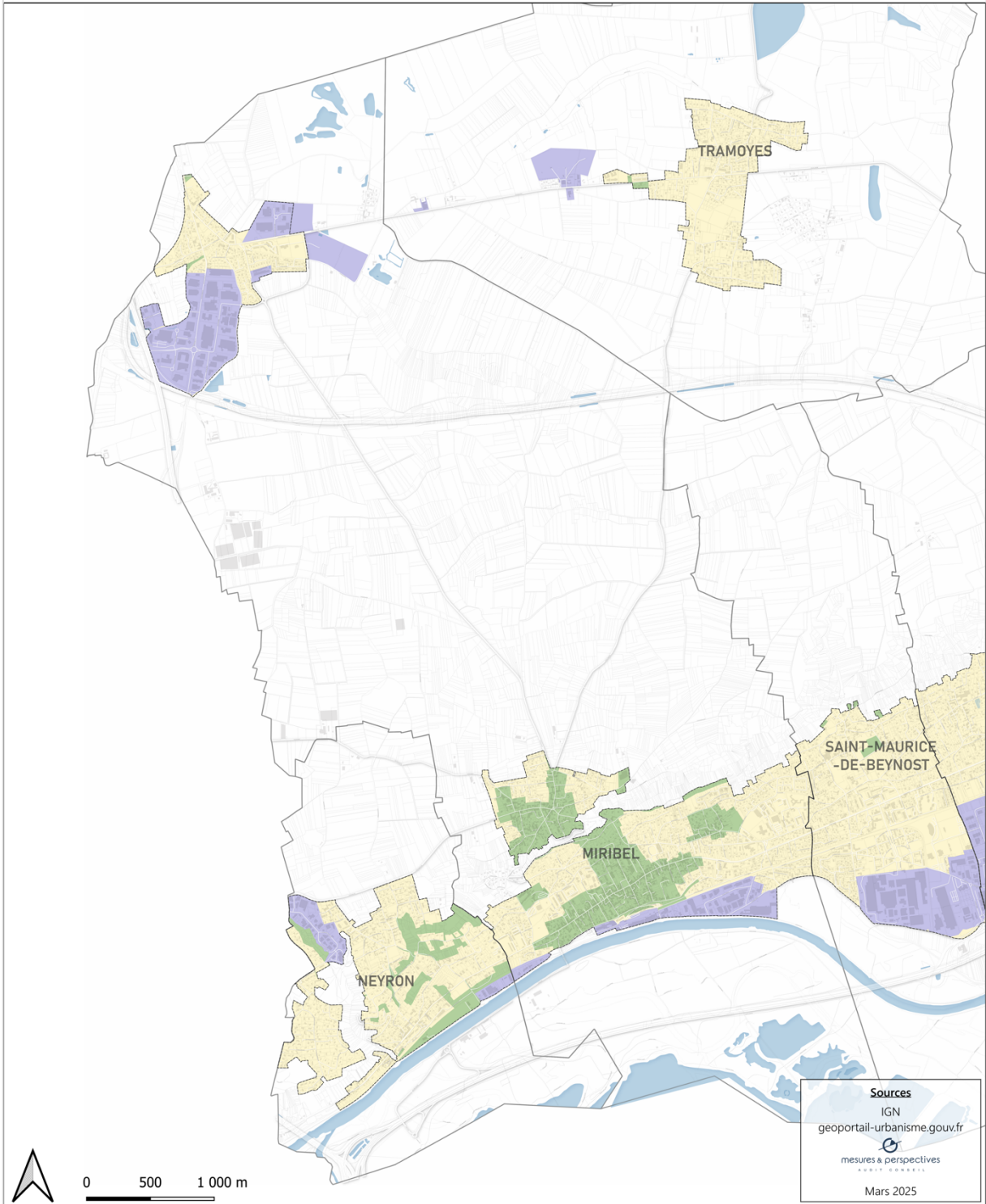
- Zone 1 : Patrimoine naturel et architectural
- Zone 2 : Zone d'activités et commerciales
- Zone 3 : Zone résidentielle

Limite administrative

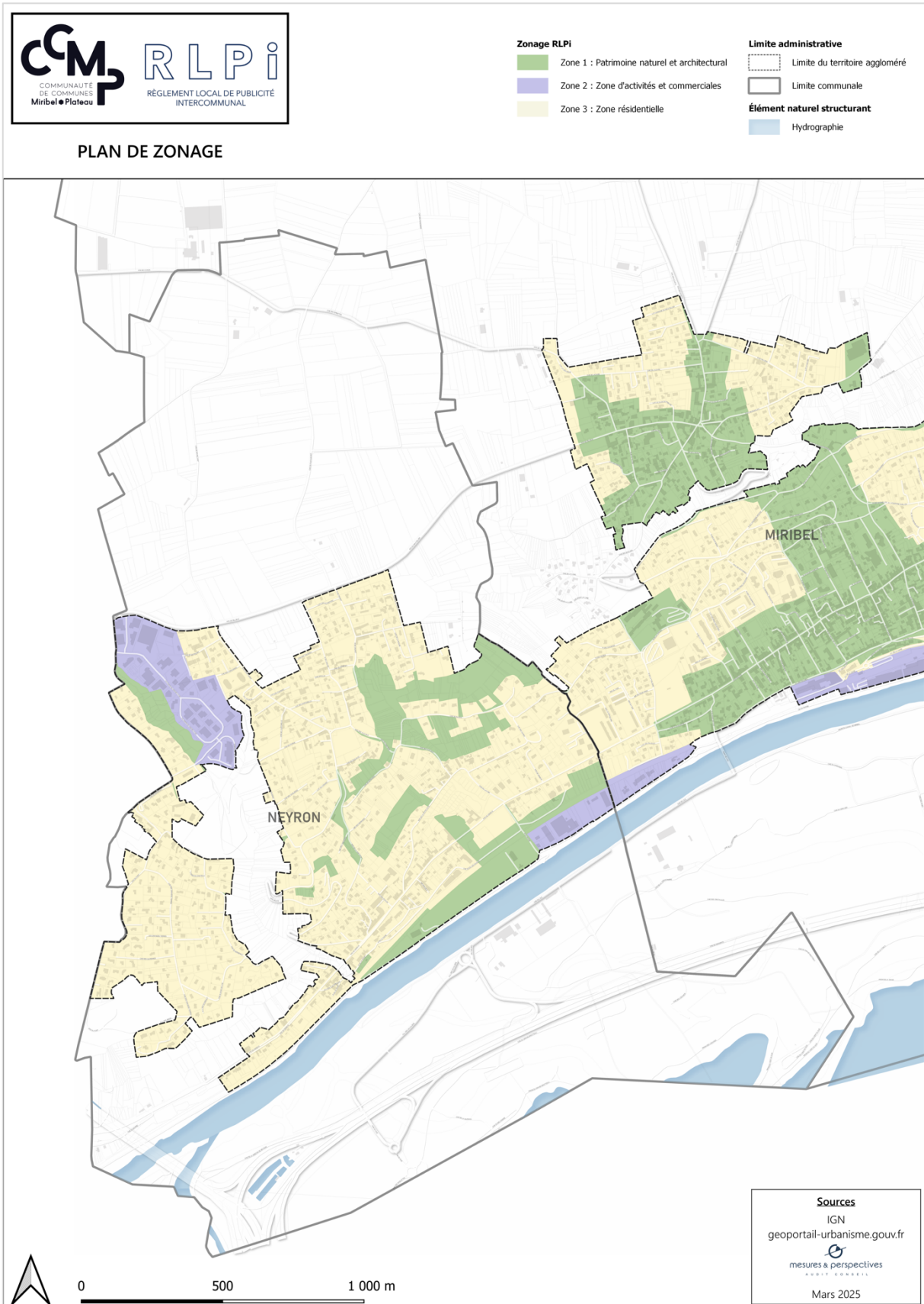
- Limite du territoire aggloméré
- Limite communale

Élément naturel structurant

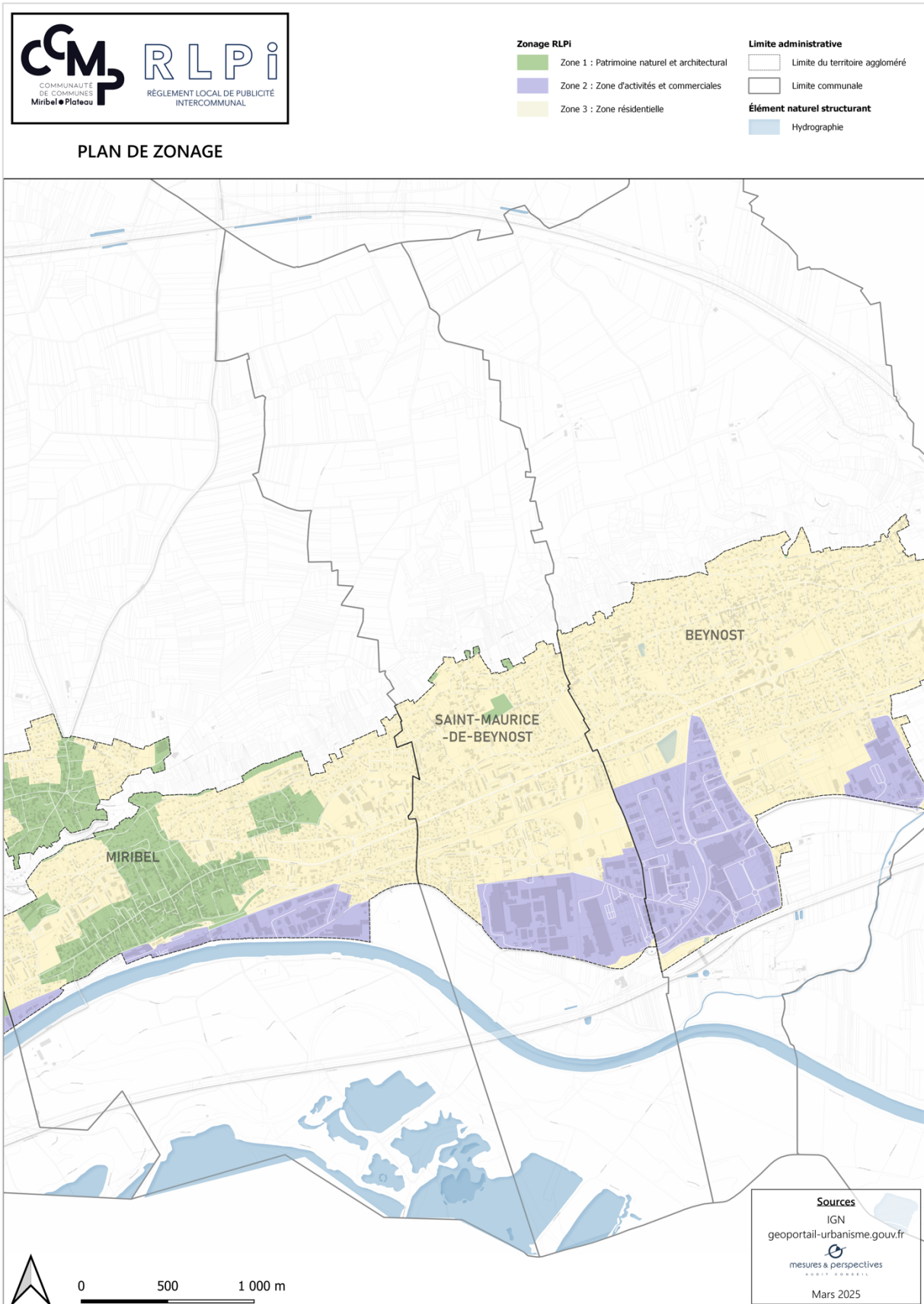
- Hydrographie



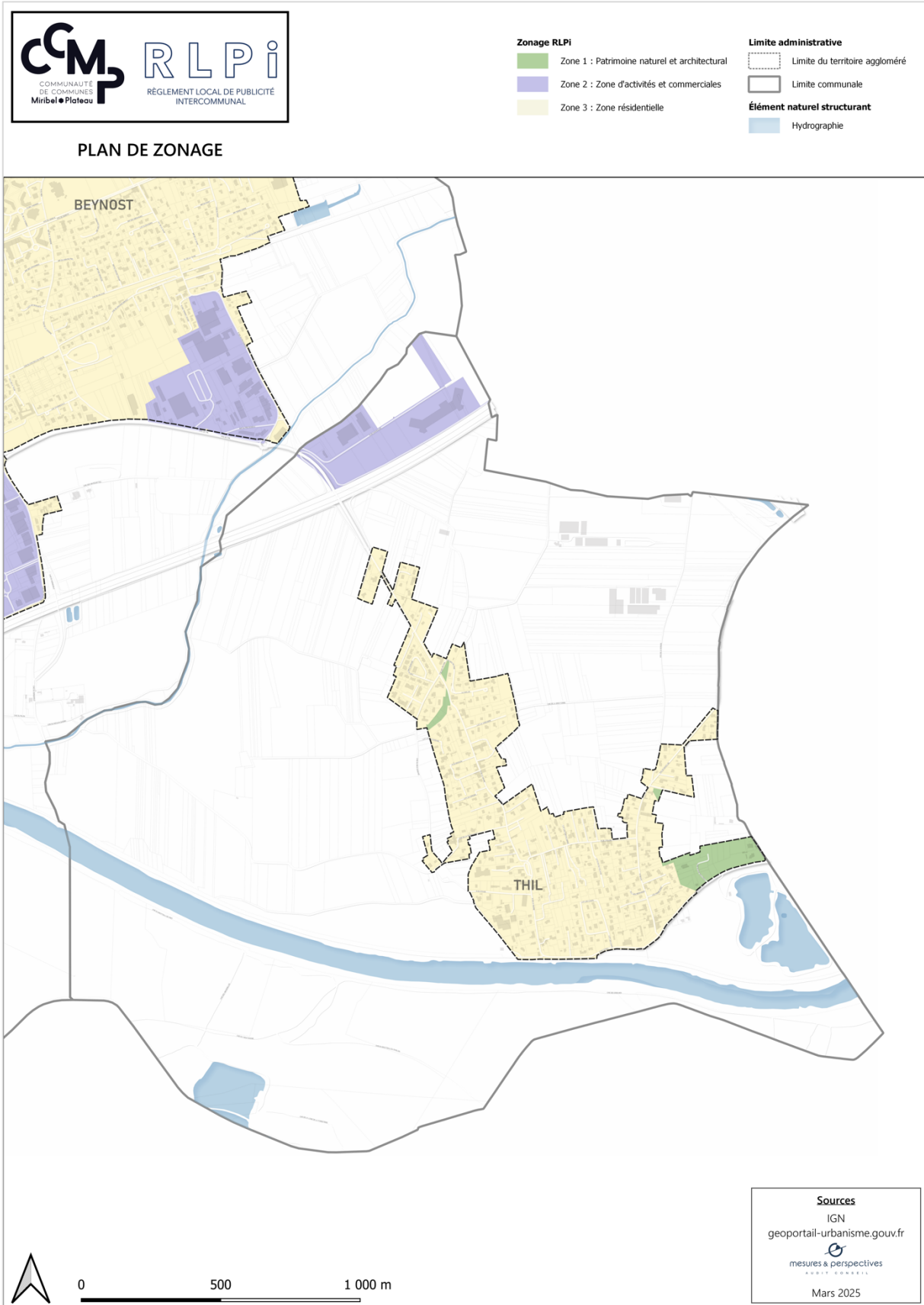
Plan de zonage de Neyron



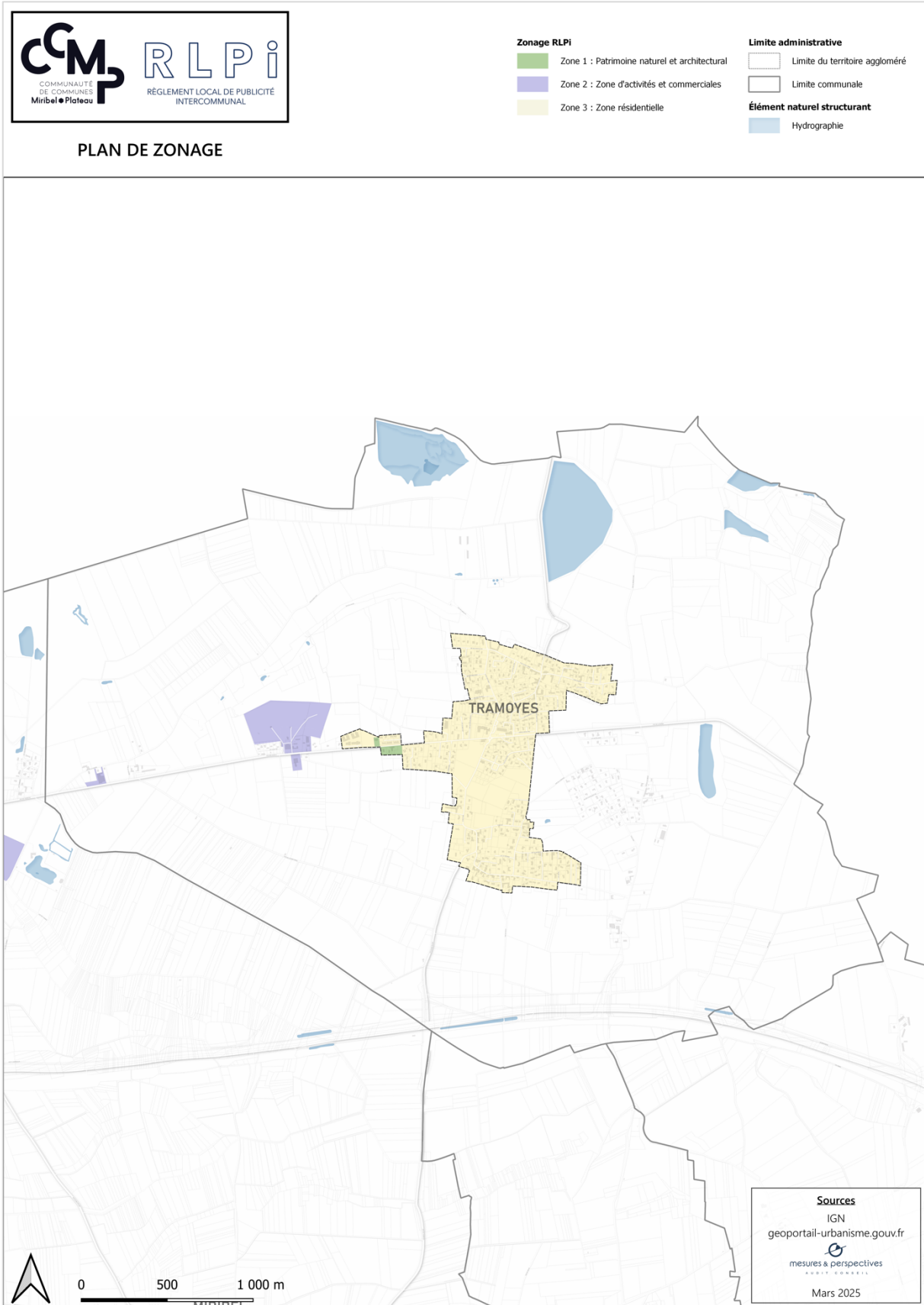
Plan de zonage de Saint-Maurice-de-Beynost



Plan de zonage de Thil



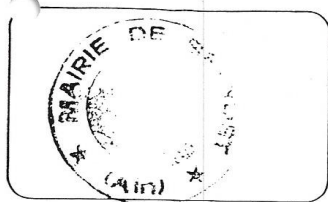
Plan de zonage de Tramoyes



ARRÊTÉS MUNICIPAUX ET PLANS FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMÉRATION

Beynost

33/34



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Vu à l'arrivée du courrier
20 OCT. 1993
MAIRIE DE BEYNOST
N° 3803

Modification des limites d'agglomération

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de BEYNOST

VU les articles L131.1, L131.2, L131.3 et L131.4 du Code des Communes,

VU les articles R44 et R225 du Code de la Route,

VU l'article R26 paragraphe 15 du Code Pénal,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi n° 82.623 du 22 Juillet 1982,

CONSIDÉRANT qu'il convient de revoir la définition des limites de l'agglomération de BEYNOST,

PRÉFECTURE de l'AIN
DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION
3^e Bureau

ARRETE

BOURG-en-BRESSE (Ain)

Reçu le

18 OCT 1993



ARTICLE 1 : L'arrêté municipal du 26 Juin 1956 approuvé par Monsieur le Préfet de l'Ain, fixant les limites de l'agglomération de BEYNOST est abrogé.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération sont fixées comme suit :

- RN 84 PR 6+140 (confondu avec la limite d'agglomération de ST MAURICE DE BEYNOST)
PR 8+310

VC N° 33u PR 0+765 (ex RD 61B)

VC N° 36 PR 0+410(Grande montée)

ARTICLE 3 : Le déplacement de la signalisation existante sera effectué par la Direction Départementale de l'Équipement, Subdivision de la Cotière.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mr le Directeur Départemental de l'Équipement à BOURG EN BRESSE,

- Mr le Lieutenant Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Ain à BOURG EN BRESSE,

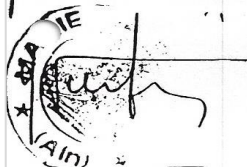
certifie que le présent

é et

21 OCT 1993

les règlements en vigueur.

Chacun chargé en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

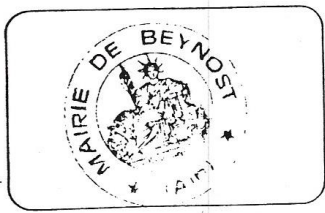


PRÉFECTURE DE L'AIN
REÇU LE 14 OCT. 1993

BEYNOST le 18 Octobre 1993

LE MAIRE

N° 88/20



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Vu à l'arrivée du courrier
- 9 SEP. 1988
MAIRIE DE BEYNOST
N° 3966

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de BEYNOST,

VU les dispositions du Code Municipal,

VU les prescriptions du Code de la Route, notamment les articles R 44 et R 225,

VU l'arrêté interministériel du 24 septembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroute, notamment l'article 10,

VU l'arrêté municipal du 26 juin 1956 portant fixation des limites d'agglomération de BEYNOST, Considérant que l'évolution de l'urbanisme de long de la RD.61B nécessite une nouvelle définition des limites d'agglomération de Beynost.

OBJET :

Modification des limites d'agglomération sur la voie expresso reliant RN 84 et l'A. 42.

certifie que le présent arrêté a été pris le 9 septembre 1988 en les règlements en vigueur

ARRÊTÉ

Signature of the Mayor
MAIRIE DE BEYNOST

Article 1 : L'arrêté municipal du 26 juin 1956 est complété comme suit :

. agglomération de BEYNOST : voie sur la RD.61B au PK 1,076 (au lieu de 0,445).

Article 2 : La limite sera matérialisée par l'implantation de la signalisation réglementaire qui sera mise en place sous le contrôle de la D.D.E.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

. Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement à BOURG ;

. Monsieur le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie à BOURG ;

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

Fait à Beynost, le 13 juillet 1988

LE MAIRE,
Signature
Y. VOISTIN

PRÉFECTURE de l'AIN
DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION
3^e Bureau
BOURG-en-PRESSE (Ain)

Reçu le 18 JUIL. 1988



PRÉFECTURE DE L'AIN
RECU le 18 JUIL. 1988

DÉPARTEMENT
AIN
CANTON
MONTLUEL
COMMUNE
BEYNOST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° _____

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de BEYNOST

Vu les dispositions du Code Municipal,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 1
et R 44,

Vu l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 relatif
à la signalisation des routes et autoroutes notamment l'article
10,

Considérant l'évolution de l'urbanisation le long de la
R.N. 84,

ARRÊTONS

ARTICLE 1. L'arrêté municipal du 26 Juin 1956 fixant les limites
d'agglomération de la Commune de BEYNOST est modifié comme suit :

- sur la R.N.84, il n'existera plus qu'une seule agglomération
dite de BEYNOST
dont l'origine sera au P.K. 9,080
et la fin au P.K.11,380.

ARTICLE 2 - La signalisation de la présente réglementation sera
mise en place par la Direction Départementale de l'Équipement aux
frais de la Commune de BEYNOST.

ARTICLE 3 - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'EQUIPEMENT à BOURG EN BRESSE,
- Mr le Lieutenant Colonel commandant le groupement de Gendar-
merie de l'Ain à BOURG EN BRESSE.

Mr le Garde champêtre de BEYNOST le

Dix Février 1977

Chargés d'en assurer l'exécution.



Alpha

Mod. 20003

Berger-Levrault, Nancy



Miribel



Arrêté Municipal

de Miribel;
la loi du 28 Avril
1952;
10 Août 1952 de N.

communal, en date
le Préfet le 26 Mars

Municipal en date
juin 1955, fixant
le personnel communal;
2 du budget primitif
le salaire des gens

ments de titulaires
libération du conseil
approuvé le 4 mars 1953,
Août 1955, visé par
nommant M^{me}
stagiaire de 7^e classe
du 1^{er} octobre 1955;
ce donne toute satis-
travail;

nie Martelin René
à Beynost (Ain),
le service à l'école
7^eème classe de cet
1956.

ter de sa date de
muel de 131.000 francs
ités votées par le

nt arrêté sera adressé.

tobre 1956.

N: 289
Fixation des
limites des
agglomérations

Préfecture de l'Ain 1^{er} Division 2^e Bureau
visé et approuvé
le 17 octobre 1956
le Préfet
le Secrétaire Général délégué,
Signé: Miribel

Le Maire de la commune de Miribel;
Vu l'article 44 du décret n° 54-724 du 10 juillet
1954, portant règlement général sur la Police
de la circulation routière;
Vu l'article 10 de l'arrêté interministériel du
22 juillet 1954;

Arrête:

Article 1^{er} - Les limites des agglomérations de la
commune de Miribel, sont fixées comme suit:
Agglomérations dite: "Miribel" - "Vancia" - "Les Escals"

Sur R.N.	83	Rue Jacquin	P.K.	4.540
d°	83	Rue Gérard	P.K.	5.060
d°	83	Immeuble Charbonnier	P.K.	8.910
d°	83	d° Decôte	P.K.	9.525
d°	84	d° Puyot	P.K.	5.327
d°	84	d° Scherrer	P.K.	5.580
Sur C.D	38	Angle mur est, Kerle Blanc	P.K.	10.890
d°	71	Immeuble Salmona	P.K.	1.160
d°	71	d° Garde	P.K.	2.735
d°	71	d° Penard	P.K.	3.320
d°	71 A	d° Manigot	P.K.	0.415
d°	71 A	d° Pontet	P.K.	5.550
d°	71 I	d° Penard	P.K.	0.243
d°	82	A hauteur de la mare	P.K.	35.088

Sur V.O	4	Rue du cimetière		
d°	6	Angle 1 ^{er} coté de la canal	P.K.	
d°	7	Bifurcation V.O.7 et V.O.7 embranchement		
d°	8	Plot Clerc		
d°	14	Immeuble Gauthier-Tinat		
d°	14	Rue Sabran		

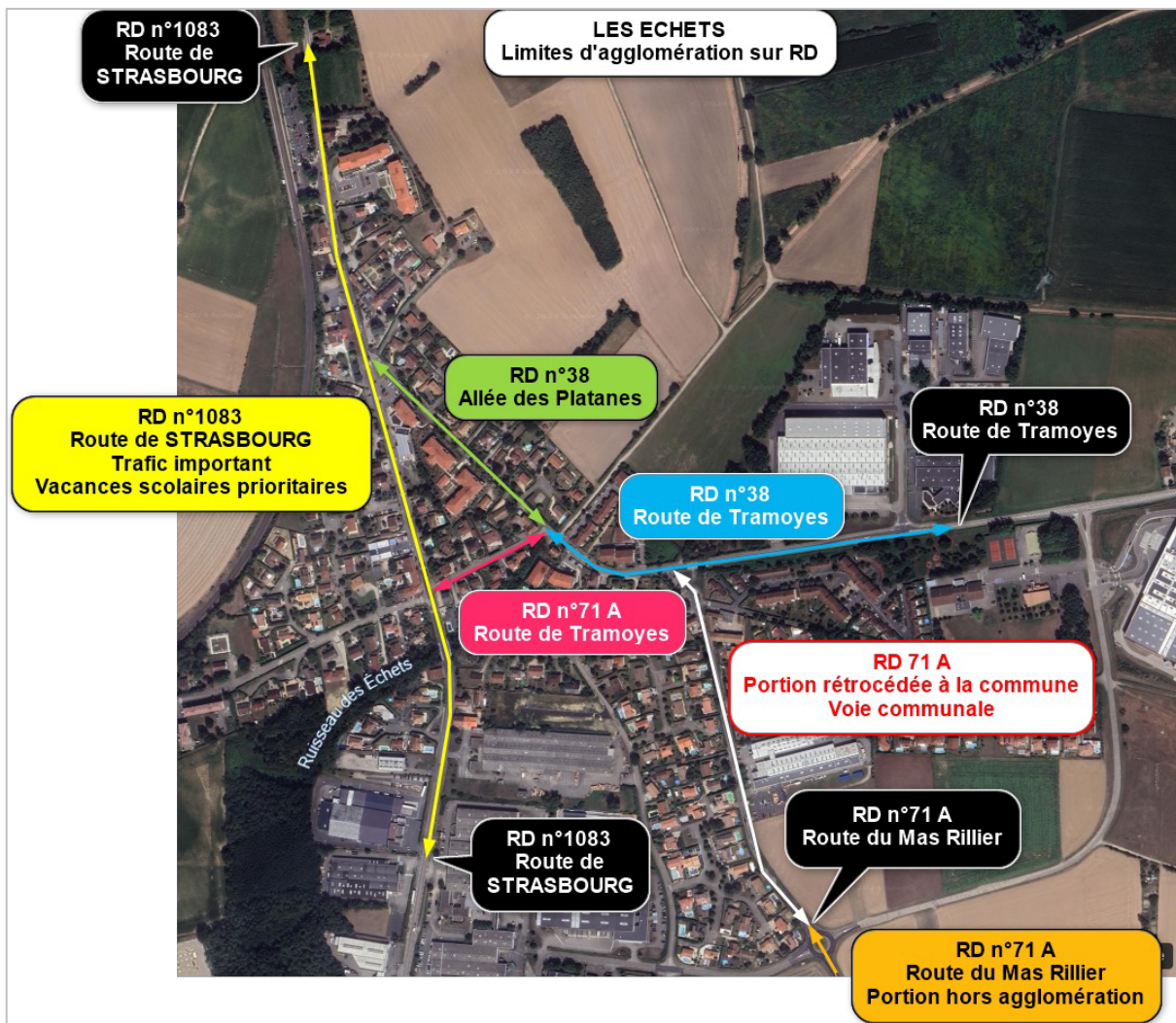
Rural Immeuble Chabeaut.

Article 2. - Le présent arrêté, qui a été élaboré en
accord avec le service des Ponts et Chaussées, sera
soumis à l'approbation de N. le Préfet.

Miribel, le 1^{er} octobre 1956.

Le Maire,





Neyron

DEPARTEMENT DE L'AIN
ARRONDISSEMENT DE TRÉVOUX
CANTON DE MONTLUEL
MAIRIE DE NEYRON
TELEPHONE (7) 855-33-25

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Extrait du Registre des Arrêtés du Maire

N°

Le Maire de la commune de Neyron,

VU les dispositions du Code Municipal,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 1 et R 44,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1987 relatif à la signalisation des routes et autoroutes notamment l'article 10,

CONSIDERANT que l'évolution de l'urbanisation dans la Commune de NEYRON nécessite une nouvelle définition des limites de l'agglomération de NEYRON.

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté se substitue à celui du 20 juin 1979.

Article 2 : Les limites d'agglomération de la Commune de NEYRON sont fixées comme suit :

Agglomération dite "NEYRON"

R.N 84 - PR O.544 (P.K 3,574) limite zone UB du P.O.S
- PR 2.330 (P.K 5,360)
C.D 71 H - P.K 2.120

Agglomération dite "NEYRON - Hameau de St Didier"

C.D 71 H - P.K 0.323
C.D 71 H - P.K 0.640
V.C N° 13u - Rue de l'Eglise - à 40 m de l'axe du CD 71
V.C N° 14u - Chemin de Cropet - à 20 m de l'axe du CD 71

Agglomération dite "NEYRON-Hameau de Sermenaz"

CD 71 B P.K 0.803

Article 3 : La signalisation de la présente réglementation sera mise en place par la Direction Départementale de l'Equipement, aux frais de la Commune de NEYRON.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté à :

- Mr le Directeur Départemental de l'Equipement à BOURG en BRESSE.
- Mr le Lieutenant-Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'AIN à BOURG en BRESSE.
- Mr l'Agent de Police de NEYRON chargés d'en assurer l'exécution

Je certifie que le présent acte a été notifié ou publié selon les règlements en vigueur.

Le Maire



Le Maire

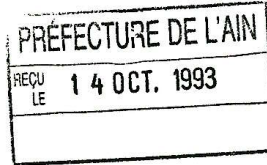


Extrait du Registre des Arrêtés du Maire

N°

Le Maire de la commune de Neyron,

**Définition des limites
de l'agglomération de
NEYRON**



Le Maire de la Commune de NEYRON,

Vu les articles L 131.1, L 131.2, L 131.3 et L 131.4 du Code des
Communes,

Vu les articles R 44 et R 225 du Code de la Route,

Vu l'article R 26 paragraphe 15 du Code Pénal,

Vu la loi N° 82.213 du 2 Mars 1982 modifiée par la loi N° 82.623 du
22 juillet 1982,

Considérant qu'il convient de revoir la définition des limites de
l'agglomération de NEYRON,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté municipal du 5 Décembre 1988 approuvé par
Monsieur le Préfet de l'AIN, fixant les limites de l'agglomération de
NEYRON est abrogé.

Article 2 : Les limites de l'agglomération sont fixées comme suit

- RN 84 - PR 0+544
- PR 2+180
- RD 71 H - PR 0+065
- PR 0+700
- PR 2+120
- RD 71 B - PR 0+803
- VC 13 U - PR 0+030
- VC 14 U - PR 0+350

Article 3 : Le déplacement de la signalisation existante sera
effectué par la Direction Départementale de l'Équipement,
Subdivision de la Cotière.

D.P.A.

.../...

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mr le Directeur Départemental de l'Equipeement à BOURG EN BRESSE,
- Mr le Lieutenant Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'AIN à BOURG EN BRESSE,

chacun chargé en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

Neyron, le 5 Octobre 1993

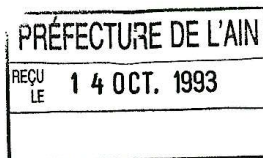
Le Maire

Je certifie que le présent acte
a été notifié ou publié selon
les règlements en vigueur.

Le Maire



PRÉFECTURE de l'AIN
DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION
3^e Bureau
BOURG-en-BRESSE (AIN)
Reçu le 11.8 OCT 1993



DEPARTEMENT DE L'AIN

ARRONDISSEMENT DE BOURG

CANTON DE MIRIBEL

MAIRIE DE NEYRON

TELEPHONE : 04.78.55.33.25
FAX : 04.78.55.37.76

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGITRE DES
ARRETES DU MAIRE**

Le Maire de la Commune de NEYRON,

OBJET :

Limites d'agglomération

Le Maire,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et L 2213-2,

VU le Code de la Route, notamment ses articles R 1, R 44 et R 225,

VU le Code Pénal, notamment son article R 610-5.

CONSIDERANT l'extension de l'urbanisation et les aménagements réalisés, il convient de revoir la définition des limites d'agglomération de NEYRON.

ARRETE

Article 1 :

RN 84	⇒	PR 0 + 544
	⇒	PR 2 + 360
RD 71H	⇒	PR 0 + 065
	⇒	PR 0 + 700
	⇒	PR 2 + 120
VC 32U	⇒	PR 0 + 803
VC 13U	⇒	PR 0 + 030
VC 14U	⇒	PR 0 + 350

Article 2: L'arrêté municipal du 5 octobre 1993 fixant les limites d'agglomération de NEYRON est abrogé.

Article 3: Le déplacement de la signalisation existante sera effectué par la Direction Départementale de l'Équipement – Subdivision de la Côtière – MIRIBEL.

Article 4: Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mr le Préfet du département de l'Ain.
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement du département de l'Ain.
- Monsieur le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de l'AIN.
- Monsieur le Chef de la Subdivision de l'Équipement de la Côtière.

Je certifie que le présent acte
a été notifié ou publié selon
les dispositions en vigueur.

Le Maire



[Handwritten signature]

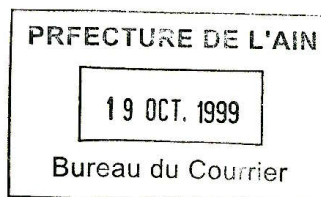
Fait à NEYRON, le 16 Octobre 1999

Le Maire



[Handwritten signature]

Pierre MARCELLIN



DEPARTEMENT DE L'AIN

ARRONDISSEMENT DE BOURG

CANTON DE MIRIBEL

MAIRIE DE NEYRON

TELEPHONE : 04.78.55.33.25

FAX : 04.78.55.37.76

OBJET :

Déplacement d'agglomération
Sur la RD 71.

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGITRE DES
ARRETES DU MAIRE

Le Maire de la Commune de NEYRON,

VU le Code de la Route,
VU le Code Général des Collectivités Locales, notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et L 2213-2,
VU le Code Pénal, notamment son article R 610-5,
VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,
VU la Loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative au droits et libertés des Communes des Départements et Régions,
VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
VU l'abrogation de l'arrêté du 11 septembre 2007 et les modifications des PR,

CONSIDERANT l'extension de l'urbanisation, les problèmes de sécurité routière et la multiplication des carrefours non aménagés sur la RD 71,

ARRETE

Article 1 : Sur la RD 71 il est instauré une limite d'agglomération de NEYRON du PR 3 + 680 au PR 4 + 390.

La vitesse réglementaire maximale sur cette section en agglomération est fixée à 70 km/H.

Article 2 : La fourniture des panneaux correspondant sera à la charge de la commune mais leur pose sera effectuée par le Conseil Général, agence Dombes Plaine de l'Ain.

Article 3 : Copie du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de l'Ain.
- Monsieur le Président du Conseil Général de l'Ain.
- Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Ain.
- Monsieur le Responsable de l'agence Dombes Plaine de l'Ain à La Boisse.

Fait à NEYRON, le 25 septembre 2007.

Le Maire


André GADIOLET



DEPARTEMENT DE L'AIN

ARRONDISSEMENT DE BOURG

CANTON DE MIRIBEL

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGITRE DES
ARRETES DU MAIRE

MAIRIE DE NEYRON

Le Maire de la Commune de NEYRON,

TELEPHONE : 04.78.55.33.25
FAX : 04.78.55.37.76

OBJET :
Déplacement d'agglomération
Sur la RD 71~~1~~

VU le Code de la Route,
VU le Code Général des Collectivités Locales, notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et L 2213-2,
VU le Code Pénal, notamment son article R 610-5,
VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,
VU la Loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des Communes des Départements et Régions,
VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

CONSIDERANT l'extension de l'urbanisation, les problèmes de sécurité routière existant sur la RD 71~~1~~

ARRETE

Article 1 : Sur la RD 71~~1~~ la limite d'agglomération existante au PR 2 + 100 est déplacée au PR 1 + 480.

Les autres limites d'agglomération existantes sur la RD 71 H (du PR 0 + 010 au PR 0 + 685) restent inchangées.

Article 2 : Le déplacement des panneaux d'agglomération correspondant sera effectué par le Conseil Général, agence Dombes Plaine de l'Ain.

Article 3 : Copie du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de l'Ain.
- Monsieur le Président du Conseil Général de l'Ain.
- Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Ain.
- Monsieur le Responsable de l'agence Dombes Plaine de l'Ain à La Boisse.

Fait à NEYRON, le 2 avril 2010.



Le Maire

André Gadiolet
André GADIOLET

Saint-Maurice-de-Beynost

Folio N°:



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Objet : Arrêté fixant les limites d'agglomération

U-2025-001

Le Maire de Saint-Maurice-de-Beynost,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de Saint Maurice de Beynost, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Nom de la voie	Repérage géographique (GPS)
Chemin des Combes (coté Saint Maurice de Beynost)	45°49'17.5"N 4°59'23.8"E
Chemin des Combes (coté Beynost)	45°49'17.5"N 4°59'23.2"E
Chemin du Pilon	45°49'15.8"N 4°59'20.8"E
Chemin des Bottes	45°49'51.4"N 4°59'12.1"E
Montée de la Paroche	45°50'16.7"N 4°58'33.9"E

Rue du Tronfou	45°50'12.2"N 4°59'01.7"E
Rue des Andrés	45°50'06.1"N 4°59'03.7"E
Rue Bêche Feve	45°49'57.1"N 4°59'08.3"E
Chemin de Saint Martin	45°49'56.4"N 4°58'22.0"E
Rue du Figuier	45°49'44.6"N 4°58'22.2"E
Avenue de Genève- RD 1084 (coté Beynost)	45°49'53.4"N 4°59'08.7"E
Avenue de Genève- RD 1084 (coté Miribel)	45°49'40.9"N 4°58'22.0"E
Chemin Noir	45°49'29.7"N 4°58'22.6"E

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Saint Maurice de Beynost, sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint Maurice de Beynost, Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

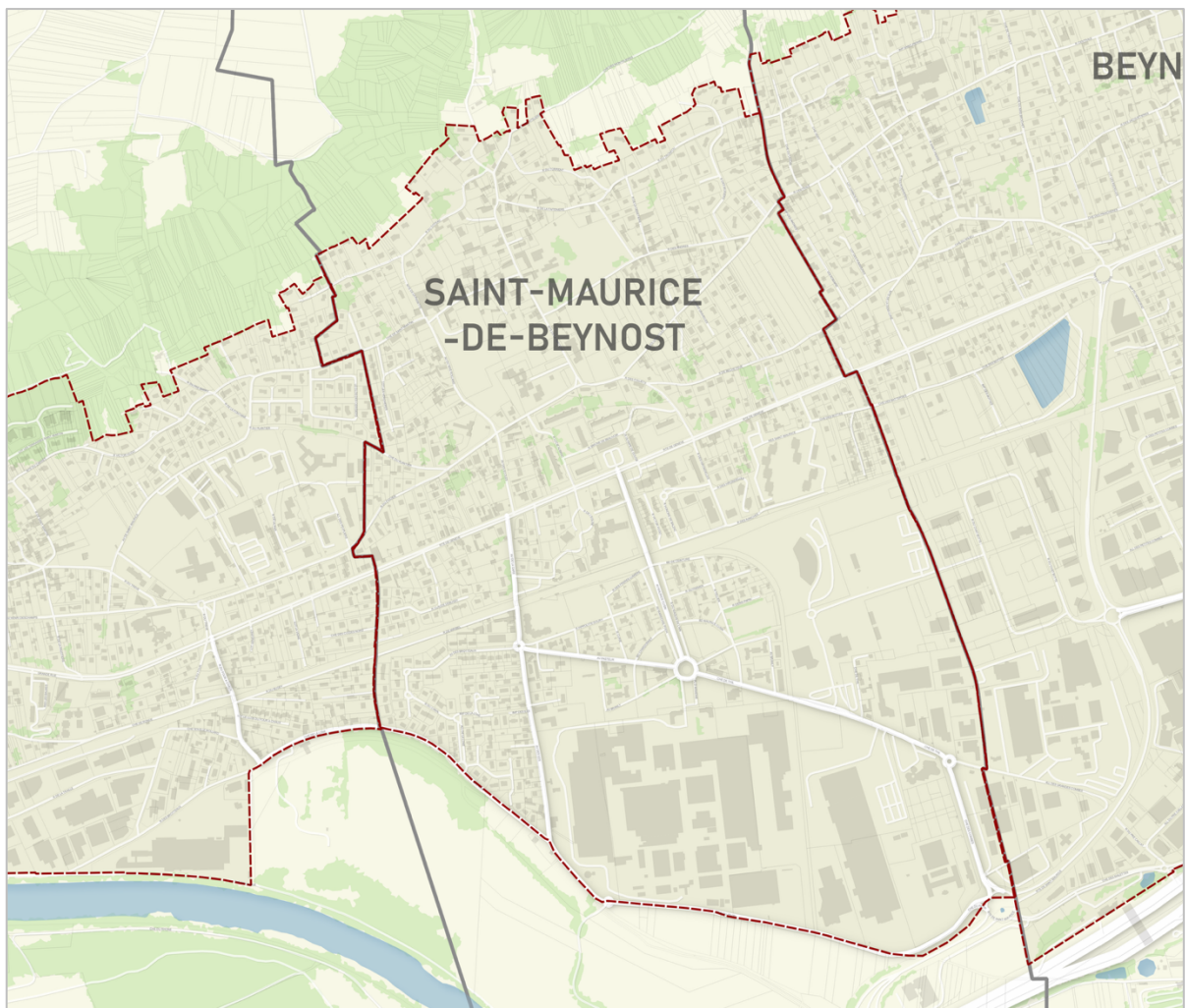
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville, Monsieur le Chef de service de police pluricommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Maurice de Beynost, le jeudi 27 février 2025.

Le Maire,

Pierre GOUBET





Thil

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMUNE DE THIL

LE MAIRE DE THIL, Valérie POMMAZ

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de Thil, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

	Nom de la voie	Repérage géographique (GPS)
	Route de Niévroz – D61b	45.814230, 5.032783
	Route de Montluel – D61A	45.819275, 5.030682
	Route de Beynost – D61B	45.824575, 5.014859
	Rue de Charolles – ZAC Actinove	45.827927, 5.011924

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Thil sont abrogées.

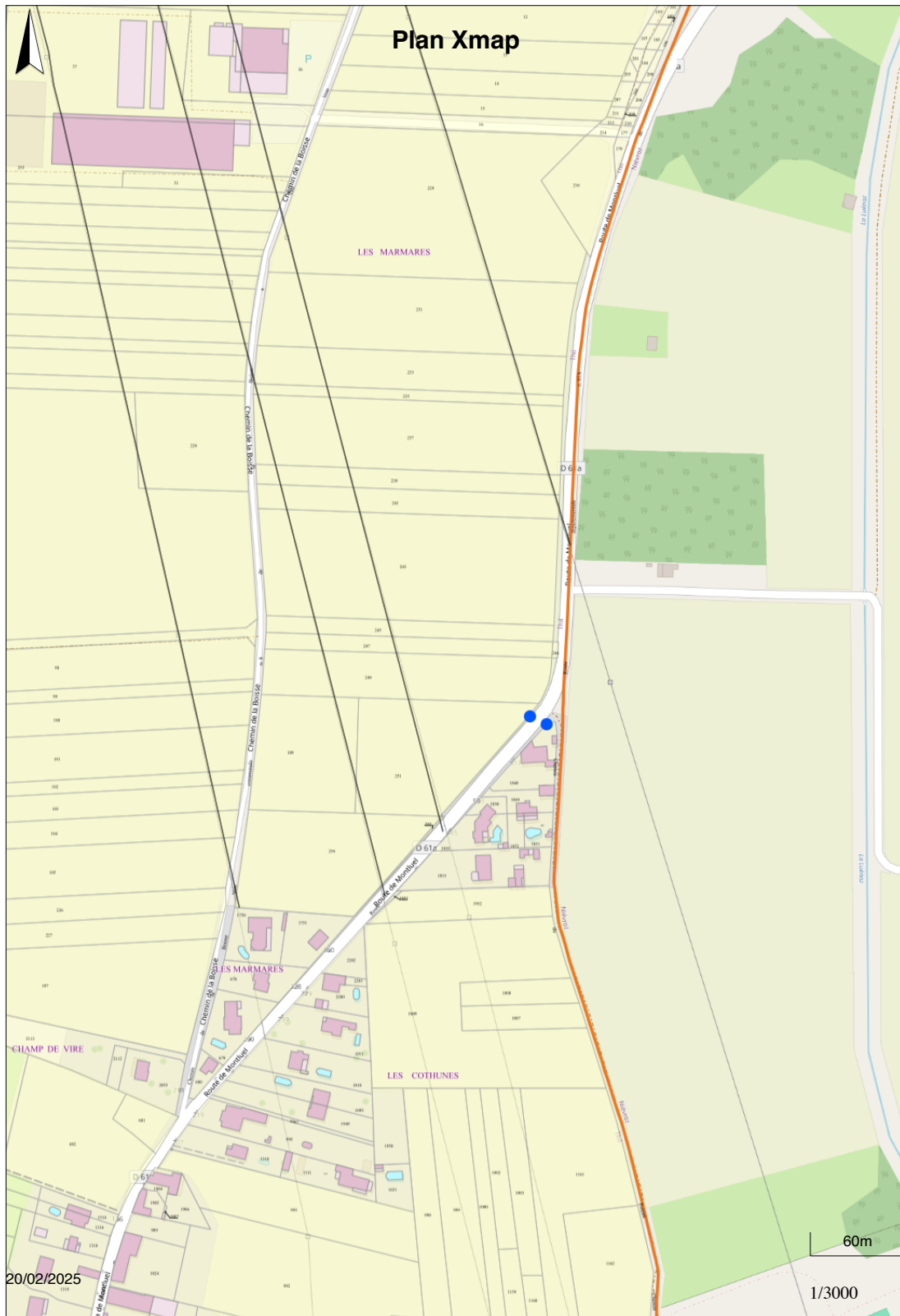
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Thil. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Madame le Maire Valérie POMMAZ, les agents de la Police Municipale de Beynost sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Thil, le 29/01/2025

Le Maire, Valérie POMMAZ









Tramoyes



Commune
de
TRAMOYES
Ain

ARRETE DU MAIRE N° 2024-69

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT portant modification des limites de l'agglomération

Le Maire de la Commune de TRAMOYES,

- VU** le Code de la Route ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L2213-1 et L 2213-2 ;
- VU** le Code Pénal, notamment son article R 610-5 ;
- VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route ;
- VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- VU** l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

CONSIDERANT l'implantation des nouvelles constructions suite au développement de l'urbanisation, et notamment le long de la RD 82.

ARRETE

ARTICLE 1

Les limites de l'agglomération sur les routes départementales sont fixées comme suit :

- Route Départementale 38, du PR 6+545 au PR 7+925
- Route Départementale 82, du PR 29+205 au 30+960

ARTICLE 2

Tous les arrêtés précédents fixant les limites de l'agglomérations sur routes départementales sont abrogés.

ARTICLE 3

Le déplacement de la signalisation existante sera effectué par la commune.

ARTICLE 4

Copie du présent arrêté est adressée à :

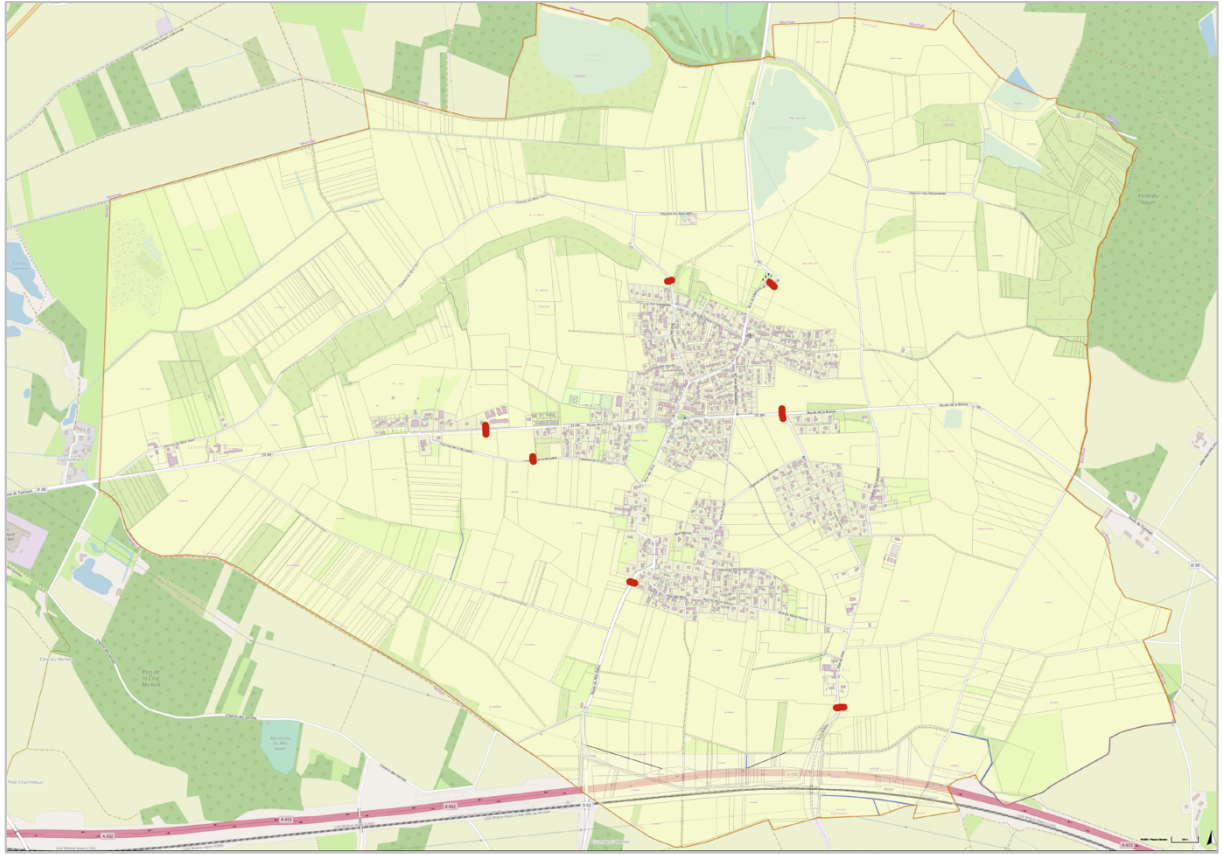
- Monsieur le Directeur des Routes du Conseil Départemental de l'Ain,
- Monsieur le Colonel, commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ain,
- Monsieur le Responsable de l'Agence Dombes Plaine de l'Ain
- CCMP
- Service de Police Municipale de Tramoyes

Fait à TRAMOYES, le 08 novembre 2024

JL DESVIGNES

Adjoint au Maire





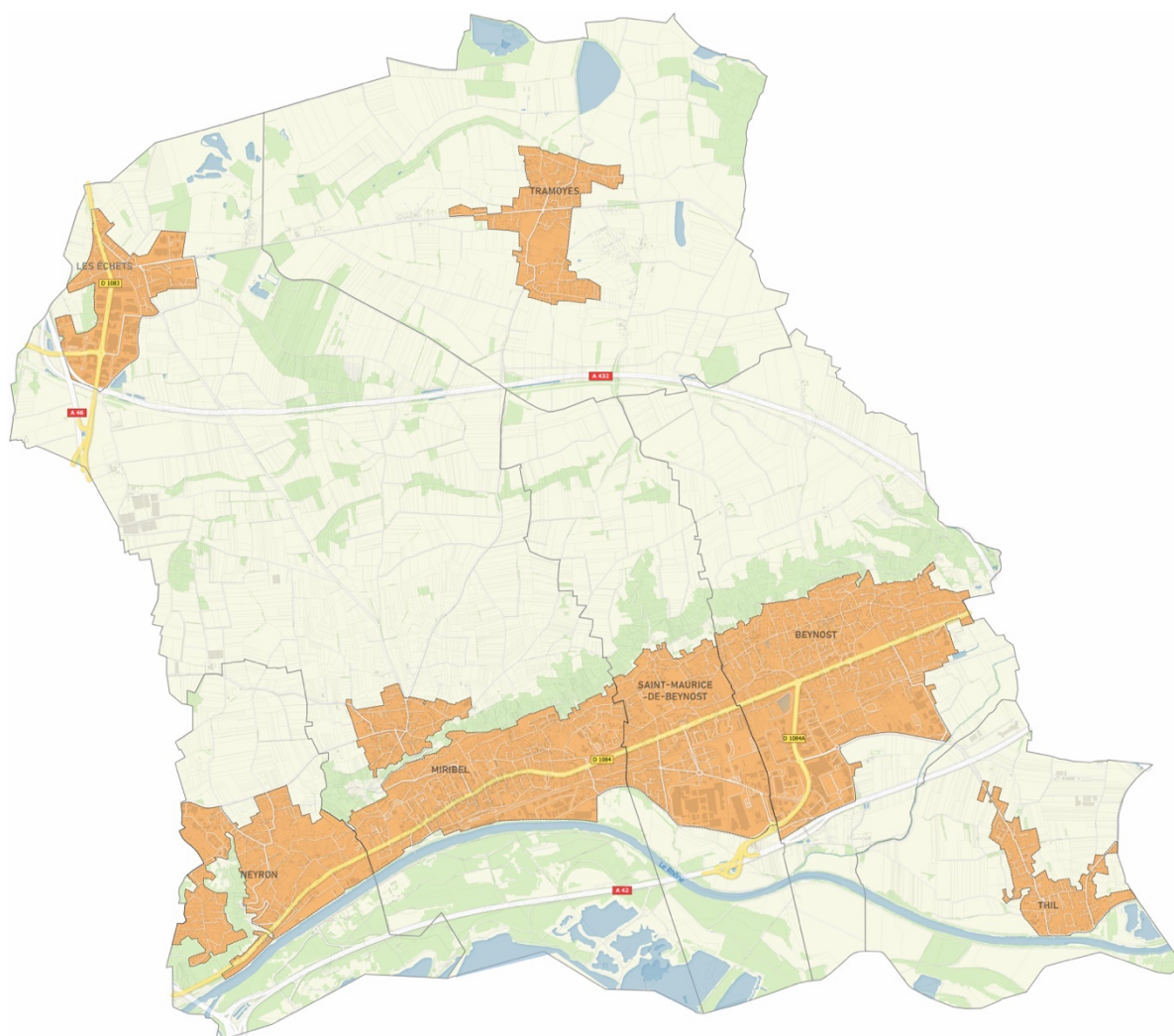
SECTEURS AGGLOMÉRÉS

Plan général



LES TERRITOIRES AGGLOMÉRÉS

- | Limite administrative | | Élément naturel structurant | |
|---|----------------------|---|--------------|
|  | Territoire aggloméré |  | Végétation |
|  | Limite communale |  | Hydrographie |



0 500 1 000 m



Sources
IGN
atlas.patrimoines.culture.fr
geoportail-urbanisme.gouv.fr




mesures & perspectives
AUDIT CONSEIL
Mars 2025

Plan de Beynost

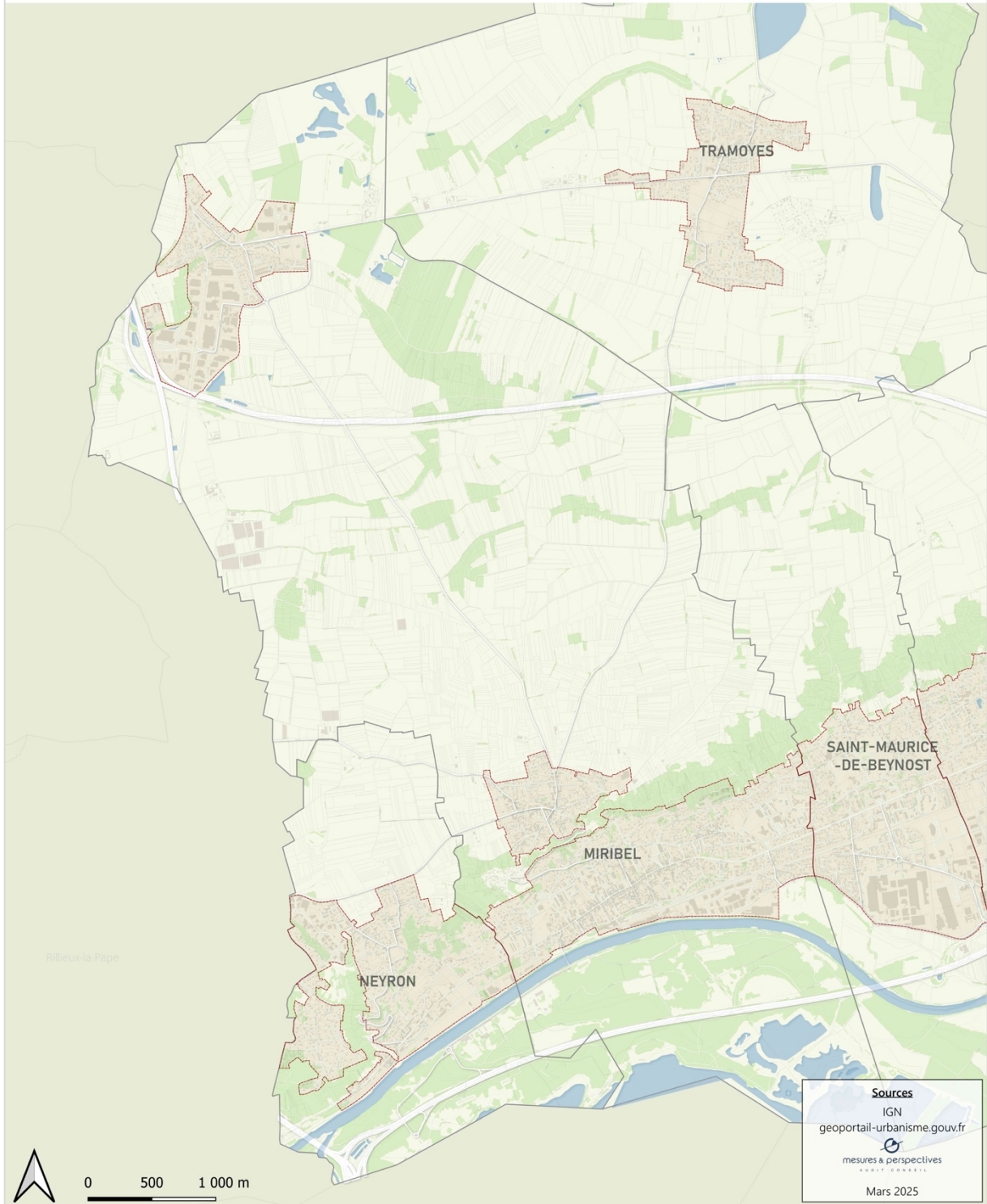


Plan de Miribel






-  Limite du territoire aggloméré
-  Limite communale
-  Hydro

LES TERRITOIRES AGGLOMERES



Plan de Neyron






-  Limite du territoire aggloméré
-  Limite communale
-  Hydro

LES TERRITOIRES AGGLOMERES



Plan de Saint-Maurice-de-Beynost






-  Limite du territoire aggloméré
-  Limite communale
-  Hydro

LES TERRITOIRES AGGLOMERES

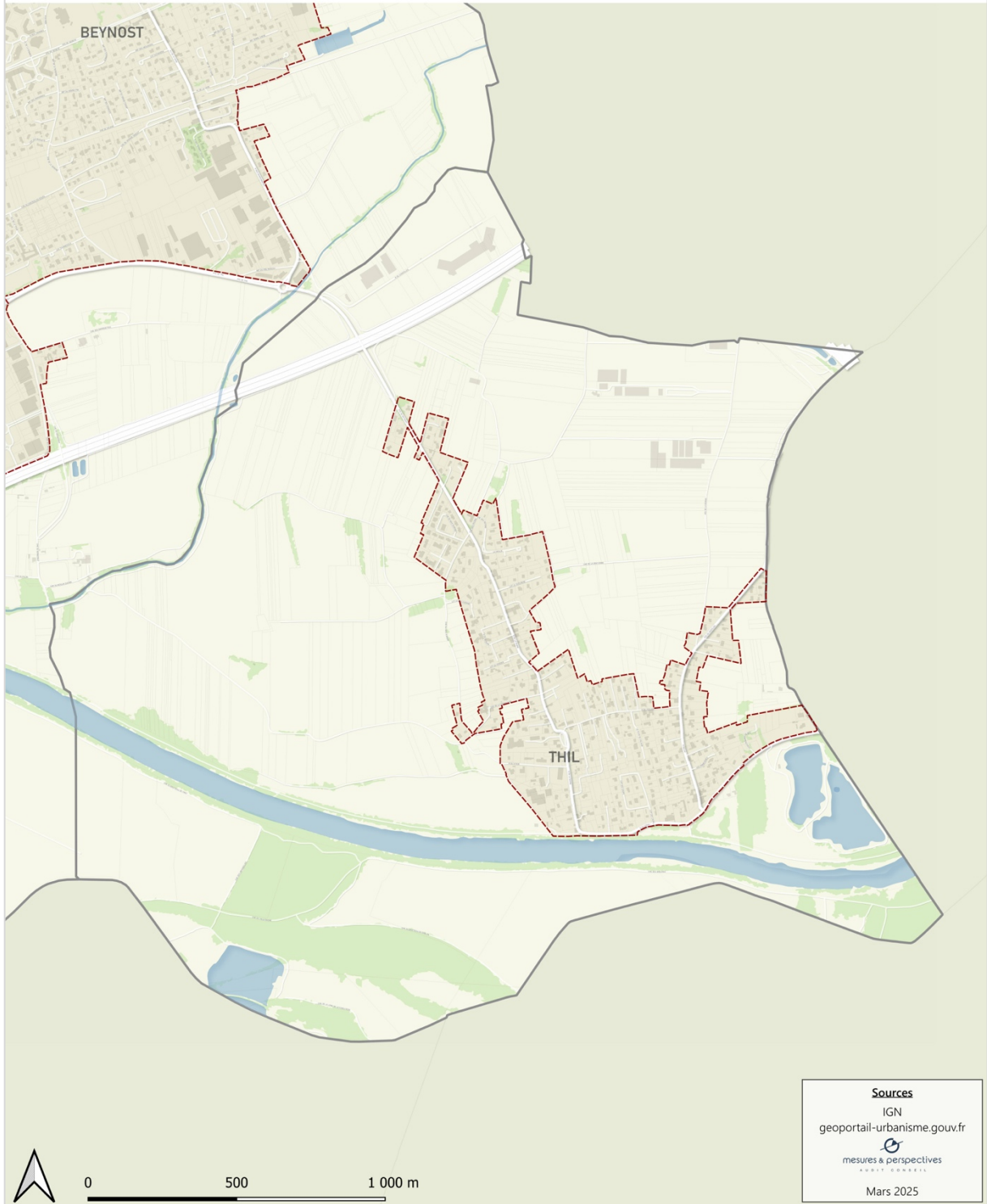


Plan de Thil



-  Limite du territoire aggloméré
-  Limite communale
-  Hydro

LES TERRITOIRES AGGLOMERES



Plan de Tramoyes





RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPi)

GUIDE PRATIQUE

NOVEMBRE 2025

1	GÉNÉRALITÉS	5
1.1.	Définitions	5
1.2	Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation	7
1.3	La population	8
1.4	Rappels des lieux où la publicité est interdite	8
1.4.1	Article L. 581-4	8
1.4.2	Article R. 581-22	8
1.4.3	L'affichage d'opinion (affichage libre)	9
2	PUBLICITÉ et PRÉENSEIGNES	10
2.1	Où peut-on installer de la publicité et des préenseignes ?	10
2.2	Les préenseignes à régime spécifique	12
2.2.1	Les préenseignes dérogatoires (Art. L.581-19 et R.581-66 et 67)	12
2.2.2	Les préenseignes saisonnières	12
2.3	Les règles applicables aux publicités et aux préenseignes	13
2.3.1	Les différents types de publicité ou préenseignes	13
2.3.2	Surface de la publicité	14
2.3.3	Densité	15
2.3.4	La publicité murale	18
2.3.5	Publicité scellée au sol	21
2.3.6	Chevalet	24
2.3.7	Mobilier urbain comme support publicitaire	26
2.3.8	Palissades de chantier	28
2.3.9	Publicité de petit format	30

2.3.10	Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur de vitrines.....	32
2.3.11	Publicité lumineuse à l'intérieur des vitrines	34
2.3.12	Publicité lumineuse sur toiture ou terrasse en tenant lieu	36
2.3.13	Publicité sur bâche.....	38
2.3.14	Préenseignes temporaires.....	41
2.3.15	Publicité sur mur de clôture aveugle et clôture aveugle.....	42
2.3.16	Horaires d'extinction	43
2.4	Tableau de synthèse	45
3	ENSEIGNES	46
3.1	Où peut-on installer les enseignes.....	46
3.2	Les règles applicables aux enseignes.....	46
3.2.1	Les différents types d'enseignes	46
3.2.2	Enseignes sur mur	47
3.2.3	Enseignes sur arbres et sur les haies.....	54
3.2.4	Enseignes scellées au sol de moins de 1 m ² hors chevalet ou porte-menu.....	55
3.2.5	Enseignes sur clôture aveugle ou non	56
3.2.6	Enseignes scellées au sol de plus de 1 m ²	57
3.2.7	Chevalets ou porte-menu	60
3.2.8	Enseignes à faisceau de rayonnement laser	61
3.2.9	Enseignes temporaires	61
3.2.10	Horaires d'extinction	62
3.2.11	Enseignes sur toiture	63
3.2.12	Enseignes numériques.....	65

3.2.13	Enseignes numériques à l'intérieur des vitrines	67
3.3	Tableau de synthèse	69
4	PROCEDURES D'AUTORISATION ET DE SANCTION	70
4.1	Publicité	70
4.1.1	Déclaration préalable	70
4.1.2	Autorisation préalable (art. L.581 -9)	70
4.2	Enseignes.....	72
4.2	Consultation de l'architecte des bâtiments de France et préfet de région.....	73
4.3	Les délais d'application.....	74
4.4	Les procédures de sanctions	75

1 GÉNÉRALITÉS

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) adapte le Code de l'environnement ou règlement national de publicité (RNP) au niveau local pour la réglementation de la publicité, des enseignes et des préenseignes.

Le RLPi est applicable dès qu'il est rendu exécutoire par le contrôle de légalité réalisé par la préfecture.

Sa validité est permanente sous réserve de modification ou de révision.

Un RLPi ne peut être modifié que par une procédure de modification ou de révision et à l'initiative du Président de l'EPCI.

1.1. Définitions

Pour appliquer la réglementation, il est essentiel de bien définir la nature du dispositif que l'on doit analyser.

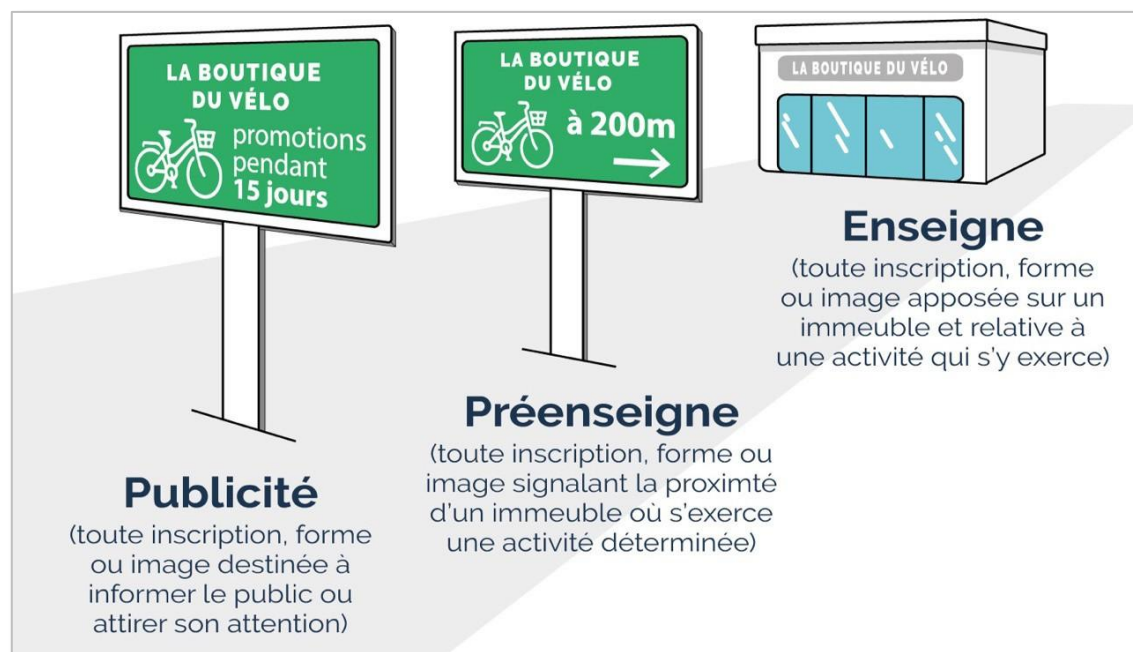
Le Code de l'environnement (Article L.581-3) définit 3 types de dispositifs dont la définition varie selon leur position ou leur message :

« Au sens du présent chapitre :

1° Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, forme ou images étant assimilées à des publicités ;

2° Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;

3° Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée. »



Chaque dispositif doit répondre à des règles spécifiques selon son lieu géographique d'installation.

Ce guide présente pour chaque type de dispositif les règles applicables sur les communes de la CCMP et leurs lieux d'installation.

1.2 Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation

Malgré leur ressemblance avec les publicités, enseignes et préenseignes, certains dispositifs sont exclus du champ d'application de la réglementation issue du Code de l'environnement.

Tel est le cas des dispositifs régis par le Code de la route, la signalisation d'information locale (SIL), ou des dispositifs dont l'unique objet est d'apporter des informations à caractère général ou de service public à la population.

Sont concernés les dispositifs à message défilant de type journal électronique d'information (JEI) ou à message fixe que l'on trouve sur d'autres types de mobilier urbain ne comportant aucune publicité.



Signalisation routière



Signalisation d'Information locale (SIL)



Relais Information Service (RIS)



Journal électronique d'information (JEI)

1.3 La population

Le Code de l'environnement fixe des règles liées à la population sur la base des données INSEE (art. L.581-13) et l'appartenance ou non une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

La Communauté de communes de Miribel et du Plateau compte 6 communes.

Beynost, Miribel, Neyron et Saint-Maurice-de-Beynost font partie de l'unité urbaine de Lyon (plus de 100 000 habitants) et répondent aux règles de communes de plus de 10 000 habitants appartenant à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

A Thil et Tramoyes, hors unité urbaine de Lyon, ce sont les règles des communes de moins de 10 000 habitants qui s'appliquent.

1.4 Rappels des lieux où la publicité est interdite

1.4.1 Article L. 581-4

Modifié par Loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 – art. 100

I.- Toute publicité est interdite :

1° Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ; 2° Sur les monuments naturels et dans les sites classés ;

3° Dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles ; 4° Sur les arbres.

II.- Le maire ou, à défaut, le préfet, sur demande ou après avis du conseil municipal et après avis de la commission départementale compétente en matière de sites, peut en outre interdire par arrêté toute publicité sur des immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque.

III.- L'avis de la commission départementale compétente en matière de sites est réputé acquis s'il n'est pas intervenu dans un délai de deux mois à compter de la saisine par le préfet ou de la demande d'avis de la commission adressée par le maire au préfet.

1.4.2 Article R. 581-22

Modifié par Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 – art. 6

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 581-4, la publicité est interdite :

1° Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ;

2° Sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré ;

3° Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;

4° Sur les murs de cimetière et de jardin public.

1.4.3 L'affichage d'opinion (affichage libre)

Chaque commune doit réserver des dispositifs pour l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

Article R.581-2 :

La surface minimale que chaque commune doit, en vertu des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.581-13, réserver des dispositifs pour l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, est la suivante :

Le régime de l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif (l'article L.581-13) exige que chaque commune réserve sur l'ensemble de son territoire des emplacements disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux.

Les emplacements sont déterminés par arrêté municipal.

La surface minimale ainsi réservée est de :

- 4 m² pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- 4 m² + 2 m² par tranche de 2 000 habitants pour les communes dont la population est comprise entre 2 000 et 10 000 habitants ;
- 12 m² + 5 m² par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants pour les communes dont la population est supérieure à 10 000 habitants.

Population		Surface en m ²
De	à	
0	2 000	4
2 001	2 000	6
4 001	6 000	8
6 001	8 000	10
8 001	10 000	12
au-delà de 10 000		5 m ² par tranche supplémentaire de 10 000 hbts



Panneau d'affichage d'opinion

2 PUBLICITÉ et PRÉENSEIGNES

2.1 Où peut-on installer de la publicité et des préenseignes ?

En agglomération, la publicité et les préenseignes sont admises.

Leur régime est identique.

Le territoire aggloméré est matérialisé par les panneaux d'entrée (EB 10) et de sortie (EB 20) installés au titre de l'article R.110-2 du Code de la route) :

« Espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde ».



EB 10

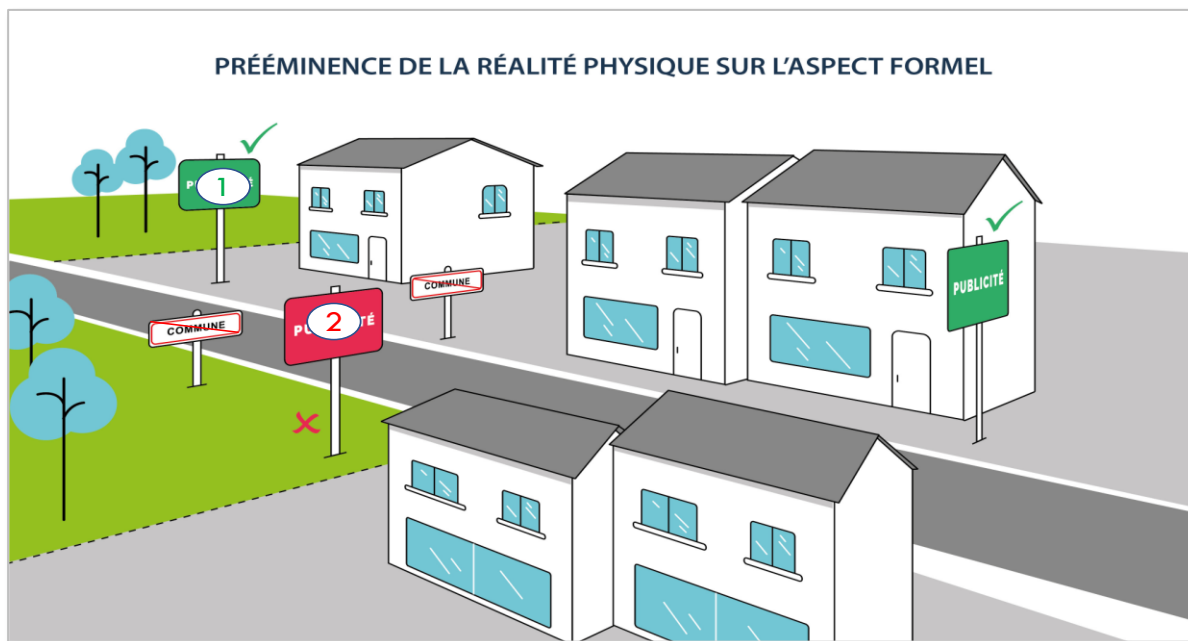


EB 20

Les espaces entre les panneaux et le bâti ne sont pas toujours en parfaite concordance.

Pour la publicité au sens du Code de l'environnement, l'illustration ci-dessous présente les deux cas de figures les plus courants :

- l'espace de part et d'autre du panneau ville peut accueillir des dispositifs publicitaires, l'ensemble étant considéré comme un milieu aggloméré ;
- l'espace entre le panneau ville et la première maison ne peut pas accueillir de publicité parce qu'il est considéré comme en dehors du milieu aggloméré.



Hors agglomération, la publicité et les préenseignes sont interdites (à l'exception des préenseignes dérogatoires) (Article L. 581.7).

2.2 Les préenseignes à régime spécifique

2.2.1 Les préenseignes dérogatoires (Art. L.581-19 et R.581-66 et 67)

Seules les préenseignes « dérogatoires » sont soumises à un régime spécifique et distinct de celui de la publicité. En particulier, elles sont implantées hors agglomération.

Pour bénéficier de ce régime dérogatoire, ces préenseignes ne peuvent signaler que :

- les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- les activités culturelles ;
- les monuments historiques ouverts à la visite.
- à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois, mentionnées dans les articles L.581-20, R.581-68, 69 et 71. Elles peuvent être installées 3 semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Elles sont soumises à des conditions de format, de distance et de nombre par rapport à l'activité signalée :

Activité signalée	Format maximum	Nombre	Distance
Fabrication ou vente de produits du terroir	Monopied 1 m (h) x 1,5 m (L)	2	5 km
Activités culturelles		2	5 km
Monuments historiques ouverts à la visite		4	10 km
Temporaires		4	-



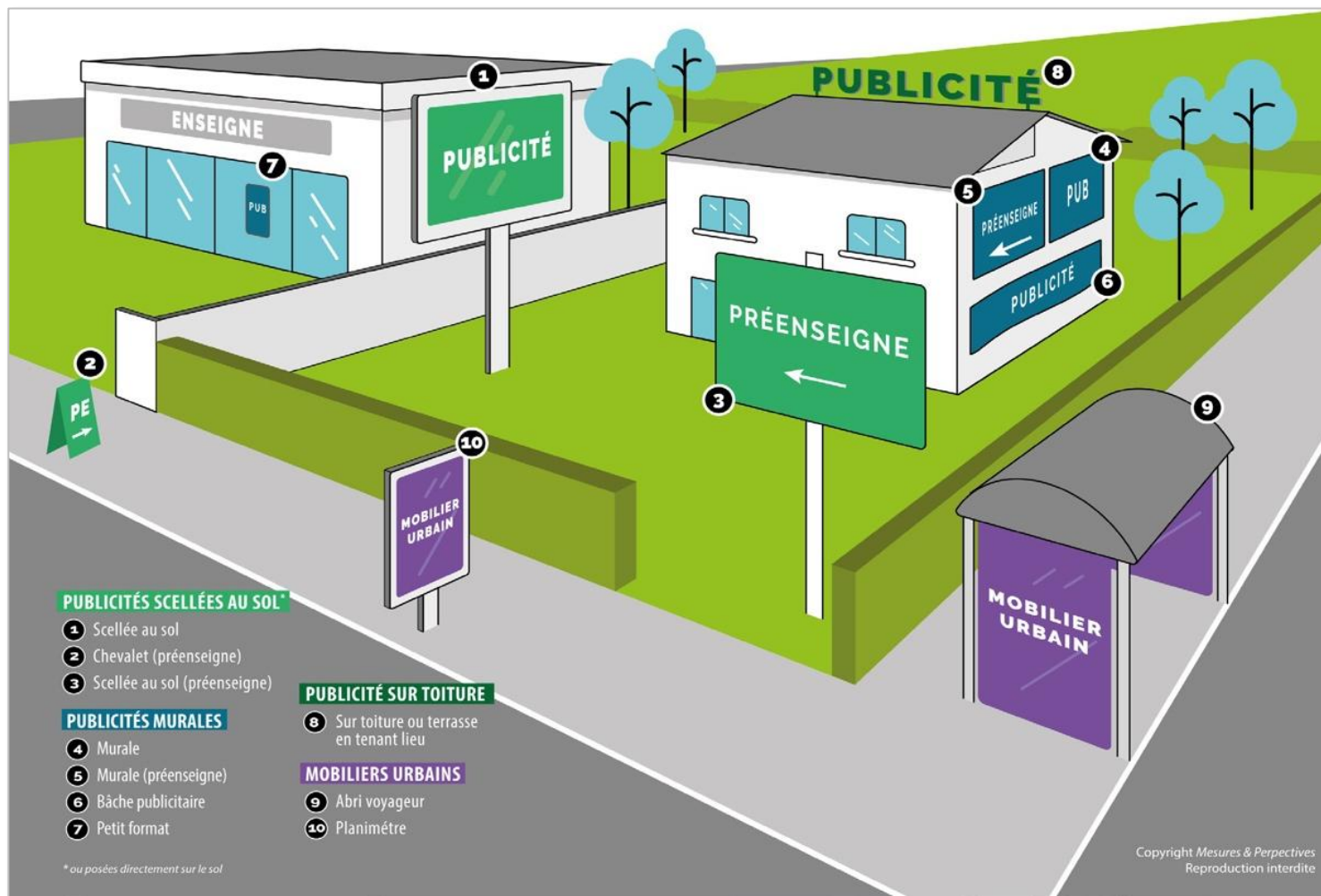
Préenseigne dérogatoire

2.2.2 Les préenseignes saisonnières

Les préenseignes saisonnières sont des préenseignes dérogatoires qui doivent respecter les dispositions du RNP. Si elles sont sur le domaine public, elles doivent bénéficier d'une autorisation de voirie.

2.3 Les règles applicables aux publicités et aux préenseignes

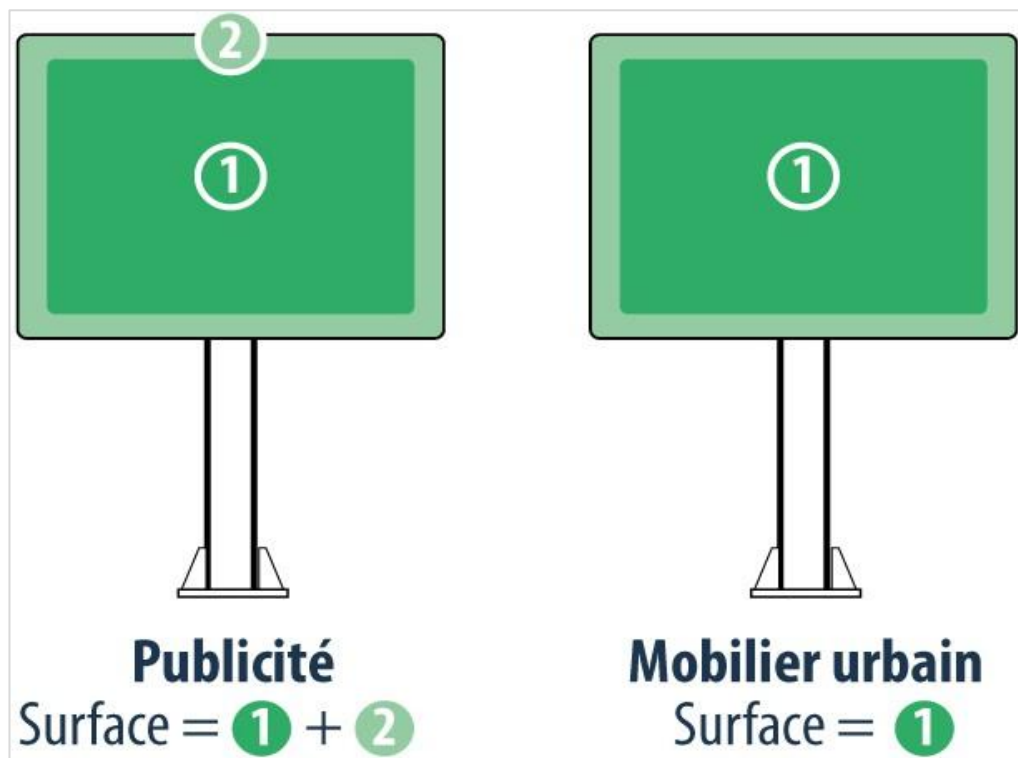
2.3.1 Les différents types de publicité ou préenseignes



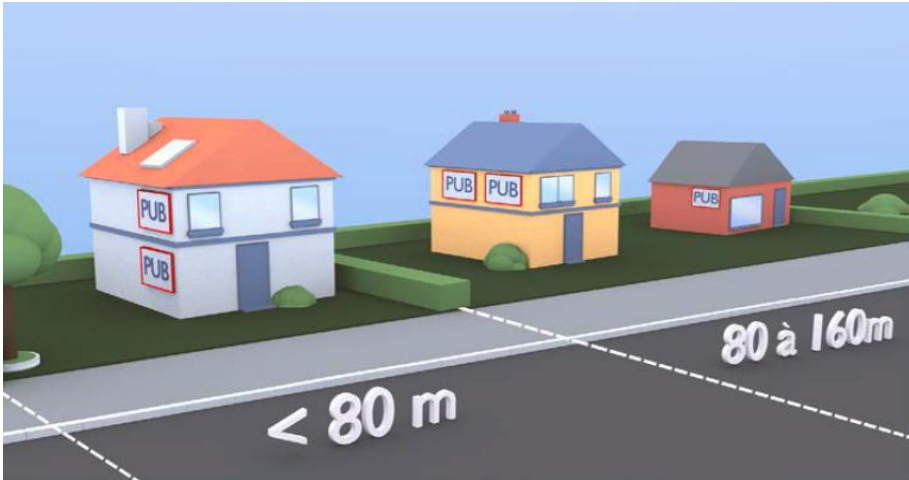
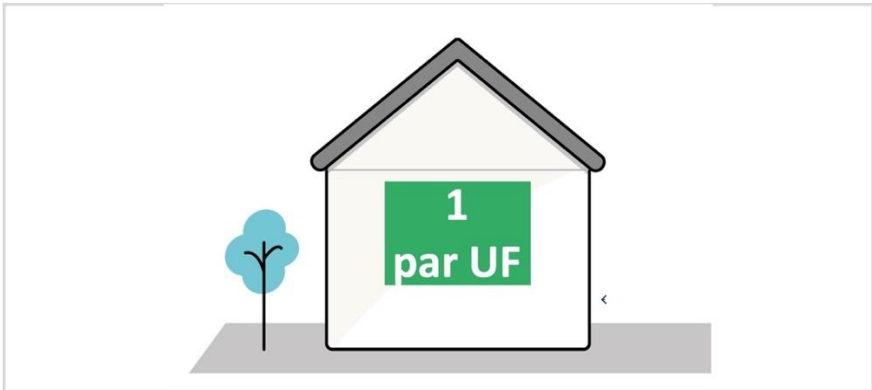
2.3.2 Surface de la publicité

La surface indiquée des dispositifs, qu'ils soient muraux, scellés au sol ou installés directement sur le sol, est la surface totale, encadrement compris. Pour les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol, le pied n'est pas compris dans le calcul de la surface (art. R.581-24-1).

Lorsque la publicité est supportée par du mobilier urbain, la surface indiquée prend uniquement en compte la surface de l'affiche ou de l'écran (art. R.581-42-1).



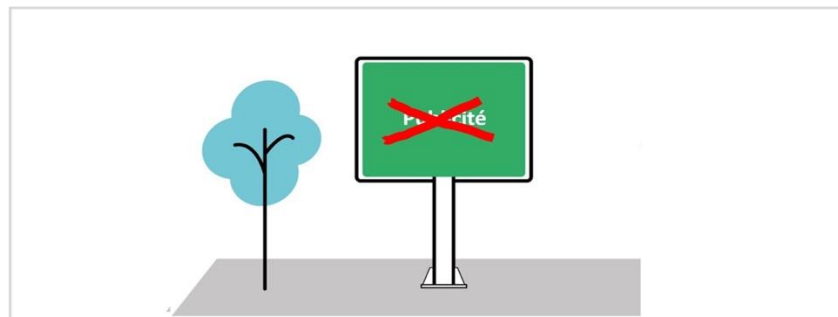
2.3.3 Densité

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Elle se calcule en fonction de la longueur de la façade d'une unité foncière bordant une voie publique. Lorsque la longueur de la façade est inférieure à 80 m, en l'absence de toute publicité scellée au sol, il ne peut y avoir qu'une publicité murale voire deux si elles sont juxtaposées ou superposées (art. R.581-25).</p>  <p><i>Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la transition écologique et solidaire</i></p>	<p>Zone P 1 art. P.1.8 Zone P 3 art. P.3.2 Sans objet car interdite</p> <p>Zone P 2 art. P.2.3</p> 

En l'absence de toute publicité murale, il ne peut y avoir qu'une publicité scellée au sol si la longueur de la façade est inférieure à 40 m et deux publicités si la longueur est comprise entre 40 m et 80 m. Au-delà de 80 m, il ne peut y avoir qu'un seul dispositif publicitaire (mural ou scellé au sol) par tranche de 80 m entamée (art. R.581-25).



Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la transition écologique et solidaire



Zone P 1 art.P.1.8

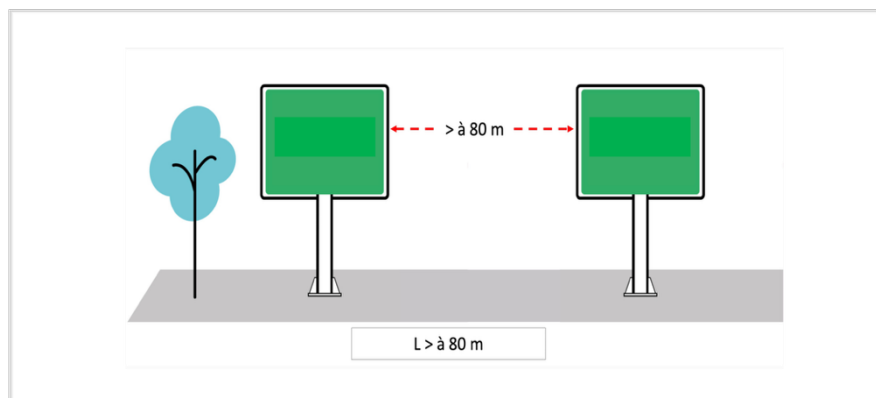
Zone P 3 art. P.3.2

Sans objet car interdite

Zone P 2 art. P.2.4

Un seul dispositif est admis par unité foncière dont le linéaire est inférieur à 80 mètres.

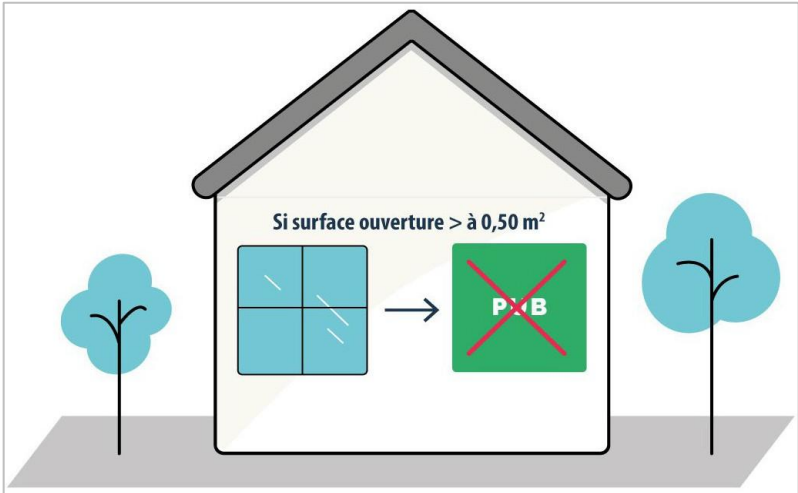
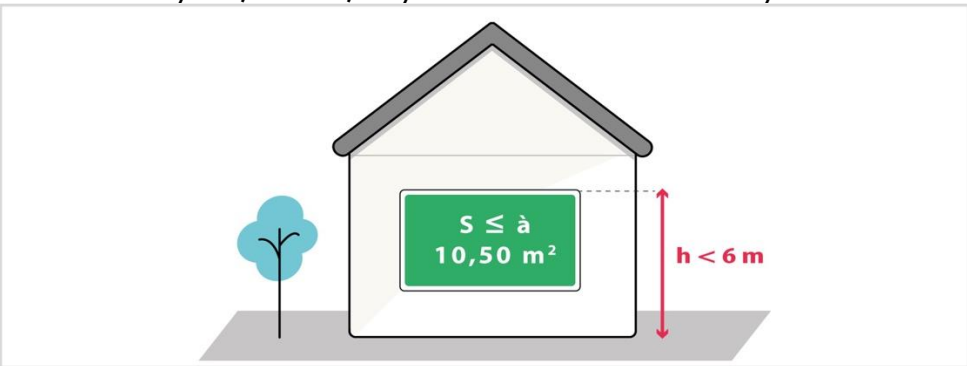
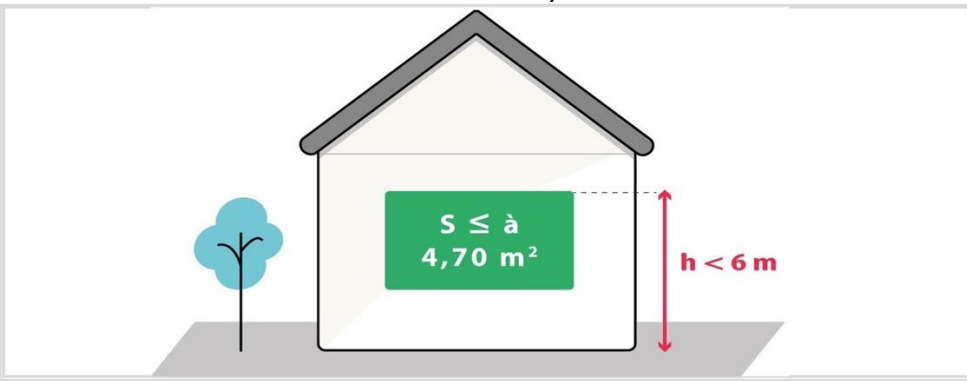
Un dispositif supplémentaire est admis par tranche de 80 mètres de linéaire supplémentaires commencés.



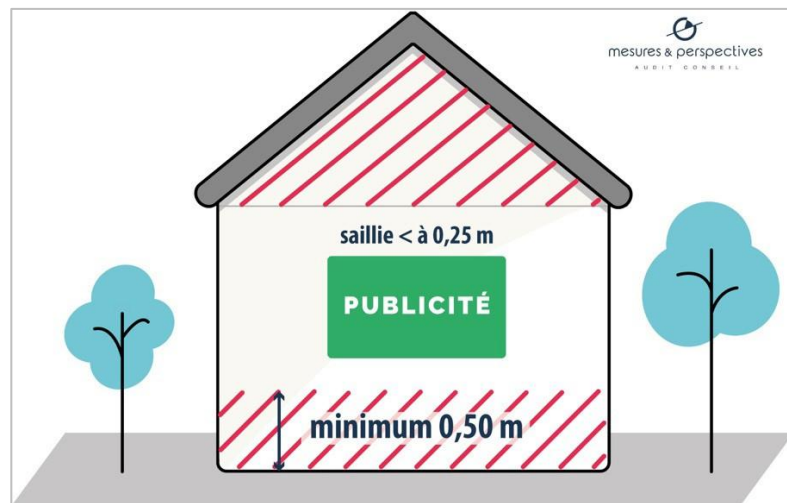
Synthèse densité

Synthèse densité							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Mural	2 si linéaire \leq à 80 m		Sans objet car interdit	Sans objet car interdit	1 par unité foncière	Sans objet car interdit	1 par unité foncière
Scellée au sol	1 si linéaire \leq à 40 m 2 si linéaire \leq à 80 m 1 supplémentaire par tranche de 80 m	Interdit	Sans objet car interdit	Sans objet car interdit	1 si linéaire $<$ à 80 m 2 si linéaire $>$ à 80 m 80 m interdistance entre les 2	Sans objet car interdit	Sans objet car interdit

2.3.4 La publicité murale

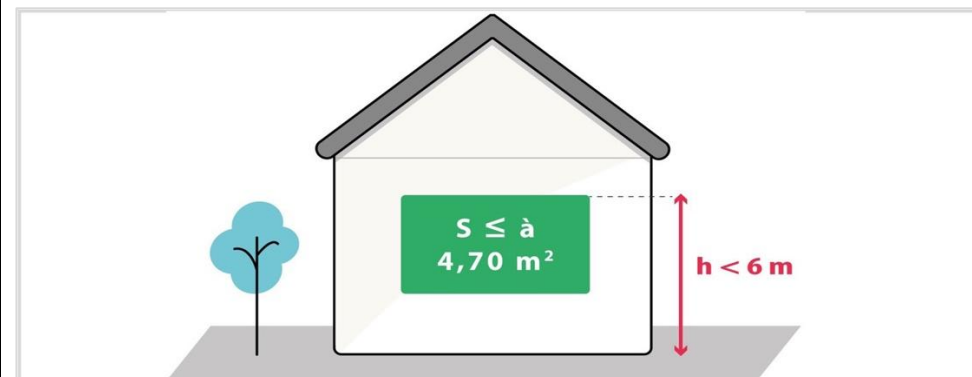
Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>La publicité est interdite sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré (art.R.581-22) ;</p>  <p>L'implantation des dispositifs sur un mur ou une façade support doit respecter les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas s'élever à plus de 7,5 m du sol au-dessus du niveau du sol dans les communes de plus de 10 000 habitants faisant partie ou non d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (art. R.581- 26) ; - ne pas s'élever à plus de 6 m du sol au-dessus du niveau du sol dans les communes de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (art. R.581- 26) ; 	<p>Zone P 1 Interdite</p> <p>Zone P.2 art. P.2.3</p> <p>Beynost, Miribel, Neyron et Saint-Maurice-de-Beynost</p>  <p>Thil et Tramoyes</p> 

- ne pas constituer une saillie supérieure à 0,25 m du mur (art. R 581-28) ;
- ne pas être apposé à moins de 0,50 m du sol (art. R 581-27) ;
- ne pas dépasser les limites de l'égout du toit (art. R 581-27).




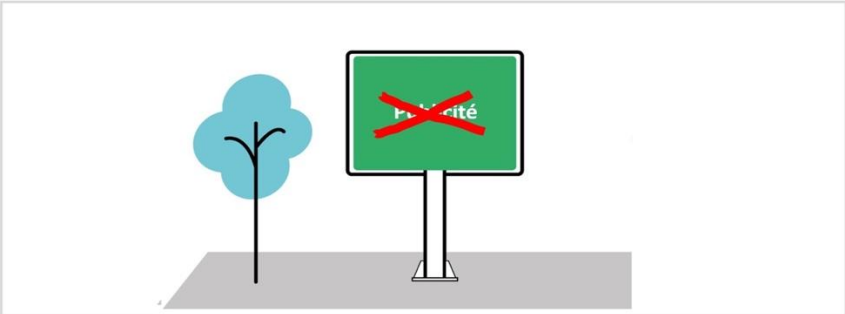
Zone P.3 art. P.3.2

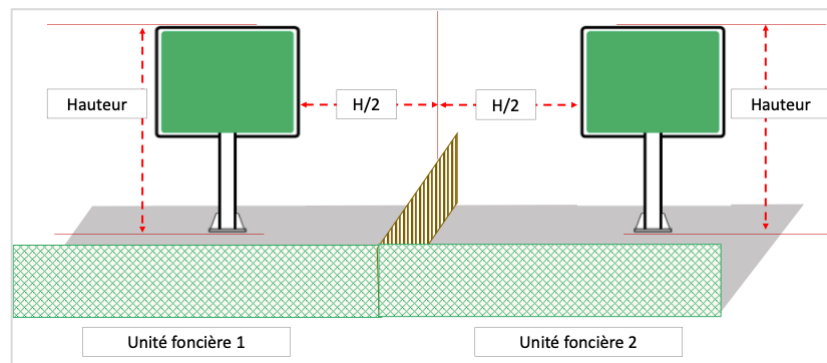
Toutes les communes



Synthèse murale							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Surface	≤ à 10,50 m ²	≤ à 4,70 m ²	Interdit	Interdit	RNP	Interdit	≤ à 4,70 m ²
Hauteur	≤ à 7,5 m	≤ à 6 m			6 m		≤ à 6 m

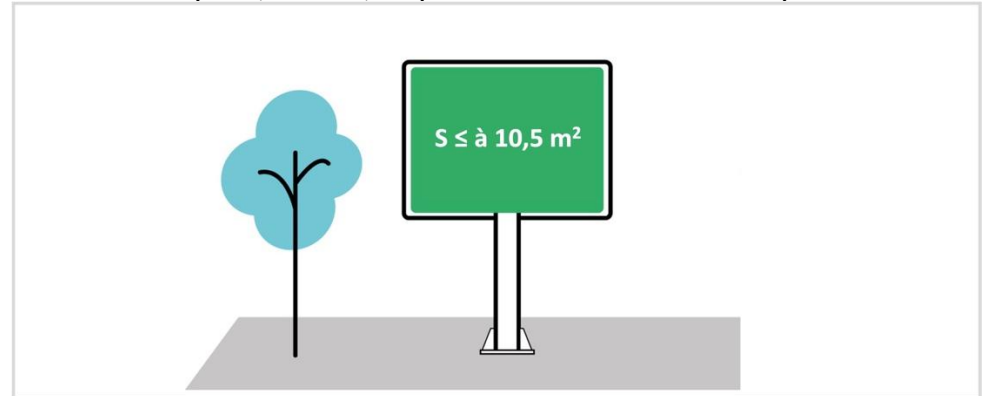
2.3.5 Publicité scellée au sol

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>La publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants qui ne font pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (article R.581-31).</p> <p>Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, elle ne peut s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 10,50 m² (article R.581-32).</p> <p>Un dispositif publicitaire non lumineux, scellé au sol ou installé directement sur le sol, ne peut être placé à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie. En outre, l'implantation d'un dispositif de cette nature ne peut être faite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur de limite séparatives de propriété (art. R.581-33).</p>	<p>Dispositions générales art. P.B Tout dispositif d'une surface d'affichage supérieure ou égale à 2 mètres carrés est de type monopied. La largeur du pied ne peut dépasser le quart de celle du dispositif.</p>  <p>Zone 1 art. P.1.8 Zone 3 art. P.3.3 Interdite</p> 

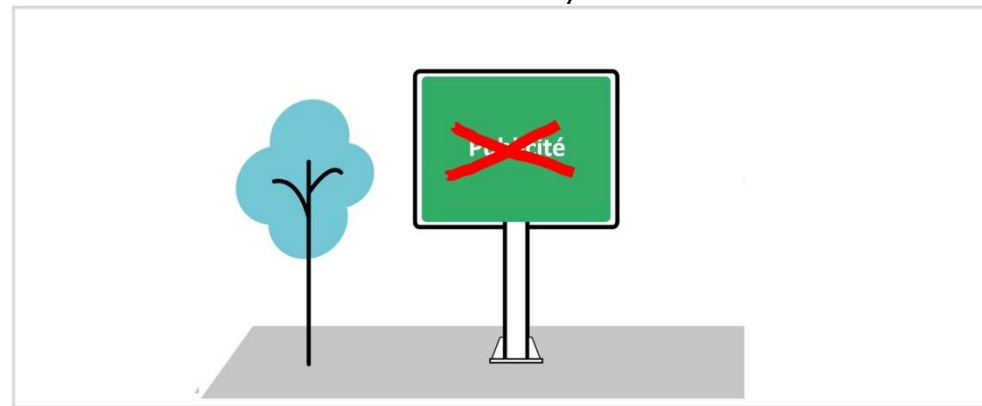


Zone 2 art. P.2.4

Beynost, Miribel, Neyron et Saint-Maurice-de-Beynost


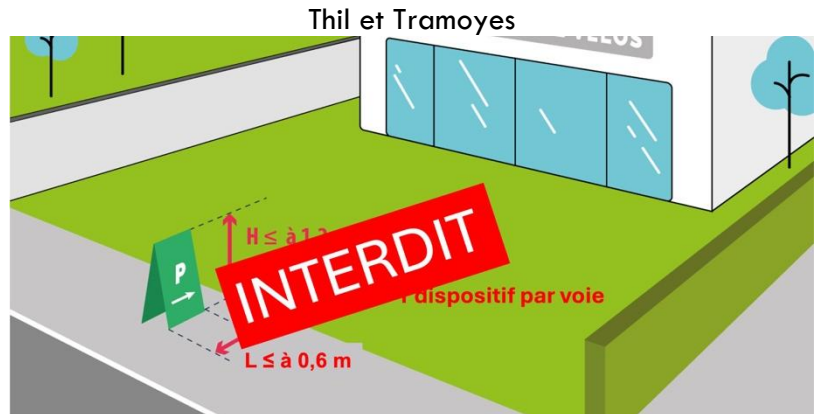


Thil et Tramoyes



Synthèse scellée au sol							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Surface	≤ à 10,50 m ²	Interdit	Interdit	interdit	RNP	Interdit	Interdit
Hauteur	≤ à 6 m		Interdit	interdit	RNP	Interdit	Interdit

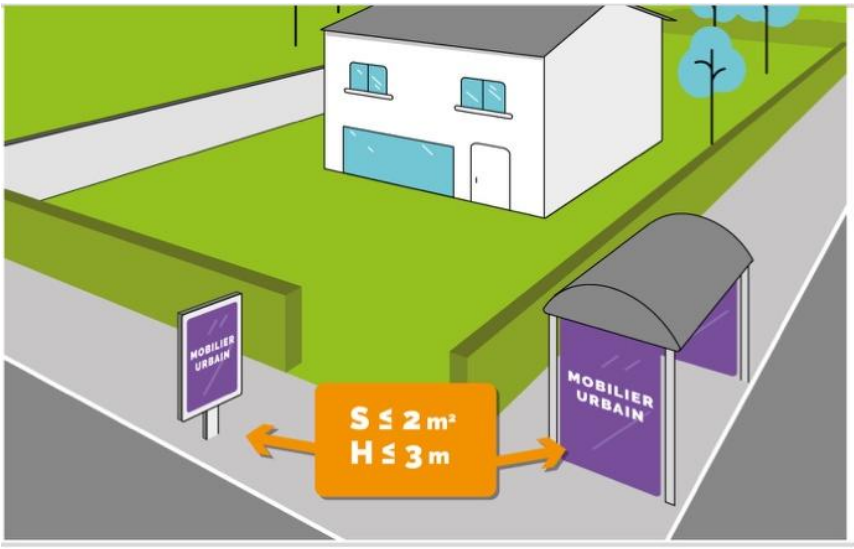

2.3.6 Chevalet

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>La publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants qui ne font pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (article R.581-31 du Code de l'environnement).</p> <p>Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, elle ne peut s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 10,50 m² (article R.581-32 du Code de l'environnement).</p> <p>Les chevalets publicitaires sont des publicités scellées ou installées directement sur le sol, installées sur le domaine public.</p>	<p>Dispositions générales art. P.F (hors zones N des PLU, EBC et site Natura 2000)</p> <p>Beynost, Miribel, Neyron et Saint-Maurice-de-Beynost</p>  <p>Thil et Tramoyes</p> 

Synthèse chevalets

RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost		RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3		
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel		Zones d'activités ou commerciales		Zac des Molettes	Zones résidentielles	
Aucune densité		Interdit	<p>1 dispositif par voie bordant l'établissement au droit de l'établissement</p> <p>H < à 1,20 m - L < à 0,60 m</p> <p>rentré lorsque l'établissement est fermé</p>		<p>1 dispositif par voie bordant l'établissement au droit de l'établissement</p> <p>H < à 1,20 m - L < à 0,60 m</p> <p>rentré lorsque l'établissement est fermé</p>		Interdit	<p>1 dispositif par voie bordant l'établissement au droit de l'établissement</p> <p>H < à 1,20 m - L < à 0,60 m</p> <p>rentré lorsque l'établissement est fermé</p>	

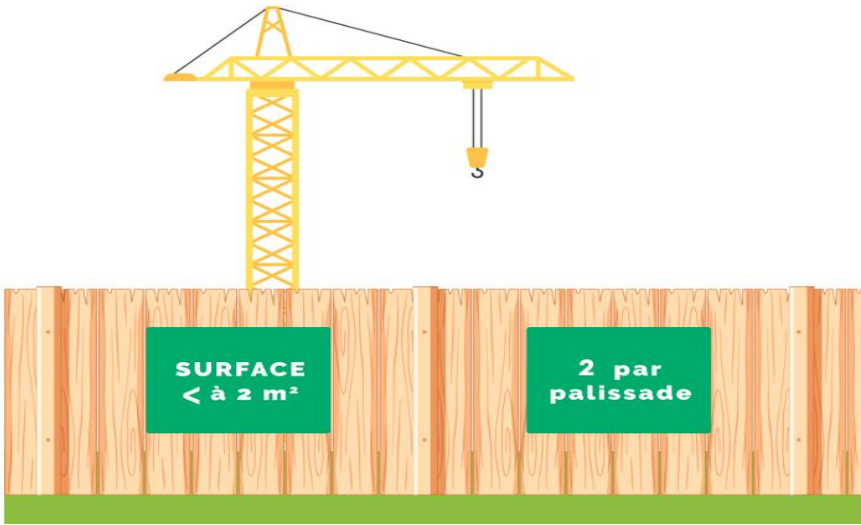
2.3.7 Mobilier urbain comme support publicitaire

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Le mobilier urbain peut, à titre accessoire à sa fonction, supporter de la publicité . Il fait l'objet d'articles spécifiques (articles R.581 -42 à 47) définissant les mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité.</p> <p>Les surfaces publicitaires propres à chaque type de dispositif sont :</p> <p>Abris voyageurs : $\leq 2 \text{ m}^2$ par face ;</p> <p>Kiosques à journaux : unitaire $\leq 2\text{m}^2$, cumulée $\leq 6\text{m}^2$;</p> <p>Colonnes porte- affiches : pas de surface ;</p> <p>Mâts porte-affiches uniquement culturel, social, sportif $\leq 2 \text{ m}^2$;</p> <p>Mobilier d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> - $\leq 2 \text{ m}^2$ et hauteur 3 m si agglomération \leq à 10 000 habitants, - $\leq 10,50 \text{ m}^2$ si agglomération $>$ à 10 000 habitants. 	<p>Zone 1 (hors zones N des PLU, EBC et site Natura 2000) art. P.1.4</p> <p>Zone 2 art. P.2.5</p> <p>Zone 3 art. P.3.4</p> <p>Toutes communes</p> 
	
<p><i>Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la transition écologique et solidaire</i></p>	

Synthèse mobilier urbain

Synthèse mobilier urbain							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentiell es
Surface	≤ à 10,50 m ²	2 m ²	Interdit	≤ à 2 m ²	≤ à 2 m ²	Interdit	≤ à 2 m ²
Hauteur	≤ à 6 m	3 m		≤ à 3 m	≤ à 3 m		≤ à 3 m

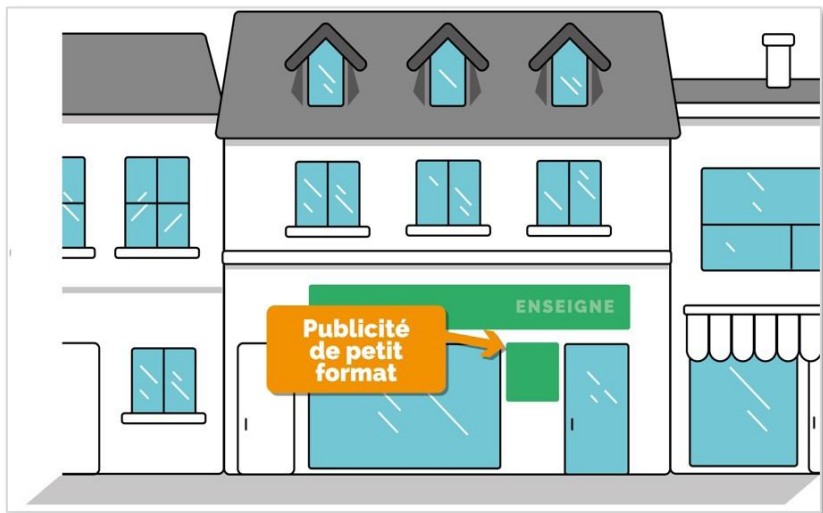
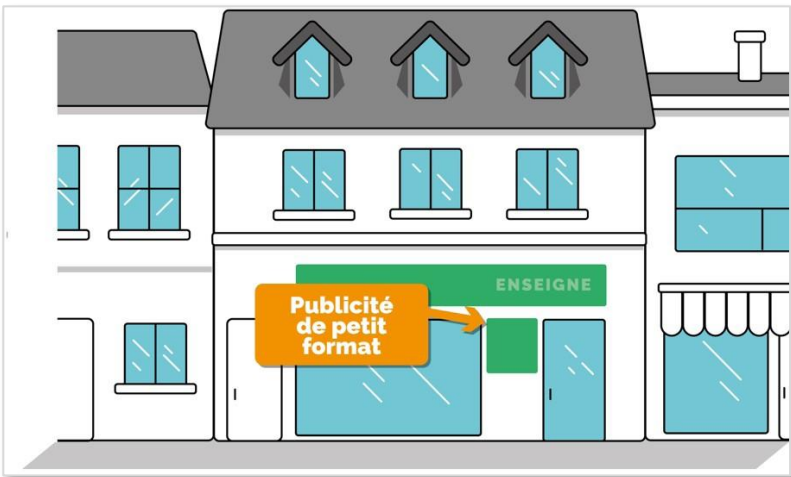
2.3.8 Palissades de chantier

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Dans les lieux d'interdiction relative de publicité (Art. L. 581-8, I) et en l'absence de RLP dérogeant à ces interdictions, la surface de chaque emplacement sur une palissade de chantier ne peut dépasser 2 m². (Art. L. 581-8 II et R. 581-4).</p> <p>Lorsque la commune est dotée de panneaux d'affichage libre, l'affichage ou la publicité est alors pleinement soumise. la réglementation de l'affichage publicitaire (voir rubrique publicité murale).</p>	<p>Zone 1 (hors zones N des PLU, EBC et site Natura 2000) art. P.1.7</p>  <p>Zone 2 et Zone 3 Règles de la publicité sur mur de la zone concernée</p>

Synthèse palissades de chantier

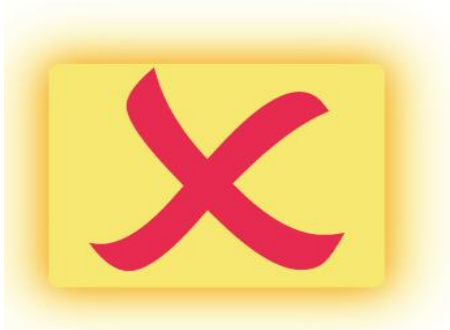
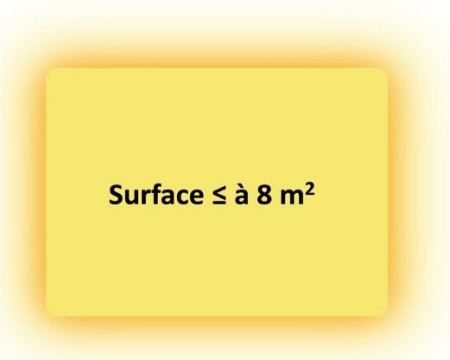
Synthèse palissades de chantier							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Surface	≤ à 10,50 m ²	≤ à 4,70 m ²	Interdit	≤ à 2 m ²	RNP	Interdit	RNP
Densité	/	/		2 par palissade	/		/

2.3.9 Publicité de petit format

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>En application du III de l'article L. 581-8, l'affichage de petit format est admis sur les devantures commerciales (et non sur les murs des commerces), à la condition de ne pas recouvrir la baie en totalité.</p> <p>Les règles d'implantation de ce type d'affichage sont précisées à l'article R. 581-57.</p> <p>L'affichage de petit format n'est pas soumis à la règle de densité. Il suit deux règles propres de surface et de pourcentage maximum, qui encadrent l'implantation de ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface unitaire des dispositifs de petit format est inférieure à 1 m² ; - leur surface cumulée ne peut recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite de 2 m². 	<p>Zone 1 art. P.1.3 Zone 2 Zone 3 RNP</p> 
	

Synthèse publicité de petit format						
RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
1 m ² (max 2 m ²) < 1/10 ^e de la devanture max ne peut être interdite		RNP				

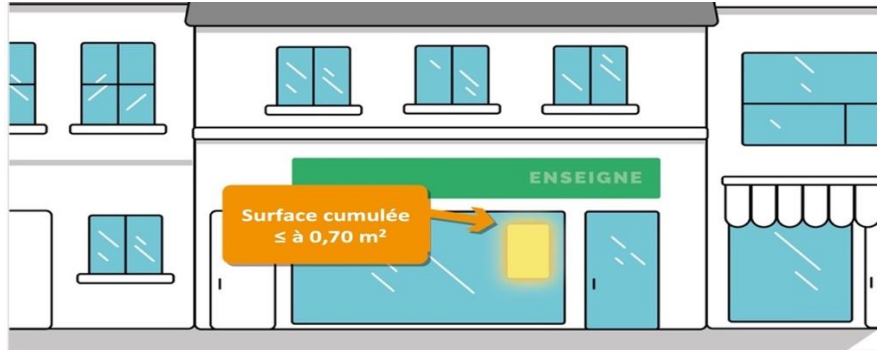
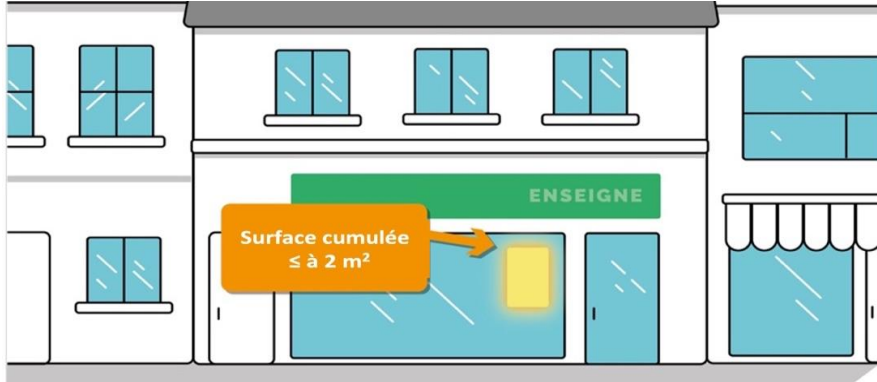
2.3.10 Publicité numérique autre que celle située à l'intérieur de vitrines

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>La publicité lumineuse numérique désigne essentiellement les « écrans » numériques, composés de diodes, leds etc. téléviseurs géants qui peuvent présenter des images fixes, des images animées (faisant apparaître un slogan, un prix, faisant évoluer une forme ou un pictogramme...) ou une vidéo.</p> <p>Elle est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de cent mille habitants (Art. R. 581-34).</p> <p>Une publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à huit mètres carrés ni s'élever à plus de six mètres au-dessus du niveau du sol (Art. R. 581-41).</p>	<p>Zone 1 art.P.1.6 Zone 3 art. P.3.6 Interdite</p>  <p>Zone 2 art. P.2.8</p> 

Synthèse numérique autre que celle située à l'intérieur des vitrines

	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Surface	≤ à 8 m ²	Interdit	Interdit	interdit	RNP	Interdit	interdit
Hauteur	≤ à 6 m						
sur mobilier urbain	Interdit	Interdit	Interdit				

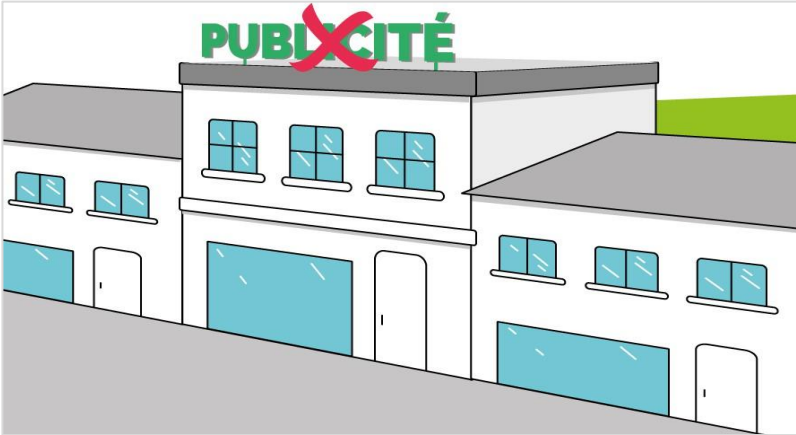
2.3.11 Publicité lumineuse à l'intérieur des vitrines

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Par dérogation à l'article L. 581-2, le RLP peut prévoir que les publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique respectent des prescriptions qu'il définit en matière d'horaires, de surface, de consommation énergétique et de prévention de nuisances lumineuses (Art. L. 581-14-4).</p> <p>Il n'est par contre pas possible de définir des prescriptions concernant d'autres aspects que ceux prévus par la loi (par exemple, en matière de hauteur ou de densité), ni d'interdire ces publicités lumineuses.</p>	<p>Zone 1 art. P.1.5 Zone 3 art. P.3.5</p>  <p>Zone 2 art. P.2.6</p> 

Synthèse lumineuse intérieur vitrines

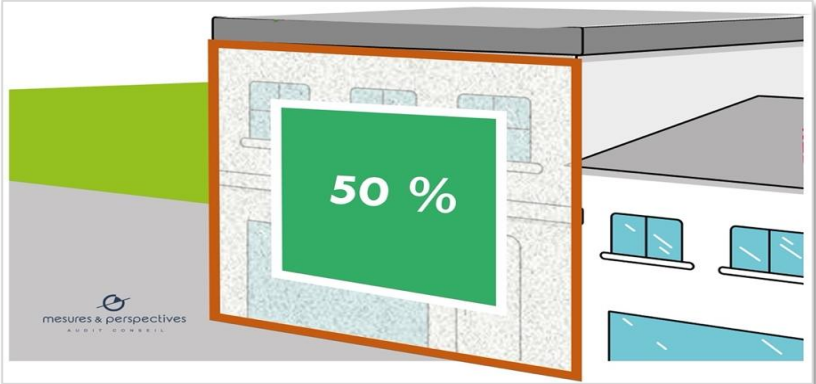
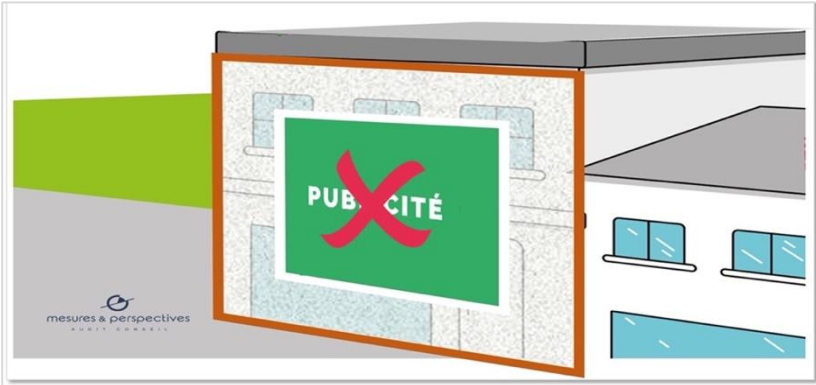
Synthèse lumineuse intérieur vitrines							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Surface cumulée	/	/	≤ à 0,70 m ²		≤ à 2 m ²		≤ à 0,70 m ²

2.3.12 Publicité lumineuse sur toiture ou terrasse en tenant lieu

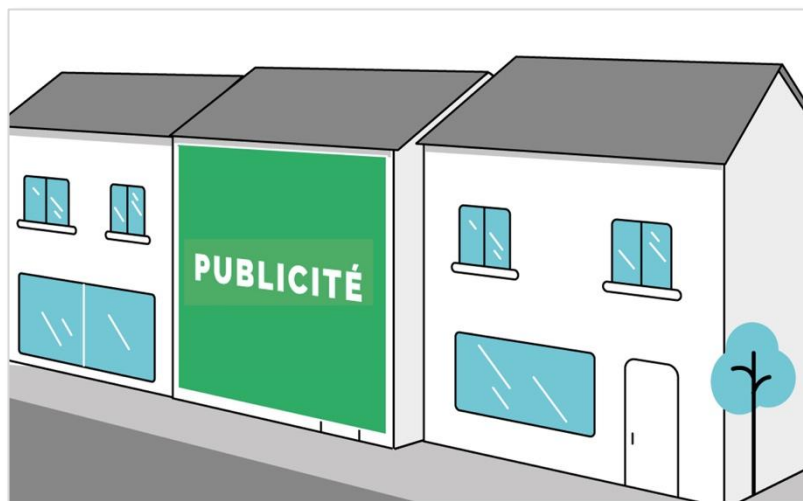
Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Une publicité lumineuse peut-être installée sur la toiture ou la terrasse de tout bâtiment, quelle que soit la hauteur de celui-ci. La hauteur de la publicité est en rapport avec la hauteur de la façade de l'immeuble selon la règle suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque la hauteur de la façade de l'immeuble est inférieure ou égale à 20 mètres, la publicité lumineuse ne peut excéder 1/6^{ème} de la hauteur de la façade et, dans tous les cas, mètres ;- lorsque la hauteur de la façade de l'immeuble est supérieure à 20 mètres, la publicité lumineuse ne peut excéder 1/10^{ème} de la hauteur de la façade et, dans tous les cas, six mètres.	<p>Dispositions générales art. P.G</p> 

Synthèse lumineuse sur toiture						
RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Soumise à autorisation	Interdit	Interdit				

2.3.13 Publicité sur bâche

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Les bâches comportant de la publicité sont définies par l'article R. 581-53 et classées en deux catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bâches de chantier, installées sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux. La surface occupée par la publicité sur la bâche ne peut excéder 50 % de la surface totale de celle-ci. 	<p>Zone 1 art. P.1.8 Interdite</p> <p>Zone 2 et Zone 3 RNP</p> <p>Beynost, Miribel, Neyron et Saint-Maurice-de-Beynost</p>  <p>Thil et Tramoyes</p> 

- les bâches publicitaires, qui sont toutes les autres bâches. Elles ne doivent pas dépasser les limites du mur qui les supporte, ni, le cas échéant, les limites de l'égout du toit (Art. R. 581-27). L'article R. 581-55 précise que . les bâches publicitaires peuvent être installées sur les seuls murs aveugles.



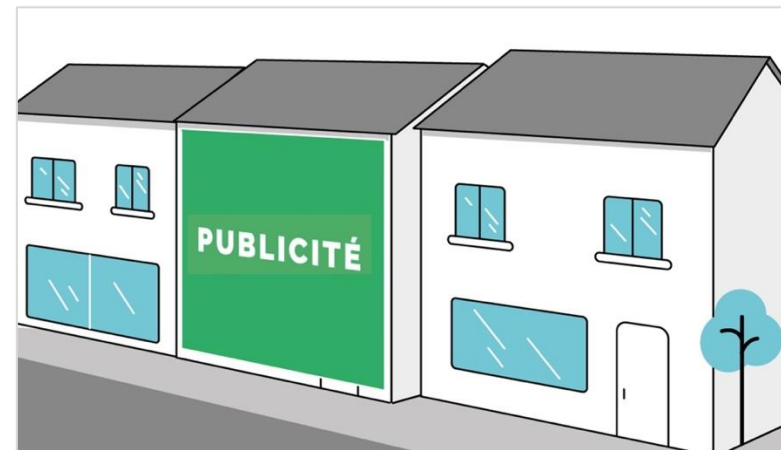
Zone 1 art. P.1.8

Interdite

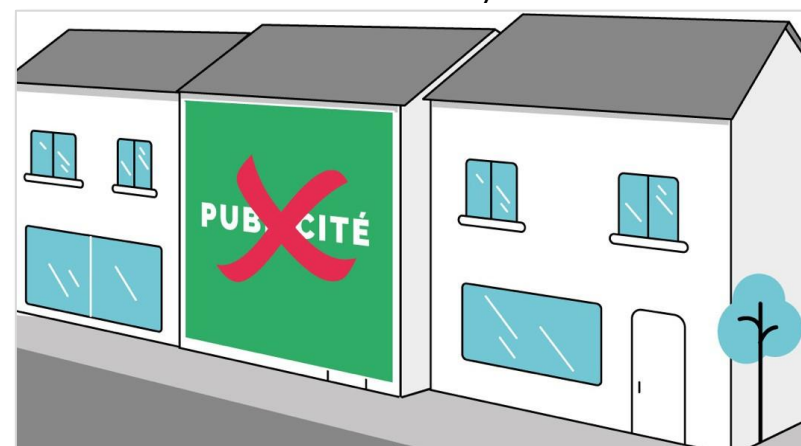
Zone 2 et Zone 3

RNP

Beynost, Miribel, Neyron et Saint-Maurice-de-Beynost



Thil et Tramoyes

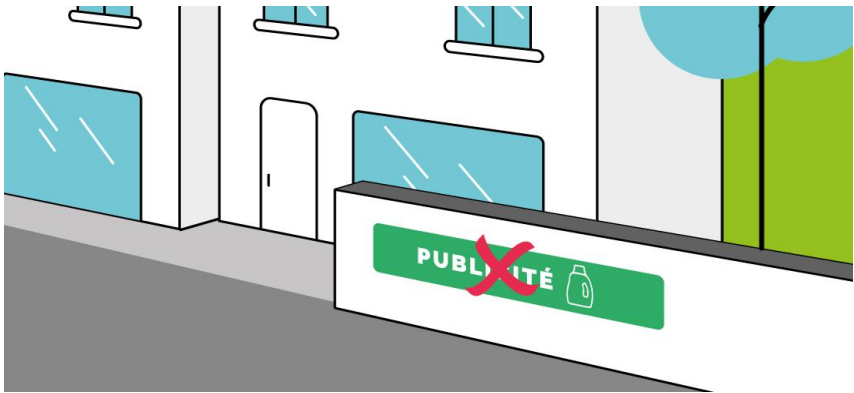


Bâches publicitaires							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
de chantier	≤ à 50 % surface bâche	Interdit	Interdit	Interdit	RNP	Interdit	RNP
publicitaire	≤ à surface façade	Interdit					

2.3.14 Préenseignes temporaires

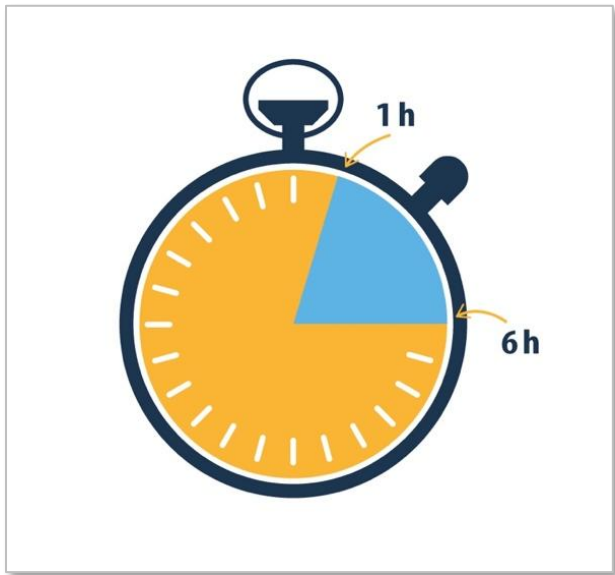
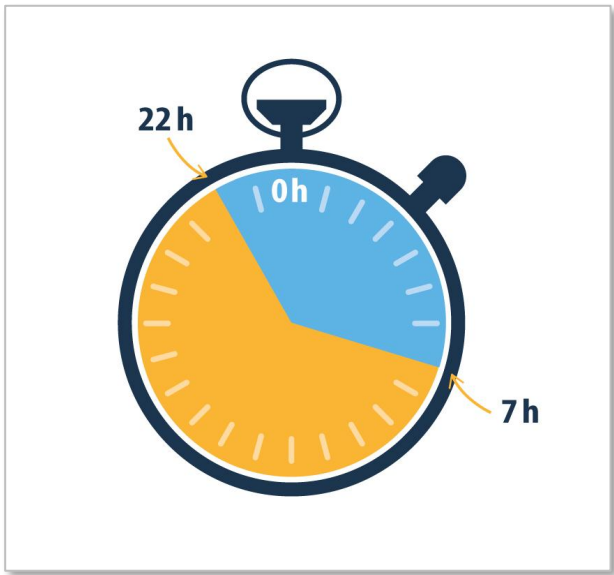
Préenseignes temporaires						
RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Règles publicité	en et hors aggro, 4 scellées si L ≤ à 1,5 m et H ≤ à 1 m	En aggro, règles de la zone - hors aggro, RNP				
3 semaines avant - 1 semaine après						

2.3.15 Publicité sur mur de clôture aveugle et clôture aveugle

Prescriptions	
RNP	RLPi
La publicité est interdite sur les clôtures qui ne sont pas aveugles.(art. R.581-22-3°)	Dispositions générales art. P.E Interdite 

Synthèse sur murs de clôture						
RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
≤ à 10,50 m ²	≤ à 4,70 m ²	Interdit				

2.3.16 Horaires d'extinction

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Toutes les publicités lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures du matin, à l'exception de celles supportées par le mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services, à condition, pour ce qui concerne les publicités numériques qu'elles soient à image fixe.</p>	<p>Dispositions générales art. P.H</p>
	
<p>Ces horaires ne s'appliquent pas à la publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines. Le RLP peut lui en fixer.</p>	<p>Ces horaires s'appliquent à la publicité lumineuse située à l'intérieur des vitrines.</p>

Horaires d'extinction							
	RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Extérieure	de 1 h à 6 h		de 22 h à 07 h				
Intérieur vitrines	/						

2.4 Tableau de synthèse

		RNP Beynost, Miribel, Neyron, St Maurice de Beynost	RNP Thil, Tramoyes	ZP1		ZP2		ZP3
				Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000,	Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zac des Molettes	Zones résidentielles
Densité	Mural	2 si linéaire ≤ à 80 m		Sans objet car interdit	Sans objet car interdit	1 mural par unité foncière		1 mural par unité foncière
	Scellée au sol	1 si linéaire ≤ à 40 m 2 si linéaire ≤ à 80 m 1 supplémentaire par tranche de 80 m	Interdit		Sans objet car interdit	1 si linéaire < à 80 m 2 si linéaire > à 80 m 80 m interdistances entre les 2	Sans objet car interdit	Sans objet car interdit
Sur mur	Surface	≤ à 10,50 m ²	≤ à 4,70 m ²	Interdit	Interdit	RNP	Interdit	≤ à 4,70 m ²
	Hauteur	≤ à 7,5 m	≤ à 6 m			6 m		≤ à 6 m
Scellée au sol	Surface	≤ à 10,50 m ²	Interdit	Interdit	interdit	RNP	Interdit	Interdit
	Hauteur	≤ à 6 m						
	Matériel scellée au sol > 2 m ²	/		Matériel monopied - dos habillé - largeur pied < à 1/4 largeur dispositif				
Chevalets		aucune densité	Interdit	Interdit	1 dispositif par voie bordant l'établissement H < à 1,20 m - L < à 0,60 m rentré lorsque l'établissement est fermé	1 dispositif par voie bordant l'établissement H < à 1,20 m - L < à 0,60 m rentré lorsque l'établissement est fermé	Interdit	1 dispositif par voie bordant l'établissement H < à 1,20 m - L < à 0,60 m rentré lorsque l'établissement est fermé
Mobilier urbain	Surface	≤ à 10,50 m ²	2 m ²	Interdit	≤ à 2 m ²	≤ à 2 m ²	Interdit	≤ à 2 m ²
	Hauteur	≤ à 6 m	3 m		≤ à 3 m	≤ à 3 m		≤ à 3 m
Palissades de chantier	Surface	≤ à 10,50 m ²	≤ à 4,70 m ²	Interdit	≤ à 2 m ²	RNP	Interdit	RNP
	Densité	/	/		2 par palissade	/		/
Petit format		1 m ² (max 2 m ²) < 1/10 ^e de la devanture max ne peut être interdite		RNP				
Numérique extérieure	Surface	≤ à 8 m ²	Interdit	Interdit	interdit	≤ à 8 m ²	Interdit	interdit
	Hauteur	≤ à 6 m				≤ à 6 m		
Lumineuse Intérieur vitrine	sur mobilier urbain	Interdite	Interdit	Interdit				
	Surface cumulée	/	/	≤ à 0,70 m ²		≤ à 2 m ²	≤ à 0,70 m ²	
Lumineuse sur toiture		Soumises à autorisation	Interdit	Interdit				
Bâches	de chantier	≤ à 50 % surface bâche	Interdit	Interdit	Interdit	RNP	Interdit	RNP
	publicitaires	≤ à surface façade	Interdit					
Préenseignes temporaires		Règles publicité	en et hors agglo, 4 scellées si L ≤ à 1,5 m et H ≤ à 1 m	En agglo, règles de la zone - hors agglo, RNP				
		3 semaines avant - 1 semaine après						
Murs de clôtures et clôtures aveugles		≤ à 10,50 m ²	≤ à 4,70 m ²	Interdit				
Horaires d'extinction	Extérieure	de 1 h à 6 h		de 22 h à 07 h				
	Intérieur vitrines	/						

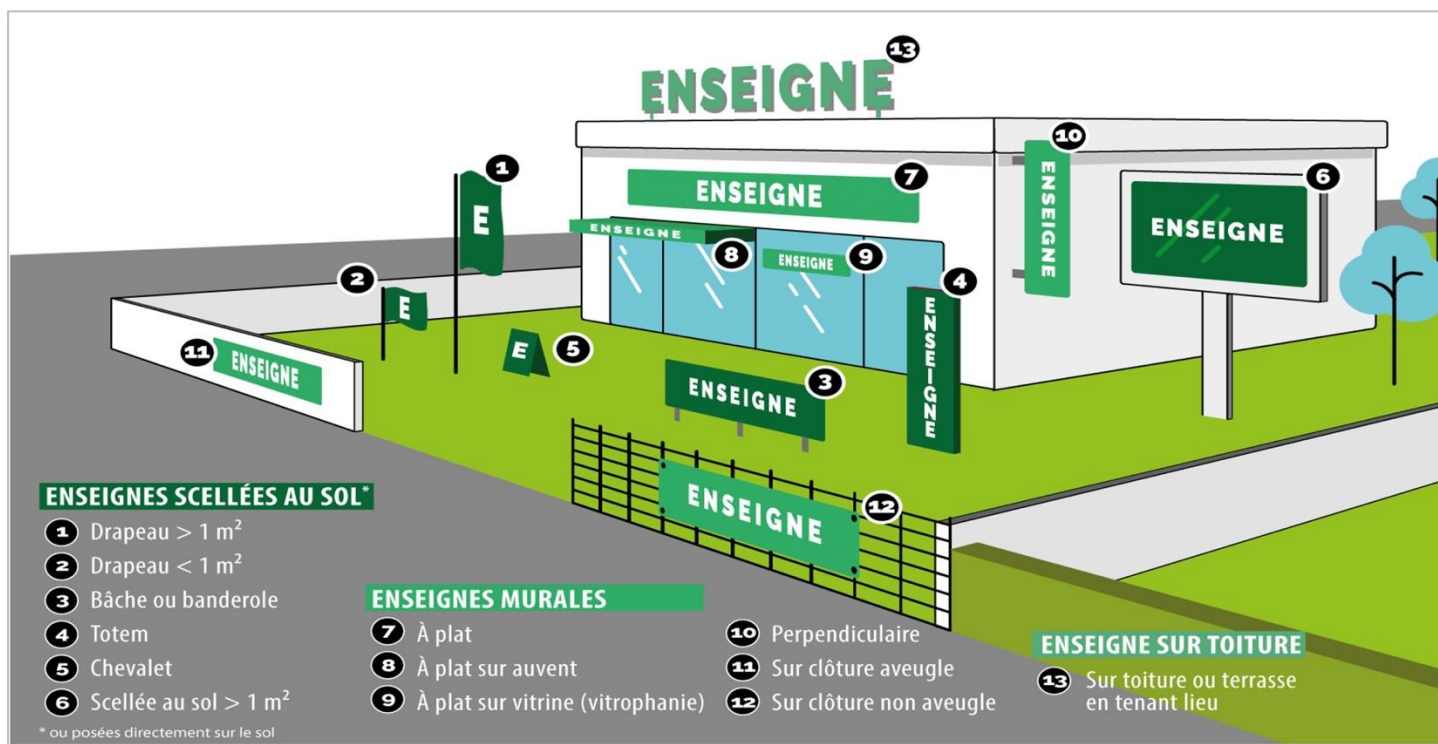
3 ENSEIGNES

3.1 Où peut-on installer les enseignes


Les enseignes peuvent être installées sur tous les territoires, en et hors agglomération.

3.2 Les règles applicables aux enseignes

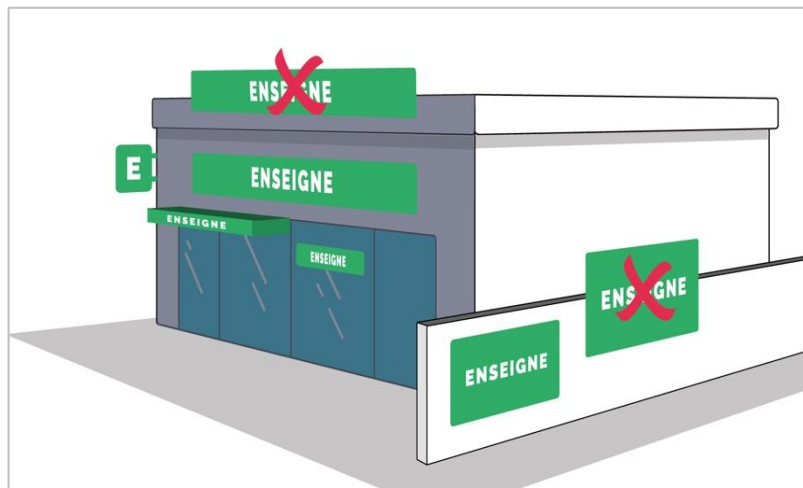
3.2.1 Les différents types d'enseignes



3.2.2 Enseignes sur mur

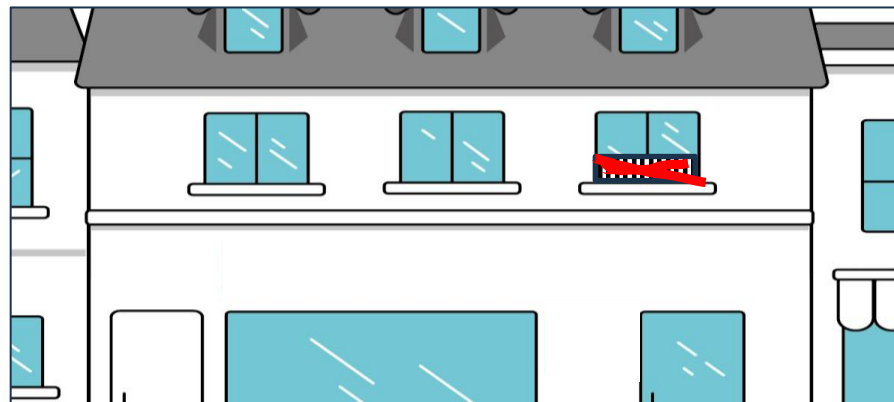
Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>La surface des enseignes apposées sur un mur est limitée à un pourcentage de la surface de la façade (art. R.581-63) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si la surface de la façade est inférieure ou égale à 50 m², la surface des enseignes ne doit pas dépasser 25 %. Par exemple, si une façade mesure 6 m x 3 m, la surface cumulée des enseignes ne doit pas excéder 25 % de 18 m², soit 4,5 m². - si la surface de la façade est supérieure à 50 m², la surface cumulée des enseignes ne doit pas dépasser 15 %. Par exemple, si une façade mesure 20 m x 4 m, la surface cumulée des enseignes ne doit pas excéder 15 % de 80 m², soit 12 m². <p>Le calcul s'effectue façade par façade.</p>  <p>Les enseignes apposées sur les clôtures, aveugles ou non, suivent le régime des enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur (art. R.581-60).</p>	<p>Dispositions générales art. E.A Les enseignes respectent l'architecture du bâtiment où s'exerce l'activité signalée. Elles s'harmonisent avec les lignes de composition de la façade et doivent tenir compte de ses différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs. L'autorisation peut être refusée si l'enseigne, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation porte atteinte à la qualité de la façade, aux lieux avoisinants, aux perspectives, aux paysages ou à l'environnement.</p> <p>art. E.B : Tout occupant d'un local commercial visible depuis la voie ouverte à la circulation publique, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local et de ses enseignes ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants. Il doit notamment s'assurer, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.</p>

Une enseigne apposée à plat sur un mur ou une façade commerciale ne peut dépasser les limites du mur (Art. R 581-60).



Art. E.D :

Les enseignes sur balcon, balconnet, garde-corps ou marquise sont interdites.



Zone 1 Art. E.1.2

Le nombre d'enseignes (en applique, en drapeau) pour une même surface commerciale est limité à 2 par façade.

I - Enseignes à plat

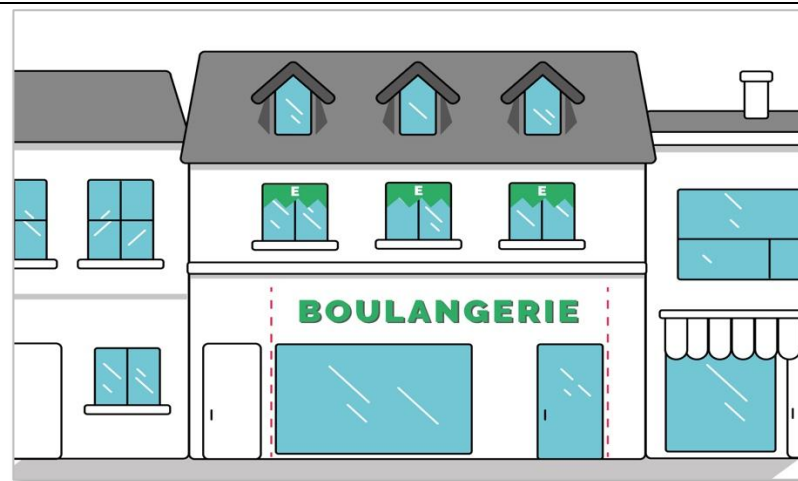
Elle ne dépasse pas la longueur de la devanture.

La hauteur du lettrage est limitée à 0,30 m de haut et ne dépasse pas la hauteur d'appui de baies du premier étage.

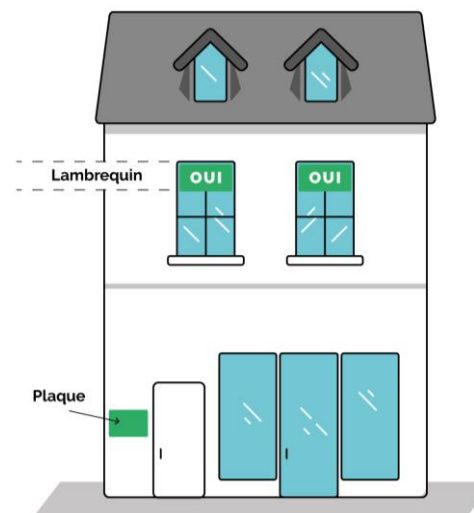
Les lettres sont découpées et indépendantes fixées sur la façade, sans caissons.

Les caissons lumineux, transparents ou diffusants, les fils néons, les cordons lumineux et les rampes lumineuses sont interdits.

- Les lettres collées, les lettres boîtiers et les lettres peintes sont préconisées lorsqu'elles permettent de mettre en valeur la façade.
- L'emploi de fer forgé, métal découpé, verre clair gravé est recommandé.
- Un éclairage discret sur l'enseigne permet d'éviter le rétro-éclairage.
- Les enseignes peintes anciennes peuvent être restaurées.



Les lambrequins ainsi qu'une plaque de dimensions maximales de 0,30 m x 0,30 m apposée à côté de la porte d'entrée de l'immeuble, sont autorisés pour les établissements en étage.

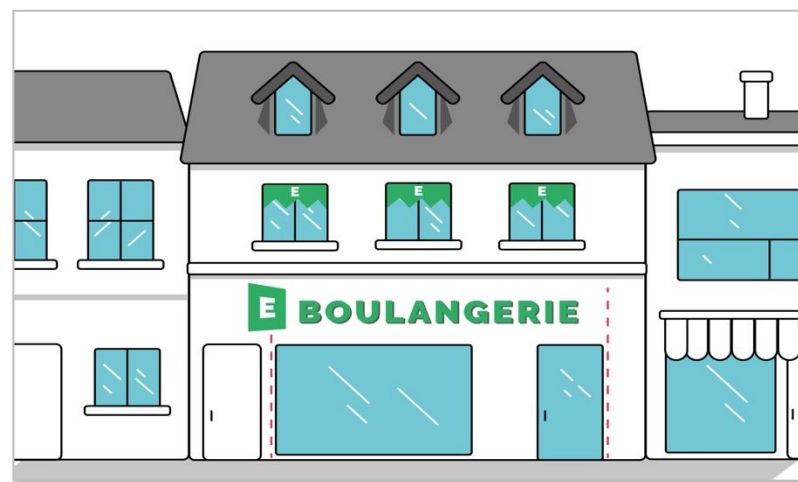


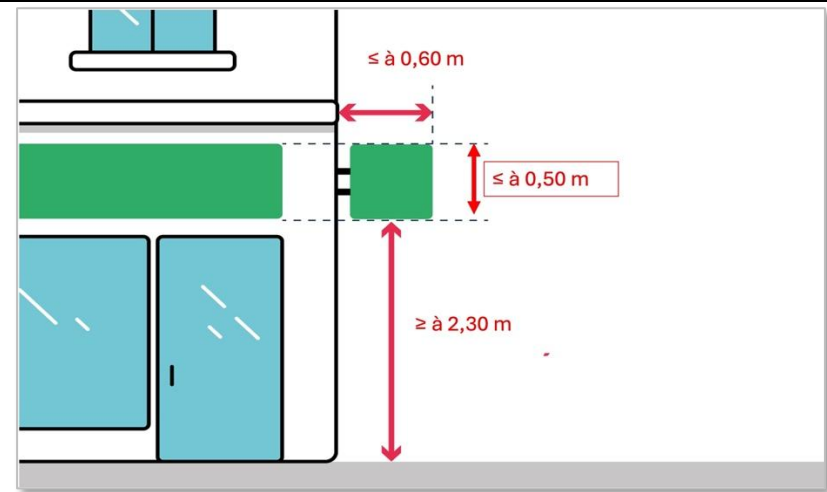
II - Enseigne perpendiculaire

Elle est apposée uniquement en rez-de-chaussée et dans le prolongement de l'éventuelle enseigne à plat.

Sa hauteur est inférieure ou égale à 0,50 mètre et la saillie inférieure ou égale à 0,60 mètre, attaches comprises.

Pour les établissements multiservices, 2 enseignes perpendiculaires sont autorisées par voie bordant l'établissement, de manière à y regrouper l'ensemble des activités signalées.





Zone 2 Art. E.2.2
Elles se conforment au RNP.



Zone 3

art. E.3.1

I - Enseignes à plat

Elles se conforment au RNP.

II - Enseignes perpendiculaires

Une seule enseigne est autorisée par voie bordant l'établissement.

Elle est apposée en rez-de-chaussée dans l'alignement de l'enseigne en bandeau.

Sa hauteur est inférieure ou égale à 0,50 mètre et la saillie inférieure ou égale à 0,60 mètre, attaches comprises.

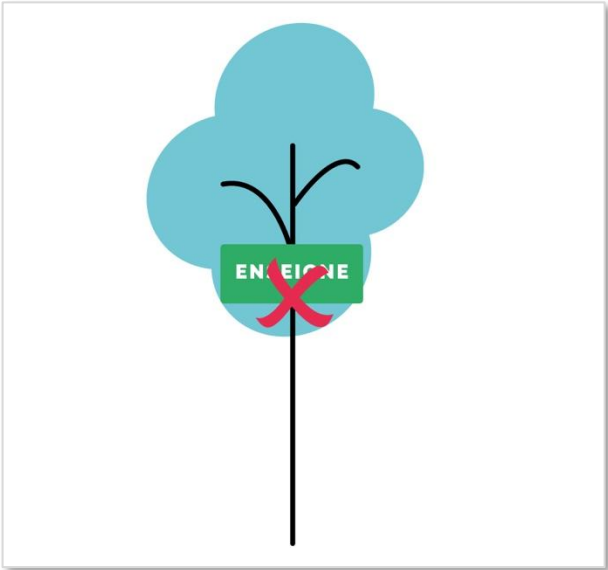
Les caissons sont interdits.

Pour les établissements multiservices, 2 enseignes perpendiculaires sont autorisées par voie bordant l'établissement, de manière à y regrouper l'ensemble des activités signalées.



Synthèse enseignes sur façade				
	RNP	ZE1	ZE2	ZE3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
à plat	% de la surface de la façade commerciale 25 % < 50 m ² 15 % > 50 m ²	Règles implantation, de nombre et de surface	RNP	RNP
perpendiculaires		1 par voie bordant l'établissement dans le prolongement de l'enseigne plat Règles de dimensions		1 par voie bordant l'établissement dans le prolongement de l'enseigne plat Règles de dimensions
		2 par voie bordant l'établissement pour établissements multiservices		2 par voie bordant l'établissement pour établissements multiservices
sur balcon, balconnet, garde-corps ou marquise	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit

3.2.3 Enseignes sur arbres et sur les haies

Prescriptions	
RNP	RLPi
Le Code de l'environnement ne réglemente pas ce type de support.	Dispositions générales art. E.C 

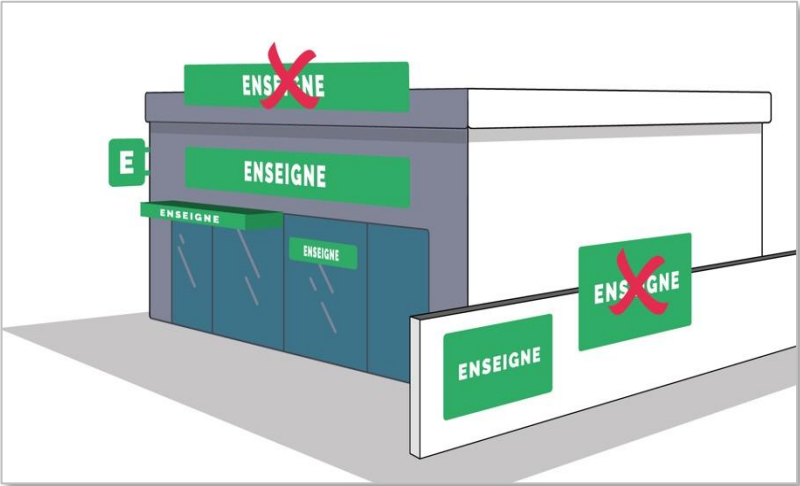
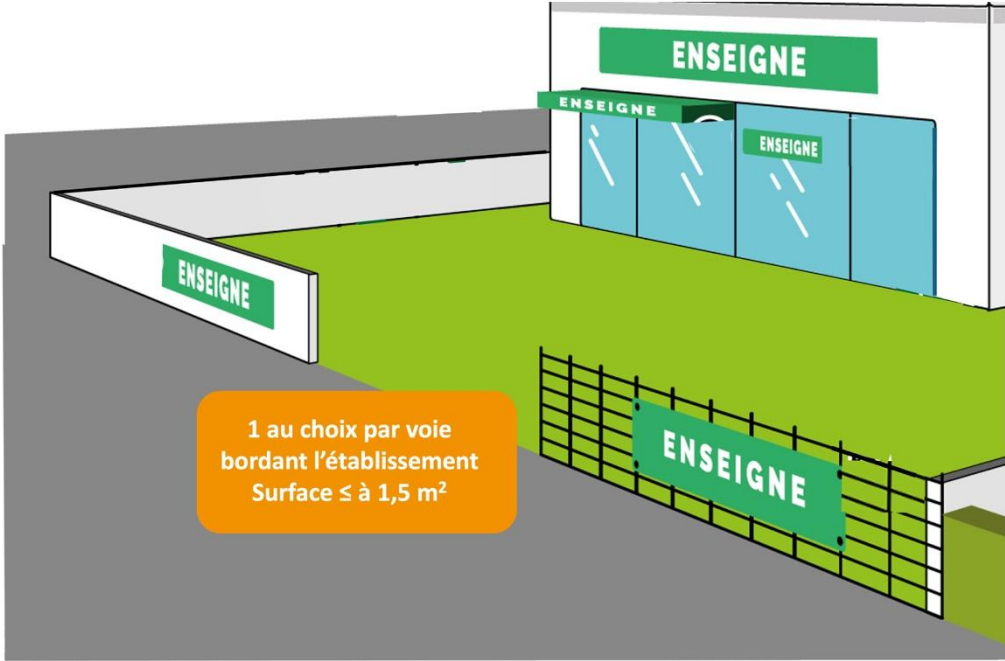
Synthèse enseignes sur les arbres et les haies				
	RNP	ZE1	ZE2	ZE3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
Sur les arbres et sur les haies	/	Interdites		

3.2.4 Enseignes scellées au sol de moins de 1 m² hors chevalet ou porte-menu

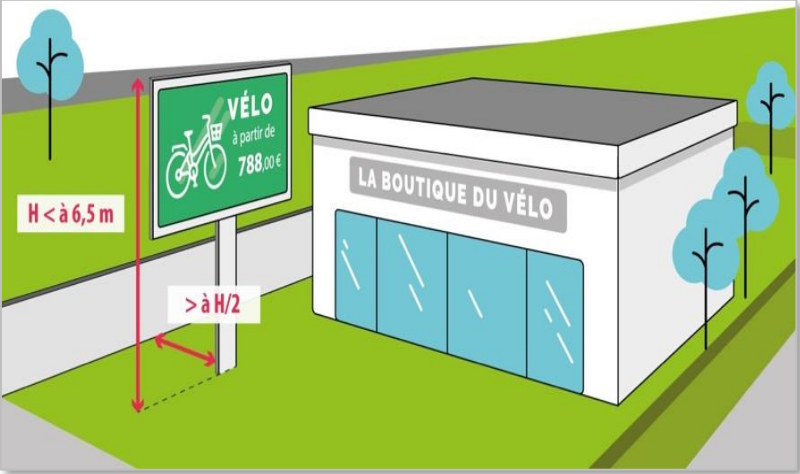
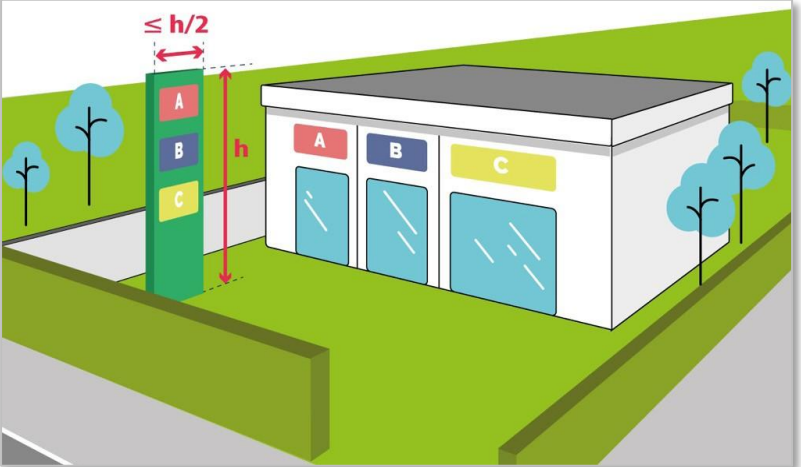
Prescriptions	
RNP	RLPi
Le Code de l'environnement ne leur fixe pas de prescriptions.	Dispositions générales art. E.E Interdites

Synthèse enseignes scellées au sol ≤ à 1 m ²			
RNP	ZE1	ZE2	ZE3
	Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
/	Interdit	Interdit	Interdit

3.2.5 Enseignes sur clôture aveugle ou non

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Les enseignes apposées sur les clôtures aveugles ou non suivent le régime des enseignes apposées sur un mur ou parallèlement à un mur (art. R.581-60).</p> 	<p>Dispositions générales art. E.F Elles sont limitées à un dispositif par voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité. Leur surface unitaire est inférieure ou égale à 1,5 mètre carré.</p> 

3.2.6 Enseignes scellées au sol de plus de 1 m²

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Les enseignes de plus d'un mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété (Art. R.581-64, 2^{ème} alinéa).</p> <p>Les enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie (Art. R.581-64, 1^{er} alinéa).</p> <p>Les enseignes de plus de 1 m² scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bord dans l'immeuble c'est l'activité signalée.</p>	<p>Dispositions générales art. E.G</p> <p>La surface indiquée des enseignes est la surface totale, encadrement compris.</p> <p>Leur hauteur est au minimum supérieure à 2 fois leur largeur, de manière à présenter une forme de totem.</p> <p>Lorsqu'elles sont simple face, le dos des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doit être habillé, afin de ne pas laisser apparaître les structures du dispositif.</p> <p>Lorsqu'elles sont double face, les enseignes ne doivent pas présenter de séparation visible. Lorsque plusieurs établissements sont implantés sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière.</p>
	

Le calcul de la surface unitaire des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol s'apprécie en prenant en compte le dispositif dont le principal objet est de recevoir l'enseigne (art. R.581-65-1).

La surface unitaire maximum des enseignes scellées au sol est de 6 mètres carrés.

Elles est portée à 10,50 mètres carrés dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

Ces enseignes ne peuvent dépasser :

- 1° 6,5 mètres de haut lorsqu'elles ont 1 mètre ou plus de large ;
- 2° 8 mètres de haut lorsqu'elles ont moins de 1 mètre de large.

Zone 1 art. E.1.3



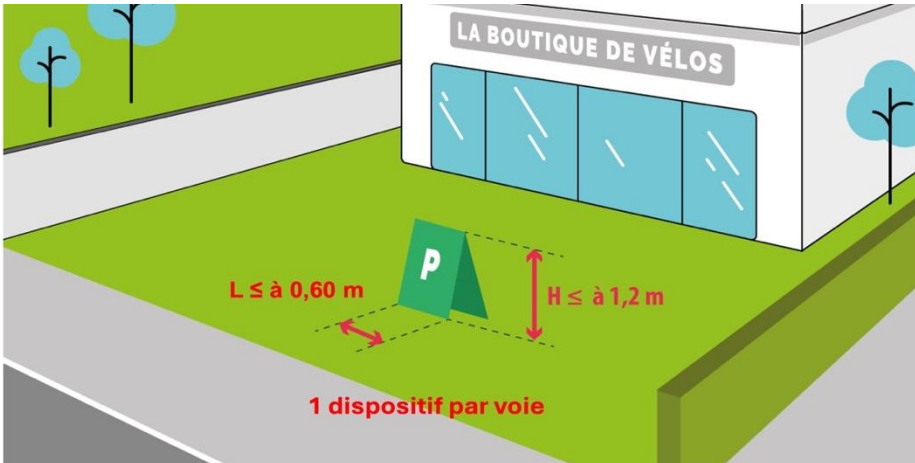
Zone 2 art. E.2.3

Zone 3 art. E.3.3



Synthèse enseignes scellées au sol \geq à 1 m ²				
	RNP	ZE1	ZE2	ZE3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
Hauteur	6,5 m si largeur $>$ à 1 m 8 m si largeur $<$ à 1 m	Hauteur $<$ 6,5 m		
Densité	1 par voie bordant l'établissement	Regroupement si plusieurs établissements sur même UF		
Format	aucun format exigé	$H \geq 2 \times L$ (totem)		

3.2.7 Chevalets ou porte-menu

Prescriptions	
RNP	RLPi
Le Code de l'environnement ne leur fixe pas de prescriptions.	<p>Dispositions générales art. E.H</p> 

Synthèse chevalets			
RNP	ZE1	ZE2	ZE3
	Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
/	1 dispositif par voie bordant l'établissement au droit de l'établissement H < à 1,20 m - L < à 0,60 m	1 dispositif par voie bordant l'établissement au droit de l'établissement H < à 1,20 m - L < à 0,60 m	1 dispositif par voie bordant l'établissement au droit de l'établissement H < à 1,20 m - L < à 0,60 m

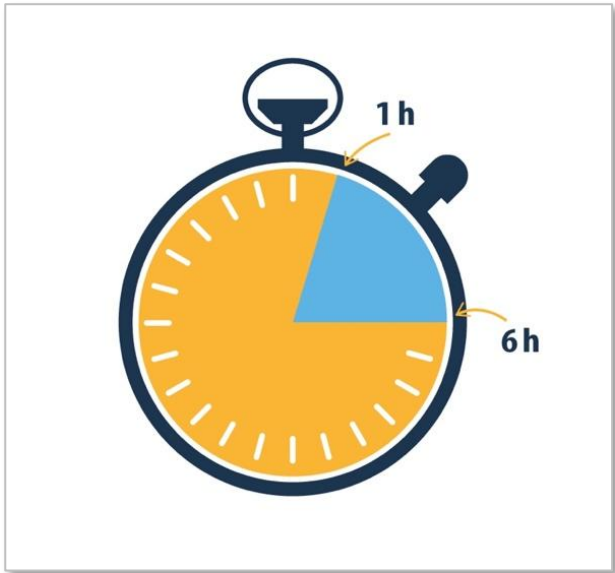
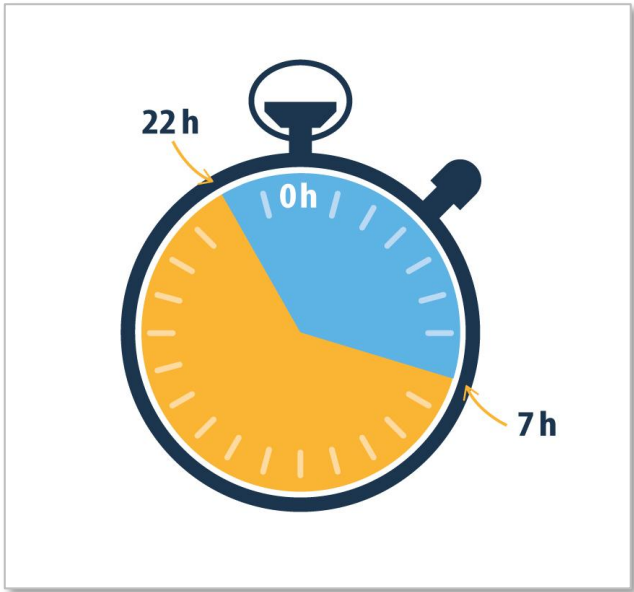
3.2.8 Enseignes à faisceau de rayonnement laser

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Les enseignes à faisceau de rayonnement laser sont soumises à l'autorisation du maire (art. L.581-18 alinéa 4). L'autorisation est accordée après avis du service de l'État en charge de l'aviation civile. La notice descriptive mentionne notamment la puissance de la source laser, les caractéristiques des faisceaux et la description des effets produits (art. R.581-18).</p>	<p>Dispositions générales art. E.I interdites</p>


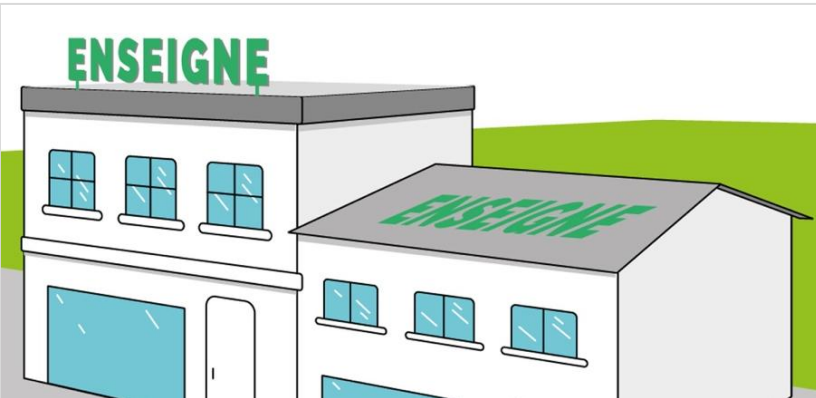
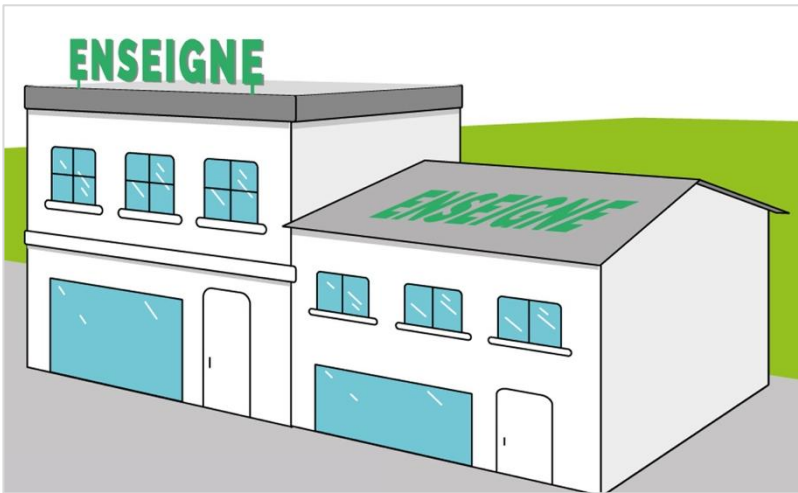
3.2.9 Enseignes temporaires

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Sont considérées comme enseignes ou préenseignes temporaires :</p> <p>1° Les enseignes ou préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;</p> <p>2° Les enseignes ou préenseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce (art. R.581-68).</p> <p>Ces enseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération (art. R.581-69).</p>	<p>Dispositions générales art. E.J Elles suivent les dispositions des enseignes dans la zone où elles se situent.</p>

3.2.10 Horaires d'extinction



Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>L'enseigne lumineuse, c'est-à-dire l'enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse, est soumise à une obligation d'extinction nocturne. Elle est également fixée de 1 h à 6 h du matin lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.</p>	<p>Dispositions générales art. E.K</p> <p>Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 21 heures et 8 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité</p>
	
<p>Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou d'autres services d'urgence.</p>	

3.2.11 Enseignes sur toiture

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Les enseignes installées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fonds autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent dépasser 0,50 mètre de haut.</p> <p>La hauteur est limitée à 3 mètres si la hauteur de façade qui la supporte est inférieure à 15 mètres. Cette hauteur est portée au 1/5 de la façade si cette dernière est supérieure à 15 mètres dans la limite de 6 mètres.</p> <p>La surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement ne peut excéder 60 m² (art. R.581-62).</p>	<p>Zone 1 art. E.1 5 Zone 3 art. E.35 Interdites</p>  <p>Zone 2 art. E.2.6 RNP</p> 
	

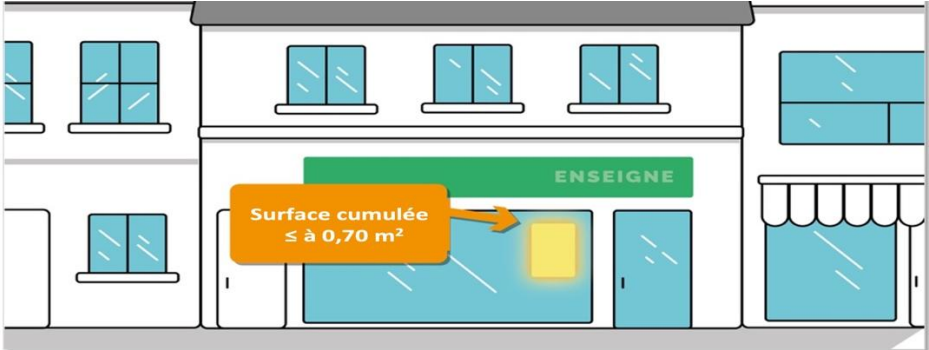
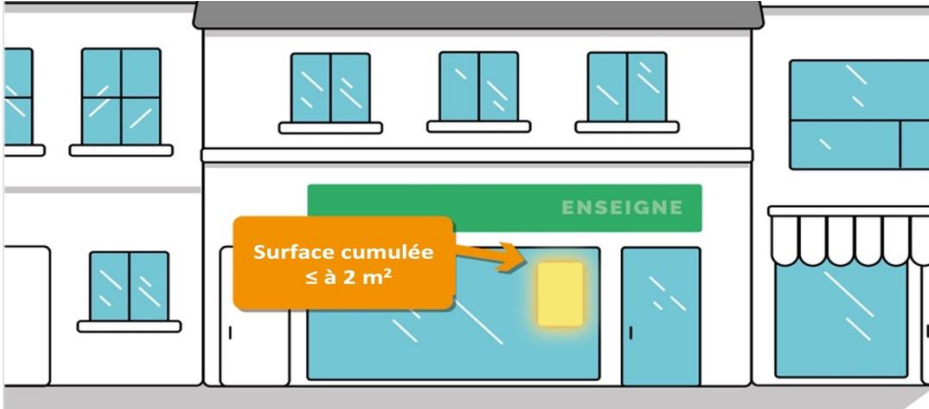
Synthèse enseignes sur toiture				
	RNP	ZP1	ZP2	ZP3
		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
Surface	≤ à 60 m ²			
Hauteur	Jusqu'à 3 m si hauteur façade ≤ à 15 m Jusqu'à 6 m si hauteur façade > à 15 m	Interdites	RNP	Interdites

3.2.12 Enseignes numériques

Prescriptions	
RNP	RLPi
Se conforment aux règles des différents types d'enseignes sur mur ou scellée au sol.	<p>Zone 1 art. E.1.6 Zone 3 art. E.3.6 Interdites</p>  <p>Zone 2 art. E.2.5 Surface limitée à 6 m²</p> 

Synthèse enseignes numériques extérieures			
	ZP1	ZP2	ZP3
RNP	Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
Pour les murales : surface inclue dans le % des enseignes sur mur	Interdit	≤ à 6 m ²	Interdit

3.2.13 Enseignes numériques à l'intérieur des vitrines

Prescriptions	
RNP	RLPi
<p>Par dérogation à l'article L. 581-2, le RLP peut prévoir que les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique respectent des prescriptions qu'il définit en matière d'horaires, de surface, de consommation énergétique et de prévention de nuisances lumineuses (Art. L. 581-14-4).</p> <p>Il n'est par contre pas possible de définir des prescriptions concernant d'autres aspects que ceux prévus par la loi (par exemple, en matière de hauteur ou de densité.), ni d'interdire ces enseignes lumineuses.</p>	<p>Zone 1 art. P.1.4 Zone 3 art. P.3.4</p>  <p>Zone 2 art. P.2.4</p> 

Synthèse enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines

	RNP		ZP1	ZP2	ZP3
			Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles
Surface cumulée	/	/	≤ à 0,70 m ²	≤ à 2 m ²	≤ à 0,70 m ²

3.3 Tableau de synthèse

	RNP		ZP1	ZP2	ZP3
	RNP		Zone N des PLU, EBC, site Natura 2000, Site inscrit, SPR Miribel	Zones d'activités ou commerciales	Zones résidentielles et hors agglomération
Sur façade	à plat	% de la surface de la façade commerciale 25 % < 50 m ² 15 % > 50 m ²	Règles implantation, de nombre et de surface	RNP	RNP
	perpendiculaires		1 par voie bordant l'établissement dans le prolongement de l'enseigne plat Règles de dimensions		1 par voie bordant l'établissement dans le prolongement de l'enseigne plat Règles de dimensions
			2 par voie bordant l'établissement pour établissements multiservices		2 par voie bordant l'établissement pour établissements multiservices
Sur les arbres et sur les haies	/	/	Interdites		
Sur balcon, balconnet, garde-corps ou marquise	/	Règles de hauteur	Interdit		
Scellé au sol ≤ à 1 m ²	/	/	Interdit	Interdit	Interdit
Sur clôture aveugle ou non	Surface	surface de la clôture	≤ à 1,5 m ²		
	Densité	/	1 par voie bordant l'établissement		
Scellé au sol ≥ à 1 m ²	Surface	≤ à 6 m ²	≤ à 2 m ²	≤ à 6 m ²	≤ à 6 m ²
	Hauteur	6,5 m si largeur > à 1 m 8 m si largeur < à 1 m	≤ à 6,5 m	≤ à 6,5 m	≤ à 6,5 m
	Densité	1 par voie bordant l'établissement	Regroupement sur un seul support si plusieurs établissements sur même UF		
	Format	/	H ≥ 2 X L (totem)		
Chevalets et porte-menus	Densité	/	1 par voie bordant l'établissement au droit de l'établissement		
	Dimensions	/	1,20 m x 0,60 m		
Faisceau de rayonnement laser	Puissance de la source		Interdit		
Temporaires	/		Suivent les dispositions des enseignes dans la zone où elles se situent.		
Lumineuse Intérieur vitrine	Surface cumulée		≤ à 0,70 m ²	≤ à 2 m ²	≤ à 0,70 m ²
Numérique	Murale : surface incluse dans le % des enseignes sur mur		Interdit	≤ à 6 m ²	Interdit
Sur toiture	Surface	< à 60 m ²	Interdites	RNP	Interdites
	Hauteur	Jusqu'à 3 m si hauteur façade < à 15 m Jusqu'à 6 m si hauteur façade > à 15 m			
ZAC des Molettes	Règles spécifiques				

4 PROCEDURES D'AUTORISATION ET DE SANCTION

4.1 Publicité

4.1.1 Déclaration préalable

Toute nouvelle installation, remplacement ou modification d'un dispositif publicitaire (non numérique) doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

Soumises :

- les publicités ;
- les préenseignes dont les dimensions excèdent 1 m de hauteur et 1,50 m en largeur;
- les bâches publicitaires (uniquement remplacement ou modification).

Exclues :

- les préenseignes dont les dimensions n'excèdent pas 1 m de hauteur et 1,50 m en largeur ;
- les préenseignes dérogatoires ;
- les préenseignes temporaires.

Le pétitionnaire doit utiliser le formule CERFA 14799*01. La déclaration est déposée en mairie et n'appelle pas de réponse. Le pétitionnaire installe son dispositif sous sa responsabilité et s'expose aux sanctions si la publicité est illégale.

4.1.2 Autorisation préalable (art. L.581-9)

Toute nouvelle installation, remplacement ou modification d'un dispositif publicitaire suivant est soumise à autorisation préalable :

- la publicité lumineuse y compris numérique ;
- sur bâches comportant de la publicité ;
- dispositifs de dimensions exceptionnelles.

Le pétitionnaire doit utiliser le formulaire CERFA 14798*01.

La demande est déposée en mairie et nécessite une instruction.

A partir de la réception du dossier et si celui-ci est complet, le service instructeur doit répondre dans un délai de 2 mois. Passé ce délai et sans réponse, l'accord est tacite et l'enseigne peut être installée dans les conditions indiquées dans le formulaire.

Publicité murale	Déclaration
Publicité scellée au sol	Déclaration
Publicité éclairée par projection ou transparence	Déclaration
Publicité de petit format	Déclaration
Publicité sur mobilier urbain	Déclaration
Publicité numérique	Autorisation
Publicité lumineuse à l'intérieur des vitrines	/
Publicité sur bâche	Autorisation
Publicité de dimensions exceptionnelles	Autorisation
Préenseignes L < à 1,5 m et H < à 1 m	/
Préenseignes dérogatoires	/

4.2 Enseignes

Les communes étant couvertes par un RLPi, toutes les enseignes (installation, remplacement, modification) sont soumises à autorisation (art. L.581-18 et R.581-17), à l'exception des enseignes temporaires.

Les motifs de refus de l'autorisation doivent-êtré :

- liés au cadre de vie ;
- motivés en fait et en droit ;
- il y a cependant un large pouvoir d'appréciation ;
- le code de l'urbanisme ne peut être invoqué pour refuser une enseigne.

Le pétitionnaire doit utiliser le formulaire CERFA 14798*01.

La demande est déposée en mairie et nécessite une instruction.

A partir de la réception du dossier et si celui-ci est complet, le service instructeur doit répondre dans un délai de 2 mois. Passé ce délai et sans réponse, l'accord est tacite et l'enseigne peut être installée dans les conditions indiquées dans le formulaire.

Sur monuments historiques classés ou inscrits	oui
Sur les arbres	oui
Aux abords des monuments historiques	oui
Dans les sites inscrits	oui
Enseigne à faisceau de rayonnement laser	oui
Enseigne à l'intérieur de vitrine	oui
Enseigne murale	oui
Enseigne à plat	oui
Enseigne sur toiture	oui
Enseigne scellée au sol	oui
Enseigne temporaire	non
Enseigne temporaire installée sur un immeuble ou lieux de protection renforcée(MH...)	oui

4.2 Consultation de l'architecte des bâtiments de France et préfet de région

Article R. 581-16

Modifié par Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 – art. 8

II. L'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 581-18 est délivrée par l'autorité compétente en matière de police :

1° Après accord de l'architecte des Bâtiments de France lorsque cette installation est envisagée sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords en application de l'article L. 621-30 du code du patrimoine ou situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L. 631-1 du code du patrimoine ;

2° Après accord du préfet de région, lorsque cette installation est envisagée sur un monument naturel, dans un site classé, un cœur de parc national, une réserve naturelle ou sur un arbre.

4.3 Les délais d'application

Lorsqu'un dispositif ne respecte pas la réglementation fixée par le RLPI, les délais de mise en conformité sont les suivants :

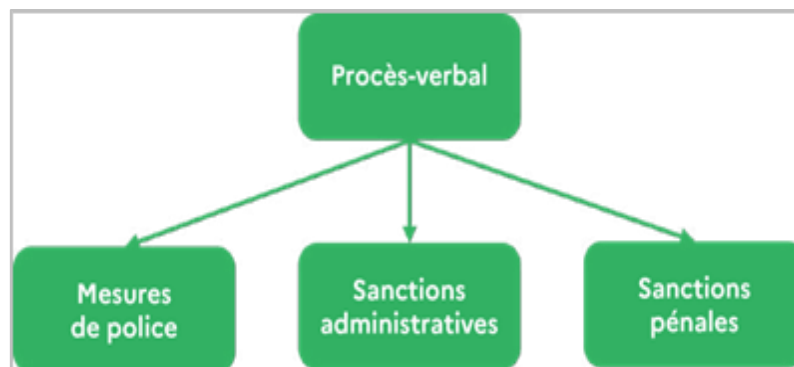
	Implantation antérieure à la date d'entrée en vigueur du RLPI	Implantation postérieure à la date d'entrée en vigueur du RLPI
Publicité, y compris lumineuses situées à l'intérieur des vitrines	Opposable 2 ans après son entrée en vigueur	Opposable immédiatement
Enseignes	Opposable 6 ans après son entrée en vigueur	Opposable immédiatement
Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines	Opposable 4 ans après son entrée en vigueur	Opposable immédiatement

Tous les dispositifs en infraction avec le règlement national de publicité ne disposent d'aucun délai.

4.4 Les procédures de sanctions

Le respect du code de l'environnement, et le cas échéant du RLPI, est garanti par des mesures de police, des sanctions administratives et des sanctions pénales. Elles sont regroupées sous l'intitulé générique de procédures de sanctions.

Ainsi, en l'absence de conformité avec le règlement local de publicité intercommunal, des mesures de sanctions existent.



a) Le constat d'infraction

La constatation des infractions par un procès-verbal est la phase essentielle de la procédure indispensable aux mesures de police.

b) Les agents verbalisateurs

Elle est indépendante de la compétence de police. L'important est que l'agent verbalisateur soit habilité à dresser le constat.

L'article L. 581-40 dresse la liste des agents et fonctionnaires habilités à constater une infraction à la réglementation. Il s'agit, outre les officiers de police judiciaire :

- des agents de police judiciaire mentionnés aux articles 20 et 21 du code de procédure pénale ;
- des fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux monuments historiques, aux monuments naturels ainsi qu'aux sites inscrits et classés ;
- des fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux dispositions du code de la voirie routière ;
- des fonctionnaires et agents publics habilités à constater les infractions au code de l'urbanisme ;
- des fonctionnaires et agents des services de l'État et de ses établissements publics, commissionnés au titre de la réglementation de la publicité extérieure et assermentés ;
- des agents habilités par les collectivités locales à constater les infractions au code de la route en matière d'arrêt et de stationnement des véhicules automobiles en vertu de l'article L. 130-4 du code de la route ;

- des agents des collectivités territoriales assermentés et commissionnés au titre de la réglementation de la publicité extérieure par l'autorité compétente en matière de police ;
- des agents des services de l'État chargés des forêts et des agents de l'Office national des forêts commissionnés à raison de leurs compétences en matière forestière et assermentés à cet effet ;
- des agents des réserves naturelles mentionnés à l'article L. 332-20 du code de l'environnement sur le territoire de la réserve dans laquelle ils sont affectés ;
- des gardes du littoral mentionnés à l'article L. 322-10-1 du code de l'environnement ayant compétences sur l'ensemble du domaine relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres dans le département de leur résidence administrative.

c) La communication du procès-verbal

Une fois dressé, le procès-verbal est adressé, dans les cinq jours qui suivent sa clôture, au procureur de la République (un modèle de courrier figure au chapitre 8 du guide). Une copie est également adressée dans ce même délai à l'autorité compétente en matière de police (Art. L. 172-16).

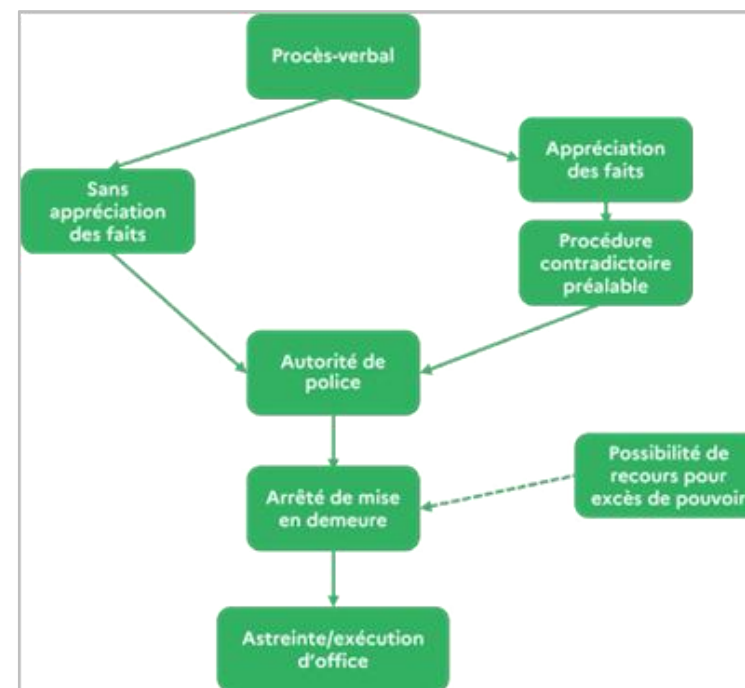
Sauf instruction contraire du procureur de la République, une copie du procès-verbal de constatation de l'infraction est également transmise au contrevenant dans un délai de cinq jours au moins et de dix jours au plus suivant la transmission du procès-verbal au procureur (Art. L. 172-16 et R. 172-9). Selon la commission d'accès aux documents administratifs (CADA), le procès-verbal n'est pas un document administratif communicable au sens de la loi du 17 juillet 1978. En qualité d'acte de procédure pénale, il est soumis au principe du secret de l'instruction et de l'enquête. Les contrevenants qui n'auraient pas été destinataires d'une copie doivent s'adresser au procureur de la République.

d) La mise en demeure :

Le maire ordonne (art. L.581-27 et 28), dans un délai de cinq jours à compter de la notification de l'arrêté par lettre recommandée avec accusé de réception, soit la suppression, soit la mise en conformité. du dispositif avec ces dispositions, ainsi que, le cas échéant, la remise en état des lieux.

Lorsqu'une publicité. doit être enlevée . la suite de l'arrêté de mise en demeure, c'est la totalité du matériel qui doit être démontée, pieds compris s'il s'agit d'un dispositif scellé. au sol.

Dans le cas contraire, la personne visée s'expose à une amende (astreinte journalière) de 233,13 par jour (valeur 2023) jusqu'à ce que la mise en conformité soit appliquée.



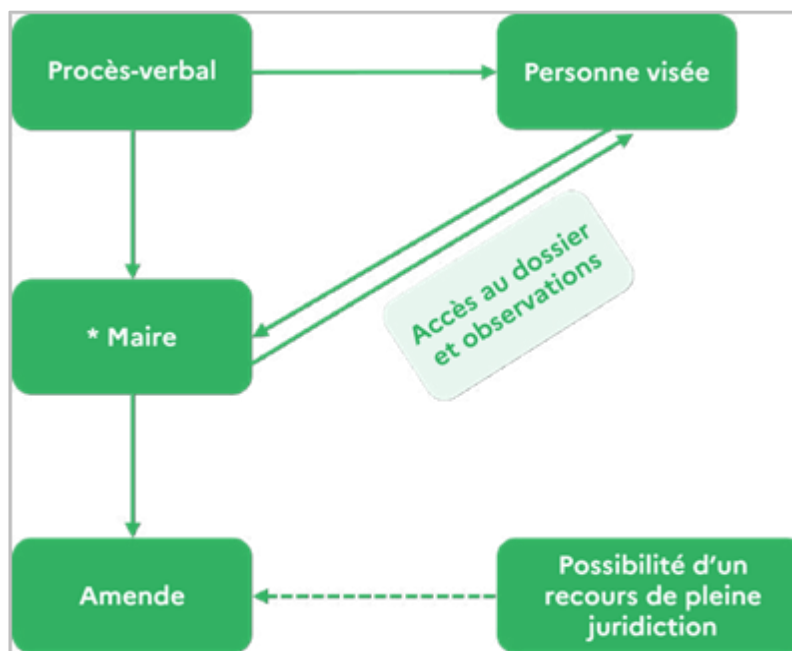
e) L'exécution d'office

Parallèlement à l'astreinte, l'article L.581-31 prévoit que le maire fasse exécuter d'office les travaux prescrits par l'arrêté de mise en demeure s'il n'a pas été procédé à leur exécution dans le délai de cinq jours fixé par cet arrêté. Les frais de l'exécution d'office sont supportés par la personne à qui a été notifié l'arrêté. Le matériel démonté doit être stocké et tenu à la disposition du contrevenant. Au moins huit jours avant la date de commencement des travaux, le maire doit notifier au propriétaire ou au locataire de l'immeuble où est installé le dispositif litigieux, l'exécution des travaux de remise en état (un modèle de lettre d'information au propriétaire figure au chapitre 8 du guide). Les coûts de l'exécution d'office comprennent les frais de personnel, la distance kilométrique d'intervention, l'amortissement des matériels, la location de véhicule au besoin, etc.

f) L'amende administrative

Enfin la sanction pénale (L.581.34) peut également être utilisée. L'amende administrative (art. L.581.26) est une sanction complémentaire de l'astreinte qui émane du préfet.

Le montant par infraction constaté est de 1 500 €.



Pour plus d'informations, le guide pratique national sur la réglementation de la publicité extérieure est téléchargeable sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire :
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr>